

*LE DEPLOIEMENT DE LA PERSPECTIVE
DE L'INVESTISSEMENT SOCIAL DANS
LES POLITIQUES « ENFANCE
FAMILLE » AU QUEBEC :
CO-CONSTRUCTION, ENGAGEMENT
PARENTAL ET MIXITÉ SOCIALE ?*

Annabelle Berthiaume

École de travail social | Université McGill | Montréal

Décembre 2020

Thèse présentée à l'Université McGill comme exigence partielle du doctorat en
travail social

©Annabelle Berthiaume, 2020

Table des matières

RESUME	VI
ABSTRACT	VII
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	VIII
LISTE DES TABLEAUX	IX
REMERCIEMENTS	X
CHAPITRE 1. INTRODUCTION	1
1.1. FONDEMENTS ET OBJECTIFS DE LA THESE	2
1.2. ORIGINE DU QUESTIONNEMENT	16
1.3. PRESENTATION DES DIFFERENTES SECTIONS DE LA THESE	21
CHAPITRE 2. REVUE DE LA LITTERATURE ET CADRE CONCEPTUEL	24
2.1. REVUE DE LA LITTERATURE	24
2.1.1. LA PERSPECTIVE DE L'INVESTISSEMENT SOCIAL AU CANADA ET A L'INTERNATIONAL	25
2.1.2. LE DEPLOIEMENT DE L'INVESTISSEMENT SOCIAL AU QUEBEC	33
2.1.3. LA MIXITE SOCIALE COMME STRATEGIE DES POLITIQUES DE LA VILLE	39
2.1.4. LES FEMMES, ACTRICES DES POLITIQUES SOCIALES	47
2.2. CADRE CONCEPTUEL	54
2.2.1. L'ECOSYSTEME POUR RENDRE COMPTE DU PARTAGE DES RESPONSABILITES SOCIALES	55
2.2.2. AU-DELA DE LA COMMUNAUTE : LE TERRITOIRE COMME LIEU DE CONFLIT	62
2.2.3. RENDRE VISIBLE : TROIS APPORTS DES ANALYSES FEMINISTES	66
CHAPITRE 3. METHODOLOGIE	74
3.1. L'ETHNOGRAPHIE CRITIQUE	75
3.1.1. L'ENTREVUE SEMI-DIRIGEE	77
3.1.2. L'OBSERVATION PARTICIPANTE	84
3.1.3. LA LITTERATURE GRISE	86
3.2. ANALYSE DES DONNEES	87

3.3. CONSIDERATIONS ETHIQUES	90
3.4. PORTRAIT NON EXHAUSTIF DU TERRAIN DE RECHERCHE	92
3.5. RAPPORT AU TERRAIN	95
CHAPITRE 4.	99
ARTICLE 1. « CO-CONSTRUCTION », INNOVATION SOCIALE ET PARTAGE DES DECISIONS : ETHNOGRAPHIE D'UNE CONCERTATION MONTREALAISE	102
4.1. PARTAGER LES RESPONSABILITES : UNE VOIE D'INNOVATION SOCIALE ?	104
4.2. UNE ETHNOGRAPHIE DANS LE QUARTIER SAINTE-RITA	109
4.3. « AGIR TOT », MAIS COMMENT ? L'EXEMPLE DE LA CONCERTATION EN ENFANCE FAMILLE	110
4.4. « IL FAUT QUE ÇA VIENNE DU QUARTIER ! » : PARTAGER LES RESPONSABILITES	112
4.5. « VA FALLOIR FAIRE AUTRE CHOSE » : PARTAGER LES DECISIONS ?	114
4.6. INNOVER : CARACTERISTIQUE DANS LA PRESTATION DES SERVICES	117
CHAPITRE 5.	124
ARTICLE 2. "INVOLVED MOTHERING" : SOCIAL INVESTMENT AND PARENTING SUPPORT IN CHILD AND FAMILY INTERVENTIONS	127
5.1. PARENTS' SUPPORT TO INCREASE PARENTAL RESPONSIBILITY	130
5.2. RESEARCH DESIGN	134
5.3. RESULTS: PARENTAL INVOLVEMENT IN CHILD AND FAMILY SERVICES	138
5.4. EXPECTATIONS OF MOTHERS	143
5.5. A DIMENSION OF SOCIAL CLASS	147
5.6. DISCUSSION: PARENTAL SUPPORT AS A FORM OF EMPOWERMENT?	155
CHAPITRE 6.	161
ARTICLE 3. MIXER LE SOCIAL ? INTERVENTION ET EXERCICE DE LA PARENTALITE DANS UN CONTEXTE DE GENTRIFICATION A MONTREAL	165
6.1. PRESENTATION DU QUARTIER	172
6.2. PRESENTATION DE L'ETHNOGRAPHIE	173
6.3. « COMME DEUX MONDES » DANS LES SERVICES	175
6.4. LA GENTRIFICATION « BIEN QUAND MEME » ? : POINTS DE VUE EN INTERVENTION	179
6.5. UTILISER LES SERVICES PAR « CHOIX » : POINTS DE VUE DE MERES	181

6.6. MIXER LE SOCIAL ?	188
CHAPITRE 7. DISCUSSION ET CONCLUSION	193
7.1. SYNTHÈSE DES RESULTATS	196
7.2. DISCUSSION DES RESULTATS	203
7.3. LIMITES DE LA RECHERCHE	210
7.4. POUR SOUTENIR LA PRISE EN COMPTE DES FEMMES ET DES ENJEUX FEMINISTES EN INTERVENTION	213
7.5. POUR POURSUIVRE LA REFLEXION DANS LES MILIEUX DE PRATIQUE ET DE RECHERCHE	221
REFERENCES	231
ANNEXE A : CERTIFICAT ETHIQUE	259

Résumé

Cette thèse de doctorat porte sur le déploiement de la perspective de l'investissement social au Québec. Plus précisément, j'examine ce tournant dans les politiques « enfance famille » du point de vue de sa mise en œuvre, à l'échelle de l'intervention communautaire et de l'intervention de première ligne.

La démarche de recherche s'articule autour des trois objectifs suivants : (1) comprendre et définir le modèle de gouvernance québécois dans le champ « enfance famille », à l'échelle d'un quartier et à l'aide de la littérature sur l'investissement social ; (2) Discuter de mes observations et des récits de pratiques colligés à partir des travaux sur le « modèle québécois » dans le champ des politiques sociales et de l'organisation communautaire ; (3) Comprendre et mettre en lumière les rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'engagement des femmes, et en particulier des mères, dans la reconfiguration de la gouvernance du social. Les travaux critiques en organisation communautaire ainsi que les analyses féministes des politiques sociales constituent le cadre théorique d'une recherche articulée autour des concepts de communauté, de travail gratuit et de division sexuelle/genrée du travail.

La thèse s'appuie sur une enquête ethnographique menée dans un quartier de Montréal. Elle présente des entrevues faites avec des mères fréquentant les services destinés aux enfants et aux familles, et avec des intervenantes y travaillant, afin de comprendre les circuits empruntés par les mères dans les services ainsi que les types d'intervention qui y sont préconisés. L'enquête comprend également des observations participantes dans les instances de concertation du quartier ainsi que l'analyse documentaire de feuillets d'information et d'invitation à des événements de quartier ; cela dans le but de saisir plus largement le partage des responsabilités sociales entourant les enfants et les familles dans le quartier.

La combinaison de ces matériaux ainsi que le croisement de différentes échelles d'analyse permettent d'interroger et d'informer la recherche sur l'organisation communautaire et les politiques sociales en travail social, à partir d'exemples empiriques en contexte d'intervention. Cette thèse propose une contribution originale en : (1) rapportant des perspectives du terrain pour étoffer la littérature sur l'investissement social ; (2) observant sur le terrain le déploiement de l'investissement social au Québec ; (3) intégrant une analyse des rapports de pouvoir, de genre et de classe principalement, pour rendre visible la manière dont les femmes sont interpellées par ces transformations politiques.

Abstract

This doctoral thesis focuses on the enactment of policies in Quebec which were inspired by the social investment perspective. More specifically, I analyze the diffusion of these ideas in child and family policies from an intervention standpoint, both at the community level and in child and family front-line services.

The research is structured around the following three objectives: (1) to understand and define Quebec's governance (or *responsibility mix*) relatively to child family policies, at the community level and based on the literature on the social investment perspective; (2) to discuss my observations and the interviews I conducted in relation to the literature on the "Quebec model" in the field of social policy and community organization; (3) to understand and highlight how social location shapes the involvement of women, particularly mothers, in the reconfiguration of social governance. Critical studies in community organization as well as feminist analyses of social policies influenced the conceptual framework for this research, defining central concepts such as community, care work, and the gendered division of labour.

This thesis is based on an ethnographic study in a Montreal neighbourhood, including interviews with mothers who have used child and family services and with service providers from those services, to understand the mothers' circuits and the interventions that are prescribed in these services. The research also includes participant observations from the community's roundtable meetings, and a documentary analysis of fact sheets and invitations to local events in order to gain a broader understanding of the local community dynamic relating to children and family intervention.

The combination of these different materials and the crossing of different levels of analysis made it possible to question and inform research on community organization and social policy in social work, based on empirical examples. This thesis offers an original contribution by (1) bringing in perspectives from the field to inform the literature on the social investment perspective; (2) observing the enactment of social investment policies in Quebec; and (3) integrating an analysis of power relations, mostly gender and class, to make visible how women are challenged by these political transformations.

Liste des sigles et abréviations

CIUSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CLSC	Centre local de services communautaires
CSSO-ÉSAC	Comité sectoriel de main d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
DRSP	Direction régionale de santé publique
FLAC	Fondation Lucie et André Chagnon
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MVJ	Milieu de vie favorable jeunesse
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCF	Organisme communautaire Famille
RVP	Regroupement pour la valorisation de la paternité
SIPPE	Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance

Liste des tableaux

Tableau 1 : Tâches assumées par les hommes et les femmes	51
Tableau 2 : Récapitulatif des entretiens réalisés	79

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à ma grand-mère Rita et ma mère Jacinthe qui m'ont appris ce que c'était de tout donner.

Merci à mes parents et ami·e·s qui m'ont accompagnée durant mon doctorat. Vous avez été les invisibles de ce parcours et je vous suis reconnaissante pour tout le soutien, les discussions animées et les folies. Merci aux filles de Sherbrooke. À la bande des CUTE puis d'Ouvrage. Aux ami·e·s de retraite. Aux tondeuses. Aux habitué·e·s du Atomic. Et aux autres pas d'allure qui partagent ma vie. Un merci spécial à Nanc, Paul, Karima, Jaouad, Amé, Joe, Chaps, JP, Kat et Boris pour les derniers milles.

Un merci sincère à Sylvain A. Lefèvre de me guider depuis la maîtrise dans cet étrange « champ » qu'est le monde académique et de m'avoir partagé ton intérêt pour la description ethnographique. Tu m'as aussi donné accès à un élément essentiel au processus d'écriture, un « bureau à soi », qui m'a donné l'occasion de rencontrer deux formidables collègues ; Fannie et David, caféinomanes, que je salue au passage.

Un grand merci à mon comité de thèse qui m'a accompagnée dans ce parcours. Vos orientations de recherche et intérêts diversifiés ont rendus certaines décisions difficiles dans la réalisation de cette thèse un peu hors cadre, aux frontières du travail social, de la sociologie et de la géographie. Mais ces choix déchirants ont aussi été très stimulants intellectuellement pour moi. Je vous remercie d'avoir pris le temps de me lire et de commenter mon travail, malgré que celui-ci se retrouve aux marges de vos propres recherches.

Merci à Jill Hanley pour le suivi régulier et le support nécessaire pour traverser les méandres du parcours doctoral. Ce soutien a permis de rendre mon atterrissage à McGill moins brutal.

Merci à Louis Gaudreau pour les discussions théoriques et politiques qui ont souvent (toujours) débordé le cadre de la thèse pour parler du travail et des mobilisations en cours.

Merci à Jane Jenson pour le regard aiguisé sur l'investissement social et le partage de son réseau de connaissances avec moi. Merci de m'avoir permis de rencontrer Chiara Saraceno, que je remercie également de m'avoir accueillie dans le cadre d'un stage au Collegio Carlo Alberto.

Merci à Ted Rutland pour ses commentaires en fin de parcours et, en même temps, de m'avoir poussée à oser davantage.

Ma rencontre avec chacun·e d'entre vous m'a permis d'en apprendre beaucoup tant sur la recherche que sur moi. Ces échanges ont été un réel privilège. Merci.

Je remercie, en terminant, les différents bailleurs de fonds qui m'ont permis de réaliser cette recherche : le Fonds de recherche du Québec — Société et culture ; le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada ; l'Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux du Québec ; l'Institut d'études canadiennes ainsi que l'École de travail social de l'Université McGill.

Chapitre 1. Introduction

On a une animatrice qui fait de l'animation, des ateliers, beaucoup sur le développement des compétences parentales, la croissance personnelle. Elle fait du suivi aussi auprès des familles. Celles qui sont enceintes ou qui viennent d'accoucher, puis qui ont besoin d'être outillées pour les nouvelles responsabilités parentales qu'elles vont avoir. Ce n'est pas facile concilier travail, famille et société. Moi, je trouve que ce n'est pas tellement une société qui valorise la famille, parce qu'il y en a qui sont beaucoup discriminées quand elles font des recherches de logement, parce que soit t'es enceinte ou t'as déjà des enfants, etc. On essaie de les valoriser. C'est le fun, d'être parent, ce n'est pas toujours des contraintes. Ici, c'est toujours axé sur « c'est le fun d'être parent » !

Extrait d'une entrevue avec Adèle, directrice d'une maison de la famille

C'est qu'il en faut du temps et de l'énergie pour prendre soin d'un enfant et l'éduquer. Depuis le milieu des années 1990, un des objectifs des politiques sociales entourant la famille est d'outiller et de soutenir les parents, en particulier les mères, alors qu'elles rejoignent en grand nombre le marché du travail. Ces politiques visent l'amélioration des compétences parentales, mais également, la participation de la communauté, « d'un village », dans l'éducation des enfants.

Cette thèse de doctorat porte sur le déploiement de la perspective de l'investissement social dans les politiques sociales au Québec. Plus précisément, j'examinerai ce tournant dans les politiques sociales entourant la petite enfance du point de vue de sa mise en pratique, à partir d'une enquête ethnographique dans un quartier montréalais. Ce chapitre d'introduction présente les fondements et les objectifs

de la thèse, l'origine du questionnement de recherche et survole les différentes sections du document.

1.1. Fondements et objectifs de la thèse

Si la pratique a évolué au fil du temps et varie en fonction des approches, le lien entre l'individu et le social demeure au cœur des différentes conceptions du travail social. D'après Karsz (2004), le travail social est à la fois une activité de reproduction, c'est-à-dire qu'il reproduit et maintient des conditions de production sociale, et une activité de production, puisqu'il crée des liens entre des agents (individus). Le travail social est donc à la fois le produit et le producteur de normes, de valeurs et de pratiques sociales. Dans le cadre d'une recherche sur des politiques qui encadrent la pratique du travail social, cette perspective adoptée par Karsz favorise l'exploration et l'analyse de leur construction, du point de vue des agents, en permettant l'observation de l'influence du contexte de production sur les pratiques et de la manière dont celles-ci produisent des normes, des valeurs et des pratiques.

Dans cet ordre d'idées, ma démarche consiste à observer le déploiement de la perspective¹ de l'investissement social, un tournant jusqu'ici principalement étudié du point de vue des politiques sociales, en l'examinant sous l'angle de l'intervention.

¹ Utilisée tant en anglais qu'en français, la notion de « perspective » associée à l'investissement social renvoie à des orientations, des principes d'action ou des stratégies qui forment un référentiel global d'action dans le champ des politiques publiques à l'échelle québécoise, canadienne ainsi que sur la scène internationale.

Depuis le milieu des années 1990, la notion d'investissement social fait partie du vocabulaire des politiques sociales et figure dans le programme de plusieurs gouvernements à travers le monde (Mahon, 2019 ; Midgley et al., 2017 ; Morel et al., 2012 ; Nicole-Drancourt, 2015). Si les implications et orientations guidant l'usage de cette perspective varient en fonction des contextes sociaux, politiques, culturels et économiques, l'investissement social est le plus souvent marqué par la recherche d'une action publique rentable. Pour ce faire, on accentue d'une part la prévention ou la préparation aux risques sociaux plutôt que la « réparation » *a posteriori*, ce qui tend à faire de la petite enfance une cible de choix (Jenson, 2000). On propose d'autre part un nouveau partage des responsabilités sociales, mobilisant davantage d'acteurs non étatiques, qu'ils soient communautaires, privés ou philanthropiques (Jenson, 2017). Je reviendrai sur la définition de cette perspective plus en détail dans le chapitre suivant.

Au Canada, certains travaux relatent l'adoption de la perspective de l'investissement social depuis le milieu des années 1990 (voir par ex. Jenson [2000], Dobrowolsky et Saint-Martin [2005] et Dufour et al. [2007], Saint-Martin [2000]). Le gouvernement canadien se serait ainsi distancié des orientations plus néolibérales qu'il avait préconisé au cours des années 1980 (Dufour et al., 2007). Au Québec cependant, le vocabulaire de l'investissement social est peu usité dans les analyses. Pourtant, ses présupposés semblent faire partie intégrante des politiques. En effet, comme je le présenterai plus loin, la petite enfance est une cible importante des politiques sociales québécoises (Beaujot et al., 2013 ; Jenson, 2002 ; Pasolli, 2015) et le mode de gouvernance partagée des responsabilités sociales s'apparente à ce qui est observé

dans d'autres pays associés à la perspective de l'investissement social (Arsenault, 2018 ; Noël, 2017).

Dans la littérature en travail social en particulier, hormis quelques exceptions (M. Bourque & St-Amour, 2016 ; Dumais & Archambault, 2015), les analyses portant sur la perspective de l'investissement social sont plutôt absentes. Les principaux travaux entourant la petite enfance et le partage des responsabilités sociales, mobilisent généralement une approche écologique ou la métaphore de l'écosystème pour analyser la configuration du « modèle québécois ».

Plus particulièrement, dans le champ des interventions destinées aux enfants et aux familles (aussi appelé le champ « enfance famille »), une part importante des publications privilégie une approche écologique pour comprendre l'interaction entre l'individu et son environnement (Bouchard, 2000 ; Damant et al., 2010 ; Larose et al., 2004). Ces travaux, inspirés des recherches en éducation et en psychologie communautaire, mobilisent la métaphore de l'écosystème pour s'intéresser au système familial ainsi qu'aux pratiques de concertation et de partenariat entre les acteurs qui interviennent sur un territoire donné. Une part importante de ces contributions se concentrent sur la documentation et l'évaluation de programmes spécifiques qui sont souvent le fruit de collaborations entre le secteur public, privé, philanthropique et universitaire (Daman et al., 1999 ; Denis et al., 2005 ; Mendell, 2007 ; Théolis et al., 2010).

La conception de l'écosystème pour analyser le partage des responsabilités sociales se rencontre également dans les départements de gestion et d'administration

publique. La métaphore y est utilisée pour approcher la configuration du « modèle québécois », c'est-à-dire les liens entre les institutions publiques, les organismes du tiers secteur, le secteur privé, etc. Elle réfère à la fois à la pluralité des actions nécessaires pour atteindre les objectifs sociaux, mais également à l'interdépendance des différents acteurs d'un champ (gouvernementaux, privés, communautaires, syndicaux, philanthropiques et patronaux) (Lévesque, 2016). Cette interprétation, que l'on retrouve également en travail social, conçoit la gouvernance du modèle québécois comme une « co-construction démocratique » des politiques, étudiée principalement à travers des exemples sectoriels, locaux et régionaux (M.-N. Ducharme & Vaillancourt, 2012 ; Jetté, 2008 ; Jetté & Vaillancourt, 2011 ; Savard et al., 2015 ; Vaillancourt, 2016, 2019).

L'usage de la métaphore de l'écosystème pour conceptualiser les interactions entre l'individu, son environnement et les acteurs liées aux politiques sociales a été fertile. Notamment dans l'interprétation d'une pluralité de situations et d'échelles d'intervention et pour mettre en évidence que l'intervention n'est pas menée en « vase clos ». Cependant, les modèles correspondants semblent parfois incomplets. Ils contribuent peu à saisir et rendre compte, par exemple, des dynamiques et rapports sociaux qui influencent l'écosystème et s'articulent en lui. Ces modélisations rendent peu, voire pas du tout, compte des tensions et des conflits qui peuvent surgir dans le déploiement des politiques sociales. Ils tendent également à négliger de comprendre comment circulent certaines idées, comment elles deviennent « consensuelles » parmi

les acteurs d'un écosystème ; par exemple l'idée qui consiste à privilégier l'investissement en petite enfance.

Pourtant, les conflits existent. Les politiques et programmes entourant l'intervention « enfance famille » ont été critiqués à maintes reprises pour leurs discours idéalisés et homogènes de la parentalité (Lowe et al., 2015 ; Macvarish, et al. 2014 ; Parazelli et al. 2003 ; Roberts, 2002 ; Romagnoli & Wall, 2012 ; Widding, 2018). En se basant sur un modèle dominant de maternage exigeant « centrée sur l'enfant, guidée par les expert-e-s et qui est [coûteux] en termes d'énergie, de travail et d'argent » (traduction libre), les mères se trouvent particulièrement culpabilisées par cette idéologie qui traverse la culture occidentale (Hays, 1998). Les parents issus des communautés racisées ou pauvres sont également perçus comme problématiques ou déviants, parce qu'ils ne correspondent pas à cette norme idéalisée de la parentalité (Cerny, 2012 ; Cooper, 2020 ; Gillies, 2005 ; 2007 ; Widding, 2015).

Au Canada, les pratiques d'intervention, notamment en travail social (Johnstone, 2018), n'échappent pas à ces dynamiques de reproduction sociale. Plusieurs enquêtes témoignent en effet d'un historique de discrimination systémique envers les parents, et en particulier envers les mères, issu-e-s des milieux pauvres, marginalisés et racisés (Adjei & Minka, 2018 ; Maynard, 2018 ; Rutland, 2013 ; Schumaker, 2012).

D'après Maynard (2018), la discrimination des familles pauvres, et en particulier des familles racisées, notamment noires et autochtones, commence dès la petite enfance à travers les différents services de protection de la jeunesse et systèmes scolaires canadiens. Elle repose sur une représentation de l'enfance, innocente et

blanche, entretenue dès le développement du nationalisme canadien à la fin du 19^e siècle. « Symbole de l'avenir du pays, la jeunesse [doit] être guidée, encadrée, protégée ; la société se [doit] d'investir en elle », et donc de la protéger (Maynard, 2018, p.283). Or, l'innocence des enfants et, conséquemment, la protection et le soutien qui leur serait dû ne seraient pas attribués de la même façon aux enfants des familles autochtones, noires ou pauvres. Le genre, la race² et le statut socio-économique sont déterminants dans le traitement des familles au sein des institutions publiques (Maynard, 2018).

En effet, la surreprésentation des enfants pauvres, noirs et autochtones dans les services de protection de l'enfance québécois et canadien continue d'être d'actualité (Boatswain-Kyte et al., 2020 ; Ma et al., 2019 ; Rothwell et al., 2018 ; Tourigny et al., 2007). Les mères prestataires de l'aide sociale, particulièrement celles qui sont monoparentales ou racisées, sont sujettes à des expériences dénigrantes, et des « microagressions » (ton paternaliste, attitude condescendante, commentaires déplacés ou déshumanisants) lors de leurs interactions avec les intervenant·e·s des services sociaux (Liegghio & Caragata, 2016). Les mères adolescentes, quant à elles, sont stigmatisées plus facilement comme des mères moins responsables, alors que leurs enfants sont associés à des problèmes de comportement ou d'adaptation (Weed et al., 2015). De même, une enquête ontarienne révèle que les mères de moins de 21 ans sont

² La race dont il est question dans cette thèse ne fait pas référence au sens biologique, mais à la construction sociale et historique de groupes conçus et présentés en termes raciaux. La production des différences raciales n'est pas neutre; elle renvoie à des pratiques et des représentations issues de rapport de domination liés à la religion, la « couleur », la culture, etc. qui hiérarchisent les races entre elles (Bonilla-Silva, 1999).

plus susceptibles de se retrouver au sein des services protection de la jeunesse, particulièrement lorsque leur enfant est âgé de moins de 6 ans (Filippelli et al., 2017).

Conséquemment, plusieurs auteures en travail social ont déjà soulevé l'importance d'une approche féministe intersectionnelle en intervention (Corbeil & Marchand, 2006 ; Mehrotra, 2010), notamment entourant la maternité (Chbat et al., 2014 ; Damant et al., 2012). Dans le champ des politiques sociales, les féministes tendent également à adopter davantage cette grille d'analyse (Daly, 2020 ; Williams, 2018). L'intersectionnalité, comme posture analytique, peut permettre le développement d'une réflexion critique en travail social qui prend en compte les questions de genre/sexe, de classe, et de race, notamment, en tant que rapports qui structurent le social, incluant dans l'intervention (Mattsson, 2014).

Dans cette perspective, dans le cadre de ma thèse, je propose d'analyser les expériences vécues par les destinataires des politiques de l'investissement social entourant l'intervention « enfance famille » pour apprécier pleinement leur portée, et pour améliorer les interventions qui en découlent. Parce qu'elles sont ciblées de manière particulière par plusieurs de ces politiques (Daly, 2013 ; Vozari, 2015), je porterai un regard particulier sur les mères dans ces interventions. Comme l'ont observé les féministes depuis les années 1980, les femmes jouent un rôle central concernant le soin (« *care* ») ou l'éducation au sein de la famille (par ex. Barrère-Maurisson, 1992, 2003 ; Corbeil et al., 1990 ; D. Côté, 2002 ; Hays, 1998 ; Malenfant, 2002). Elles ont aussi un rôle prépondérant dans l'intégration familiale dans un nouveau milieu (Ball et al., 2004 ; Ben Soltane, 2019 ; Laaroussi-Vatz et al., 1995 ; Savage et al., 2005). Leur

participation à la vie communautaire est également notoire, celle-ci étant souvent marquée par une certaine division sexuelle ou de genre, mais également par une appartenance aux classes sociales moyennes et supérieures (Ball et al., 2004 ; Freidus, 2019 ; Landour, 2016 ; Landour & Odier 2017).

L'analyse des expériences des mères ciblées par les politiques « enfance famille » pour comprendre comment elles répondent à ces politiques et programmes, contournent ou confrontent les représentations et normes qui les sous-tendent les politiques et les programmes permet d'offrir un point de vue différent des travaux existants. Pour les travaux sur la perspective de l'investissement social, mon apport est celui d'intégrer l'expérience des individus, dans un champ qui demeure documenté et critiqué du point de vue des façades institutionnelles et des directives politiques proclamées à l'échelle canadienne et internationale. Pour le travail social, mon apport est celui d'illustrer le déploiement de certaines normes, idées et pratiques qui circulent à l'échelle internationale à travers la diffusion de la perspective de l'investissement social. Il est également d'intégrer un point de vue féministe parmi les analyses entourant le partage des responsabilités sociales au Québec.

En effet, un décalage est ressorti au fil de l'enquête ethnographique que j'ai menée dans un quartier de Montréal, que je nomme Sainte-Rita dans le cadre de cette

thèse³. Je me rendais compte d'une certaine distance entre ce que je lisais dans la littérature sur le « modèle québécois » et ce que j'observais et entendais sur le terrain. Des intervenantes du milieu communautaire, des connaissances engagées dans le quartier et des mères destinataires des services du quartier, ont partagé avec moi des points de vue différents, critiques. Elles ont mis en évidence des éléments à ce jour peu abordés dans les publications en travail social sur l'intervention et l'organisation communautaire dans le champ « enfance famille », en abordant les rapports de pouvoir dans leur famille, mais aussi entre différents groupes socio-économiques du quartier. Celles qui y travaillaient abordaient également les rapports parfois difficiles entre les bailleurs de fonds et les organismes communautaires (notamment quant à la reddition de compte). Elles me parlaient de gentrification et de ses impacts dans l'accès aux services pour les familles plus pauvres. Les femmes rencontrées ont également rapporté des expériences communes, en apparence genrées, qu'elles ont associées à la performance de la maternité, au travail gratuit, au *care* ou à la charge mentale. Il m'a alors semblé nécessaire d'éprouver de manière critique les propositions théoriques retrouvées dans la littérature, à l'aune des résultats de ma recherche.

Cela soulève plusieurs questions. Lorsqu'il s'agit d'impliquer la communauté dans le partage des responsabilités sociales : de quels acteurs (individuels ou collectifs) parle-t-on ? qui participe des systèmes en relation ? comment le partage se matérialise-

³ L'utilisation du pseudonyme Sainte-Rita vise à assurer la confidentialité des personnes qui ont participé à la recherche.

t-il ? quelle est la nature des liens développés ? qui sont les acteurs qui s'engagent ? En répondant à ces questions, cette recherche me permettra de mettre en relief l'existence de luttes ou d'usages en marge des concepts rencontrés dans la littérature, tels qu'ils s'incarnent chez des acteurs aux intérêts institutionnels différents. Sans pour autant évacuer toute montée en généralisation dans l'analyse des politiques sociales, il appert important de montrer les conflits et tensions qui surgissent sur le terrain dans leurs spécificités, la pluralité des points de vue et des rapports à l'action étant la clé de la mise à l'épreuve de l'idée de co-construction démocratique des politiques.

Dans le cadre de cette thèse, contrairement à ce qui s'observe le plus souvent dans la littérature en travail social sur les politiques sociales, j'ai choisi de prendre pour point de départ le territoire. En prenant un quartier pour niveau d'analyse, il est possible d'aborder l'investissement social au Québec en échappant à une logique d'évaluation de programme (ou de politique) en « silo », afin d'observer les tendances, dynamiques et influences réciproques à l'œuvre. Une perspective féministe et critique des politiques sociales et du travail social permet alors de saisir la complexité des rapports sociaux qui traversent les politiques et le territoire. Elle facilite notamment la mise en évidence du rôle singulier des femmes dans la prise en charge de la pauvreté et de l'éducation des enfants (à titre d'intervenante, de bénévole et de mère), mais elle permet également d'analyser quel(s) groupe(s) de mères est rejoint ou répond plus favorablement à certaines interventions dans le quartier.

Dans cet ordre d'idées, ma démarche de recherche s'est articulée autour des trois objectifs suivants :

- 1) Comprendre et définir le modèle de gouvernance québécois dans le champ « enfance famille », à l'échelle d'un quartier et à l'aide de la littérature sur l'investissement social ;
- 2) Discuter de mes observations et des récits de pratiques colligés à partir des travaux sur le « modèle québécois » dans le champ des politiques sociales et de l'organisation communautaire.
- 3) Comprendre et mettre en lumière les rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'engagement des femmes, et en particulier des mères, dans la reconfiguration de la gouvernance du social ;

Les considérations proposées jusqu'ici et la formulation des objectifs de recherche me permettent d'esquisser un horizon de contribution pour l'organisation communautaire et les politiques sociales qui présente trois dimensions : (1) en rapportant des perspectives du terrain pour informer la littérature sur l'investissement social ; (2) en observant le déploiement de l'investissement social au Québec ; et (3) en intégrant une analyse des rapports de pouvoir, de genre et de classe principalement, pour rendre visible la manière dont les femmes sont interpellées par ces transformations politiques.

Plus précisément, la première contribution a trait aux points de vue des acteurs de l'investissement social. Ma thèse donne une voix aux personnes — en grande majorité des femmes, qu'elles soient intervenantes⁴ ou mères — dans l'environnement immédiat des enfants ciblés par les interventions issues des politiques d'investissement social. Mon bagage en travail social me permet ainsi d'informer le champ d'un point de vue original, en observant comment les politiques *descendent* vers le terrain, mais également comment les communautés et les acteurs du quartier s'emparent des politiques. C'est d'ailleurs avec beaucoup d'humilité que je remercie les participantes d'avoir partagé leurs expériences avec moi afin de réfléchir à l'intervention.

La deuxième contribution consiste à introduire la notion d'investissement social dans les études de travail social portant sur les politiques sociales et l'organisation communautaire québécoises. Au sujet du Québec, la littérature sur l'investissement social est parfois utilisée dans le champ de l'employabilité, notamment pour aborder l'emploi de personnes en situation de handicap (Dumais & Archambault, 2015) ou de la conciliation travail-famille (M. Bourque & St-Amour, 2016). Quelques travaux considèrent les nouvelles formes de collaboration entre l'État et le secteur philanthropique comme des manifestations indirectes de son adoption au Québec (É. Ducharme & Lesemann, 2011 ; Fortin, 2019 ; Lefèvre & Berthiaume, 2017b), mais son

⁴ Étant donnée la surreprésentation de femmes dans la pratique du travail social comme dans mon échantillon d'intervenant·e·s, j'utilise le féminin pour désigner l'ensemble des personnes qui travaillent en intervention.

utilisation explicite demeure marginale. Pourtant, comme je le montrerai dans le chapitre suivant, l'investissement social se déploie au Québec au-delà de l'emploi et de la philanthropie.

La troisième contribution de ma thèse est d'analyser comment les rapports de pouvoir, principalement de genre et de classe, influencent le déploiement de ces transformations politiques. Sauf quelques exceptions (voir par ex. D. Côté, 2011 ; Kruzynski, 2005 ; C. Lavoie, 2012), cette question demeure une zone d'ombre dans les travaux sur les politiques sociales et l'organisation communautaire en travail social au Québec. Si le rôle des femmes, notamment au sein de la famille et de la communauté (Ben Soltane, 2019 ; D. Côté, 2002 ; Laaroussi-Vatz et al., 1995), ou encore le rôle des groupes de femmes dans la gouvernance territoriale (D. Côté, 2011 ; D. Côté et al., 1995 ; D. Côté & Tremblay-Fournier, 2011 ; Louargant & D. Côté, 2017 ; Masson, 2001), sont un peu plus documentés, ces dimensions font l'objet d'un traitement marginal dans la littérature. En analysant les rapports de pouvoir dans le déploiement de la perspective de l'investissement social, ma thèse rend visible la manière dont les femmes sont interpellées différemment par ces transformations politiques, en fonction notamment de leur classe sociale.

Sur le plan des retombées attendues, cette recherche a le potentiel d'outiller et d'offrir aux intervenantes et organisations, qu'elles aient ou non participé dans la démarche, un retour et des pistes de réflexion sur les défis de l'intervention. Mes résultats pourront alimenter les réflexions sur les politiques de lutte contre la pauvreté encadrant les interventions destinées aux enfants et aux familles.

Pour atteindre les objectifs de recherche énoncés plus haut et orienter la collecte des données, j'ai formulé trois questions. Chacune donne lieu à un chapitre de résultats (chapitres 4, 5 et 6).

1) Comment la « communauté », en particulier les organismes communautaires, est-elle mobilisée dans le partage des responsabilités sociales dans le « modèle québécois » ?

2) Comment les parents, en particulier les mères, sont-ils interpellés par les interventions destinées aux enfants et aux familles ? Comment ces interventions sont-elles influencées par leur positionnement social ?

3) Comment les mères répondent-elles et s'engagent-elles dans les interventions destinées aux enfants et aux familles ? Comment ces réponses sont-elles influencées par leur positionnement social ?

Pour atteindre mes objectifs et répondre à ces questions, j'ai effectué des entrevues avec des mères qui ont fréquenté les services destinés aux enfants et aux familles d'un quartier de Montréal et des intervenantes qui y travaillent. À titre de « sujets connaissant » de leur propre situation, elles sont en mesure d'informer le champ d'un point de vue épistémologique féministe (Ollivier & Tremblay, 2000). En « parlant de la vie », et plus spécifiquement de leur trajectoire dans les services « enfance famille » de leur quartier, ces témoignages de femmes permettent une prise de conscience des conditions particulières liées aux rapports de genre dans l'expérience

parentale (Gaucher et al., 1981). Ces entrevues ont été combinées à des observations participantes dans les instances de concertation du quartier ainsi qu'à l'analyse documentaire de feuillets d'information, d'invitations à des événements de quartier et de discussions Facebook. Cette analyse documentaire permettant de situer mes résultats à partir d'observations plus larges.

La suite de cette introduction situe l'origine de mon questionnement, qui s'est développé au cours des cinq dernières années, et présente les sections de la thèse.

1.2. Origine du questionnement

Le point de départ de cette thèse est double. Il est à la fois le résultat de l'approfondissement de conclusions issues de mon mémoire de maîtrise et de mes expériences d'auxiliaire de recherche au sein du Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie, le PhiLab ; mais également inspiré de réflexions militantes développées dans le cadre de mobilisations féministes étudiantes, qui m'ont permis de tisser des liens entre la théorie et les milieux de pratique du travail social.

D'abord, la réalisation d'un mémoire sur les partenariats publics-philanthropiques entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC) m'a amené à remarquer l'influence des programmes qui en sont issus sur les pratiques d'action communautaire. J'ai d'abord constaté la présence de logiques issues du secteur privé (la concurrence, l'offre et la demande, le partenariat public-privé, etc.) dans les guides de pratique et les discours de la FLAC. Ce qui m'a fait émettre

l'hypothèse suivant laquelle la FLAC serait le vecteur d'une transformation néolibérale de l'action communautaire, notamment par le financement des groupes communautaires (Berthiaume, 2016a). Or, au terme de la maîtrise, à l'automne 2015, il m'a semblé nécessaire de chercher à étoffer ce raisonnement en lui ajoutant de nouvelles dimensions.

En outre, on peut relever depuis le milieu des années 1990 des pratiques et des discours d'acteurs publics et communautaires apparentés à ceux de la FLAC — pratiques et discours également affichés par les trois organisations issues de son partenariat avec le gouvernement québécois. Certains thèmes sont récurrents : soutien à la parentalité, prévention précoce, adoption de saines habitudes de vie et persévérance scolaire. Le rapport intitulé *Un Québec fou de ses enfants*, commandé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en 1991 et dirigé par Camil Bouchard (chercheur en psychologie communautaire et député péquiste), est un cas de figure. Ce rapport souligne les problèmes vécus par les jeunes et propose de miser sur la prévention des facteurs de risque et la réduction de la pauvreté, en privilégiant une analyse écologique, un accent sur la petite-enfance et une approche par la concertation (Bouchard, 1991). En plus d'influencer de nombreuses politiques familiales et sociales au Québec, dont les services de garde éducatifs à tarifs réduits, ces pistes d'action sont reprises par l'initiative 1, 2, 3 Go ! au milieu des années 1990. D'abord financé par Centraide du Grand Montréal, 1, 2, 3 Go ! regroupe des citoyen·ne·s, des élu·e·s et des acteurs publics, communautaires et privés autour d'une démarche de concertation locale visant à créer des environnements éducatifs et sains pour les jeunes enfants (Théolis et al., 2010).

L'initiative va d'ailleurs inspirer un des partenariats publics-philanthropiques avec la FLAC quelques années plus tard : Avenir d'enfants (Brunet, 2014).

Cela dit, si la FLAC a été porteuse de thèmes et de manières de faire dans le champ de l'action communautaire, il convient d'éviter de surestimer son influence (Lefèvre & Charbonneau, 2011). Après tout, les partenariats publics-philanthropiques supposent l'investissement du gouvernement, ce qui exige que les pouvoirs publics adhèrent, ne serait-ce qu'en partie, à ces méthodes d'intervention. Pour le dire autrement, il n'y aurait donc pas une vision unique « de droite » ou « néolibérale » de la philanthropie ni une vision unique « de gauche » du milieu communautaire ou du secteur public. À la fin de mon mémoire, je voulais donc m'intéresser de manière plus générale à la panoplie d'acteurs qui interviennent autour de la petite enfance en y voyant une forme d'investissement dans l'avenir, un secteur promettant un bon retour sur investissement ; afin de comprendre leurs rationalités d'action.

À peu près au même moment, en 2016, Montréal inaugure la première Politique de l'enfant, aux côtés de plusieurs partenaires incluant la Fondation du Dr Julien, le Club des petits déjeuners et Jeunesse au Soleil. Prenant appui directement sur la Convention internationale des droits de l'enfant, la Politique mise sur le même *modus operandi* : intervention précoce, appuyée par les connaissances scientifiques relatives au développement des enfants et action concertée dans les quartiers (Ville de Montréal, 2016). Cette initiative illustre encore que le tournant vers la petite enfance et un mode de gouvernance fondé sur le partage des responsabilités sociales semble d'une part,

former un certain consensus parmi les décideurs politiques et d'autre part, toujours être d'actualité.

Alors que ma réflexion se poursuivait, toujours en 2016, la fin des partenariats publics-philanthropiques entre le gouvernement québécois et la FLAC est annoncée sans explication officielle (Lefèvre & Berthiaume, 2017b). Après quoi la FLAC annonce la poursuite de sa mission à travers la réorientation de ses activités. Notamment, elle investit financièrement et s'engage activement dans la mise sur pied d'un collectif de fondations sur les inégalités sociales, que j'ai eu l'occasion d'observer de près dans le cadre de mon travail d'auxiliaire de recherche au PhiLab. Ce collectif interpelle alors le gouvernement pour qu'il « reste vigilant » quant aux impacts de ses politiques sur les inégalités sociales (sur ce sujet : Berthiaume & Lefèvre, 2017). La recherche à laquelle je participais s'inscrivait dans une enquête ethnographique plus vaste au sein d'une autre fondation, atypique et inspirée des valeurs chrétiennes de gauche, dont la mission est le financement et l'accompagnement des initiatives porteuses de changement social (Lefèvre & Berthiaume, 2017a). Dans ces conditions, l'analyse de la rationalité et du *modus operandi* des acteurs à partir de leur « statut » (privé, public, communautaire) ne pouvait suffire pour observer de manière rigoureuse les transformations du champ des politiques sociales et en apprécier les nuances qui s'imposaient d'elles-mêmes.

En parallèle de ma démarche doctorale et de mon travail d'auxiliaire, j'ai également été impliquée dans une campagne de mobilisation étudiante visant la reconnaissance et la rémunération du travail étudiant, en particulier en contexte de stage. Alors que les stages de formation dans les milieux traditionnellement masculins

(informatique, génie, sciences, etc.) sont pour la plupart rémunérés et encadrés par les normes du travail, la grande majorité des stages dans les domaines traditionnellement féminins (soins infirmiers, travail social, enseignement, etc.) ne le sont pas. Cette inégalité de fait soulève des enjeux de reconnaissance du travail des femmes, de division genrée du travail et de précarité socio-économique (Poirier & Tremblay-Fournier, 2017). Ces enjeux sont devenus incontournables aujourd'hui, alors que le nombre d'heures de stage exigées en cours de formation augmente dans ces programmes, et que les stagiaires permettent de compenser, en tout ou en partie, le sous-financement de plusieurs institutions publiques et organismes sans but lucratif. J'ai d'ailleurs rencontré quelques-unes de ces stagiaires durant mes observations participantes dans les instances de concertation de Sainte-Rita. La reconnaissance du travail des stagiaires, comme celui de milliers d'autres personnes, pour la plupart des femmes, pose la nécessaire question de l'apport du travail gratuit, parce que non rémunéré, dans l'organisation sociale, économique et politique (Belley et al., 2018 ; Simonet, 2018). Ce thème reviendra plus loin, au sujet de l'engagement des mères dans le quartier à l'étude.

Comme la mise en contexte qui précède le laisse entendre, l'histoire du travail social critique ou militant s'entrelace avec celle des mobilisations sociales. Il existe depuis plusieurs années une dynamique de partage entre le travail social, l'organisation communautaire et les mouvements sociaux, tant du point de vue des idées que des pratiques (Bent-Goodley, 2015 ; I. Côté et al., 2017). La mise en perspective du point de départ de mes recherches doctorales permet de mieux situer les inspirations théoriques

et pratiques, parfois hétéroclites, qui ont influencé leur réalisation. Elle permet en outre de me situer davantage par rapport à mon objet de recherche en tant que chercheuse.

1.3. Présentation des différentes sections de la thèse

Sept chapitres composent cette thèse par articles. Ce format m'a permis de poser un regard sur divers aspects de l'intervention dans le quartier sélectionné et de croiser différentes échelles d'analyse pour tenir compte de ce qui dépasse les limites géographiques du quartier. Cette construction singulière, dont le fil rouge est l'intervention « enfance famille » telle qu'elle se déroule à Sainte-Rita, permet d'interroger et d'informer la théorie à partir d'exemples empiriques.

Le deuxième chapitre propose un survol de ma revue de littérature et de mon cadre théorique. Ma revue de littérature est divisée en quatre parties. Elle définit d'abord la perspective de l'investissement social d'après ses deux caractéristiques principales, soit la préoccupation pour l'investissement et le développement dans le « capital humain » ainsi que la redéfinition du partage des responsabilités sociales entre les acteurs publics, privés, sans but lucratif et les familles. Après avoir défini de manière générale cette perspective à l'échelle internationale, la deuxième partie de ma revue de littérature s'attarde à ses applications et l'expression de ce tournant au Québec. J'y présente les principales conceptions privilégiées pour analyser le partage des responsabilités sociales dans le champ des politiques sociales en travail social au Québec, notamment quant à l'économie plurielle. Par la suite, ma revue de littérature présente les usages du concept de mixité sociale dans les politiques urbaines et tisse des

liens avec la perspective de l'investissement social. Après quoi j'aborderai l'importance du rôle et des responsabilités des femmes dans la mise en forme des politiques sociales. Le chapitre se termine par la présentation des ancrages conceptuels de ma démarche. Je me pencherai alors sur la définition de la « communauté », telle qu'entendue dans les travaux critiques en organisation communautaire, et je présenterai les principaux éléments d'analyse féministe des politiques sociales qui m'ont servi dans le cadre de cette thèse.

Le troisième chapitre expose ma méthodologie de recherche. Après avoir défini l'ethnographie critique, je présente les différents matériaux qui composent mon corpus de données et ma méthode d'analyse. La deuxième partie de ce chapitre porte sur les considérations éthiques de ma recherche, dresse un bref portrait du terrain et détaille mon rapport au quartier Sainte-Rita.

Les trois chapitres qui suivent sont consacrés à la description et à l'analyse de mes résultats. Chacun de ces chapitres constitue un article, à chaque fois précédé d'une courte mise en contexte.

Le chapitre 4 s'intéresse à la notion de co-construction démocratique utilisée dans les analyses sur les politiques sociales au Québec, en tant qu'expression du tournant en faveur de l'investissement social. L'article prend comme point de départ la réorganisation de certaines enveloppes de financement disponibles dans le quartier pour interroger l'usage du concept à l'étude et observer ses limites.

Le chapitre 5 est l'adaptation d'un *working paper* préparé à la suite d'un stage de recherche au Collegio Carlo Alberto à l'automne 2018 sous la direction de la sociologue Chiara Saraceno. Ce document porte sur les dimensions genrées et classistes des interventions « enfance famille », en se concentrant sur la norme de l'engagement parental, sous l'angle de la participation citoyenne et bénévole. Ces interventions sont financées et encadrées par les politiques de l'investissement social qui misent sur l'amélioration des compétences parentales pour favoriser le bon développement de la petite enfance.

Le chapitre 6 s'attarde également aux rapports entre les mères et les services, mais cette fois en s'intéressant à l'influence de la gentrification sur la fréquentation et les besoins énoncés dans ceux-ci. La cohabitation à Sainte-Rita de mères de classe moyenne engagées, possédant un certain capital culturel et social, et de mères plus pauvres crée parfois des tensions dans les organismes et la vie de quartier. Malgré la proximité géographique, cette distance sociale remet cette fois en question l'idéal de mixité sociale, tel que promu par les intervenantes.

Enfin, cette thèse se termine par un chapitre de discussion et de conclusion qui propose une synthèse des résultats, présente les limites principales de la démarche de recherche et résume ses principaux apports pour la recherche et pour la pratique du travail social. Je termine en suggérant quelques pistes de réflexion et d'action pour les politiques sociales, l'intervention et la recherche.

Chapitre 2. Revue de la littérature et cadre conceptuel

Cette thèse de doctorat explore le déploiement de l'investissement social dans les politiques sociales dans le champ « enfance famille ». Ce sujet est abordé du point de vue de sa mise en pratique, plus précisément autour d'interventions communautaires, à partir d'une enquête ethnographique menée dans un quartier montréalais. Avant de présenter mes résultats, dans ce deuxième chapitre, je situe la thèse d'un point de vue empirique et théorique dans le champ des politiques sociales et de l'organisation communautaire en travail social.

2.1. Revue de la littérature

Dans la première partie de ce chapitre, je présente une définition de l'investissement social, une perspective qui fait converger deux types d'arguments, soit ceux en faveur d'une redéfinition des *dépenses* publiques, en termes d'*investissement* dans le social, et celle du partage des responsabilités sociales. Comme je le montrerai, la perspective de l'investissement social touche à la fois aux représentations normatives liées à l'individu et son développement, ainsi qu'au mode de gouvernance privilégié pour répondre et prendre en charge la pauvreté et l'éducation des enfants.

J'introduis ensuite quelques critiques de cette perspective et examine comment elle s'accorde avec les principales interprétations du partage des responsabilités sociales au Québec, que la notion d'investissement social soit mobilisée ou non. Puisque le quartier Sainte-Rita fait également l'objet de transformations économiques et sociales liées à la gentrification — processus qui met en lumière des rapports socioéconomiques

qui sont également en cause dans la mise en œuvre des politiques « enfance famille » —, je propose ensuite une brève revue de littérature présentant les perspectives partagées par l'investissement social et les politiques de mixité sociale en contexte urbain. Enfin, je termine ma revue de littérature en abordant un autre aspect sur lequel l'analyse des politiques sociales fait souvent l'impasse, soit l'apport des femmes en travail social (qu'il soit salarié, communautaire ou familial), relativement à la gouvernance du social.

2.1.1. La perspective de l'investissement social au Canada et à l'international

Depuis le milieu des années 1990, plusieurs recherches observent dans le champ des politiques publiques l'émergence de la perspective de l'investissement social au Canada et à l'international (par ex. Jenson, 2000 ; Mahon, 2019 ; Midgley et al., 2017). Bien que l'investissement social ne se déploie pas uniformément dans tous les pays, Morel, Palier et Palme (2012) résument cette perspective en la présentant comme la convergence de deux types d'argumentaires. D'une part, on trouve les travaux sur le développement du « capital humain », visant à développer une main-d'œuvre qualifiée pour les besoins actuels de l'économie du savoir ; un argumentaire développé notamment par les économistes Gary Becker, James Heckman et Amartya Sen. D'autre part, on trouve l'argumentaire d'experts des politiques publiques à la recherche d'un « nouveau contrat social » (Gøsta Esping-Andersen) ou en faveur du développement d'une « troisième voie » (Anthony Giddens). La section suivante propose un survol des

idées et des arguments principaux entourant cette perspective, puis rapporte certaines critiques qui y sont liées.

Investir dans le capital humain

La perspective de l'investissement social dans les politiques renforce une interprétation des « risques sociaux » et des responsabilités sociales (Hemerijck, 2015) qui abandonne l'idée d'une assistance publique « passive » au profit d'une intervention plus « active » visant la prévention de difficultés ou de coûts sociaux futurs (Giuliano Bonoli, 2007). En ce sens, la perspective de l'investissement social vise à répondre aux « nouveaux risques sociaux » dans les sociétés post-industrielles, définis comme des manques de revenus et de services, provoqués par la restructuration du marché du travail et les transformations familiales (Bonoli, 2007).

En cohérence avec ce principe « d'investissement » et de prévention des « risques », la perspective de l'investissement social mise sur le développement des enfants, particulièrement les plus pauvres, afin de briser ledit cycle de transmission intergénérationnelle de la pauvreté (Esping-Andersen, 2002a). En s'appuyant sur la recherche, les promoteurs de l'investissement social visent alors le renforcement de leurs « capacités » (Sen [1992]) afin de les « préparer » à l'âge adulte plutôt que de les « réparer » *a posteriori* (Morel et al., 2012). Cette orientation façonnerait les différents secteurs et outils d'intervention, mais également les représentations normatives présentes dans les politiques et les programmes sociaux, à commencer par celles liées à la pauvreté (Jenson, 2012a).

Pour les adultes, l'investissement social promeut l'« activation », c'est-à-dire la mise en action et la responsabilisation des individus à travers le marché du travail salarié, en soutenant des mesures de conciliation travail-famille et de soutien à l'employabilité (M. Bourque & St-Amour, 2016 ; Hemerijck, 2018). En privilégiant la voie de l'« activation » comme piste de sortie de la pauvreté, de telles politiques sous-entendent l'idée que la participation au marché du travail ou à des formations qualifiantes devrait toujours être plus attrayante pour les adultes que l'aide sociale, incluant les parents des enfants auprès desquels on veut intervenir (Dufour, 2002). Parce qu'elles sont plus à risque de vivre dans la pauvreté ou d'être monoparentales, les mères représentent des cibles prioritaires de ces programmes (Daly, 2011 ; Jenson, 2018). Ainsi et par exemple, dans toutes les provinces canadiennes, les parents monoparentaux qui ont des enfants d'âge scolaire sont désormais considérés aptes au travail ou à la formation (l'« âge d'exception » oscillant entre 6 mois et 6 ans) (Beauvais & Jenson, 2001, p. 50-51).

Les parents sont également interpellés par une autre tendance observée dans plusieurs pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), que la littérature désigne avec l'expression « tournant de la parentalité » (Knijn & Hopman, 2013). Bien qu'il existe une grande variation entre les pays dans les orientations spécifiques de ces programmes, notamment pour cause de traditions culturelles différentes, ce « tournant » renvoie généralement à un plus grand engagement des pouvoirs publics dans la manière dont les parents élèvent leurs enfants (Martin, 2014). Les politiques de soutien à la parentalité sont définies comme « une

suite de ressources et de mesures qui visent l'éducation des parents à propos de l'éducation des enfants et, du côté plus interventionniste du spectre, leur engagement dans des activités qui visent un changement dans la gestion et le contrôle du comportement de leur enfant » (traduction libre) (Daly, 2013, p. 223). Les parents pauvres, les mères en particulier, en sont souvent la cible (Morris et al., 2017).

Ce premier argumentaire en faveur de l'investissement social privilégie le développement du capital humain, notamment par l'intervention précoce et la prévention, dans le but non seulement d'avoir des impacts positifs sur les enfants, mais également en les envisageant comme de « futurs producteurs » à l'échelle de la société, qui bénéficiera d'une main-d'œuvre formée, flexible et productive (Dufour, 2002 ; Jenson, 2012b). Ce faisant, les parents ne sont plus les seuls « experts » concernant leurs enfants, mais sont plutôt interpellés en tant qu'« éducateurs » de première ligne (Daly, 2013). En ce sens, la perspective de l'investissement social met en valeur la redéfinition de la responsabilité d'éducation des enfants, ouvrant la porte à la mobilisation d'autres acteurs.

Partager les responsabilités sociales comme modèle de gouvernance

Le deuxième courant porteur de la perspective de l'investissement social renvoie au principe de « *responsability mix* », qui enjoint les acteurs publics, privés et communautaires à partager les responsabilités dans la gouvernance du social. La communauté devient « partenaire » des parents ; elle partage désormais la responsabilité d'investir dans l'enfance (Beauvais & Jenson, 2001). En ce sens, en plus

de miser sur les investissements (plutôt que sur les dépenses publiques) et sur le marché du travail comme pistes de sortie de la pauvreté (Jenson, 2018), l'investissement social partage certains traits du modèle néolibéral dans la mesure où l'État n'est plus considéré comme le seul acteur légitime ou central de l'offre de services (Hemerijck, 2012).

La perspective de l'investissement social renoue ainsi avec certaines stratégies de planification et d'investissement public qui étaient observées durant la période keynésienne (1945-1975). Dans son rapport intitulé *Examens de l'OCDE sur la Gouvernance publique. Ensemble pour améliorer les services publics* (2014), l'OCDE conclut, en s'appuyant sur de nombreux cas « qu'il importe que les pays facilitent le partage d'expériences à tous les niveaux de l'administration notamment à l'aide du partenariat entre administration centrale et collectivités locales » (cité dans Nicole-Drancourt [2015, p. 193]). Cette orientation s'illustre de deux manières, soit, d'une part, par la territorialisation des politiques publiques mobilisant davantage les acteurs intermédiaires ou locaux et, d'autre part, par des pratiques partenariales (de co-construction ou de co-production) pour la prestation de services (Nicole-Drancourt, 2015).

Dans cette perspective, les programmes canadiens entourant la petite enfance ont permis la mise en forme de nouvelles pratiques de gouvernance intergouvernementale (Turgeon, 2010). Leur objectif est de développer une vision plus intégrée des services, et ainsi d'éviter leur répétition ou leur fragmentation. (Beauvais & Jenson, 2001 ; Dufour et al., 2007). En ce sens, l'année suivant sa signature de la

Convention relative aux droits de l'enfant, en 1991, le gouvernement canadien s'est par exemple engagé à soutenir les groupes communautaires qui offraient des services auprès des enfants vivant dans certaines communautés jugées à risque et dans les communautés autochtones (Beauvais & Jenson, 2001).

Pour s'opérationnaliser, la perspective de l'investissement social ne définit pas seulement le lieu d'intervention (par ex. la petite enfance), mais également le choix des acteurs (à travers la combinaison de son financement) « ainsi que la façon dont ces investissements doivent être gérés (sans but lucratif, de manière coopérative, etc.) et financés (un mélange de subventions publiques, de philanthropie, etc.) » (Jenson, 2019, p.154). L'articulation entre entrepreneurs sociaux et politiques publiques nécessite alors l'appropriation par les entrepreneurs, à divers degrés, des fondements théoriques et des exemples probants qui guident la mise en place des programmes (Jenson, 2017). Elle signifie également un resserrement des critères de financement et un contrôle plus serré des organismes sans but lucratif afin d'assurer l'administration des programmes (DeFillipis et al., 2010 ; Levasseur & Phillips, 2004 ; Phillips, 2006 ; Phillips et al., 2010). Pour certaines organisations de la société civile, cela se fait toutefois au détriment de leur mission de revendication et de défense des droits (DeFillipis et al., 2010 ; Phillips, 2001). Cette collaboration risquée est explorée dans le chapitre 4.

Pour terminer, bien que la perspective de l'investissement social ait été accompagnée d'un réinvestissement dans certains domaines, elle s'est attirée plusieurs critiques qui méritent d'être rapportées dans le contexte de ma recherche.

D'une part, dans le champ de la petite enfance, on trouve des critiques relatives aux fondements scientifiques et aux représentations normatives associées aux politiques et programmes. En psychologie de l'enfant, par exemple, une méta-analyse des publications parues dans les journaux les plus cités conclut que plus de 90 % d'entre elles sont basées sur des échantillons européens ou de pays où la langue couramment utilisée est l'anglais (Nielsen et al., 2017). Plus encore, 80 % des articles faisant état de l'origine socio-économique précisaient que leurs participant·e·s appartenaient à des milieux socio-économiques moyens à aisés (Nielsen, 2017). En même temps, certains travaux associent le recours croissant aux neurosciences à l'individualisation des problèmes sociaux et de la relation parent-enfant (Giampino, 2012 ; Macvarish et al., 2014).

Dans leur étude sur les politiques de santé en Angleterre entourant la maternité et le développement du cerveau des fœtus, Lowe et al. (2015, p. 25) soutiennent également qu'il existe un décalage « grandement problématique » entre les découvertes de la science et l'usage qui en est fait par les politiques publiques. Ils évoquent notamment l'absence de preuve, de validité scientifique ou l'exagération de certains constats, au détriment des familles les plus pauvres, et des mères en particulier. De tels biais se retrouvent toutefois dans les politiques et programmes mis en place pour soutenir la parentalité (Lowe et al., 2015 ; Macvarish, et al. 2014 ; Parazelli et al. 2003 ; Romagnoli & Wall, 2012). Par exemple, l'analyse récente de la Stratégie nationale pour le développement du soutien à la parentalité du gouvernement suédois dévoilée en 2009 révèle la reproduction d'un certain « déterminisme parental » calqué sur des

normes parentales genrées et correspondant aux pratiques des familles de classe moyenne (Widding, 2018).

D'autre part, malgré que certains discours en faveur de la perspective de l'investissement social se soient intéressés au développement de politiques plus « sensibles » aux questions de genre (Esping-Andersen, 2002b), les recherches féministes ont souligné que la redéfinition des cibles des politiques en faveur de l'enfance et la mise en valeur du marché du travail comme levier pour sortir de la pauvreté semblent négliger les enjeux d'égalité. Or, les femmes, et en particulier les femmes racisées et pauvres, sont davantage discriminées en ce qui concerne le revenu, l'accès à l'emploi ou les charges familiales (Jenson, 2009 ; Luccisano & Wall, 2009 ; Saraceno, 2016 ; Wall, 2013).

En fait, on trouve, dans les discours des politiques, une intégration ou une « sensibilité » aux questions de genre. Par exemple, on peut repérer des références à l'autonomie des femmes, à la conciliation travail-famille et même aux inégalités de genre. Jenson (2015a) rappelle cependant l'importance de distinguer d'un point de vue analytique les discours « sensibles » au genre de ceux qui posent l'égalité en tant qu'objectif des politiques sociales. En ce sens, plutôt qu'être véritablement introduit, l'objectif d'égalité entre les genres (au niveau salarial ou au niveau de la conciliation travail/famille, par exemple) se retrouve dilué, voire remplacé, par un discours universel de sensibilisation (qui tend vers) la lutte contre les inégalités. Pour le dire autrement, le renvoi à des questions de genre ne semble pas se traduire automatiquement en politiques féministes ou égalitaires (Lewis, 2002 ; Lombardo & Meier, 2016).

En somme, les politiques d'investissement social tendent à ignorer comment les différents rapports sociaux influencent l'intervention et marginalisent les femmes, particulièrement celles qui sont pauvres ou racisées. Pourtant, certaines recherches montrent que les approches préconisées par les programmes soutenus par les politiques d'investissement social sont susceptibles d'accentuer et d'intensifier les attentes envers les parents, en particulier les mères, qui supportent toujours une plus grande part du fardeau de responsabilité familiale que les pères (Luccisano & Wall, 2009 ; Molyneux, 2006 ; Romagnoli & Wall, 2012 ; Vozari, 2015). Les parents pauvres et issus des communautés racisées sont également plus souvent stigmatisés et discriminés par rapport aux représentations de la parentalité idéalisée (Cooper, 2020 ; Filippelli et al., 2017 ; Gillies, 2005, 2007 ; Maynard, 2018 ; Widding, 2015). Des témoignages de mères présentés au chapitre 5 corroborent cette idée.

2.1.2. Le déploiement de l'investissement social au Québec

Si certains travaux relatent l'adoption de la perspective de l'investissement social au Canada (voir par ex. Jenson [2000], Dobrowolsky et Saint-Martin [2005], Dufour et al. [2007] et Saint-Martin [2000]), le vocabulaire de l'investissement social est peu usité dans les analyses au Québec. Pourtant, ses présupposés semblent faire partie intégrante des politiques (Noël, 2017). En effet, d'après Noël (2017), le gouvernement québécois a déployé, particulièrement depuis le Sommet socio-économique de 1996, plusieurs interventions qui s'apparentent à ce qui s'est observé dans des pays associés à la perspective de l'investissement social, soit : (1) des politiques familiales destinées à

soutenir le développement de la petite enfance et faciliter la conciliation travail-famille ; (2) des politiques d'activation et d'intégration au marché du travail et ; (3) des mesures de lutte à la pauvreté. La présente section de la revue de littérature s'attarde au déploiement de l'investissement social au Québec, et expose les principales conceptions mobilisées pour analyser le partage des responsabilités dans le champ des politiques sociales en travail social au Québec.

Au niveau de la petite enfance, le Québec se démarque par des investissements financiers plus importants et une plus grande attention accordée aux questions familiales (Jenson, 2002). En effet, Pasolli (2015) remarque que les dépenses gouvernementales du Québec par enfant de 0 à 5 ans sont beaucoup plus élevées qu'en Ontario (4 276 \$ contre 827 \$ en 2011-2012). D'après Beaujot, Du et Ravanera (2013), en les comparant aux politiques plus libérales du reste du Canada, les politiques québécoises se démarquent par leur approche plus universelle, particulièrement pour les congés parentaux et la garde d'enfants, ce qui rapproche l'État social québécois du modèle nordique. Les politiques familiales québécoises auraient aussi été conçues de manière non seulement à favoriser le bien-être des enfants, mais également à augmenter l'employabilité des mères — trait caractéristique de plusieurs politiques d'investissement social. Or, si la présence des mères sur le marché du travail a augmenté, en effet, il semblerait que les signes d'amélioration du bien-être des enfants soient moins évidents à identifier (Beaujot et al., 2013).

Au niveau du mode de gouvernance, c'est sans doute Arsenault (2018) qui présente l'analyse la plus exhaustive de l'adoption de la perspective de l'investissement

social dans les politiques au Québec. Pour l'auteur, comme pour Noël (2017), le Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996 est un moment clé de ce virage, coalisant des acteurs des milieux communautaires et syndicaux de gauche, du gouvernement et du patronat, en faveur de la reconnaissance et du soutien de l'économie sociale. D'après Arsenault (2018), le soutien de l'économie sociale par le gouvernement a fait l'objet d'un compromis gauche-droite au Québec. Autrement dit, les politiques associées ne chercheraient ni à remplacer les services du secteur public, ni ceux du secteur privé, mais serviraient à répondre de manière « complémentaire » aux besoins en cherchant « à aller dans le sens du libre marché et de l'égalité en créant de nouveaux marchés, tout en diminuant le chômage et l'exclusion sociale » (p.21). Ces politiques seraient dès lors des exemples de la perspective de l'investissement social au Québec, puisqu'elles joindraient les objectifs de promotion de l'égalité et d'inclusion sociale à ceux de stimulation de la participation au marché du travail (Arsenault, 2018) et de réduction du déficit budgétaire gouvernemental (Noël, 2017).

Sans faire référence à l'adoption de la perspective de l'investissement social dans leur analyse, Claude et Gaudet (2018) établissent également l'émergence et la valorisation d'entrepreneurs sociaux au Québec aux années 1990. D'après ces auteures, l'apparition de cette nouvelle catégorie dans le paysage socioéconomique québécois est le résultat du processus d'informalisation de la prestation de certaines responsabilités sociales, repartagées entre la sphère du marché et celle des milieux communautaires.

En ce sens, on peut considérer l'adoption de politiques transversales visant à promouvoir et soutenir l'économie sociale dans différents champs ou secteurs

d'activités (emploi, logement, aide à domicile), incluant la petite enfance, comme une illustration du mode de gouvernance privilégié pour l'offre de services dans le social. Financés en partie par le gouvernement du Canada dans le cadre de *l'Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants* (Emploi et Développement social Canada, 2018), les services relatifs à l'enfance et aux familles (haltes-garderies, organismes communautaires famille, centres de la petite enfance, etc.) jouent un rôle considérable dans la prestation des services en cause et dans la mise en œuvre des politiques québécoises liées au développement de l'enfance et au soutien à la parentalité (Lemieux et al., 2005). Par exemple, certains offrent des activités gratuites ou à faible coût visant le développement et le renforcement des compétences parentales (ateliers, formations, groupes de discussion) pour les enfants de 0 à 5 ans (Ministère de la Famille, 2018). Je m'appuie sur cette idée pour développer mon quatrième chapitre.

Le Québec a également vu ses politiques publiques se territorialiser, particulièrement depuis le début des années 2000. Cette transition a fait des territoires d'intervention des espaces où se structure l'organisation du développement, propice à la formation de collaborations intersectorielles (Lachapelle & Bourque, 2020). Outre l'initiative 1, 2, 3 Go ! mentionnée précédemment, d'autres programmes suggèrent un tournant vers la petite enfance et l'instauration d'un modèle de gouvernance partagée (ou de « *responsability mix* ») dans les politiques sociales. La mise en place de partenariats publics philanthropiques entre le gouvernement québécois et la FLAC, notamment, a déjà été présentée comme un exemple du mode de gouvernance de

l'investissement social qui touche spécifiquement les questions de petite enfance (É. Ducharme & Lesemann, 2011 ; Fortin, 2019 ; Lefèvre & Berthiaume, 2017b).

Mentionnons aussi que, sans faire explicitement référence à la perspective de l'investissement social, des publications critiques en travail social donnent également un écho québécois aux débats à l'international sur les programmes de prévention précoce (Parazelli et al., 2003, 2012 ; Roos, 2012).

Or, pour reprendre Arsenault (2018), la question à savoir si la reconnaissance de l'économie sociale au Québec est un projet politique conservateur (comme en Grande-Bretagne) ou progressiste (comme en France) reste débattue dans la littérature. Cela donne lieu à plusieurs interprétations. Une première interprétation, plus radicale, associe les politiques d'économie sociale au virage néolibéral de l'État et à la cooptation des forces progressistes québécoises (voir par ex. Boivin & Fortier, 1998 ; D. Côté, 2011 ; D. Côté & Simard, 2013 ; D. Lamoureux, 2005 ; Piote, 1998).

Une deuxième interprétation, plus fréquente dans la littérature, notamment en travail social, analyse le modèle québécois de *responsability mix* comme une forme d'économie plurielle. L'établissement de ce modèle résulterait de la collaboration et de la co-construction démocratique des politiques, rendues possibles grâce à la participation d'acteurs économiques, politiques et sociaux, tels que les organismes communautaires, les syndicats et les organisations patronales (M.-N. Ducharme & Vaillancourt, 2012 ; Jetté, 2008 ; Jetté & Vaillancourt, 2011 ; Savard et al., 2015 ; Vaillancourt, 2016, 2019). Je reviendrai sur la proposition théorique de cette

interprétation au moment d'exposer mon cadre conceptuel, dans la deuxième partie du présent chapitre.

Dans la perspective de l'économie plurielle, Lévesque (2011) souligne, comme Arsenault (2018) et Noël (2017), l'importance du Sommet sur l'économie et l'emploi pour la reconnaissance étatique des acteurs qu'il associe à l'économie sociale ; une reconnaissance qui s'est accompagnée de politiques de soutien et de financement. Pour reprendre Lévesque (2007, p. 10), cette dynamique de partenariat ressemblerait désormais à un « ménage à trois » entre l'État, le marché et la société civile, unis en vue de l'« intérêt général », malgré qu'ils présentent des logiques de gestion et d'action différentes. Ce modèle, que Vaillancourt (2008, p. 13) définit comme la co-construction démocratique, aurait « permis d'en arriver à des décisions de politiques publiques qui ont pris la forme de compromis institutionnalisés allant dans le sens de l'intérêt général » au Québec. Son concept de co-construction est d'abord utilisé pour désigner un processus de collaboration entre les acteurs, mais il prend ensuite, en quelque sorte, la forme d'un horizon d'attente, d'un idéal à atteindre :

À nos yeux, la co-construction démocratique des politiques publiques à laquelle l'ESS [économie sociale et solidaire] participe demeure une denrée rare. Elle s'apparente à un état de grâce quand elle surgit dans la vie démocratique d'une société. Elle ne constitue pas une recette applicable partout et à tout moment. Si on la définit avec rigueur, elle devient plus rare. Néanmoins, à ce moment-là, elle n'en demeure pas moins pertinente, indispensable et source d'innovation. (2008, p. 13)

Ainsi, parmi les publications québécoises que j'ai consultées, une grande part de celles qui sont issues du travail social se concentre sur l'analyse et la formation de modèles de relation entre les organismes communautaires et l'État (Proulx et al., 2005 ;

Savard et al., 2008). Ces travaux abordent notamment des enjeux relatifs à l'optimisation de cette relation ou à la minimisation des risques qui y sont liés (D. Bourque, 2008 ; H. Lamoureux et al., 2008 ; J. Lavoie & Panet-Raymond, 2014 ; Panet-Raymond & Bourque, 1991 ; Savard & Proulx, 2012). D'autres traitent du rôle de l'organisation communautaire dans cette dynamique (Beauchamp, 1991 ; Comeau et al., 2018 ; Lachapelle, 2017) et de son importance grandissante au sein de la santé publique (D. Bourque & Favreau, 2003 ; Parent et al., 2012). La modélisation des liens entre les acteurs qui interviennent et partagent les responsabilités sociales a été bonifiée récemment, grâce à la métaphore de l'écosystème employée par Lévesque (2016). J'y reviendrai dans la deuxième partie de ce chapitre, où je développerai sur les forces et les limites de cette modélisation, ainsi que dans le chapitre 4, au sujet de la concertation dans le quartier à l'étude.

2.1.3. La mixité sociale comme stratégie des politiques de la ville

En choisissant d'ancrer la recherche à même le quartier à l'étude (et non en me penchant sur une politique ou un programme spécifique), l'objectif de ma démarche est de permettre l'observation des transformations et des dynamiques sociales, politiques et économiques qui se produisent et qui traversent le territoire. Cela permet également d'examiner leur influence sur les conditions de mise en œuvre des politiques « enfance famille ». Dans les politiques sociales canadiennes, on remarque un intérêt grandissant pour le territoire dans l'analyse et l'intervention en vue de l'amélioration des conditions de vie et de la prospérité économique (Bradford, 2005). Comme d'autres, le quartier

Sainte-Rita à Montréal a été un lieu d'efforts substantiels en ce sens. Ces efforts sont d'autant plus nécessaires que depuis quelques années, Sainte-Rita est en cours de gentrification. Pour y voir plus clair, la présente section de la revue de littérature propose de tracer les liens entre la perspective de l'investissement social et la stratégie de la mixité sociale. Cette dernière étant principalement étudiée dans le champ des études urbaines, et utilisée par les pouvoirs publics pour favoriser la cohésion sociale et déconcentrer les quartiers pauvres (Rose et al., 2013).

À Montréal comme dans plusieurs grandes villes, la construction ou la reconversion massive de logements en copropriétés a eu pour effet de faire augmenter les taxes foncières et donc les loyers des locataires dans les quartiers centraux, induisant le déplacement des populations les plus pauvres. Dansereau et al. (2002), dans un rapport destiné à la Ville de Montréal, montrent que les transformations à l'échelle de la ville ont provoqué la segmentation du territoire et leur homogénéisation, créant des zones plus riches et d'autres plus pauvres, où se concentrent des populations marginalisées, qui ont des difficultés à se loger, ou qui n'ont pas de domicile fixe. Cette dynamique liée à la gentrification est dénoncée par plusieurs groupes citoyens et organismes communautaires (Goudreault, 2019 ; Leblanc, 2020). En réponse, plusieurs administrations des centres urbains développent des politiques de mixité sociale, une stratégie qui remonte à l'urbanisme moderne du milieu du 19^e siècle (Germain et al., 2010).

Les politiques de mixité sociale visent, par la proximité spatiale entre des populations diverses, le dialogue et l'échange en vue de favoriser une plus grande

cohésion sociale. Par exemple, en 2005, la Ville de Montréal fait la promotion de la mixité sociale en adoptant la Stratégie d'inclusion de logements abordables pour les nouveaux projets résidentiels, une stratégie qui encourage la diversification des types de logements prévus dans les grands projets (sociaux, communautaires, abordables et privés). En juin 2019, la Ville réitère cette stratégie en rendant obligatoire pour les promoteurs immobiliers de contribuer à la mixité, soit par la construction de logements sociaux, la cession de terrains à la Ville ou par une contribution financière (Corriveau, 2019). La nouvelle mouture de cette stratégie s'intitule d'ailleurs « Règlement pour une métropole mixte » (Ville de Montréal, 2019).

Si la perspective de l'investissement social n'est pas liée à proprement parler aux discours sur la mixité sociale, il semble que plusieurs points communs puissent être soulevés entre les arguments en faveur de l'une et de l'autre. D'abord, comme l'investissement social, la mixité sociale renvoie à un projet de cohésion sociale et d'égalité des chances, où les couches les plus pauvres ou marginalisées sont incluses dans le « vivre-ensemble » et le développement économique et politique du quartier (Sarkissian, 1976). Bien que la conception et l'application des politiques de mixité sociale varient en fonction des contextes où elles s'implantent, la mixité sociale est perçue comme une réponse à la concentration de la pauvreté dans un quartier, phénomène considéré par certains comme un facteur de reproduction de la pauvreté et des

inégalités sociales⁵. Ainsi, l'idéal de mixité sociale dans les quartiers urbains prend aujourd'hui une forme néolibérale, entraînant une « gentrification contrôlée » (Rose et al., 2013).

En ce sens, les politiques contemporaines visant à favoriser la mixité sociale partagent avec l'investissement social la tendance à intégrer la lutte contre les inégalités sociales à des objectifs de développement économique. En effet, le développement des quartiers repose non seulement sur des investissements publics, mais aussi sur le secteur privé, les acteurs communautaires et des populations plus aisées financièrement. Ainsi, l'arrivée de propriétaires-occupants permet, notamment, la rénovation des logements, l'injection de nouveaux capitaux privés dans le quartier ; que ce soit par les taxes foncières ou l'achat de produits de consommation plus dispendieux (voir par ex. Zukin et al., 2009). L'échelle du territoire local devient alors un moteur du développement économique.

À la manière du principe de *responsability mix*, les politiques urbaines sont caractérisées par un renouvellement de l'action publique qui entraîne la reconfiguration des relations entre les secteurs publics, privés et communautaires sur des bases entrepreneuriales (Rossi & Vanolo, 2015). Ce cadre d'intervention laisse place à des initiatives moins institutionnelles et à une plus grande prise en charge par des individus et des groupes ou organismes de ces différents secteurs (Brenner et al., 2009). Ainsi, on

⁵ Il existe un débat dans la littérature en études urbaines entourant le rôle de l'environnement dans la reproduction de la pauvreté. Voir notamment Gans (2010).

retrouve par exemple des citoyen·ne·s-expert·e·s parmi les parties prenantes des politiques de la ville, qui s'impliquent pour améliorer leur cadre de vie (Follmann & Viehoff, 2015 ; Roy et al., 2015)⁶. Cette nouvelle forme de gouvernance, à la fois globalisée et décentralisée, est caractérisée par une planification, une mise en œuvre et une gestion qui mise sur la collaboration entre les acteurs de différents secteurs (Chevallier, 2003).

Or, force est de constater que le projet de mixité sociale, s'il permet la diminution de la distance physique entre les groupes sociaux, ne signifie pas pour autant la fin de la distance sociale (par ex. Joseph & Chaskin, 2010). Nonobstant le déplacement de certain·e·s résident·e·s du quartier (Hodkinson & Essen, 2015 ; Twigge-Molecey, 2014), la gentrification peut avoir des effets politiques, sociaux et culturels qui dépassent l'observation du « matériel » (Thurber, 2018). Notamment, la littérature critique sur la gentrification rapporte certains récits de mixité montrant une forme de répression des comportements et attitudes associés à la culture d'origine des occupants, dans l'optique de rendre le quartier plus « accueillant », « accessible » (Valegeas, 2016) ou « sécuritaire » (Jacquot, 2010 ; Kearns & Mason, 2007). Sans pour autant rapporter

⁶ L'étude de Maltais (2016) sur les commerçants du Sud-Ouest et d'Hochelaga-Maisonneuve, deux anciens quartiers populaires de Montréal, remarque par exemple que, bien que les impératifs économiques soient impondérables dans les décisions d'affaires, les commerçants résidents de ces deux quartiers sont également influencés par les représentations de l'espace idéalisé et une volonté d'enracinement local, ce que Savage et al. (2005) ont désigné comme une « appartenance élective ». Si cet engagement peut témoigner d'une sincère compassion, le rapport au quartier qu'il sous-tend ne semble pas non plus exempt d'un certain horizon moral, qu'il soit lié à la visibilité de « problèmes sociaux » comme la sollicitation pour la prostitution près de leur commerce, ou à une volonté de préserver la mixité sociale du quartier.

des formes de répressions, d'autres enquêtes relatent une forme de gestion de la proximité, notamment entourant l'éducation des enfants et la place de ceux-ci dans le quartier. Ce dernier point sera abordé dans la revue de littérature du chapitre 6.

En fait, Chamboredon et Lemaire (1970) observaient déjà que cette mixité est plus difficile à vivre pour les ménages populaires, alors que les ménages en meilleure position sociale et économique ont tendance à mieux composer, voire à valoriser cette cohabitation. Dans leur enquête, la proximité physique de populations socialement distantes avait tendance à renforcer des préjugés et nourrir des stéréotypes, que ce soit au sujet des pratiques concernant la manière d'habiter chez soi et d'y vivre, d'investir les espaces urbains, de se vêtir, de se loger, etc. L'éducation des enfants est également propice à des jugements marquant un écart entre ménages populaires et plus nantis. Je reviendrai sur ce thème dans ma revue de littérature du sixième chapitre.

Sans en faire une présentation exhaustive dans la présente revue de littérature, je reprends ici Dansereau et al. (2002) qui s'inspirent de Sarkissian (1976) pour concevoir le projet de mixité sociale comme la rencontre de deux grandes catégories d'arguments : les arguments paternalistes et les arguments démocratiques.

La première catégorie d'arguments repose sur l'idée, plus ou moins implicite, que la mixité sociale permettrait aux populations les plus pauvres, au contact de populations plus aisées, une certaine forme d'émulation sociale et économique (Flint & Kearns, 2006 ; Ostendorf et al., 2001). Par imitation ou modelage, les premiers pourraient ainsi apprendre à améliorer leurs compétences parentales, leur hygiène, le respect des règles du vivre-ensemble, mais également adopter certains comportements

(épargner, changer leur rapport au travail) susceptibles de favoriser leur mobilité sociale (Sarkissian, 1976). Aujourd'hui, ce type de posture est associé à des manières de faire et des discours qui « [rendent] invisibles les couches pauvres dont la présence et les comportements gênent » (Dansereau et al., 2002, p. 25). Sans travailler volontairement au déplacement des populations d'origine, la promotion d'un « bon voisinage », c'est-à-dire d'un style de vie fondé directement sur celui des classes supérieures, aurait pour effet d'exercer un certain « contrôle » sur les plus pauvres (Tissot, 2011).

La deuxième catégorie d'arguments entourant la mixité sociale a trait à un idéal démocratique : par la rencontre de différentes populations, l'échange permettrait la conciliation et la tolérance. Ces arguments renvoient au pluralisme comme idéal démocratique (Dansereau et al., 2002), où non seulement quiconque a droit d'être entendu, mais devrait également avoir accès à la ville.

À Montréal, si on se réfère aux deux catégories d'arguments proposées par Sarkissian (1976) et Dansereau et al. (2002), c'est davantage sur le registre démocratique que se joue le discours sur la mixité sociale, avec une attention particulière accordée à la mixité de logement (abordables, propriété, etc.) (Dansereau et al., 2002). Plusieurs études sur la mixité sociale à Montréal ont donc suivi cette orientation (Germain & Leloup, 2006 ; Germain & Rose, 2010). La mixité renvoie alors à une diversité socio-économique (et non raciale, par exemple) (Roche & Rutland, 2019). D'après Germain et al. (2010, p. 156), à Montréal, « le discours sur la mixité sociale se déploie néanmoins sur le registre de la justice sociale, mais dans un contexte franchement néolibéral où les organismes communautaires sont très actifs ».

L'usage du terme de la mixité sociale est caractérisé par sa souplesse et par l'idée de négociation entre les différents acteurs, renvoyant à une idée de « bricolage sociopolitique » fondée sur le statut d'occupation des logements (Germain et al., 2010). Une étude sur le cas de la reprise d'anciens terrains industriels dans le quartier Angus conclut que, plutôt que d'être le résultat d'une approche planifiée initialement, la mixité sociale a servi de « compromis » entre différents groupes aux intérêts divergents, incluant la Ville de Montréal, le comité logement du quartier, les commerçants environnants et les futur·e·s résident·e·s. Néanmoins, même s'il est généralement qualifié de réussite, cet exemple repose sur une certaine homogénéité sociale parmi les différents groupes qui habitent l'espace (des ménages majoritairement francophones, d'origine québécoise et d'âge moyen) et une certaine distinction dans l'usage des espaces publics et semi-publics (cours, parcs, etc.) (Germain et al., 2010).

Dans le cas susmentionné, les auteures rapportent que le comité logement a joué un rôle revendicateur quand le projet a été initié, exigeant davantage de logements sociaux. Dans le quartier immédiatement au sud, Hochelaga, l'attitude de certains représentants des groupes communautaires, notamment du Collectif d'aménagement urbain, est tout autre ; qualifiée de « pro-gentrification » (Germain et al., 2010, p. 152). Selon ces représentants, « la revitalisation du quartier passe nécessairement par le retour de petits propriétaires-occupants, capables d'investir dans la réhabilitation et l'entretien des logements pour renverser ce "vaste mouvement de désinvestissement du quartier" et d'exode des classes moyennes, et "ré-établir une mixité sociale" » (Germain et al., 2010, p. 152). Cette attitude pragmatique des groupes de défense de

droits des locataires, également observée par Gaudreau (2005), traduit selon ce dernier une vision de la mixité sociale basée sur « un compromis acceptable entre groupes aux intérêts divergents qui sont engagés dans une lutte considérée par les groupes sociaux comme perdue d'avance » (p.67). On retrouve ainsi toute l'ambivalence du rapport à la mixité sociale de la part des milieux communautaires en contexte de gentrification. J'explorerai cette ambivalence dans le chapitre 6, puisqu'elle a un effet sur les conditions de mise en œuvre des politiques « enfance famille » dans Sainte-Rita.

2.1.4. Les femmes, actrices des politiques sociales

Depuis les années 1990, la majorité des femmes ont intégré le marché du travail salarié — précipitant le déclin de la figure de l'homme pourvoyeur, le « *male breadwinner* », au centre des politiques sociales du modèle providentialiste. En effet, à l'intersection de l'économie marchande et de l'économie familiale, les femmes jouent un rôle central dans la reconfiguration des responsabilités sociales (Esping-Andersen, 2002b). L'observation du déploiement de l'investissement social dans le champ « enfance famille » ne pourrait donc pas faire l'impasse d'une analyse de genre pour comprendre les transformations des politiques sociales.

Pourtant, l'intégration de la dimension du genre dans l'analyse des politiques sociales en travail social demeure marginale (D. Côté, 2011 ; Kruzynski, 2005). En organisation communautaire, C. Lavoie (2012) argumente également que, lorsque la question raciale est abordée, celle-ci est plutôt envisagée de manière individuelle, déconnectée des rapports sociaux et des relations de pouvoir dans lesquelles le racisme

prend forme. En fait, la présence des femmes, des personnes racisées et des groupes minoritaires dans la littérature francophone au Québec est la plupart du temps réfléchi en « silo », c'est-à-dire qu'elle est rapportée à travers des récits de pratiques et des analyses sectorielles. Un tel état de fait a pour effet de cloisonner l'analyse des rapports sociaux et de renvoyer les questions relatives au pouvoir, à la domination, aux inégalités — et donc au conflit — à des « secteurs » d'intervention plutôt que de l'intégrer à la pratique au sens large (Berthiaume et al., à paraître). La section suivante dresse le portrait de cet angle mort de la littérature, en s'attardant de manière plus particulière à l'« invisibilité » du rôle des femmes dans le partage des responsabilités sociales, que ce soit au sein de leur communauté ou de la famille, et à la nécessité d'analyse féministe pour l'observer⁷.

En organisation communautaire, les recherches qui portent une attention au rôle des femmes dans le partage des responsabilités sociales traitent généralement de cette question de deux points de vue. Un premier ensemble de travaux s'intéresse aux femmes, aux groupes de femmes et à la place accordée aux analyses et discours féministes dans le modèle de gouvernance partagée au Québec (D. Côté, 2011 ; D. Côté et al., 1995 ; D. Côté & Simard, 2013 ; D. Côté & Tremblay-Fournier, 2011 ; Lafontaine & Thivierge, 1997 ; Louargant & D. Côté, 2017 ; Masson, 2001). On pourrait désigner un

⁷ Un article à paraître, que j'ai co-écrit avec Jean-Vincent Bergeron-Gaudin et Louis Gaudreau, approfondit le sujet des « zones d'ombre » dans la littérature en organisation communautaire au Québec (Berthiaume et al., 2021, à paraître). Certains éléments de cet article sont repris dans la présente section.

deuxième ensemble de travaux, généralement moins lié à l'organisation communautaire, qui s'intéresse au rôle des femmes dans la famille, en lien avec le soutien ou l'intégration de celle-ci dans la communauté (Ben Soltane, 2019 ; D. Côté, 2002 ; Laaroussi-Vatz et al., 1995). Ces analyses qui tiennent compte de la position des femmes dans le partage des responsabilités sociales au niveau familial ou communautaire apparaissent cependant peu reprises dans la littérature en organisation communautaire que j'ai consultée.

Pour Côté (2011), cette séparation s'expliquerait par la centration du champ sur des pratiques et des mesures gouvernementales, marginalisant *de facto* les analyses et les pratiques du mouvement des femmes⁸. Elle tiendrait aussi à la séparation classique entre l'économique et le social, excluant les analyses féministes du champ économique⁹. C'était pourtant tout le contraire réclamé par les féministes qui ont mis de l'avant une

⁸ Par exemple, dans la plus récente publication de Lachapelle et Bourque (2020), les auteurs analysent l'organisation communautaire (ou l'intervention en développement des territoires) du point de vue des transformations de l'action publique et de ses effets potentiels sur la prise en charge des « inégalités sociales ». Lachapelle et Bourque évoquent les inégalités « que génère le modèle économique axée sur la croissance » (p.5), négligeant toutefois comment ces inégalités, de même que les rapports de genre et de race, structurent le rapport au territoire sur lequel l'intervention prend forme. Si leur analyse n'est pas inintéressante, il appert que l'absence de prise en compte de ces questions tend à négliger le rôle de l'organisation communautaire, non seulement du point de vue de ses effets (ce qu'elle peut produire), mais aussi du point de vue de son rôle dans la reproduction de ces inégalités.

⁹ Dans un compte-rendu d'ouvrage de Vaillancourt, Aubry et Jetté sur l'économie sociale dans les services à domicile, Guberman (2004, p.619-620) déplore également ce « cantonnement de l'analyse féministe à un chapitre spécifique pour et par les femmes », évitant, selon elle « à regarder l'ensemble des enjeux » que posent l'expérience de l'économie sociale en aide domestique. L'auteure entend ici, notamment, les difficultés de faire reconnaître et rémunérer le travail « relationnel » (ou de *care*) des préposées, les conditions de « paternalisme et d'autoritarisme » dans lesquelles leur travail doit parfois s'exercer, et plus fondamentalement, la séparation opérée entre le travail plus technique (exécuté par les préposées des entreprises d'économie sociale) et le travail « relationnel » (qui serait davantage reconnu et rémunéré pour les auxiliaires familiales employées dans les Centres locaux de services communautaires [CLSC]).

reconnaissance du travail informel des femmes dans les familles et les communautés en revendiquant un financement pour ces activités ainsi que des programmes sociaux (voir par ex. Toupin [2014]).

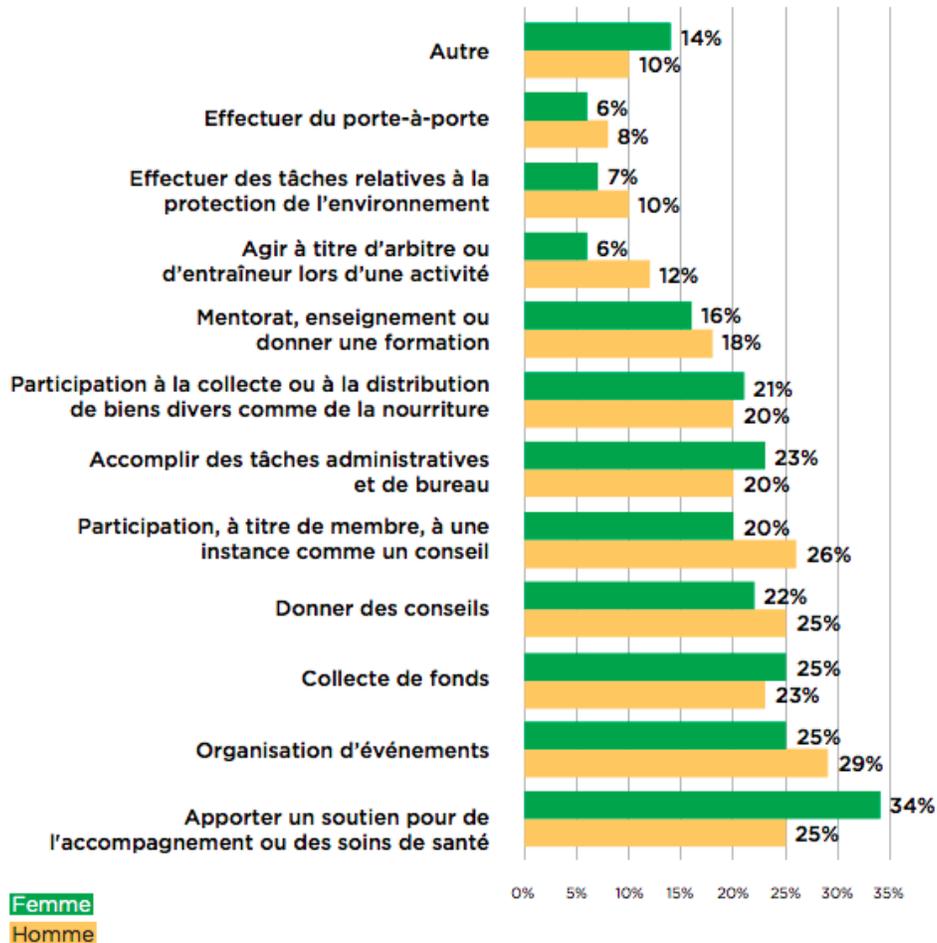
Pourtant, les femmes sont majoritaires en organisation communautaire¹⁰. Parmi les salarié-e-s de l'organisation communautaire, les femmes constituent 79,7 % du secteur communautaire, 69,8 % du secteur public et 59,1 % du secteur du développement rural (selon les statistiques de 2015) (Comeau et al., 2018, p. 22). Dans le champ de l'économie sociale et de l'action communautaire, une enquête québécoise établit le ratio à 10 femmes pour 7 hommes (Comité sectoriel de main-d'œuvre, économie et action communautaire [CSMO-ÉSAC], 2019).

L'implication communautaire des femmes a également certaines caractéristiques distinctes par rapport à celle des hommes. Selon un sondage réalisé pour le Réseau de l'action bénévole du Québec (M. Fournier, 2018), bien qu'il n'existe pas de différence significative dans le temps consacré au bénévolat entre les hommes et les femmes, ni quant aux motivations de l'engagement, il s'opèrerait une division sexuelle des tâches réalisées par les bénévoles. Pour plusieurs femmes, l'engagement bénévole représente une forme « d'éthos du *care* », soit la mise en pratique d'un principe valorisant le fait de prendre soin des autres, qu'elles exercent depuis longtemps et qui se transmet parfois dans la famille (Bond et al., 2008) (voir le chapitre 5). Le tableau suivant montre que les

¹⁰ Une réalité reconnue d'ailleurs dans plusieurs ouvrages sur l'organisation communautaire (voir par ex. Lachapelle et Bourque, 2020, p.22,111).

femmes participent davantage que les hommes dans des activités liées au soutien et à l'accompagnement pour des soins de santé.

Tableau 1 : Tâches assumées par les hommes et les femmes



Tiré de Fournier (2018, p. 21)

Au niveau des familles, la question du travail des femmes et celle de leur double tâche (travail salarié et travail domestique) ont été, depuis les années 1980, des objets de recherche largement documentés par des chercheuses féministes (par ex. Barrère-Maurisson, 1992, 2003 ; Corbeil et al., 1990 ; Hays, 1998 ; Malenfant, 2002). Aujourd'hui,

les analyses montrent que, malgré que la participation des pères soit plus importante qu'il y a quarante ans, les femmes continuent d'assumer plus de tâches domestiques, incluant chez les ménages des classes populaires (Cartier et al., 2018). D'après les chiffres de l'Enquête sociale générale de 2015 menée par Statistique Canada (Houle et al., 2017), au cours d'une journée moyenne, la proportion des mères qui disent avoir participé aux tâches domestiques demeure plus élevée (93 % par rapport à 76 % pour les pères). En termes de temps total consacré aux tâches domestiques, la répartition demeure aussi inégale : en 2015, seulement 39 % des heures de travail domestique sont effectuées par les pères (Houle et al., 2017).

Cet écart entre les femmes et les hommes à l'égard de la réalisation des tâches domestiques se reflète également dans les représentations différenciées qu'elles et ils ont de la parentalité. D'après l'étude de Pederson (2012), menée auprès de parents avec des enfants en bas âge, les représentations des mères quant à la parentalité et à la maternité présente des traits distincts. Pour elles, la maternité, par rapport à la paternité ou la parentalité en général, est associée à des attentes additionnelles qui induisent notamment de la culpabilité relative à la conciliation travail-famille et une charge mentale liée à la gestion domestique. L'enquête de Borelli et al. (2017), menée auprès de 255 parents d'enfants en bas âge aux États-Unis, rapporte également que les mères sont significativement plus nombreuses à témoigner de leur culpabilité relativement à la conciliation travail-famille. Pour les pères interviewés dans l'étude de Pederson (2012), la distinction entre leur rôle spécifique et celui des parents n'est pas relevée. Autrement dit, pour eux, il ne semble pas exister de différence entre la

définition de la parentalité et celle de la paternité. Bien qu'ils soient moins présents que les mères auprès de leurs enfants, ceux-ci perçoivent leur rôle comme aussi important (Pedersen, 2012).

En somme, la surreprésentation des femmes, l'inégale répartition des tâches dans le travail social (qu'il soit salarié, bénévole ou domestique), et la perception sociale des responsabilités parentales justifient la pertinence d'une analyse féministe afin de comprendre la portée des politiques d'investissement social. Si cette analyse traverse ma thèse, l'enjeu de la reconnaissance de l'apport des femmes dans les politiques sociales sera approfondi aux chapitres 4 et 5.

En conclusion, cette revue de littérature a identifié différents aspects du partage des responsabilités sociales en l'approchant à partir de divers points de vue : 1) la perspective de l'investissement social, pour comprendre les orientations normatives et les dispositifs de mise en place des politiques ; 2) la forme que prend cette perspective au Québec et l'importance accordée à la co-construction démocratique des politiques comme interprétation dominante dans la littérature sur l'organisation communautaire et les politiques sociales ; 3) le projet de mixité sociale dans les politiques urbaines et la convergence de certains de ses arguments avec l'investissement social ; enfin, 4) l'apport particulier des femmes dans ce partage.

La section 2.2 présente le cadre conceptuel de ma thèse. Elle détaille les deux aspects du bagage théorique qui ont influencé la construction de mon projet de

recherche et l'analyse de mes résultats ; soit les études critiques en organisation communautaire qui s'inspirent de travaux en études urbaines, ainsi que les études féministes sur les politiques sociales.

2.2. Cadre conceptuel

Afin de répondre à certains écueils évoqués précédemment, j'ai élaboré mon cadre théorique à partir des courants critiques en organisation communautaire et des études féministes. Je me suis inspirée d'un corpus théorique non défini ou unifié, mais au sein duquel les auteur·e·s ont en commun de centrer leur analyse sur les rapports sociaux, sans pour autant figer les acteurs dans une logique déterministe. Ce cadrage est pensé pour faciliter le discernement du rôle des acteurs sociaux dans la configuration et l'institutionnalisation des rapports sociaux. Comme je l'ai présenté dans ma revue de littérature, le déploiement de l'investissement social dans les politiques sociales entraîne une redéfinition non seulement de l'objet central des interventions destinées aux familles, l'enfant, mais également des rapports entre les organismes communautaires, les familles, les acteurs privés et les administrations publiques ; à l'échelle locale, régionale ou provinciale.

Plus précisément, l'analyse des politiques sociales permet de mieux comprendre cette redéfinition en effectuant un travail d'observation des représentations, qui

[renvoient] à un imaginaire d'organisation sociale, globale et historiquement située : là s'institue l'ordre des choses admises, là se réifient les légitimités, là sont répertoriées les manières d'agir attendues dans les relations sociales (...). Cette sphère est une institution à part entière : elle constitue l'un des rouages essentiels de

la grande « machinerie de construction du réel » car elle donne du sens aux échanges, interactions, actions et pratiques du quotidien. (Nicole-Drancourt, 2015, p. 173)

Puisqu'il s'agit d'un cadre théorique qui se fonde sur la critique des interprétations dominantes en travail social au sujet du partage des responsabilités sociales au Québec, je propose de les présenter plus en détail afin de mieux situer mes concepts et mettre en contexte mes trois chapitres de résultats. Dans la section qui suit, je commence par revenir sur la métaphore de l'écosystème, utilisée dans le modèle écologique et dans la théorie de l'économie plurielle. Je présenterai ensuite les deux ancrages théoriques de la thèse ; soit les études critiques en organisation communautaire et les analyses féministes des politiques sociales.

2.2.1. L'écosystème pour rendre compte du partage des responsabilités sociales

En introduction, je résumais les principaux travaux relatifs aux acteurs en intervention communautaire dans le champ « enfance famille » d'après deux modèles théoriques : l'approche écologique et celle de l'économie plurielle. Bien que ces deux modèles présentent des ancrages théoriques et épistémologiques différents, tous deux utilisent la métaphore de l'écosystème pour définir les relations entre les acteurs du système. Cette métaphore a pour prémisse l'idée selon laquelle les différents acteurs et systèmes sont interdépendants et doivent coopérer pour faire fonctionner le « tout » qu'ils constituent — une idée retrouvée tant dans les discours en faveur de la perspective de l'investissement social, de la co-construction démocratique du modèle

québécois que de la mixité sociale. Afin de situer ma thèse par rapport à ces travaux, il apparaît nécessaire de se pencher succinctement sur les apports et les limites de ces deux modèles.

Parmi les contributions qui mobilisent la métaphore de l'écosystème en intervention, on retrouve un premier groupe de travaux qui prend appui sur le modèle écologique, aussi appelé écosystémique. Particulièrement dans le champ « enfance famille », ces publications s'inspirent des travaux de Bronfenbrenner (1979, 1986), qui centrent l'analyse sur l'enfant et l'entourent de différents « niveaux » de système : l'ontosystème, le microsystème, le mésosystème, l'exosystème et le macrosystème. En plus de s'intéresser au système familial, ces travaux se penchent donc également sur les pratiques de concertation et de partenariat des acteurs qui interviennent dans le champ de la petite enfance sur un territoire donné.

Dans cette perspective, les pratiques d'intervention, que l'on retrouve également en éducation et en psychologie communautaire, doivent combiner la mobilisation des parents et des acteurs du milieu (professionnel·le·s, enseignant·e·s, etc.) (Deschesnes et al., 2003). Cette dernière proposition faisant l'objet d'un large consensus, elle définit le point de départ de nombreuses recherches et apparaît comme *modus operandi* de plusieurs politiques au Québec et ailleurs (Larose et al., 2004 ; Mihelic et al., 2017 ; Morris et al., 2017 ; Morrison et al., 2014). Les initiatives 1, 2, 3 Go ! et Avenir d'enfants, mentionnées précédemment, en sont des cas de figure (Avenir d'enfants, 2014 ; Bouchard, 2000 ; Damant et al., 1999, 2010 ; Denis et al., 2005 ; Théolis et al., 2010).

La contribution principale de ce modèle est d'illustrer l'apport potentiel ou réel de l'environnement dans l'éducation et le soin des enfants. Il permet ainsi de responsabiliser et de mobiliser d'autres acteurs que les parents ou la famille autour des enfants pour influencer les normes, les valeurs, etc. Ce modèle peut permettre de répondre à l'anxiété de certains parents, en aidant à les faire se sentir soutenu·e·s et moins isolé·e·s (Ivan et al., 2015).

Le deuxième groupe de travaux mobilisant la métaphore de l'écosystème se retrouve dans les départements de gestion, en administration publique ainsi que dans les analyses des politiques en travail social. La métaphore y est principalement utilisée pour analyser les liens entre les acteurs qui proviennent du secteur public (écoles, CLSC, etc.), du tiers secteur (services de garde, organismes communautaires, etc.) ou du secteur privé (Lévesque, 2016). Utilisé d'abord pour parler des écosystèmes entrepreneuriaux dans le secteur privé, la métaphore renvoie ici à :

un type particulier de système dont le niveau de complexité est très élevé puisqu'il repose sur des relations d'interdépendance entre le vivant et son milieu à travers des échanges de matière et d'énergie (y compris le non-vivant). On comprendra que, si un écosystème peut apparaître en équilibre, il est en réalité toujours relativement instable ou tout au moins en mouvement (Lévesque, 2016, p. 2).

Les travaux correspondants mobilisent généralement la théorie de l'économie plurielle pour analyser la contribution du « tiers secteur » dans le développement social et économique québécois (Chamberland et al., 2012 ; Jetté et al., 2011). Le modèle met alors en place les conditions pour observer la co-construction des politiques sociales telle que définie dans ma revue de littérature (par ex. Jetté, 2008).

Une des contributions principales de cette interprétation d'une économie dite plurielle est de mettre en lumière l'influence du tiers secteur dans le développement socio-économique du Québec, c'est-à-dire en se décentrant d'une analyse focalisée exclusivement sur l'État et le secteur privé. Le concept d'hybridation, issu de la métaphore de l'écosystème, permet également de parler des influences mutuelles entre les acteurs (peu importe qu'ils appartiennent au secteur privé, public ou au tiers secteur) que ce soit, par exemple, au niveau de l'élaboration des politiques sociales ou des approches adoptées (Fossati et al., 2018 ; Lévesque & Mendell, 2005).

Dans le modèle écologique comme dans celui de l'économie plurielle, la métaphore de l'écosystème réfère à la fois à la pluralité des actions nécessaires pour atteindre les objectifs sociaux et à l'interdépendance des différents acteurs d'un champ (gouvernementaux, privés, communautaires, syndicaux, philanthropiques et patronaux) (Lévesque, 2016 ; Théolis et al., 2010). Ces points communs ne sont pas sans rappeler certains éléments de définition de la perspective de l'investissement social et des politiques de mixité sociale qui renvoient à l'importance d'investir et de soutenir le développement du capital humain en favorisant le partage des responsabilités sociales entre les différents acteurs de la société. Dans le premier groupe de travaux, on retrouve ainsi à maintes reprises l'adage « il faut tout un village pour élever un enfant », évoqué pour représenter cette dynamique (par ex. Damant et al., 2010). Dans le deuxième groupe de travaux, on trouve également cette idée suivant laquelle la collaboration d'acteurs d'horizons variés vers une visée commune permet le développement d'innovations sociales au Québec. L'écosystémie a ainsi pour avantage

d'être « compatible » avec une pluralité de situations et d'échelles d'intervention (Boulangier et al., 2011). Comme je l'ai souligné, son importance relève de sa capacité à illustrer l'interdépendance entre les éléments d'un même système ou entre les systèmes entre eux, et ce en dépit de la variabilité de leurs fondements épistémologiques, de leurs usages et de leurs impacts spécifiques sur la construction des politiques sociales.

Cependant, la mise en pratique du modèle écologique présente parfois un certain décalage par rapport aux énoncés théoriques initiaux (Boulangier et al., 2011). Comme le soulignent Boulangier et al. (2011, p. 133), sa polyvalence a pour faiblesse d'en faire une « “coquille vide” parfois dénuée de sens », par exemple en désignant une trop grande variété de pratiques. Dans la pratique, l'organisateur communautaire Roos (2012) conclut, par exemple, que la reconnaissance de l'influence de l'environnement dans la théorie écosystémique ne signifie pas pour autant qu'il devienne objet d'intervention. Dans le programme québécois Naître égaux-Grandir en santé « [l]es moyens que l'on se devait d'accorder aux renforcements des réseaux sociaux, à l'amélioration des services, à la défense de droits ont été occultés pour laisser place à des interventions individuelles souvent motivées par une recherche de modification de comportements » (Roos, 2012, p. 95).

Plus encore, comme le soutient Passeron (2006), l'usage de métaphores dans la connaissance sociologique a pour effet « pernicieux » d'induire des non-dits, par l'analogie, des sens ou des mises en relation non discutés entre les mots et l'état des choses. Autrement dit, bien qu'elles aient l'avantage de fournir des images rapidement,

de produire des assertions intelligibles, les métaphores ont le problème du « rôle de l'analogie » (Passeron, 2006, p. 243-245). En ce sens, bien qu'il existe un éventail d'usages et de nuances entourant la métaphore de l'écosystème, tant dans le modèle écologique que dans celui de l'économie plurielle, il appert que les travaux décrits plus hauts comportent certains angles morts pour l'analyse des politiques sociales.

En premier lieu, une des difficultés relève potentiellement de la logique d'interdépendance qui se retrouve induite dans la métaphore de l'écosystème. La mise en œuvre des programmes inspirés du modèle écologique renseigne de son caractère parfois trop incomplet pour rendre compte adéquatement des rapports sociaux (voir par ex. Parazelli et al., 2003). En contexte scolaire, par exemple, les interventions se butent à des relations inégalitaires, en défaveur des parents issus de milieux socio-économiquement faibles (Jordan et al., 2002 ; Lott, 2001). Dans la littérature sur l'organisation communautaire et les politiques sociales en travail social, on retrouve également une certaine propension à parfois diminuer les rapports de pouvoirs (de genre et de classe, comme je le présenterai dans mes chapitres de résultats) qui s'articulent, se structurent et influencent les relations entre les acteurs et l'intervention en elle-même. Ou encore, on tient pour acquise la nécessité de rassembler tous les acteurs de l'écosystème pour intervenir sur les problèmes sociaux.

En ce sens, une critique récurrente de l'approche dominante en organisation communautaire a souvent trait à la mise sur pied de tables de concertation locale rassemblant des acteurs publics, économiques et communautaires autour d'enjeux comme la lutte à la pauvreté qui découle cette logique d'interdépendance. D'après

cette ligne critique, la concertation aurait pour prémisse qu'il est possible de régler les problèmes sociaux à travers des consensus locaux, ce qui tendrait à faire l'impasse sur des dimensions plus conflictuelles (DeFilippis et al., 2010, p. 115-119). Si certaines actions peuvent bénéficier aux communautés (par ex. logement social, infrastructures de loisirs, etc.), ce mode d'intervention signifierait « l'adhésion implicite de leurs membres à l'objectif de la croissance économique », adhésion qui serait nécessaire à la bonne marche d'une telle forme d'intervention territoriale (Gaudreau, 2013, voir aussi 2011). D'après Eichler (2007, p. 93), ces consensus tendent à se former autour d'une vision locale des problèmes et de leur solution, perdant de vue les dimensions politiques qui noyautent plusieurs problèmes dans les communautés les plus pauvres.

En deuxième lieu, si la métaphore de l'écosystème induit une logique de l'interdépendance qui est peu discutée, elle renvoie également à l'impression « d'équilibre » ou d'une homéostasie pour reprendre une expression en biologie. La métaphore de l'écosystème rappelle cette capacité d'un système à maintenir un certain équilibre du milieu, une régulation, quel que soit le contexte extérieur. Or, en observant comment les rapports sociaux se structurent sur un territoire donné, on voit émerger des éléments parfois occultés dans les travaux qui privilégient une conception écosystémique de l'intervention, à l'échelle de la famille ou des politiques sociales, à commencer par le caractère genré de certaines dynamiques dans le partage des responsabilités sociales, comme je le montrerai dans Sainte-Rita (chapitres 4 et 5).

Les sections suivantes présentent les deux ancrages théoriques qui forment mon cadre théorique, afin de faire apparaître le conflit, les tensions et les dynamiques

sociales au travers le déploiement de la perspective de l'investissement social. Le premier regroupe les travaux critiques en organisation communautaire, inspirés de l'approche structurelle en travail social et des théories critiques en études urbaines. Il me permet de définir le concept de communauté et d'en faire le contexte du rôle de l'organisation communautaire. Le second ancrage est celui des analyses féministes des politiques sociales, auxquelles j'emprunte trois propositions, soit la définition (1) du travail gratuit ; (2) de la division du travail au sein et hors de la famille ; et (3) de l'analyse intersectionnelle.

2.2.2. Au-delà de la communauté : le territoire comme lieu de conflit

L'approche structurelle en travail social cherche à dépasser l'individuel et le local comme niveaux d'analyse pour accentuer les liens politiques, économiques et sociaux entre les situations individuelles et leur contexte. Elle reconnaît ainsi l'importance d'intervenir de façon systémique pour obtenir des résultats qui dépassent la résolution des problèmes d'un individu. L'objectif de cette approche est de favoriser une plus grande justice sociale (Lapierre & Levesque, 2013 ; Moreau, 1987).

En organisation communautaire, cette approche critique se distingue notamment par les définitions qu'elle donne de la « communauté » et du rôle de l'intervention (Hanley et al., 2013). Shragge (2007), par exemple, considère que la communauté est un espace de rencontre et de solidarité entre les individus, mais qu'elle joue également un rôle dans l'organisation et la reproduction du système capitaliste. Il suggère aux chercheuses et aux chercheurs de se pencher sur le niveau

local pour comprendre les rapports sociaux et économiques qui le traversent. Du point de vue de la pratique, l'organisation communautaire peut servir de point de départ pour regrouper les gens et développer une analyse sociale et politique critique : « le conflit en tant que structure est l'élément clé pour travailler dans le champ de l'opposition et comprendre l'organisation locale comme faisant partie d'un processus de changement social fondamental » (Shragge, 2007, p. 189).

Dans cette perspective, DeFillipis, Fisher et Shragge (2010) critiquent la notion de « troisième voie » de Giddens, considérant qu'elle néglige le rôle de l'échelle nationale dans le développement d'interventions et de politiques sociales. De plus, selon eux, cette perspective adoptée par le modèle britannique présume la complémentarité et l'interdépendance des acteurs publics, privés et communautaires. Ils lui reprochent aussi de concevoir la « communauté » comme un ensemble dépolitisé, ignorant le contexte politique et économique général de mise en œuvre des politiques. À propos du Canada, ils observent que le transfert de responsabilités sociales vers le « communautaire » n'a pas permis aux communautés d'augmenter leur pouvoir dans la prise de décision concernant les politiques. Au contraire, ils notent la croissance du rôle de prestation de services des organismes, aux dépens du temps que ces derniers pourraient consacrer aux pratiques de défense collective des droits.

Plusieurs perspectives critiques en organisation communautaire tirent leurs assises théoriques du champ des études urbaines critiques (voir par ex. DeFilippis et al.,

2010 ; Gaudreau, 2011, 2013 ; Shragge, 2007)¹¹. Développé à partir de la fin des années 1960, ce champ regroupe des auteur·e·s qui, en dépit de leurs différents politiques et épistémologiques, conceptualisent la ville comme un site incontournable des transformations du capitalisme (Brenner et al., 2009). Sur cette voie, le géographe anglais David Harvey (2011a) conçoit l'urbanisation comme un phénomène qui a toujours été lié au développement du capitalisme. L'espace urbain permet au capital de se liquider et de se développer par des programmes de revitalisation ou de construction — par exemple des systèmes de communication et de transport ou des bâtiments —, mais également de s'approprier des secteurs jusque-là peu exploités. En ce sens, plus une ville s'urbanise, plus sa transformation devient un enjeu de classes sociales (Harvey, 2011a).

Dans le cadre de ma recherche, les quartiers sont conçus comme des « cadres territoriaux à partir desquels s'opère une nouvelle régulation du capitalisme, c'est-à-dire les espaces vers lesquels, d'une part, les contradictions du capitalisme se déplacent et se territorialisent, mais également au sein desquels de nouveaux compromis doivent être générés » (Jouve, 2005, p. 331). D'après Ballmer-Cao, une telle approche du territoire doit prendre en compte la question du genre, puisque la régulation prend place « dans un environnement déterminé au préalable par des rapports de pouvoirs

¹¹ Pour un approfondissement, voir Brenner (2011). Il identifie quatre propositions définissant la théorie critique dans le champ des études urbaines (« *critical urban theory* »).

inégaux, et elle institutionnalise en même temps ces distorsions en les érigeant en une composante majeure de l'ordre social ambiant » (2006, p. 15).

Dans cette perspective critique, le concept de communauté dépasse la communauté d'intérêts et l'idée d'une population simplement définie par le fait de partager le même espace. Certes, la communauté repose sur une base territoriale, mais elle ne se forme pas au hasard dans la mesure où elle se constitue aussi en fonction de facteurs socio-économiques partagés. Cela dit, le territoire produit une communauté (collègues, voisin·e·s, famille, etc.) qui déborde le partage strict d'une oppression commune ou d'un même rapport capital/travail — ce que Harvey (2011b) nomme la « classe de la communauté ». Ainsi, l'urbanisation rassemble en communauté des populations fragmentées, mobiles, désorganisées et, en ce sens, qui font face à une nouvelle réalité du capitalisme ; le précaire.

En somme, cette conceptualisation de la communauté permet d'appréhender la complexité et l'hétérogénéité de la population d'un quartier et donc de répondre aux lacunes de la métaphore de l'écosystème qui tend à invisibiliser les rapports sociaux au profit d'une représentation de l'interdépendance et de l'équilibre entre les acteurs. Elle permet également d'explorer différents questionnements relatifs, par exemple, aux types de services qui sont favorisés dans un modèle de gouvernance partagée. Ce qui se trame à l'échelle d'une communauté, en effet, ne résulte pas seulement de la négociation ou de la concertation entre des acteurs aux statuts inégaux, elle est aussi indissociable de dynamiques et de processus qui dépassent le cadre de la communauté.

C'est ce qui a lieu dans le cas de la diffusion de la perspective de l'investissement social, qui se produit à l'échelle internationale.

Dans le cadre de ma thèse, ce bagage théorique m'a certes aidé à développer un regard critique sur le modèle de gouvernance au Québec, mais il a surtout guidé la construction de mon projet en contribuant à formuler la nécessité de faire des va-et-vient entre le niveau local et les politiques, de même qu'entre les savoirs théoriques et pratiques, pour saisir la complexité de mon objet. Ainsi, cette posture a été le point de départ pour pousser plus loin la réflexion entourant la nature des liens et les rapports de pouvoir entre les acteurs des politiques sociales. Elle permet d'observer, comme l'a fait Côté (2002) dans le contexte du virage ambulatoire au Québec, que le renvoi des politiques à la « communauté » réfère le plus souvent à des femmes qui prennent le relais gratuitement en tant que proche aidante, puisqu'elles sont aujourd'hui encore plus nombreuses à porter le fardeau des soins dans la sphère dite privée. Dans cette perspective, l'analyse de la redéfinition du partage des responsabilités sociales ne peut se dissocier de l'apport du travail des femmes et d'une analyse des rapports sociaux. Cette remarque me permet de faire le pont avec le deuxième ancrage théorique de mon cadre conceptuel, celui des études féministes dans les politiques sociales.

2.2.3. Rendre visible : trois apports des analyses féministes

Le deuxième angle mort d'une part importante des analyses sur l'organisation communautaire et les politiques sociales en travail social relève de la faible prise en compte du rôle des femmes dans le partage des responsabilités sociales. Notamment,

une des critiques importantes exprimées par les féministes dans les travaux sur les politiques publiques a trait à l'absence de prise en compte des différences entre les protections étatiques à la disposition des hommes et des femmes (en raison principalement de leur rapport au travail salarié et aux responsabilités familiales) (Lewis, 1997 ; Morel, 2007 ; Orloff & Palier, 2009). Pour y remédier, l'objectif n'est pas de comprendre les individus comme des sujets unidimensionnels, c'est-à-dire de réduire les femmes à une assignation sexuelle ou de genre, mais plutôt d'analyser l'impact différencié des politiques en fonction du sexe/genre en portant attention à la façon dont elles distribuent les ressources, les rôles sociaux et représentent certaines relations de pouvoir (Daly & Rake, 2003). Les inégalités de genre sont donc parfois à l'origine de politiques sociales, mais peuvent aussi être construites ou renforcées par l'action publique (Adamson, 2020). Dans cette perspective, je peux identifier trois éléments principaux qui constituent les ancrages théoriques de ma thèse.

En premier lieu, un des apports centraux des analyses féministes est de mettre en lumière le travail effectué gratuitement par les femmes pour prendre soin, notamment, des enfants, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées ; et donc d'éclairer leur apport informel dans le partage des responsabilités sociales (Daly, 2020 ; Orloff, 1993 ; Sainsbury, 1996). Au cours des années 1970, les débats entourant la reconnaissance du travail ménager en France, aux États-Unis et en Italie, notamment, ont alimenté les réflexions théoriques sur le travail gratuit. Ce travail, majoritairement réalisé par les femmes, est réalisé gratuitement, « au nom de la nature, de l'amour ou du devoir maternel » (Kergoat, 2004, p.35). L'apport d'une perspective

marxiste au débat a permis de rendre compte que le capitalisme repose aussi sur l'apport du travail effectué hors de l'enceinte de l'usine, de l'entreprise ou du marché, jusque dans les foyers (Cox & Federici, 1975/2010). Le travail gratuit ne s'accompagne toutefois pas des mêmes protections sociales que celles prévues pour le travail salarié¹².

La reconnaissance du travail des femmes et, conséquemment, du rôle des familles comme parties intégrantes de la gouvernance du social permet de remarquer à quel point les « réformes menées, notamment dans le domaine du “care”, témoignent d'une transformation qualitative et normative de l'État-providence, impliquant une répartition des rôles assignés à l'État, au marché, mais aussi à la famille et au secteur associatif dans le pourvoi de bien-être » (Morel, 2007). Autrement dit, l'État ne s'est pas strictement désengagé ou retiré des questions sociales pour transférer ses responsabilités vers le marché, mais il a réaménagé l'apport des familles et du secteur associatif dans la prise en charge des activités liées au *care* (Daly, 2018).

En deuxième lieu, en envisageant les relations de reproduction en termes d'économie politique, les analyses féministes rompent avec la distinction public/privé des analyses des politiques sociales adoptée dans les travaux plus « *mainstream* ». En s'intéressant au « privé », leurs travaux ont permis de mettre en évidence l'influence

¹² Adoptant une approche comparative, Sainsbury (1996), par exemple, s'est intéressée aux variations dans les politiques sociales en fonction de caractéristiques incluant l'emploi, la fiscalité et la répartition du travail du *care* (public ou privé). Elle oppose ainsi deux modèles d'État social. Le premier repose sur une logique familialiste (celle du « *male-bread winner* ») d'après laquelle le salaire de l'homme doit assurer la protection et le revenu permettant de subvenir aux besoins de sa famille. L'autre modèle serait individuel (« *individual model* »), accordant du coup une plus grande autonomie financière aux femmes, qu'elles soient hors ou au sein de l'unité familiale.

des politiques au sein même des familles et de rendre visibles les arrangements familiaux produits (voir par ex. Millar, 2019 ; Molyneux, 2006). Ces travaux ont notamment permis d'aborder la division sexuelle du travail et la répartition des ressources au sein des familles (Ferree, 2010). D'après Kergoat (2001),

la division sexuelle du travail a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.). Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme).

En d'autres termes, ce point de vue sur la division du travail et les arrangements familiaux est riche d'informations au sujet des valeurs et normes sociales sur lesquelles reposent les politiques et leurs modalités (Orloff & Palier, 2009).

En troisième lieu, le processus de déconstruction théorique des discours universalistes dans les politiques sociales entamé par les analyses féministes a ouvert la voie au développement d'une analyse intersectionnelle. L'intersectionnalité se définit comme un paradigme de recherche qui :

renvoie à une théorie transdisciplinaire visant à appréhender la complexité des identités et inégalités sociales par une *approche intégrée*. Elle réfute le cloisonnement et la hiérarchisation des grands axes de différenciation sociale que sont les catégories de sexe/genre, classe, race, ethnicité, âge, handicap et orientation sexuelle (Bilge, 2009, p.70).

Les contributions des féministes noires américaines (notamment The Combahee River Collective, 1977/2012 ; Hill Collins, 1990 ; hooks, 2000) ont ainsi permis de complexifier les analyses féministes en les décentrant des expériences du sujet « femme

blanche souvent de classe moyenne ». Dans sa déclaration la plus connue, le Combahee River Collective (1977/2012), groupe pionnier dans le développement d'une pensée et d'une pratique intersectionnelle, défend une volonté de lutter contre les différentes formes d'oppression : raciale, sexuelle, hétérosexuelle et de classe. Plutôt qu'une simple addition, c'est « la synthèse de ces oppressions [qui] crée les conditions de nos vies », déclarent-elles. Le travail gratuit, défini précédemment, est ainsi pris dans des rapports sociaux de genre, mais il doit aussi être rapporté à d'autres relations de pouvoir, notamment la classe sociale et la race qui déterminent le rapport politique au monde (Glenn, 2009; hooks, 2000).

En ce sens, l'analyse intersectionnelle peut servir à remettre en question des catégories sociales qui ont participé de l'élaboration des politiques (comme celle de « femme », « parent », ou de « mère », par exemple) en accentuant les relations de pouvoir dans les pratiques et les discours. L'objectif est alors d'observer comment certaines positions sociales influencent et conduisent, à des expériences de domination, d'oppression et de marginalisation, qu'elles soient liées à la race, la classe sociale ou l'âge, par exemple, pour pouvoir lutter contre celles-ci (Mattsson, 2014 ; Mehrotra, 2010 ; Williams, 2018).

On peut voir un paradoxe dans le développement d'une posture analytique critique et intersectionnelle, entre la volonté de défiger certaines catégories sociales pour documenter leur complexité, et l'usage d'autres catégories pour qualifier certaines positions sociales ou former des solidarités nouvelles. Ce paradoxe n'est d'ailleurs pas propre à l'analyse des politiques sociales. Or, il faut y voir un défi plutôt qu'une raison

de rejeter cette posture. Ce défi renvoie à une tension dynamique, tant pour la recherche que pour la pratique, qui permet de porter une attention particulière à certaines formes de discrimination ou d'oppression, et qui peut conduire à la découverte de conséquences inattendues dans l'usage de certaines catégories sociales (Williams, 2018).

Dans cette perspective, dans le cadre de ma thèse, je me suis intéressée aux femmes et à l'expérience partagée de la maternité pour parler du travail gratuit et de la division du travail dans la famille et la communauté. Or, si le fait d'être mère peut servir de point de départ pour comprendre les exigences de ce statut dans la mise en forme des politiques sociales, rapidement, en se confrontant au terrain, on observe combien leurs expériences, mais également la perception des mères sur celles-ci, sont influencées par d'autres facteurs ; que ce soit la classe sociale, la race ou l'âge (Damant et al., 2012 ; Koniak-Griffin et al., 2006).

En conclusion, ce deuxième chapitre a débuté par une revue de la littérature dans le champ de l'organisation communautaire et des politiques sociales en travail social. Après avoir défini la perspective de l'investissement social, j'ai tracé des liens entre certaines caractéristiques du modèle de gouvernance au Québec et cette perspective, bien que l'appellation soit peu usitée. Ensuite, je me suis intéressée à la notion de mixité sociale et aux liens avec la perspective de l'investissement social pour aborder les questions de proximité et de distance sociale en contexte urbain. Enfin, j'ai présenté l'apport singulier du rôle des femmes dans la mise en œuvre des politiques

sociales au niveau du travail social salarié, mais également dans les communautés et leur famille.

Une fois la revue de littérature achevée, la deuxième partie de ce chapitre a permis de présenter les ancrages théoriques de ma thèse. Inspirée des travaux critiques en organisation communautaire et de trois apports des analyses féministes des politiques sociales, ce bagage théorique oriente mon travail de recherche vers des angles souvent mis de côté par les recherches qui adoptent la métaphore de l'écosystème pour analyser le partage des responsabilités sociales. Le cadre théorique m'a permis de définir la communauté, le travail gratuit, la division sexuelle/genrée du travail ainsi que l'analyse intersectionnelle.

En analysant les données récoltées dans le cadre d'un travail ethnographique, je propose d'interroger des concepts qui se retrouvent tant dans les publications académiques que dans les milieux de pratique pour examiner, nuancer et critiquer les normes et représentations qu'ils induisent. L'objectif n'est pas de réduire le débat à l'emploi des mots, mais d'interroger les sens auxquels leurs usages renvoient (Passeron, 2006). Dans les chapitres suivants la description de ma méthodologie, je présenterai donc les résultats de mes recherches en portant une attention spéciale à la formulation de trois discours relatifs aux politiques sociales : (1) la co-construction démocratique des politiques ; (2) l'engagement parental ; (3) la mixité sociale. En adoptant une approche « par le bas », je me donne les moyens d'apprécier la complexité des politiques, en examinant comment les légitimités, les manières d'agir attendues, les actions sont

entendues et concrétisées par les acteurs et, surtout, les actrices de ces politiques (en tant qu'intervenantes ou destinataires).

Ces trois notions renvoient sans aucun doute à des sens différents en fonction des acteurs qui les mobilisent, mais également à des nuances et bagages théoriques variés. Paradoxalement, c'est souvent le caractère polysémique de ce genre de concepts qui permet leur appropriation par une pluralité d'acteurs et la formation de consensus, notamment lors du travail en coalition (Palier, 2005). Quoiqu'il en soit, les acteurs recourent à des représentations (par exemple la métaphore de l'écosystème), à des images et usages particuliers. Ma thèse propose donc d'interroger ces concepts qualifiables d'ambigus, voire de « fourre-tout ». Comme je tenterai de le démontrer, leur ambiguïté peut induire certaines représentations ou donner l'impression de « faux-semblants » qui méritent d'être interrogés du point de vue des pratiques.

Chapitre 3. Méthodologie

Lorsqu'on sort dehors, on marche en direction ouest, vers nos deux maisons. Charlotte s'allume une cigarette et me lance « j'ai l'air d'une mauvaise mère, hein, mais coudonc, elle est bonne en criss ! Je la savoure ! » (elle est à six jours d'accoucher selon ce qui est prévu, donc elle a une grosse bedaine). Elle ne cherche pas ma désapprobation ni mon approbation, elle me regarde comme une amie, on dirait. Elle continue et me parle du regard des gens qui la jugent durant sa grossesse et sur l'image de la mauvaise mère. Elle me dit que lorsqu'elle voit son chum Pierre boire une bière, elle lui lance un « fuck you ! » bien senti. Parce qu'elle aussi a envie de boire, de ne pas se priver. La cigarette, pour elle, c'est plus difficile à arrêter, mais elle se prive déjà de beaucoup (alcool, drogues, partys). De toute façon, de ce qu'elle me dit, l'arrivée de ce deuxième enfant était une surprise ; elle l'a appris le lendemain d'une soirée (« j'ai viré une brosse ») au Yanky (la place de punks). Elle a décidé de rester « relax », « de ne pas capoter » durant sa grossesse ; elle s'est dit qu'elle n'avait pas le choix, d'être moins stressée, de moins faire attention pour tout. De toute façon, son médecin lui a dit que c'était parfois pire de tout arrêter, du jour au lendemain, de provoquer un sevrage. Et son bébé, il est en bonne santé « tout était correct ». Il sortira dans six jours, donc « ça va », « il a décidé de vivre » (son bébé). Charlotte l'attend avec grande impatience.

Extrait de mon journal de bord, juste après mon entrevue avec Charlotte, enceinte et mère d'un enfant.

Cette thèse analyse les politiques sociales à partir d'une enquête ethnographique dans un quartier de Montréal, nommé Sainte-Rita pour les fins de la recherche, en adoptant une posture critique et féministe. Bien que l'ethnographie renvoie à des approches multiformes au terrain, Beaud et Weber (2010) identifient trois conditions de l'enquête ethnographique. La première est celle de l'interconnaissance, c'est-à-dire de travailler sur un ensemble de personnes en relation les unes avec les autres. La deuxième condition est celle de la réflexivité de l'ethnographe (en tenant

compte de ses réactions, et de sa propre place dans la recherche). Enfin, la troisième condition est celle de l'immersion de longue durée.

Dans le cadre de ma thèse, l'ethnographie rend possible la combinaison de différents types de données pour comprendre les représentations et les processus à l'œuvre dans le tournant de la petite enfance. Cette approche m'a permis d'observer sur le terrain comment se mettent en forme les politiques d'investissement social et comment les organismes et les actrices du milieu se les approprient. Tout en cherchant à éviter les redondances eu égard aux chapitres suivants, le présent chapitre expose ma méthodologie, de la collecte de données à l'analyse. Il se penche également sur les considérations éthiques de la recherche, dresse un bref portrait du terrain et détaille mon rapport au quartier Sainte-Rita au cours de l'enquête.

3.1. L'ethnographie critique

Par rapport à l'ethnographie traditionnelle ou conventionnelle, l'ethnographie critique tire ses fondements de théories critiques (Madison, 2012 ; Quantz et al., 1992). Cette appellation, retrouvée principalement dans la littérature anglophone, définit un courant de l'ethnographie qui s'intéresse aux enjeux sociaux, politiques et économiques ainsi qu'aux rapports de pouvoir, d'oppression et d'inégalité en les liant à l'étude de la vie quotidienne (Carspecken, 1995 ; Schwandt, 1997).

Carspecken (1995) et O'Reilly (2009) soutiennent que la tradition critique en ethnographie ne se différencie pas tant de l'ethnographie traditionnelle par son approche méthodologique, mais plutôt par sa manière de comprendre le rôle des

sciences humaines dans le contexte actuel et par son objectif de raffiner les théories du social. En fait, l'ethnographie critique pose comme point de départ la recherche en tant que lieu de débats, à l'intérieur d'un contexte social, politique et historique particulier, où plusieurs variables et phénomènes sociaux cohabitent de manière à produire des croyances, des normes, des attitudes ou des comportements (Madison, 2012). Les outils de l'ethnographie, à commencer par la description dense des situations, servent l'objectif de faire surgir les tensions, autant sur le terrain que dans les débats théoriques (Barber et al., 2012).

Sur cette voie, Sawicki (2000) compare l'ethnographie à un « microscope sociologique » permettant d'étudier les complexités du local et d'en tirer des propositions générales par induction. La généralisation est donc possible en ethnographie, mais pas au sens où l'échantillon local serait *représentatif* d'une population, ou dépendant de cette représentativité pour *valider* les résultats de recherche. L'induction sert plutôt à repérer et approfondir la compréhension de structures et processus sociaux, repérage et compréhension contribuant par la suite l'approche d'autres terrains d'étude. Il n'est donc pas question de tomber dans le relativisme ou le particularisme, seulement d'éviter de négliger d'examiner le détail des contextes dans lesquelles prennent forme les réalités sociales (Sawicki, 2000).

Puisqu'une grande partie de la vie sociale des individus se joue à l'échelle locale (Beaud & Weber, 2010, p. 70) — tant sur le plan de leur participation associative, militante ou bénévole qu'en ce qui concerne l'occupation des lieux pour les commerces, les services (école, garderie, bibliothèque), les organismes communautaires, etc. — le

choix d'examiner les politiques sociales à l'échelle d'un quartier est pertinent pour comprendre comment elles sont mises en forme au quotidien. L'objectif de ce point de vue « par le bas » n'est alors pas de créer des portraits des services, ni d'offrir une comparaison entre différents « types » ou profils de mères (comme l'aurait fait une étude de cas, par exemple), mais plutôt de faire ressortir le « générique » (Atkinson, 2015). La rigueur de ma démarche repose sur les moyens que j'emploie pour rester fidèle aux propos des personnes interviewées ; et dans ma capacité à préserver cette authenticité lors des approfondissements analytiques.

Pour y voir plus clair, la suite de la première section de ce chapitre présente les différents matériaux utilisés pour étudier l'émergence de l'investissement social dans les services destinés aux enfants et aux familles de Sainte-Rita.

3.1.1. L'entrevue semi-dirigée

Dans la recherche ethnographique, l'entrevue a pour fonction de « déjouer les contresens » en demandant aux interviewé·e·s de valider ou non certaines observations, perceptions, etc. (Beaud & Weber, 2010). Elle permet de comprendre la trajectoire biographique des individus de façon à tracer leur « parcours de vie », mais nous informe également sur le fonctionnement et l'organisation des institutions (par où elles et ils sont passé·e·s, quels ont été les freins, les facilitants, etc.), les processus, les registres de discours à l'œuvre, etc. (Beaud & Weber, 2010 ; Madison, 2012 ; Sawicki, 2000). Autrement dit, le caractère proprement ethnographique de l'entrevue relève de sa capacité à se combiner, à contredire ou à mettre à l'épreuve d'autres informations

collectées durant la recherche, que ce soit par l'observation participante ou l'analyse de documents, par exemple.

Dans le cadre de ma recherche doctorale, j'ai interrogé des intervenantes et des mères qui fréquentent les services « enfance famille » de Sainte-Rita, puisqu'elles sont les actrices principales des politiques entourant le développement de la petite enfance et le soutien à la parentalité. Pour le recrutement, différentes méthodes ont été utilisées. J'ai d'abord diffusé électroniquement une invitation sous forme d'affiche à travers les réseaux du quartier. L'invitation a été partagée dans l'infolettre électronique de la table de quartier ainsi que sur des groupes Facebook de résident·e·s et de parents du quartier. J'ai ensuite posé quelques affiches dans des ressources communautaires du quartier.

J'ai aussi utilisé la méthode « boule de neige » en m'appuyant sur les réseaux informels que je connaissais déjà dans le quartier et les personnes rencontrées au cours des observations participantes. En outre, à la fin de mes entrevues avec les mères, j'ai demandé aux participantes de me référer à d'autres personnes qui seraient potentiellement intéressées à être interviewées dans le cadre de ma recherche.

Pour être sélectionnées, les participantes devaient avoir plus de 18 ans et être à l'aise de s'exprimer en français pour l'entrevue. Toutes les personnes répondant aux critères de sélection ont été retenues pour les entretiens. Après avoir réalisé quelques entrevues avec des mères et des intervenantes, j'ai ciblé certains organismes et groupes de mères pour mes invitations subséquentes, afin d'assurer la pluralité des ancrages, des approches d'intervention discutées et des points de vue sur la dynamique

communautaire du quartier. Ces efforts de recrutement m'ont permis d'effectuer trente entretiens semi-dirigés, réalisés pour la plupart entre janvier et mai 2018. De ce nombre, on peut distinguer deux échantillons non probabilistes : les mères et les intervenantes (décrits plus en détail dans les sous-sections suivantes).

Tableau 2 : Récapitulatif des entretiens réalisés

Mères	16
Intervenantes	
Première ligne	7
Organisation communautaire	7
TOTAL	30

Premier échantillon : les mères

Le premier échantillon est composé de mères qui fréquentent ou qui ont fréquenté les services « enfance famille » de Sainte-Rita. L'objectif des entrevues avec les mères était de comprendre comment elles se sentaient interpellées dans les services destinés aux enfants et aux familles du quartier. Plus précisément, je leur ai demandé de me guider en reconstituant l'historique des différents services qu'elles avaient fréquentés ; d'aborder les besoins ou raisons les ayant conduites à chacun de ces services ; de partager leur appréciation, positive ou négative, de leur expérience. Je leur ai également demandé de me donner des exemples concrets d'interventions, en ayant égard au sentiment plus ou moins grand de soutien accompagnant ces interventions et

en insistant sur le rôle qu'elles avaient joué dans ces situations. Enfin, je les ai sollicitées pour imaginer le type de services ou de prise en charge idéale pour les familles du quartier.

Sélection des mères

Toutes les mères devaient fréquenter les services « enfance famille » du quartier ou les avoir fréquentés récemment. Ici, la catégorie « mère » est entendue au sens sociologique du terme, c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de vérification sur leur lien avec l'enfant en tant que tel, qu'elles soient des mères biologiques, adoptives, spirituelles ou autre. La définition de « service » a également été maintenue vague pour éviter de limiter le répertoire des soutiens rapportés par les mères en lien avec l'exercice de leur parentalité. Deux entrevues avec des mères de 69 et 70 ans ont été écartées pour les dimensions de l'analyse touchant aux services destinés aux familles, en raison de l'âge avancé de leurs enfants. J'ai toutefois retenu leur témoignage concernant leur participation bénévole, puisqu'elles sont toutes les deux des femmes actives dans Sainte-Rita.

Description de l'échantillon

Ce premier échantillon est composé de 16 mères qui fréquentent ou qui ont fréquenté les services « enfance famille » de Sainte-Rita. L'âge des mères varie entre 18 et 45 ans. Les statuts d'emploi et les niveaux de revenus des mères interviewées varient grandement. Parmi elles, deux mères sont racisées ; l'une originaire d'Amérique latine

et vivant au Québec depuis quelques années seulement et ; l'autre ayant un parent d'origine haïtienne qui est venu s'installer au Québec dans sa jeunesse¹³. Une autre est immigrante, d'origine française. Deux mères sont en recherche d'emploi, deux autres sont aux études et certaines étaient en congé de maternité au moment de l'entretien. Les statuts seront abordés plus en détail dans mes articles, puisqu'ils contribuent à la compréhension du rapport aux services.

Déroulement des entrevues

Le choix du lieu de rencontre était à la discrétion des mères. Les entrevues, d'une durée d'environ une heure trente, ont eu lieu à domicile, dans des cafés et, à une occasion, dans un organisme communautaire fréquenté par la mère.

Deuxième échantillon : les intervenantes

Le deuxième échantillon est composé d'intervenantes du quartier qui travaillent en première ligne et en organisation communautaire dans le champ « enfance famille ».

¹³ Étant donné la faible représentation des personnes racisées dans mon échantillon, ma thèse ne pourra donc pas aborder cette question de front dans l'analyse de mes résultats. Comme j'y reviendrai en conclusion, il s'agit là d'une des limites principales de la thèse. Plusieurs pistes pourraient expliquer cette sous-représentation: la composition majoritairement blanche et francophone du quartier; les méthodes de recrutement employées (notamment l'utilisation de la méthode « boule de neige »); ma propre couleur de peau, etc. Il serait également intéressant, dans le cadre d'un travail de recherche subséquent, d'explorer certaines hypothèses entendues souvent : les familles de couleur fréquentent-elles les services « enfance famille » autant que les familles blanches ? se sentent-elles trop en distance par rapport au discours dominant sur la parentalité ? Il s'agit là d'une exploration nécessaire afin de mieux comprendre comment le positionnement social influence la manière dont les mères se sentent interpellées ou sont impliquées dans l'intervention.

Toutes les intervenantes m'ont présenté leur trajectoire professionnelle, ont été invitées à commenter l'évolution du quartier et m'ont parlé de leur pratique. L'objectif de ces entretiens était de comprendre les différentes approches d'intervention dans le champ « enfance famille » et d'avoir un portrait de la dynamique entre les différents acteurs mobilisés. Deux grilles d'entrevues ont été produites à cet effet. La première grille d'entrevue a été produite pour les intervenantes qui travaillent en première ligne, c'est-à-dire directement avec les enfants et les familles du quartier. Le premier groupe de questions qu'elle contient porte sur l'approche de l'intervenante, le profil type de la clientèle qui fréquente son service, les facteurs de succès ou d'échec de ses interventions et l'illustration par des exemples. Les intervenantes ont ensuite été interrogées sur les partenaires et les formes de collaboration touchant leur pratique.

La deuxième grille d'entrevue a été produite pour les intervenantes qui travaillent au niveau de l'organisation communautaire du quartier. Ces dernières pouvaient travailler dans un organisme de première ligne, mais par exemple avoir des fonctions de représentation à l'occasion des rencontres de concertation du quartier. Les questions ont été orientées autour des dynamiques de collaboration et de concertation au sein et à l'extérieur de la table de quartier. À l'aide d'exemples concrets, les organisatrices communautaires ont été invitées à identifier les facteurs ainsi que les leaders ayant contribué au succès et à l'échec de certaines initiatives.

Sélection des intervenantes

Pour être sélectionnées, toutes les intervenantes devaient travailler dans un service du quartier lié à l'intervention « enfance famille ». Une seule intervenante déroge à ce critère, venant tout juste de prendre sa retraite après une carrière en organisation communautaire dans le quartier. Bien qu'il ait été prévu, pour la formation de mon échantillon, de tenir compte de la surreprésentation des femmes dans ce secteur d'emploi (10 femmes pour 7 hommes d'après le CSMO-ÉSAC [2019]), les personnes intéressées étaient d'emblée majoritairement des femmes. J'ai donc décidé de ne pas intervenir à cet égard sur la composition de l'échantillon.

Description de l'échantillon

Ce deuxième échantillon est composé de 14 intervenant·e·s du quartier qui travaillent en première ligne (n=7) et en organisation communautaire (n=7) dans le champ « enfance famille ». Ce groupe est formé de onze femmes et de trois hommes appartenant à des générations différentes. La plus jeune intervenante a vingt-sept ans, tandis que les plus vieilles ont près de soixante-dix ans. Les titres d'emploi des intervenantes sont diversifiés. Au sein d'organismes communautaires, d'organismes à but non lucratif et du CLSC du quartier, elles sont chargées de projets, travailleuses sociales, directrices générales, coordonnatrices de service, organisatrices communautaires, etc. La grande majorité d'entre elles ont un diplôme d'études universitaires et, pour quatre d'entre elles, ce diplôme est de deuxième ou de troisième cycle.

Déroulement des entretiens

La majorité des entretiens (onze) ont eu lieu sur les lieux de travail (souvent après les heures de travail) dans une pièce fermée. Une entrevue a eu lieu dans un café et deux dans la résidence des répondantes. La durée des entretiens avec les intervenantes a varié considérablement, allant d'une cinquantaine de minutes à plus de deux heures trente — dans le cas de quelques intervenantes travaillant dans le quartier depuis longtemps.

3.1.2. L'observation participante

L'observation participante s'appuie sur deux postulats de départ. D'une part, elle reconnaît que le quotidien forme un type de connaissance intelligible, c'est-à-dire que les acteurs présents ont des connaissances propres sur les mécanismes, les conventions et les pratiques qui le régissent (Atkinson, 2015). D'autre part, elle postule que la recherche ne peut se résumer à la juxtaposition d'entretiens « déclaratives » pour être complète (Cefaï et al., 2012).

L'observation se doit d'être plus que « physique », au sens où elle cherche à comprendre les codes, conventions et normes qui encadrent les idées et les agissements dans la communauté à l'étude (Atkinson, 2015). En ce sens, elle est plus qu'une « visite », elle est un « travail » (Beaud & Weber, 2010) qui nécessite de prendre des notes rigoureusement, afin de développer une « compréhension systématique » de l'environnement social (Atkinson, 2015, p. 49).

Concrètement, Cefai et al. (2012) identifient plusieurs éléments à prendre en compte dans la description ethnographique de la participation : « quand », « où », le « format de scène », les « identités interactionnelles » (qui parle ? au nom de qui ?), les « clans », etc. Sous forme d'un journal de bord, des notes manuscrites ou à l'ordinateur ont été prises durant les moments d'observation participante. Je les ai ensuite relues, corrigées, et retranscrites à l'ordinateur (au besoin) le plus rapidement possible après les épisodes de participation. Ces notes représentent environ une quarantaine d'heures de réunions tenues principalement en 2018, que ce soit durant les assemblées générales de la table de quartier, durant des réunions de comités de travail ou des événements citoyens. Puisque toutes les rencontres de ces instances sont annoncées et affichées publiquement, il n'a pas été difficile d'obtenir la permission d'y assister.

Sans en faire des moments formels d'observation, j'ai également participé à plusieurs activités publiques organisées dans le quartier durant mon parcours doctoral, soit entre 2016 et 2020. J'ai donc pris part à différents événements, que ce soit lors des journées familiales, en tant que bénévole, ou comme observatrice lors de séances d'information publique dans le quartier. Ces moments m'ont permis de normaliser ma présence, de développer un lien de confiance avec certaines répondantes et d'approfondir ma compréhension de la dynamique communautaire du quartier.

Je me suis également servie de mon journal à certaines occasions pour y inscrire mes interprétations ou idées pour l'analyse à la suite d'entrevues notamment. Par la mise à distance inhérente au processus d'écriture, le journal de bord m'a permis de développer un regard critique en croisant les données récoltées sur le terrain pour les

confronter à la littérature et à mes propres idées. Je notais par exemple les similarités entre des entrevues et les points de tension qui semblaient se dessiner. Ce processus réflexif m'a permis d'identifier mon propre positionnement subjectif dans la recherche (Beaud & Weber, 2010).

3.1.3. La littérature grise

Les représentations sociales produites et utilisées par les acteurs sont une « forme de connaissance » partagée socialement qui désigne à la fois « le produit et le processus d'une activité d'appropriation de la réalité extérieure à la pensée et d'élaboration psychologique et sociale de cette réalité » (Jodelet, 2003, p. 53-54). Elles sont repérables dans la littérature grise — c'est-à-dire les dépliants, rapports d'activités, sites web, etc. — où se logent des images de la réalité abordée prenant la forme de théories (concepts, savoirs, modèles) et d'idéologies (valeurs, idéaux, finalités) (Jodelet, 2003). En d'autres mots, les représentations véhiculées dans ces matériaux nous informent sur les stratégies d'intervention préconisées, mais fournissent également sur les références et ancrages théoriques privilégiés dans l'univers étudié (Beaud & Weber, 2010, p. 91), ici le champ « enfance famille ».

Durant mes visites dans des organismes pour faire des entrevues ou de l'observation participante (principalement durant l'année 2018), j'ai recueilli beaucoup de documents produits et diffusés par les services, que ce soit sur des kiosques d'information, des babillards, des tables à l'accueil, etc. J'ai également consulté les sites web, les pages Facebook, les infolettres de la table de quartier et des différents

regroupements d'organismes. Ces documents réfèrent parfois directement à un programme ou une mesure entourant le développement de la petite enfance et le soutien à la parentalité, ou ils reflètent plutôt l'appropriation par les services des priorités, valeurs et ancrages théoriques privilégiés. Sans en faire l'analyse systématique, j'ai examiné tous ces documents en m'intéressant particulièrement à des thèmes comme l'engagement parental, les rôles parentaux et les représentations différenciées entre les mères et les pères. J'ai noté les éléments pertinents pour ma recherche dans mon journal de bord, que j'ai ensuite codé à des fins d'analyse.

3.2. Analyse des données

Le travail de l'ethnographie est de produire une description dense du sujet (Atkinson, 2015). Plus qu'une description détaillée, ce travail exige une analyse des différentes formes de représentation (matérielles, visuelles, parlées) dans lesquelles se matérialise la vie sociale en essayant de faire ressortir les liens entre les différents niveaux d'analyse. Pour ce faire, l'ethnographe procède par « itération inductive » ou « *sophisticated inductivism* », c'est-à-dire en faisant l'aller-retour entre la théorie, les données et l'interprétation (O'Reilly, 2009, p. 104-105). Cela permet un « contrôle croisé » entre ce que les gens disent et ce qu'ils font, entre ce que qui peut être observé sur le terrain et ce qu'on dit faire, entre ce que les documents externes révèlent et l'observation directe, etc. (Beaud & Weber, 2010).

Par exemple, l'itération inductive m'a permis, dans mes dernières entrevues, d'explorer davantage le sujet de l'engagement des mères. Cette thématique n'était pas

prévue au départ, mais elle s'est imposée au fil de la démarche dans la mesure où elle avait été récurrente dans les premières entrevues et les observations participantes. À cette occasion, l'aller-retour entre la théorie, les données et l'interprétation a donc permis de relire mes données et mon journal de bord sous un nouvel angle. En outre, j'ai notamment pu réviser certaines de mes intuitions de départ sur la division sexuelle du travail dans la famille, pour inclure la notion de l'engagement et recueillir les différentes interprétations des mères à son sujet. D'une part, cette démarche se distingue donc d'une approche déductive qui chercherait à valider une hypothèse théorique sur le terrain. D'autre part, elle rejette la « naïveté » d'une approche inductive qui camouflerait la participation de l'ethnographe dans la construction des savoirs produits par la recherche.

Concrètement, à l'été et à l'automne 2018, toutes les entrevues ont été retranscrites intégralement pour procéder à leur analyse. Elles ont été réécoutées en ayant sous la main leur retranscription, afin d'assurer l'authenticité de ces dernières en cherchant à refléter le mieux possible les intonations, les hésitations et l'expression orale. Les retranscriptions et les notes de mon journal de bord ont été codées à l'aide du logiciel d'analyse qualitative NVivo, en fonction de mes questions de recherche, mais également de manière plus large.

Le codage systématique de chacun des documents a permis d'identifier les thèmes émergents dans chacune des phrases. Les codes ont été choisis directement à partir des mots et expressions clés repérés dans les retranscriptions (par ex. « gentrification », « mixité sociale », « ce qui n'est pas supposé d'être fait, mais est fait »)

ou dans mes notes décrivant certains moments, sujets ou acteurs (par ex. « historique de la table », « fin de service », « comité de parents »). Un même extrait pouvait donc renvoyer à plusieurs codes et chaque élément code regroupait un ensemble d'extraits d'entrevues, de journal de bord et de littérature grise. Par la suite, suivant les indications de Madison (2012, p. 43-44), il s'agissait de sélectionner, grouper et fusionner les codes pour former des catégories thématiques répondant aux enjeux soulevés par mes questions de recherche. Puisque ce processus est itératif, au cours du codage, certaines catégories ont été renommées, précisées ou fusionnées, en fonction du matériel analysé. J'ai également procédé à leur hiérarchisation, ce qui m'a permis de structurer davantage ma pensée et d'orienter ma démarche d'écriture.

Le processus d'analyse a débuté assez rapidement après mes premières entrevues, pour favoriser un regard réflexif *in situ* sur ma collecte de données et colliger mes interprétations préliminaires. Cela m'a permis de m'approprier mon sujet rapidement (le nom des organismes, les services disponibles, etc.), ce qui m'a bien préparée aux entretiens et aux observations subséquents.

Afin de favoriser la réciprocité avec les milieux de pratique, j'ai fait quelques activités de diffusion de mes résultats de recherche durant mon parcours doctoral¹⁴ et

¹⁴ Par exemple, durant les premières années de mon parcours doctoral, j'ai accompagné une coalition d'organismes communautaires et de syndicats dans le cadre d'enjeux de financement. Cette collaboration avec la Coalition Non aux PPP sociaux a mené à la publication d'un article (Berthiaume, 2018) et de la synthèse d'une journée de débats sur la philanthropie (Berthiaume, 2016b). J'ai également eu l'occasion de vulgariser certaines parties de ma thèse, notamment à travers la publication dans le Bulletin de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO)

je compte en faire davantage après le dépôt de ma thèse. Dans un souci de faciliter l'appropriation des résultats de la recherche (Ghodsee, 2016), une attention particulière a été accordée à l'usage d'un langage accessible dans la présentation de mes résultats et de mes analyses.

3.3. Considérations éthiques

Un des risques principaux de la recherche ethnographique concerne les biais de représentation. En effet, la tradition positiviste, qui rend invisible le rôle de l'ethnographe dans la construction des connaissances, a longtemps contribué à confondre des biais androcentriques ou coloniaux avec « l'objectivité » des connaissances ou la « normalité » (Atkinson, 2015 ; Punch, 1986 ; Small, 2015). Malgré ces biais de représentation potentiels, je suis d'avis, comme Atkinson (2015), que l'ethnographie ne doit pas se réduire à une autobiographie, c'est-à-dire à l'analyse de nous-mêmes ou de nos semblables. Cependant, elle doit prendre acte que la recherche produit deux représentations : celle de la partie observée et celle de la partie qui observe.

En ce sens, Small (2015) suggère une forme d'empathie en ethnographie entre la chercheuse ou le chercheur et la communauté à l'étude que l'on pourrait qualifier d'« académique ». C'est à partir de ce point de départ que j'ai analysé le terrain de ma

(Berthiaume, 2019) ou à l'occasion de cours, de conférences et d'ateliers sur la question du travail et des femmes.

recherche, cherchant à interroger mes propres représentations lorsqu'il est question, par exemple, de maternité, d'engagement citoyen ou du portrait de la pauvreté dans Sainte-Rita. Pour ce faire, le journal de bord a été un outil utile pour me mettre à distance et noter mes réactions entourant les entrevues, les moments d'observation participante, mais également pour réfléchir à certaines lectures théoriques ou tirées de journaux d'actualité.

C'est également cette posture d'empathie qui a motivé mon souci de présenter de la manière la plus juste possible les informations et les expériences qu'on m'a partagées durant l'enquête. Afin de préserver l'anonymat, tous les noms (d'individus, d'organisme et toponymes) ont été changés. Les participantes ont d'ailleurs été invitées à choisir elles-mêmes leur pseudonyme, dans le souci de les représenter d'une manière qui leur corresponde d'un point de vue social, culturel ou de genre (Allen & Wiles, 2016). Cette mesure n'est cependant pas appliquée dans l'ensemble de la thèse, pour deux raisons principales. D'abord, trois participantes ont choisi le même nom ; ce qui aurait rendu difficile de les distinguer dans la présentation des résultats. Ensuite, considérant le caractère sensible de certaines informations, notamment au sujet du financement, j'ai parfois changé des caractéristiques (titre d'emploi, genre ou âge de l'enfant, par exemple) et des pseudonymes afin que les personnes interrogées soient plus difficilement identifiables. L'objectif premier de l'anonymisation étant la préservation de la confidentialité.

D'un point de vue plus technique, la présente recherche a reçu l'approbation du comité éthique de l'Université McGill (voir l'Annexe A pour une copie du certificat pour

l'année 2018). Toutes les personnes interrogées dans le cadre de cette recherche ont signé le formulaire de consentement qui les informe du projet de recherche, de mon engagement quant au respect de la confidentialité ainsi que de leurs droits durant et après l'entretien. Une copie du formulaire de consentement a été remise à chaque participante. Une seule personne m'a demandé une copie du verbatim de l'entretien, que je lui ai transmise par courriel. Je n'ai pas noté d'inconfort particulier de la part des participantes durant les entretiens.

3.4. Portrait non exhaustif du terrain de recherche

Puisque l'objectif de ma thèse est d'interroger les participantes sur leurs expériences relatives aux interventions dans le quartier, je n'ai pas défini de manière précise les limites du territoire de Sainte-Rita. Les mères n'avaient donc pas besoin d'y habiter, mais de se reconnaître comme des utilisatrices d'au moins un service du quartier. Il se peut dès lors que la délimitation du quartier varie d'une personne à l'autre, sans que cela n'affecte considérablement les résultats de ma recherche. Certaines informations peuvent toutefois être utiles pour situer ce terrain par rapport au contexte montréalais dans son ensemble. Ancien quartier ouvrier, la composition de Sainte-Rita s'est transformée au gré des crises économiques et de la délocalisation industrielle. Encore aujourd'hui, le quartier est marqué par un historique de pauvreté économique important, qui y affecte les conditions de vie. La suite de la présente section présente

donc quelques aspects clés du quartier, à partir des chiffres obtenus lors du recensement de 2016 (Statistique Canada, 2019)¹⁵.

Le quartier Sainte-Rita compte une population d'un peu plus de 100 000 personnes. L'âge moyen de la population y est relativement proche de celui de l'ensemble des quartiers montréalais (40,3 ans).

Comparativement à d'autres quartiers de Montréal, Sainte-Rita est à grande majorité blanche et francophone. Si environ la moitié de sa population connaît les deux langues officielles, le taux d'anglophones et d'allophones compte pour moins de 10 %. Pour cause, les non-immigrant·e·s dans le quartier sont plus nombreux qu'ailleurs et la majorité de l'immigration dans le quartier est blanche et francophone (principalement de France et d'Algérie). Près de six personnes immigrantes sur dix y sont admises dans le cadre d'une immigration économique¹⁶. En contrepartie, le taux de personnes qui déclarent appartenir à une minorité visible est nettement moins élevé que pour l'ensemble de Montréal (qui présente un taux de 34,2 %).

Les familles de Sainte-Rita sont généralement plus petites par rapport à la moyenne montréalaise (qui s'établit à 2,9 personnes par famille). Dans Sainte-Rita, un

¹⁵ Dans un souci de respect de l'anonymat, les chiffres indiqués entre parenthèses dans cette section représentent les résultats pour l'ensemble de la Ville de Montréal. Ils sont indiqués afin de permettre à la lectrice ou au lecteur de mettre les statistiques de Sainte-Rita en contexte.

¹⁶ Selon la définition de Statistique Canada (2019), les individus admis dans le cadre d'une immigration dite économique sont « sélectionnés pour leur capacité à contribuer à l'économie canadienne grâce à leur capacité à répondre aux besoins en matière de main-d'œuvre, à posséder et gérer ou à mettre sur pied une entreprise, à investir une somme importante, à créer leur propre emploi ou à répondre à des besoins provinciaux ou territoriaux précis en matière de main-d'œuvre ».

peu plus d'une famille sur cinq est monoparentale, un taux qui correspond approximativement à la moyenne montréalaise (21,4 %). Ces familles sont composées, en grande majorité, d'une femme à leur tête et d'un seul enfant.

Sur le plan du revenu, suivant les statistiques de 2015 pour les familles habitant le même ménage, le revenu total médian des familles est inférieur à celui des familles montréalaises (qui est de 69 228 \$). Les statistiques indiquent également que les familles comptant un couple avec enfants et les familles monoparentales sont plus pauvres dans Sainte-Rita.

Sur le plan de la scolarité, le quartier Sainte-Rita est composé d'une population un peu moins scolarisée par rapport aux statistiques montréalaises. De fait, le taux de personnes âgées de 15 et plus n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade est supérieur à celui de la Ville (17,8 %). Les taux d'activité, d'emploi et de chômage se rapprochent toutefois des taux montréalais (respectivement 64,3 %, 58,3 % et 9,3 %). La population de Sainte-Rita se concentre dans les mêmes secteurs d'emploi que l'ensemble des résident-e-s de Montréal, soit (1) ventes et services ; (2) affaires, finance, administration ; et (3) enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux. Par ailleurs, il est intéressant de constater que la proportion de gens qui déclarent travailler dans le secteur des arts, de la culture, du sport et des loisirs est significativement supérieure.

Au niveau du logement, les ménages de Sainte-Rita sont en grande majorité locataires. Les logements privés occupés sont un peu plus petits et comptent généralement un peu moins de chambres que la moyenne de la Ville. Ils sont également

plus vieux ; près d'un logement sur deux ayant été construit avant 1960. Dans Sainte-Rita, le taux de ménages locataires dans un logement subventionné (incluant les logements sociaux, logements sans but lucratif, habitations à loyer modique, programmes gouvernementaux d'aide au logement, suppléments au loyer) est un peu plus élevé par rapport à l'ensemble de la Ville (qui est de 8,9 %).

Au-delà des statistiques sur la pauvreté économique, Sainte-Rita se démarque par l'importante présence d'organismes communautaires sur son territoire. C'est également un quartier en transformation, comme j'aurai l'occasion de le montrer dans mes chapitres de résultats, alors que s'y installent de plus en plus de familles pouvant être associées au phénomène de la gentrification.

3.5. Rapport au terrain

Pour réaliser le va-et-vient entre l'étude de la vie quotidienne et de son contexte social, politique et économique, la tradition ethnographique accorde une place importante à la parole des individus et à la perception qu'elles et ils ont de leur action (Atkinson, 2015 ; Beaud & Weber, 2010 ; O'Reilly, 2009, p. 66). Cela dit, les chercheuses et les chercheurs étant aussi porteuses et porteurs d'un certain statut social et symbolique, elles et ils doivent mettre en œuvre une pratique réflexive pour révéler le rôle de leur point de vue (« *stand-point* ») dans la construction et le déroulement de la recherche (Madison, 2012). La dernière section de mon chapitre de méthodologie propose donc de présenter plus en détail mon rapport au terrain de Sainte-Rita.

Au cours de mes cinq années de doctorat, j'ai participé à une panoplie d'activités dans Sainte-Rita. J'ai rencontré des intervenantes, des bénévoles et des militant·e·s d'horizons, de tendances politiques et d'affiliations institutionnelles diverses. Quelques amies sont devenues mères, utilisant à leur tour certains services, et d'autres se sont mises à travailler au sein de ceux-ci. Puisque les rencontres sont publiques et que l'engagement citoyen est valorisé dans les milieux communautaires, je suis arrivée sans trop de mal à accéder au terrain. Ce terrain a également vu plusieurs expert·e·s et universitaires assister à ses réunions, notamment durant les périodes d'évaluation de certains programmes. Ma formation en travail social, les emplois que j'ai précédemment occupés à titre d'intervenante dans des organismes communautaires et les expériences militantes acquises durant mes études ; tout cela, dis-je, m'a permis de parler un langage partagé par les intervenantes, et de compter sur certains réseaux de connaissances communes. Ma familiarité avec le quartier (ses commerces, ses rues, ses acteurs, son histoire, etc.) a facilité la préparation des entrevues et la sélection des questions d'approfondissement.

Avec les mères, je suis aussi parvenue à développer un lien confiance favorable au dévoilement durant les entrevues, bien que je n'aie pas vécu l'expérience de la maternité. Si quelques-unes, parfois à la faveur d'un léger sentiment d'ennui durant leur congé de maternité, ont pris plaisir à échanger avec moi durant l'entrevue (et après), d'autres présentaient des horaires visiblement chargés, impliquant des efforts logistiques considérables pour participer à ma recherche.

Il faut dire aussi que le contexte social ambiant au Québec est propice à certains thèmes qui sont revenus durant mes entrevues¹⁷ : plusieurs me parlent de leur charge mentale, de leur conjoint ou ex-conjoint qui n'assume pas sa part des responsabilités parentales. Les questions d'épuisement et de travail gratuit sont récurrentes lors des rencontres, surtout chez les mères éduquées et issues de la classe moyenne.

Le lien qui s'est développé entre certaines interviewées et moi est parfois surprenant. Plusieurs d'entre elles ont fait part de leur confiance en moi, souvent en se basant sur une supposition de proximité entre nos statuts sociaux. En entrevue avec certaines mères et intervenantes, par exemple, l'usage d'un « nous » qui m'incluait était révélateur de l'établissement de ce lien de confiance. Ce « nous inclusif » est utilisé durant l'une de mes premières entrevues par une mère qui me parle de parents « comme nous », en référant aux nouveaux résident·e·s du quartier. Ce « nous » partagerait des valeurs et des habitudes de vie distinctes par rapport à ceux qui habitent Sainte-Rita depuis plus longtemps. Le « nous » est également utilisé par une autre mère, beaucoup plus jeune, qui gravite autour des milieux punks et contre-culturels de Montréal ; certaine de m'avoir vu dans un de ces espaces quelque temps avant notre entrevue. Une organisatrice communautaire en CLSC mobilise également le « nous »,

¹⁷ Par exemple, quelques mères ont évoqué la bande dessinée « Fallait demander » de la dessinatrice Emma (2017), qui a contribué à populariser la notion de charge mentale sur les médias sociaux. Également, depuis 2016, plusieurs appels internationaux à la grève des femmes se font entendre pour protester contre les inégalités salariales et la violence faite aux femmes; notamment en Pologne, en Argentine, en France et en Islande (Montoya, 2017).

cette fois en référence aux universitaires et autres expert·e·s qui documentent la pratique de l'organisation communautaire.

Évidemment, il serait périlleux de départager les « vrai·e·s » habitant·e·s de Sainte-Rita des « faux » et d'introduire des critères d'appartenance. En réalité, une série de contradictions tiennent ensemble des individus qui, mis à part le fait d'habiter dans le même quartier ou d'y travailler, ont des expériences assez variées. Mais ces « nous » et certaines remarques de mes interlocutrices m'indiquent que je réussis à naviguer entre deux univers de Sainte-Rita sans trop de mal ; un plus pauvre, un peu plus marginal, et l'autre plus aisé, qui regroupe des gens qui travaillent ou s'engagent bénévolement dans le social. Et pour cause ; il s'en faudrait de peu pour que j'appartienne à l'un ou l'autre de ces réseaux. Le groupe social auquel j'appartiens, composé de gens issus des milieux universitaires, intellectuels ou artistiques, compte parmi les premiers à participer au phénomène de la gentrification. Bien que je n'ai pas grandi dans ce milieu et que je ne cherche pas à endosser la position sociale qui lui est associée, il est évident que ce statut n'est pas effaçable.

La posture épistémologique interprétative que j'adopte dans le cadre de ma recherche rend nécessaire de reconnaître les effets de ma présence à titre de chercheuse, mais également de participante dans Sainte-Rita. Les éventuels écueils liés à cette posture ne peuvent être complètement écartés, mais ils s'amoindrissent lorsqu'elle est ouvertement énoncée et qu'elle s'accompagne d'une pratique réflexive dans le rapport au terrain.

Chapitre 4.

*Donc, on est un peu prisonniers de... un peu prisonniers
justement du nombre de bénévoles*

Dany, intervenant dans un organisme communautaire

Lorsqu'il me détaille la programmation annuelle de l'organisme communautaire pour lequel il travaille, Dany, intervenant et responsable de la coordination des bénévoles, inclut les activités liées aux collectes de fonds et les événements de remerciement pour les bénévoles. Il mentionne également la participation de l'une de ses collègues à plusieurs foires et salons de l'emploi dans les universités et les cégeps pour recruter de nouvelles stagiaires et des bénévoles pour l'année à venir. Ces activités inscrites au calendrier lui semblent anodines : les employé·e·s y consacrent beaucoup de temps et le travail de rétention et de recrutement des bénévoles est essentiel à la poursuite de la mission de l'organisme.

Comme je l'ai présenté dans le deuxième chapitre, une des postures courantes dans la littérature en organisation communautaire et dans les politiques sociales au Québec définit le partage des responsabilités sociales comme une forme de co-construction démocratique. La co-construction réfère à la fois à un horizon, ou à un idéal promu par certain·e·s auteur·e·s, et à un répertoire d'expériences concrètes exigeant le partage des ressources et de la prise de décision.

Au-delà du fait que, d'un point de vue interactionniste, on pourrait questionner l'intérêt de ce concept (à partir du moment où deux acteurs sont en interaction, n'est-ce

pas déjà de la co-construction ?), dans ce quatrième chapitre, je propose de faire l'examen critique du déploiement de l'investissement social dans le champ « enfance famille » à partir de la relation entre les acteurs de la gouvernance du social : soit les acteurs institutionnels et les organismes communautaires de Sainte-Rita. Plus précisément, je m'intéresse à la manière dont prend forme le partage des responsabilités sociales en m'appuyant sur les propos recueillis à la table de quartier, où se rencontrent les acteurs communautaires, et quelques acteurs institutionnels et philanthropiques présents sur le territoire. C'est d'ailleurs la table de quartier qui, en tant qu'entité, gère les fonds publics de programmes comme les Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) et le Milieu de vie favorable jeunesse (MVFJ).

C'est à partir de l'observation de cet espace que je propose d'interroger la notion de co-construction démocratique des politiques sociales. Comme je l'illustrerai, si le partage des responsabilités sociales s'accompagne incontestablement d'un partage des ressources, les exemples de partage dans la prise de décisions apparaissent moins probants. En effet, les intervenantes que j'ai consultées qui participent aux instances de concertation du quartier déplorent le manque d'écoute des pouvoirs publics, mais également celui des bailleurs de fonds philanthropiques — par exemple lorsque surviennent des coupes budgétaires. Il appert donc que certaines nuances s'imposent pour distinguer la co-construction des politiques, en tant qu'horizon ou modèle de concertation espéré, de celle qui prend concrètement forme dans Sainte-Rita, marquée par une logique descendante des politiques vers les entrepreneurs sociaux.

Au moment de déposer la thèse, cet article était soumis à la revue québécoise de travail social *Nouvelles pratiques sociales* et était en cours d'évaluation.

Article 1. «Co-construction», innovation sociale et partage des décisions :

Ethnographie d'une concertation montréalaise

La force des liens entre les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile (syndicats, organismes communautaires, entreprises d'économie sociale, etc.) est souvent citée parmi les caractéristiques définissant le « modèle québécois » (Arsenault, 2018 ; Jetté, 2008 ; Klein et al., 2014 ; Lévesque, 2002). En particulier, on reconnaît l'importance de la contribution de ce qui est appelé le « tiers secteur » dans l'élaboration des politiques sociales du Québec. La « co-construction » des politiques sociales ainsi que la co-production des activités et des services représenteraient une innovation institutionnelle du modèle (Klein et al., 2014, p. 227). Selon Vaillancourt (2019), la co-construction des politiques renvoie à un idéal type, qui « implique que la participation des acteurs de la société civile ait une portée décisionnelle et pas seulement consultative, même si la relation entre les élus et les acteurs de la société civile demeure asymétrique, c'est-à-dire à l'avantage des élus qui ont le dernier mot ».

Cet article interroge l'usage du concept de co-construction en proposant d'observer sa mise en pratique dans le cadre d'une enquête ethnographique réalisée dans un quartier montréalais. Plus précisément, avec ce cas, je décrirai la manière dont prend forme le partage des responsabilités sociales en organisation communautaire, en observant les liens, et ultimement les tensions, entre les acteurs institutionnels ou communautaires. Mon analyse suggère une interprétation plus nuancée et critique des liens et apports de chacun dans la mise en forme des politiques sociales. Cette interprétation invite à une certaine prise de distance par rapport à l'usage courant de la

notion de co-construction, en tenant compte des représentations et significations induites par cette dernière.

Après une revue de la littérature et une mise en contexte sommaire de la dynamique communautaire du quartier, je présenterai mes résultats en trois parties. J'envisagerai d'abord comment, dans la pratique, les rapports entre les acteurs publics et communautaires témoignent d'un partage des responsabilités sociales et de processus d'échanges et de discussions. Je montrerai ensuite comment ces échanges se trouvent encadrés par une dynamique descendante, allant des acteurs publics, parfois publics-philanthropiques, vers les milieux communautaires, qui laisse en fin de compte peu de marge de manœuvre pour des échanges *constructifs*, c'est-à-dire ayant une portée décisionnelle. Dans la dernière partie, je développerai l'idée selon laquelle l'apport des organismes communautaires semble plutôt relever de leur capacité à innover, c'est-à-dire à faire plus avec moins alors que les ressources sont réduites. En particulier, cette capacité d'innover, de maintenir des approches alternatives ou d'encourager la participation citoyenne dépend du recrutement de bénévoles en mesure à leur tour de participer à la fourniture de services. En somme, malgré les échanges et les influences mutuelles, il s'observe une logique descendante dans la collaboration et la mobilisation des acteurs et elle apparaît irréductible à une relation de co-construction telle que définie dans la littérature sur le sujet au Québec.

4.1. Partager les responsabilités : une voie d'innovation sociale ?

Les travaux sur la perspective de l'investissement social proposent un éclairage original par rapport aux travaux existants sur la construction des politiques sociales au Québec. L'objectif de cette perspective est de briser ladite « transmission intergénérationnelle » de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'exclusion sociale et, ultimement, de favoriser le développement d'une main-d'œuvre qualifiée (Jenson, 2012b). Notamment, les politiques publiques misent sur le financement et la mise sur pied, à différentes échelles, de programmes orientés vers l'enfance et le soutien à la parentalité afin de prévenir certains « risques sociaux » (Daly, 2013 ; Martin et al., 2014). Pour ce faire, la perspective s'appuie sur un principe de gouvernance partagée entre les acteurs publics, privés et communautaires. Ce principe, aussi appelé « *responsibility mix* », renvoie à des formes de collaboration dans la prestation des services (notamment sous forme de partenariats publics-privés) (Jenson, 2012b).

Malgré les configurations variées en fonction des contextes, ce mode de gouvernance partagée inspiré du « *Third Way* » britannique est observé depuis le milieu des années 1990 en Europe, au Canada et ailleurs (Jenson, 2012 ; Pestoff et al., 2012). En fait, le financement public des « entrepreneurs sociaux » (organismes communautaires, entreprises sociales, fondations, etc.) pour la prestation des services constitue l'une des caractéristiques de l'émergence du paradigme d'investissement social par rapport à la période néolibérale qui le précède (Jenson, 2019). D'après Borzaga et Bodini, les entrepreneurs sociaux sont « des organisations collectives autonomes privées établies dans un but social et qui fournissent des biens et des

services de façon stable et continue » (2014, traduits et cités par Jenson, 2019, p. 148). Même si certains entrepreneurs sociaux sont financés par l'État, l'intérêt de cette relation de délégation résiderait dans la capacité des organismes à innover socialement pour répondre aux besoins. Les innovations sociales, notamment au sein des entreprises d'économie sociale, sont présumées pouvoir éviter les lacunes de la recherche de profit à tout prix des entreprises privées, et les écueils de la bureaucratie « trop lourde » du secteur public (Jenson, 2015b). Cette collaboration exige dès lors, en dépit de la variété des relations qui peuvent s'établir avec les pouvoirs publics, une certaine appropriation par les entrepreneurs sociaux des fondements théoriques et des exemples probants qui orientent les financements.

En ce sens, dans la littérature sur l'investissement social, les auteur·e·s observent non seulement une redéfinition des sites d'intervention publique (par ex. la petite enfance) et un nouveau partage des responsabilités sociales, mais également une révision dans « la façon dont [les] investissements doivent être gérés (sans but lucratif, de manière coopérative, etc.) et financés (en mode partenarial avec des subventions publiques, philanthropiques, individuelles, etc.) » (Jenson, 2019, p. 154). Au Canada, par exemple, Philips (2006) et Philips et Smith (2014) observent ce changement dans un contexte où les critères relatifs au financement public des organismes communautaires se resserrent. Cependant et selon les mêmes auteur·e·s, peu d'engagements auraient été pris par les pouvoirs publics pour modifier le cadre législatif et réglementaire afin de le rendre propice à une collaboration réelle dans l'élaboration des politiques sociales.

En outre, alors que cet aspect demeure peu documenté dans la littérature sur l'investissement social (O'Leary et al., 2018), on note que la participation citoyenne dans l'élaboration et la prestation des services publics a pris de l'ampleur au cours des dernières décennies (Loeffler & Bovaird, 2018 ; Pestoff, 2006). O'Leary *et al.* (2018) constatent, à partir d'études de cas multiples, que le bénévolat fait partie des caractéristiques communes de plusieurs programmes destinés à soutenir l'investissement social en Europe. En analysant vingt projets financés dans le cadre de l'Union européenne par un programme de soutien à l'innovation sociale dans les communautés, les auteur-e-s démontrent que le bénévolat est à la fois un mode de financement et un modèle de prestation de services. Autrement dit, en comptant sur une tradition de participation citoyenne (organisations de charité, comités de citoyens, etc.), certains services trouvent un appui considérable dans le travail bénévole, voire un appui leur permettant d'exister. Dans d'autres cas, le bénévolat représente un moyen de développer le capital humain et social des participant-e-s des programmes, devenant ainsi une finalité (*d'empowerment*) plus qu'un moyen.

À ce jour, il existe peu de travaux sur l'investissement social aux niveaux sous-nationaux (O'Leary et al., 2018). Au Québec, les travaux d'Arsenault (2018) et de Noël (2017) ont montré le déploiement de l'investissement social dans les politiques publiques, notamment dans la contribution de certains acteurs communautaires à la construction des politiques autour de la petite enfance. Ces programmes, en plus de solliciter les entrepreneurs sociaux, misent sur des stratégies de mobilisation des communautés et d'acteurs individuels, qu'ils soient parents, habitant-e-s d'un quartier, ou que leur enfant

fréquente un établissement scolaire, par exemple. C'est le cas entre autres des SIPPE, à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (Gendron et al., 2014) ; de 1, 2, 3 GO ! (Bouchard, 2000) ; de Famille, école et communauté, réussir ensemble (Boulangier et al., 2011) ; et, plus récemment, d'Avenir d'enfants, qui vise la mobilisation des communautés pour favoriser le développement des enfants de 0-5 ans, particulièrement celles et ceux en situation de pauvreté (Berthiaume, 2016a).

Bien que les concepts de « co-production » et de « co-construction » soient parfois utilisés de manière interchangeable dans la littérature (Pestoff et al., 2012), dans les travaux réalisés au Québec, l'engagement des acteurs sociaux dans la co-production (au sens de leur participation dans la prestation) des services est généralement distinguée de la co-construction (Vaillancourt, 2019). La co-construction renverrait à une collaboration institutionnelle plus substantielle que la co-production ou la participation (Foudriat, 2016). Autrement dit, elle supposerait une réciprocité dans l'échange et un partage de ressources et de pouvoir (et donc de la prise de décision). Or, contrairement au concept de co-production, celui de co-construction demeure peu mobilisé dans les études menées à l'extérieur du Québec.

Les travaux existants tendent également à séparer l'analyse de l'élaboration des politiques sociales de celle de leur mise en œuvre. Cette séparation distingue alors deux groupes de travaux ; soit un premier, plus petit, souvent plus théorique, sur la co-construction dans l'élaboration des politiques (par ex. Klein et al., 2014 ; Vaillancourt, 2016, 2019) et un deuxième qui se concentre sur l'étude des rapports entre les acteurs sociaux lors de la mise en œuvre des politiques. Or, cette séparation permet peu de

mises en débats théoriques à partir des expériences pratiques. Plus encore, comme l'ont déjà souligné certain·e·s auteur·e·s au sujet du « modèle québécois », les études sur les politiques aux niveaux sous-nationaux (soit à l'échelle du Québec ou à l'échelle locale), ont une certaine tendance à communiquer un biais positif en faveur du palier étudié (Daigneault et al., 2019 ; Greer et al., 2015).

Les années 1990 et 2000, au cours desquelles les principaux travaux de recherche empiriques et théoriques sur la co-construction des politiques au Québec ont été publiés, sont caractérisées par des dynamiques d'institutionnalisation d'initiatives communautaires et même de certaines revendications (voir par ex. Dufour, 2004 ; White, 2012). Ces analyses méritent d'être mises à jour à la lumière du contexte politique actuel, marqué entre autres par des budgets d'austérité, des coupures dans les services publics et un accroissement des inégalités sociales et économiques. Comme le souligne Laforest (2013, p. 235-236), la nature des interactions entre les acteurs politiques, institutionnels et communautaires est importante pour comprendre comment la gouvernance évolue et quels types d'acteurs s'y engagent.

L'objectif de cet article est donc d'interroger la nature des interactions entre différents acteurs qui interviennent à l'échelle communautaire pour opérationnaliser la gouvernance du « modèle québécois ». Pour l'atteindre, je propose l'analyse d'une concertation dans un quartier montréalais — que j'appellerai Sainte-Rita à des fins de confidentialité — dans le champ « enfance famille » ; secteur qui a vu son financement s'accroître depuis l'émergence de la perspective de l'investissement social au Canada (Jenson, 2000). Cette étude est réalisée au moment où sont annoncées une

restructuration de certains financements publics et la fin des partenariats publics-philanthropiques entre le gouvernement québécois et la FLAC.

4.2. Une ethnographie dans le quartier Sainte-Rita

L'objectif de cette démarche ethnographique est d'utiliser le « microscope sociologique » afin d'étudier les complexités du local pour repérer et approfondir la compréhension commune de processus sociaux ; approfondissement lui-même propice au repérage et à la compréhension d'autres processus, extérieurs au terrain d'étude (Sawicki, 2000). En plus d'une trentaine d'entrevues avec des intervenantes (14) et des mères (16) fréquentant des services du quartier, j'ai effectué plusieurs observations participantes par le biais d'une présence intensive dans le quartier (en 2017-2018), notamment dans les instances de concertation — que ce soit les assemblées générales de la table de quartier, les comités de travail ou les discussions citoyennes. Le quartier Sainte-Rita est réputé pour la force des liens communautaires qui s'y sont créés au fil des années. Son historique de pauvreté a créé un terreau fertile pour des initiatives locales nombreuses et multiples, dont plusieurs ont été reproduites dans d'autres quartiers ou institutionnalisées au sein des services publics. Mon analyse s'est concentrée principalement sur le champ « enfance famille ».

Les intervenantes interrogées ont été sélectionnées soit parce qu'elles travaillent en première ligne ou sont investies dans la concertation du quartier (à titre de représentante d'organisme ou d'organisatrice communautaire, par exemple). Parmi elles, trois sont employées par la table de quartier (je reviendrai sur leurs fonctions). En

ce qui concerne les mères interrogées, en plus d'avoir fréquenté les services, plusieurs ont été bénévoles dans le quartier lors d'évènements ponctuels ou au sein de groupes plus organisés.

4.3. « Agir tôt », mais comment ? L'exemple de la concertation en enfance famille

Après des années de concertation sur des enjeux spécifiques, c'est au début des années 2010 que les différents efforts de concertation par « secteur » se sont regroupés autour de la table de quartier de Sainte-Rita telle qu'on la connaît aujourd'hui. L'impulsion de créer une entité unique pour regrouper les acteurs du quartier est venue d'une opportunité de financement et du leadership d'acteurs locaux. L'objectif était de rassembler les structures existantes afin de décloisonner les rencontres par « secteur » d'intervention ou par clientèle (jeunesse, aînés, alimentation, etc.) en créant un modèle intersectoriel, avec des comités thématiques qui se pencheraient sur les réalités des habitant·e·s de 0 à 100 ans (logement, sécurité alimentaire, etc.) dans une perspective de développement social local.

Bien que plusieurs répondantes constatent aujourd'hui des lacunes dans ce nouveau modèle, les organisatrices communautaires que j'ai interrogées insistent toutes sur le niveau de cohésion et de maturité de la concertation nécessaires à cette restructuration. Pour les intervenantes de longue date, cette fusion a permis d'éviter une forme de compétition malsaine entre les concertations pour obtenir du financement et d'augmenter leur pouvoir de négociation avec les bailleurs de fonds.

Anita, qui participait dans certaines concertations avant la refonte, se rappelle que, jusque là, il était courant de voir de nouveaux bailleurs de fonds, ou d'autres acteurs, outrepasser les structures de concertation existantes pour tisser des liens avec les organisations de leurs choix : « on a fait une concertation puis on [leur a] dit "Là vous n'êtes pas ici dans un pays vide ! Il se passe des affaires ! Regardez ce qu'il se passe, puis venez participer à valoriser ce qu'on fait, venez combler le vide" ».

Encore aujourd'hui, Sainte-Rita bénéficie d'une réputation de leadership et d'innovation en organisation communautaire. La table de concertation du quartier compte plus de 80 membres communautaires (des maisons de la famille, des centres de la petite enfance, des organismes en réinsertion par l'emploi, des services de loisirs, etc.), collectifs (des syndicats, des représentants locaux des institutions publiques) et, dans une moindre mesure, des citoyens. Outre les assemblées générales presque mensuelles, la table donne également lieu à des comités de travail et projets qui rassemblent ses membres sur des thèmes spécifiques. Comme dans d'autres quartiers, elle est devenue une actrice importante, alors que la concertation est maintenant une pratique quasi incontournable.

Soutenue par une équipe de quelques employées, la table a pour fonction de faciliter l'échange d'information et la promotion des activités et des services dans le quartier. Elle fait également un travail de représentation et de gestion en vue de la consolidation des programmes de financement qui la maintiennent en vie. Après la fusion des concertations, les membres se sont aussi dotés d'un mécanisme pour intégrer quatre financements publics et publics-philanthropiques importants, à travers

un appel de projets unique permettant aux organismes de déposer une demande aux quatre fonds. La table de quartier forme donc des comités d'analyse pour chacun des fonds et invite les acteurs locaux à déposer leur demande en fonction des priorités du plan d'action établi par les instances délibératives de la table. L'objectif de cette consolidation des fonds était d'accroître l'autonomie décisionnelle du milieu associatif local, notamment en sélectionnant des projets qui répondent aux priorités du quartier. C'est ainsi que ce milieu représente un site captivant pour l'analyse de la co-construction dans le quartier.

4.4. « Il faut que ça vienne du quartier ! » : partager les responsabilités

Au sein de la table de quartier comme dans les organismes, les programmes de financement sont souvent évoqués par les intervenantes pour expliquer les changements dans les organismes ou l'adoption de certains thèmes, tels que la valorisation de la paternité ou la promotion des saines habitudes de vie. Or, pour celles et ceux qui travaillent dans le quartier depuis plus longtemps, l'influence des bailleurs de fonds sur les services serait de plus en plus courante, voire renforcée, dans la foulée de la fin ou de la réduction du financement à la mission¹⁸ et de la multiplication des bailleurs de fonds. Anita commente, un peu cyniquement, les changements depuis la refonte de la concertation dans le quartier :

¹⁸ Sans pour autant être réduite par les administrateurs des politiques de financement, l'absence d'une indexation suffisante de certaines enveloppes pour répondre à l'inflation des dépenses courantes des organismes résulte, d'un point de vue matériel, à leur réduction.

Maintenant, les grandes sociétés comme Chagnon, puis tout ça... Ils veulent tous nous dire quoi faire. C'est eux autres qui ont l'argent, ils disent « Bien là, bien écoutez : on a ça, puis il me semble que vous seriez les bonnes instances » L'argent est en haut et puis c'est eux autres qui mènent. Fait que là, on a fait une table qui reçoit leur argent, puis qui essaie d'établir dans leur plan de match, quelque chose. Ça ne marche pas de même ! Tu ne peux pas développer une communauté sur des a priori ou une vision. Il faut que ça vienne du quartier.

Si cette dynamique descendante n'est pas nouvelle, aujourd'hui, le « partage » des responsabilités inclut une partie du travail de gestion des fonds. En effet, depuis quelques années, la table de quartier de Sainte-Rita, comme dans d'autres quartiers, a entre autres pour fonction d'assurer la gestion de fonds publics, par exemple des programmes SIPPE et MVFJ. Pour ce faire, la Direction régionale de santé publique (DRSP) octroie aux tables de quartier 15 % du montant total des fonds alloués dans le quartier pour financer le processus d'analyse et de sélection des projets.

Cette façon de faire génère une frustration indéniable chez certaines répondantes. C'est le cas d'une directrice d'organisme qui perçoit parfois des conflits d'intérêts lorsque des acteurs de la table sont juge et parti dans l'attribution des fonds : « je préférerais même les gens du gouvernement qui ne me connaissent pas tant qu'à y être ! », me dit-elle, légèrement embêtée de donner une réponse qui paraît contredire la revendication historique d'autonomie du milieu communautaire. Pour Élise, les acteurs plus radicaux ou marginaux du quartier risquent de disparaître avec une telle façon de faire, favorables aux « jeux de coulisses et d'alliances » entre les organismes.

Le partage de pouvoir que représente ce mode de gestion des fonds ne va donc pas sans enjeu pour les acteurs de Sainte-Rita qui doivent en même temps composer

avec la diminution des fonds alloués par le gouvernement. En effet, au moment de mes observations, la DRSP décidait de procéder à la réévaluation et à la modification des indices déterminant le financement des programmes SIPPE et MVFJ du quartier. L'amélioration de certains indicateurs sociaux (et l'exacerbation de poches de pauvreté dans d'autres quartiers) a donc signifié la réduction du financement, malgré des besoins toujours présents et importants.

En réaction à ce changement, à la table de quartier comme dans les organismes locaux du secteur enfance famille, les réactions oscillent entre l'inquiétude et la frustration. En assemblée générale, Kelly, une employée de la table de quartier, déplore cette dynamique de « collaboration » avec les pouvoirs publics, qui tend à se résumer à « on (les) consulte pour (leur) dire que ça va couper » ou encore à demander de choisir entre « ma main ou ma jambe ». Après une mobilisation considérable contre l'austérité en 2015, les intervenantes du milieu communautaire se sentent peu écoutées et jugent que leur travail n'est pas suffisamment reconnu et valorisé. Elles se sentent prises dans un faux dilemme : bien qu'elles soient content·e·s de l'augmentation du financement dans d'autres quartiers, elles regrettent que l'argent leur soit retiré. N'est-il pas injuste de faire rivaliser les quartiers entre eux pour du financement ?

4.5. « Va falloir faire autre chose » : partager les décisions ?

Cette tension entre la DRSP et la table illustre une partie du portrait de la collaboration entre les acteurs publics et communautaires de Sainte-Rita. Selon Élise, employée de la table, la proximité des acteurs joue pour beaucoup dans la qualité de la

relation et le potentiel de co-construction : « je dirais que les institutions plus locales, ça va, mais plus tu montes, tu te rapproches du national (...) On tombe plus dans la revendication que dans la collaboration ».

Au niveau de l'arrondissement, par exemple, Kelly remarque un manque d'écoute quant aux besoins du quartier à l'occasion de coupures de près de 100 000 dollars en un an pour un programme particulier : « le maire de toute façon ne nous a pas écoutés, il n'a même pas daigné nous donner un *feedback* avant de lancer l'appel à projets ». Au palier régional, la communication est également difficile alors que les représentantes de la table de quartier rapportent que les interlocuteurs de la DRSP leur répondent qu'ils « ne décident pas », qu'ils « ne sont que fonctionnaires » ou que le commentaire « peut être mis sur un pv [procès-verbal], mais ça n'a aucun poids politique, ça ne fait rien ». Elles se sentent donc avoir peu d'influence sur les prises de décision.

Cette dynamique a pu être observée durant une autre rencontre de la table de quartier, alors qu'un représentant d'un partenariat public-philanthropique a pu entendre plusieurs organismes exprimer leurs inquiétudes et frustrations de voir leur financement se terminer. À l'occasion de quoi le représentant réagit en soulignant le peu de pouvoir dont il dispose pour changer la donne : « C'est un peu *weird* d'entendre tout ça, on ne veut pas vous lâcher. Malheureusement, y'a une fin de mandat et de financement. Je vous invite à faire du bruit, pour en parler. On ne veut pas partir », dit-il, visiblement désolé de la situation.

Malgré les désaccords politiques ou personnels des organismes et de quelques représentant·e·s des bailleurs de fonds, les décisions ne semblent pas sujettes à de grands changements. Les mandats de financement se terminent et les nouvelles orientations sont mises en place. Au point où il semble parfois que les organismes communautaires ont pris l'habitude de la logique descendante qui accompagne la restructuration du financement. Pour la directrice de la table de quartier, il est évident que le financement à la mission serait préférable, mais il faut avancer, car « ça a toujours été ça ». Les membres de la table acceptent donc tous, à divers degrés, de jouer un rôle de médiation entre les pouvoirs publics et les acteurs communautaires de première ligne, notamment pour l'attribution du financement : « On a fait la *job* de l'arrondissement », me dit franchement une des personnes qui a participé à la sélection des projets dans le quartier.

Ainsi, en entrevue, Kelly me parle du travail qu'elle doit accomplir pour conscientiser les organismes communautaires qui demandent du financement, afin qu'ils adaptent leurs projets aux critères des appels de projets :

On a mis la sonnette d'alarme en disant « ben y'a Avenir d'enfants aussi qui s'en va... Québec en forme qui est terminé, donc là va falloir vous mettre dans l'idée que tsé, il va falloir pérenniser, va falloir faire autre chose ». (...) Pis là il va falloir avoir une discussion sur les projets financés actuellement, pis qu'est-ce qui fitte dans les enveloppes pis qu'est-ce qui ne fitte pas dans les enveloppes. Parce que là, la DRSP va être aussi de plus en plus... comment dirais-je... sélective. Euh... pis là leur... on le voit là dans les nouveaux formulaires de demande, y'a plus de cases, y'a plus de demandes. (...) il va falloir faire un ménage dans notre planification en se disant concrètement, avec nos priorités de table (ce qu'on garde ou non) (...) il faudra comme faire un entonnoir, faudra voir... parce qu'il y a des choses aussi qui ne rentrent pas dans ça. Tsé l'aide aux devoirs, ça rentre pas dans la participation citoyenne,

à moins qu'on ait des bénévoles (...). Donc il va falloir que les partenaires s'assoient, discutent, se challengent, parce qu'il y en a qui vont perdre de l'argent, ça, c'est sûr !

Cette délégation d'une partie de l'analyse et de la sélection des projets entraîne une certaine forme d'autodiscipline entre les organismes communautaires qui doivent se rencontrer et évaluer les projets en fonction des programmes établis par les bailleurs de fonds. Si, dans bien des cas, cette façon de faire permet à la communauté de faire valoir une plus grande autonomie, certains écueils sont tout de même apparents, qu'il s'agisse de dynamique compétitive ou d'apparence de conflits d'intérêts. Des écueils risquant de miner la confiance de certains groupes quant au processus.

4.6. Innover : caractéristique dans la prestation des services

Au-delà de la prestation de services et de la présélection des projets à financer, l'apport des organismes communautaires réside dans leur capacité d'innovation. En plus de faire beaucoup avec peu de ressources, plusieurs organismes parviennent à maintenir des approches alternatives qui ne sont pas ou ne sont plus encouragées dans les services publics, entre autres en matière de prévention (par ex. les approches « globales » ou centrées sur les liens entre l'enfant, sa famille et sa communauté). Leur flexibilité institutionnelle leur permet d'offrir des activités originales et de se rapprocher de clientèles qui ne sont pas ou plus rejointes par les acteurs institutionnels.

Ainsi, dans l'organisme communautaire où travaille Nancy à titre de directrice générale, certains services autrefois offerts en partenariat avec des acteurs institutionnels (la commission scolaire, le CLSC) sont maintenant pris en charge

exclusivement par l'organisme. Certaines fois, c'est la lourdeur institutionnelle qui empêche la collaboration : « Le CLSC, c'est plus difficile de les avoir, avec tout le CIUSS [Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux], et tout ça. Avant qu'on ait une réponse, ça prend 6 mois et notre programmation est commencée », regrette-t-elle.

Mais, pour maintenir des activités et innover, il faut du financement et du temps. Les heures supplémentaires pour les employées et le bénévolat pour les résident-e-s du quartier, que l'on cherche toujours à mobiliser davantage, apparaissent presque comme une norme dans le milieu communautaire. Afin de pallier certaines coupures ou la fin de collaborations, plusieurs organismes se tournent vers les parents pour solliciter leur participation dans la tenue d'activités. L'engagement bénévole devient en quelque sorte une caractéristique incontournable de l'innovation dans les organismes, permettant le maintien de certains services et d'approches d'intervention alternatives. Au sein de la table de quartier, par exemple, le comité de parents compte parmi les plus grands objets de fierté et reçoit régulièrement des félicitations de la Ville, des membres de la table et des bailleurs de fonds. Le comité, formé exclusivement de femmes au moment de mon enquête, organise plusieurs activités dans le quartier : séances d'échange de vêtements pour enfants, discussions à propos des écoles du quartier ou de problématiques mises en évidence. Les bénévoles du comité contribuent également à d'autres initiatives de la table, par exemple en tenant un kiosque d'information ou en accueillant les familles lors d'un événement, ou assument des tâches comme préparer des collations, trier les dons au comptoir vestimentaire ou animer un groupe de cuisine collective. Ces œuvres sont accomplies par des femmes en grande majorité. La

composition des effectifs bénévoles reflète dès lors le caractère genré de la direction prise par l'innovation sociale.

Autre exemple, dans l'organisme où travaille Dany, la participation des bénévoles, incluant les stagiaires étudiantes¹⁹, est nécessaire pour atteindre le nombre d'adultes requis l'offre d'interventions personnalisées, c'est-à-dire centrées sur l'enfant. Cet organisme comptant annuellement à lui seul plus de 300 bénévoles, il serait impensable de toutes et tous les rémunérer. En plus d'intervenir directement auprès des enfants et de rendre possibles des activités qui exigent une supervision, certain·e·s bénévoles sont trié·e·s sur le volet pour valider certaines interventions et d'autres se chargent des collectes de fonds annuelles. L'emploi du temps de Dany est donc largement consacré à la coordination des bénévoles, notamment pour offrir un soutien clinique :

Moi, ma job là-dedans, c'est de m'assurer que tout se passe bien. Je suis là plus pour chapeauter les bénévoles que pour faire des interventions. J'essaie de laisser le plus de place possible aux bénévoles et si jamais ils ont besoin d'aide, s'ils me demandent, là, c'est sûr que je suis là pour pouvoir les aider.

¹⁹ Dans plusieurs organismes communautaires, l'importante affluence d'étudiant·e·s stagiaires (en travail social, en psychologie, en sexologie et en psychoéducation – des domaines où les femmes sont largement surreprésentées) permet de mettre à jour les plans d'intervention et les connaissances. Dans le centre des femmes du quartier comme dans une des maisons de la famille avec lesquelles j'ai été en contact, les intervenantes et les bénévoles reconnaissent l'importance des stagiaires dans le renouvellement de la fréquentation de l'organisme, au sens propre comme au figuré : les stagiaires réussissent à rejoindre des femmes plus jeunes et amènent de nouvelles réflexions pour l'organisme (par. ex. l'intersectionnalité comme grille d'analyse en intervention, etc.).

Dans l'organisme où travaille Éléa, qui mise sur une approche axée sur les déterminants sociaux de la santé, un des plus récents projets consiste à former des « entrepreneurs sociaux » pour qu'ils deviennent, à leur tour, des agents de changement dans leur communauté. On informe ainsi les adultes et les enfants sur leurs droits et sur les ressources du quartier afin qu'ils et elles puissent intervenir directement :

En tant qu'adulte dans ta communauté, en tant que citoyen, est-ce que tu peux être plus aware, plus alerte à quels types de manquements la famille pourrait avoir. Comment toi, tu peux y pallier et tu peux contribuer ? Est-ce que c'est parce que la mère est épuisée et elle a besoin d'avoir du temps de répit, pis tu peux offrir ce temps de répit là ? Est-ce que c'est... les habits des enfants sont sales (...) Est-ce que tu peux diriger la famille vers cette ressource-là ? Euh... etc., etc. C'est juste toujours de dire comment toi, en tant que citoyen, tu peux participer au respect des droits des enfants au lieu de contribuer à la dénonciation, par exemple, auprès de la DPJ. (...) Tu es le porte-voix de tes droits, de tes droits à toi et des droits de tes camarades. Tu es aussi un vecteur de changement dans le sens où tu peux parler pour, ou tu peux conseiller tes pairs. Et tu deviens un entrepreneur social. C'est un peu ça, la finalité : l'entrepreneuriat social.

Autre aspect intéressant, c'est dans ce programme que, pour une des rares fois, le concept de co-construction est directement utilisé par les acteurs communautaires. En assemblée générale de la table, l'intervenante qui présente le projet nous en apprend un peu plus sur sa définition très réduite et la logique descendante qui en découle : « On est à la recherche de co-constructeurs pour instaurer le programme dans les organismes, rechercher des salles, des personnes, etc. On arrive clé en main, on a la collation, tout le kit ! Tu peux t'asseoir et rire avec les gens de ton organisme », explique-t-elle aux autres intervenantes du quartier.

Le portrait de la concertation dans Sainte-Rita dressé ici ne témoigne pas d'une absence totale de marge de manœuvre ou d'autonomie de la part des acteurs locaux dans la mise en œuvre au quotidien des politiques sociales. Au contraire, la rencontre des acteurs autour de la table illustre une capacité à débattre et établir collectivement les priorités du quartier dans le secteur enfance famille. Plusieurs organismes de première ligne usent également de leur marge de manœuvre et de créativité pour décrire leur action dans les demandes de financement en correspondant aux discours attendus des bailleurs de fonds, sans pour autant que celle-ci suivent les mêmes règles strictes dans la pratique. En recrutant des bénévoles, par exemple, deux organismes en ont profité pour créer des liens avec des organisations plus militantes ou affinitaires du quartier qui ne se gênent pas pour critiquer le manque de soutien financier ou les effets de la gentrification du quartier dans les services.

Le portrait de la concertation semble cependant remettre en question l'existence d'une co-construction des politiques qui encadrent le secteur — qui signifierait un partage de ressources et de pouvoir —, particulièrement sur le plan du financement. Les considérations qui précèdent témoignent d'une logique descendante, alors que les organismes influencent principalement la « microgestion » des fonds rattachés aux programmes publics ou publics-philanthropiques. La capacité d'innover des acteurs communautaires (à commencer par leur capacité de faire plus avec moins et leur expertise pour faciliter la participation citoyenne) les démarque des acteurs institutionnels traditionnels (Jenson, 2015b ; O'Leary et al., 2018). Elle permet aussi aux pouvoirs publics de transférer à peu de frais une part des responsabilités sociales et de

valoriser des interventions de proximité ou innovantes en matière d'approche. Il serait intéressant, dans de recherches futures, d'observer comment les groupes communautaires composent avec les impératifs de ces fonds dans la pratique. Arrivent-ils à y déroger ?

En somme, la conceptualisation des relations entre les acteurs institutionnels et communautaires sous forme de co-construction offre peu d'explications sur le pourquoi de cette relation et ne permet pas de déterminer qui sont les acteurs qu'elle mobilise. Le concept s'arrêtant sur l'idée d'une relation d'interdépendance, il fait l'impasse sur l'apport du travail gratuit d'intervenantes et de bénévoles dans la redéfinition des responsabilités sociales ; et sur le fait que ce travail est assumé dans sa quasi-totalité par des femmes. À cet effet, il est intéressant de constater que le travail d'intervention, de soutien, de recrutement, comme celui de la recherche de fonds, reste largement genré. Autrement dit, la co-construction n'est pas seulement asymétrique parce qu'elle présuppose un rapport contractuel entre les acteurs institutionnels et les entrepreneurs sociaux locaux, comme nous l'indique la littérature sur l'investissement social (Jenson, 2019). Elle renvoie à une dimension de genre et à l'enjeu de la reconnaissance des formes d'activités ou de services qui sont « privatisés » — ou « gratuitisés » (Simonet, 2018) —, c'est-à-dire renvoyés à la communauté ou à la famille. Et comme d'autres formes d'activités dévaluées, ces activités effectuées par les intervenantes et les mères du quartier ne sont pas rémunérées ou le sont faiblement.

Chaque modèle théorique a ses lacunes pour exposer la complexité du social. Cet article fait état d'un constat qui apparaît contre-intuitif ou à contre-courant d'une

analyse des politiques en termes de co-construction. Les auteurs abordant la co-construction reconnaissent l'asymétrie de cette relation dans la prise de décision politique (voir notamment la définition citée plus haut de Vaillancourt [2019]). Il semble toutefois qu'un certain « enchantement » — pour reprendre l'expression que Hély (2008) applique à l'économie sociale et solidaire — affecte la représentation des relations entre le secteur communautaire et les pouvoirs publics au Québec. C'est-à-dire que les perceptions de la situation actuelle paraissent se confondre avec une vision romantique ou idéalisée du « modèle » québécois. Les femmes se retrouvent, encore une fois, perdantes dans cette configuration.

Si on peut reconnaître les multiples contributions des acteurs communautaires au cours des dernières années, et leur capacité de mettre en œuvre des projets porteurs de changements à diverses échelles ; il demeure nécessaire, tant pour la recherche que pour les pratiques, de porter un regard concret sur leur collaboration avec les acteurs institutionnels. Il s'agit d'une première étape nécessaire pour interroger la réelle portée du pouvoir mis à la disposition des organismes et des bénévoles dans l'élaboration des politiques, au-delà de nos aspirations.

Chapitre 5.

[Je leur demandais] Selon vous, c'est quoi Sainte-Rita ? Dites-moi c'est quoi c'est qui ?... Ils parlaient : « Les prostitués, les dopés, les pauvres, na na na... » Là, vous m'avez tout dit ça. Selon vous, dans la gang de personnes que vous m'avez dit que vous m'avez décrites, qui a fondé [la cuisine collective] ? [rires] Ce n'était sûrement pas la junkie, là. Il y avait sûrement quelqu'un. C'était cette femme, mère de famille, qui avait de la débrouillardise. Une travailleuse qui avait décidé de se prendre en charge. Puis de passer, puis de démarrer la cuisine collective. Puis qu'après ça, tu sais. Puis c'est une gang d'étudiants, qui avait décidé qu'ils étaient pauvres, mais qui fallait s'organiser, puis qui avaient décidé de faire un restaurant populaire. C'était du monde capable de prise en charge, capable de se prendre en charge, puis après ça, le monde les ont vus on dit : « Eille c'est une bonne idée ! Eille on va te suivre ! ».

Philomène, directrice d'un organisme communautaire

Lorsqu'elle me raconte cette histoire, Philomène me parle d'une conversation qu'elle a eu à de nombreuses reprises avec des gens qui se disaient critiques de la gentrification de Sainte-Rita. Par son illustration, Philomène voulait expliquer à ses interlocuteurs que le quartier s'était développé et était en mesure de mieux répondre aux besoins des plus pauvres du quartier, grâce à la capacité d'initiative et à l'engagement bénévole de certain·e·s résident·e·s. Sans être particulièrement bien nantis, la mère de famille et les étudiants qu'elle cite en exemples partagent certaines caractéristiques communes, à commencer par la débrouillardise. Philomène leur accorde un rôle important dans la création du tissu social et communautaire du quartier, aux côtés d'autres personnes qui partagent certes des caractéristiques sociales et financières, mais aussi un engagement sincère envers leur communauté.

Dans le quatrième chapitre, j'ai montré comment le déploiement de l'investissement social dans les politiques et programmes sociaux repose sur une collaboration, même si elle est parfois tendue, entre les acteurs institutionnels et les « entrepreneurs sociaux » – c'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, les organismes communautaires. Ces organismes participent, à travers des ententes de financement et des orientations de programmes, à la prestation de services destinés aux enfants et aux familles du quartier. Leur capacité d'innover est une des clés pour comprendre les dynamiques qui s'instaurent dans le partage des responsabilités sociales des politiques entourant la petite enfance et le soutien à la parentalité. L'innovation sociale dans les organismes apparaît toutefois impossible sans l'apport du travail gratuit d'intervenantes surchargées, mais également de bénévoles, notamment parents et stagiaires, en grande majorité des femmes.

Ce cinquième chapitre poursuit sur le thème de l'engagement bénévole, cette fois sous l'angle de l'engagement parental. Il me permet ainsi de répondre à ma deuxième question de recherche ; comment les parents, en particulier les mères, sont-ils interpellés par les interventions destinées aux enfants et aux familles ? Comment ces interventions sont-elles influencées par leur positionnement social ? Reconnu comme une caractéristique favorable à la réussite des interventions ayant en vue l'éducation et le développement de l'enfance, prisées dans le cadre des politiques de l'investissement social ; l'engagement parental revêt un caractère polysémique et prend une variété de formes dans l'expérience des mères rencontrées. Je propose donc de me pencher sur ces expériences et sur les entrevues avec les intervenantes pour comprendre comment

les représentations de l'engagement sont modulées en fonction du genre et de la classe sociale des mères destinataires des services.

Ce deuxième article est une adaptation d'un *working paper* produit à la suite d'un stage de recherche au Collegio Carlo Alberto, à Turin, sous la supervision de Dr Chiara Saraceno.

Article 2. “Involved Mothering” : Social Investment and Parenting Support in Child and Family Interventions

The social investment perspective reinforces an interpretation of “social risks” and of social responsibilities that abandons “passive” forms of assistance in favour of intervention as an “investment” (Jenson & Saint-Martin, 2003). This perspective has been circulating in line with two “cognitive axes” in Canadian social policies, also the ones generally found in other Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) countries: activation through the labour market and an early childhood education system (Dufour et al., 2007). In Canada, welfare policies have introduced work requirements for single mothers as a condition for income support, while stronger enforcement of alimony and child support would ensure that non-residing parents pay (Jenson, 2004). Maternity and parental leaves, childcare services, along with other work-family conciliating measures were introduced, enabling access to income transfers through adults’ relationship to the labour market (Dufour, 2002). At the same time, after some stagnation dating back to the 1980s, a number of early childhood funding policies were launched in Canada, driven by research on early childhood poverty and its economic and social consequences in the longer run (Dufour et al., 2007; Jenson, 2012a).

Similarly to what Jenson (2017) notes about the European Union context, in Canada these policies were also implemented with the help of “social entrepreneurs” (foundations, non-profit organizations, social enterprises, etc.) whom, despite the variety of relationships they may have forged with public administrations, were the

linchpin for applying this new governance mode. In Quebec, this transition has been concurrent to the promotion and structuring of the social economy sector, launching initiatives such as child care, perinatal services, and the social integration of parents (Arsenault, 2018; Noël, 2017). Social entrepreneurs thus embraced, to some varying degrees, the theoretical foundations and compelling examples that guided the creation of programs (Jenson, 2017).

In addition to a child-focused approach in the social investment perspective, certain countries such as France, the Netherlands, Ireland and the UK have also increased investments in parenting support policies (Daly, 2013; Knijn & Hopman, 2013; Martin, 2015; Morrison et al., 2014). Daly (2013) defines these policies as “a suite of resources and measures that aim to educate parents about child-raising and, at the more interventionist end of the spectrum, engage them in activities that seek to change their approach to managing and controlling their children’s behaviour” (p. 223). Although the specific orientation, the cultural traditions which inform them and the organization of such policies vary greatly from one country to the next, there seems to be evidence of a “parental turn” (Knijn & Hopman, 2013): a move in the direction of a greater state engagement with how parents rear their children, directly or indirectly endorsing a particular model of parenting. Poor parents and mothers are a specific, although not exclusive, target of these policies.

With this in mind, I will explore what parental support looks like in child and family services within the Canadian context. Among other characteristics, my research suggests that “good parenthood” relates to parental involvement in an active citizenship.

After presenting the emergence of the “parental turn”, this article will present original findings to explore the idea of parental involvement in social intervention practices. Drawing on ethnographic research in a low income neighbourhood of Montreal (Quebec), Sainte-Rita, I will show evidence illustrating how the idea of parental involvement is present in intervention programs about early childhood education and parenting development. I will argue that this notion can be found within the definitions of parenting and parenthood around expectations.

The second claim I make is that mothers are the main target group of most of the observed intervention towards parents, even though the representations of parenting in such programs are often genderless. Thirdly, based on the differentiated experiences of mothers in the services, I argue that this “involved parenting” expectation is targeted differently whether it’s addressed towards educated mothers with higher social capital or towards poorer or marginalized mothers. Evidence shows that in the former group, mothers are most inclined to respond positively to the expectation of involvement, taking on an active collective responsibility in their community. But the relatively easy involvement of these mothers affects the service providers’ perceptions and expectations of the poorer and more marginalized mothers, who are also invited to rise to the involvement expectation. For this second group of mothers, however, involvement expectation is defined by an individual responsibility or engagement to improve their own parenting competency, implicitly or explicitly defined as somewhat lacking. In the discussion section of this paper, I will describe how this gendered dynamic perpetuates a class stigma around parenting expectations, enforced by service

providers, but also volunteer mothers, leaving few opportunities for each mother's empowerment, especially if they are poor and marginalized.

5.1. Parents' Support to Increase Parental Responsibility

Albeit not a "new" topic in the scientific literature per se, parenting and transition to parenthood have become an emergent theme within the social policies that have structured relations between the State and families for the past twenty years (Ivan et al., 2015). Combining old and new ideas, objectives and instruments, conceptualization and policy framing, parenting support is a many-faceted notion that brings about ideological, scientific and political debates (Martin, 2015).

Comparing parental support policies found at the end of the 1970s in France and integrating the idea of "activation" to procure productive adult workers through the current labour market, Martin (2014) analyses that recent policies also take into consideration "activation" in the role that adults, especially parents, play in socializing their children (Martin, 2014, p. 23). "New" forms of parental support policies call upon parents to take action and their responsibility, to become "frontline" educators (Daly, 2013) "both on behalf of the children and on behalf of the society" (Hopman & Knijn, 2015, p. 4). These policies take a variety of forms in practice, such as workshops, pre- and postnatal educational programs as well as home visits, thus providing educational material and engagement to parents. The goal is to strengthen and increase parenting skills, thereby improving the transition to parenthood, as well as the welfare and development of their children.

In the province of Quebec, in the early 1990s, services to support parenting have been delivered by public services, but also through programs and partnerships with social entrepreneurs such as non-profit organizations. The involvement of non-profit organizations (sometimes created for this sole purpose) in the provision of services sought to have various services complement one another, but also targeted a bigger responsabilization of communities and parents in educating the children (Lemieux et al., 2005). Recognized for their expertise in empowerment practices (D. Fournier et al., 2001), Quebec's community organizations were called upon to provide parental support and increase the extent of their responsibility (Lemieux et al., 2005). Indeed, parental learning was the main reason as to why parents initiated contact with such services, finding opportunities to meet peers and adapt themselves to their new parenthood state (Lemieux et al., 2005). Lemieux and al. (2005) also mention volunteering as a way for parents to get involved and become models for others while being service users.

A case in point of the shift towards the social investment perspective in Quebec is the structuring of partnerships between the private foundation *Lucie et André Chagnon* and the provincial government. These partnerships provided non-profit organizations with funding as well as accompanying frameworks and practical guides for the provision of services. Among them, *Avenir d'enfants* ("Future of Children") was formalized in 2009, with an investment of \$400M over ten years on projects targeting young children living in poverty and promoting early childhood intervention (Lefèvre & Berthiaume, 2017b).

A few years after the launch of *Avenir d'enfants* and its implementation, however, representatives from non-profit organizations, unions and universities in the province were critical of the program and its guidelines. Concerned with an orientation shifting towards early childhood intervention, they criticized the use of narrow scientific approaches to understand and define poverty, which mitigate the importance of structural context (such as the causes of poverty, housing conditions, and access to educational resources) while reinforcing the stigma faced by poor parents (Parazelli et al., 2003). Their criticisms reiterated the international analysis of early childhood programs, primarily pertaining to neuroscience, skills and parental behaviour, which are considered to encourage individualization or even a biologization of the social problems and the parent-child relationship (Macvarish et al., 2014).

The analysis of parenting support programs in other countries suggests that the parental practice model promoted by such policies has not only been stigmatizing for poorer parents, but also failed to take into account social settings, race and gender in their representation of parenting (Cooper, 2020; Gillies, 2005, 2007; Landour & Odier, 2017; Widding, 2015, 2018). The theoretical foundations and design of programs often carry a representation of the “parent” as a generic, genderless, raceless and classless adult. However, this “neutrality” is most often based on the assumption that the “parent” is actually a white (Roberts, 2002; Maynard, 2018), middle-class woman (Hays, 1998; Widding, 2018). Moreover, representations of “parenting” or “parentality” may not make any distinction between the responsibilities of fathers and mothers—even though recipients of parenting support provisions are commonly mothers. This can be

construed as a weakness leading to persistent inequalities, including the asymmetrical impact of becoming a parent for men and women. In other words, de-gendering representations of fatherhood and motherhood and promoting, to a certain extent, a more egalitarian representation of parental responsibility can render it more difficult to address the impact of the gendered burden of parenting if construction of gendered roles and responsibilities are not addressed right from the start (Giampino, 2006).

This absence of consideration for gendered dynamics is also noticeable when research and materials refer to the “family system” as a collective unit, referring to mothers and fathers as if they were interchangeable items (Ferree, 2010). This alleged gender neutrality is more akin to gender blindness, as research, policies, programs, and materials fail to acknowledge or recognize gender as a characteristic influencing parenting practices and parenthood as a whole (Daly, 2013). And while there is an increased fathers’ involvement in parenting (Houle et al., 2017), research continues to show that under the label “parent”, there is a different type of expectation and responsibilities when it comes to men and women, including from parents themselves (Cartier et al., 2018; Pedersen, 2012). The latter are still considered the “primary” caregivers, or the “ultimate” ones in the case of lone mothers, thereby reinforcing traditional gender roles (Daly, 2018; Luccisano & Wall, 2009; Millar, 2019).

Feminist scholars studying the social investment perspective and observing the resulting shift in the target from adults to children have challenged this failure to recognize women and women’s issues outside of their mothering role (Jenson, 2009; Jenson, 2015; Saraceno, 2015). Still, the implications of a child-centered strategy for

women remain under-documented from an intervention and parental support practices' perspective. How is parenting understood by social investment policies surrounding children and their families? How does it trickle down into social intervention practices?

To further develop this idea, I posit that parenting support may be influenced by competitive normative representations of parenting, and I am looking specifically at parental involvement representations. Foremost, these representations are gendered, they target mothers who are expected to behave according to certain norms related to the typical gender division of labour. But these representations are also class-differentiating, seeing as parental involvement expectations for middle-class mothers and mothers with a higher social capital encourage them to engage in the community and partake in service activities. Such engagement often helps overburdened social workers while enriching the offer of available activities. However, involvement opportunities are also promoting more top-down patterns, which target mainly poor and marginalized mothers considered a "risk" for the development of their children, perpetuating their stigmatization in a particular way.

5.2. Research Design

The predominately white, low-income neighbourhood of Sainte-Rita in Montreal is an interesting location to observe social intervention practices in Canada given the number of actors involved and the persistence of needs. In comparison with other neighbourhoods in the city of Montreal, statistics continue to show a stronger percentage of adults without a high school diploma living on welfare or living with a low

income. Among the approximately 50,000 residents, more than half of them live in areas considered socioeconomically “disadvantaged” or “very disadvantaged” by the public administration. A little less than half of the families with children at home are headed by a single parent (mothers being overrepresented in those numbers)²⁰. In this context, social workers and other service providers identify various social issues related to poverty in Sainte-Rita, such as the prevalence of unsafe conditions for sex workers and drug users, mental illnesses, and homelessness (including high numbers for women).

Drawing from the critical ethnographer Atkinson (2015), my project’s purpose was to grasp the neighbourhood’s dominant trends in services, as well as the practical specificities that are negotiated locally with respect to child and family services. The intended goal, more than drawing up a detailed picture of the interventions in a specific neighbourhood (as a case study could have done), was to understand and analyze the “generic” dimensions of the processes that take place at the local level. As such, without being generalizable or systematic, this work aims to highlight which analytical (social, economic and political) elements can potentially transcend limitations (both geographical and analytical).

Empirically, three types of material were collected for the purpose of my research: (1) My participant observations from community assemblies, the local

²⁰ According to data from the 2011 Canadian *National Household Survey*, in the City of Montreal, 15% of families are single-parent, 6% are step/blended and 78% are considered intact. Families of 2 children are the most common (44%), while 32% of families have 1 child and 24% have 3 children or more. (Early Childhood Observatory, 2017)

roundtable²¹ and committee meetings that are related to child and family services, and poverty. These observation sessions were meant to allow me to identify the local organizational context underlying social intervention practices and discourses surrounding parental services and involvement.

(2) Fourteen service providers participated in semi-structured interviews. Half of them were working in community organizing, program coordinating or supporting the local roundtable and the adjunct committees. They were employed by the local CLSC (public agency), the local community roundtable or by a philanthropic initiative. Interviewees discussed local issues and the organization of services, and described their intervention's target group as well as the children and families' unmet needs. The other half of the service providers was working in frontline services²² as social workers, workshop animators or service directors. All fourteen service providers described their intervention approach and target population and shared examples of successful and failed interventions within their services. Unsurprisingly, more women (11 women vs. 3 men) responded to the call for interviews as they are over-represented among the

²¹ The local roundtable in Sainte-Rita is an incorporated organization consisting of more than 60 actors coming from the community, institutions (municipal governments, schools, local health and social services) and the private sector, along with a few individuals. Its goal is to improve the living conditions of residents by favouring a social local development.

²² Services are situated in Sainte-Rita and are offered to all residents (and sometimes more broadly), regardless of the household's income. However, some prioritize access to vulnerable populations, which are defined differently depending on the service provider, and some needed a referral from a professional (pediatrician, teacher, etc.). Subscription through an annual membership fee (around \$15CAD) is sometimes required from parents to access services, but many of them are completely free.

workers in the not-for-profit sector (CSMO-ÉSAC, 2019) and in social services in general in Quebec (Institut de la statistique du Québec, 2012).

(3) Semi-structured interviews with sixteen mothers who have used child or family services in Sainte-Rita formed the third type of data collected for this research. Within my sample, two of them are racialized. Most mothers had young kids (with ages ranging from newborn to teenage). Two of them were still on maternity leave, and eight of them had more than one child. At the time of the interview, mothers were not necessarily living with the father of their child. Eight out of 16 reported to be living with a partner, but 10 out of 16 declared having been separated/divorced since the birth of their first child. Information regarding incomes collected through the socio-demographic questionnaire is too fragmented to be used effectively²³. For every service encountered, mothers were asked to identify which services and programs were used by them, their children and their family and to share their experiences with the service, by giving examples of the best and worst support they received. At the end of the interview, they were also invited to give broader comments on what services seemed to be lacking in the neighbourhood.

²³ The question pertaining to income was sometimes left blank, and some participants confused weekly, monthly and annual revenues. Certain mothers also included child benefits. These difficulties left me unable to use the data reliably for this study.

The snowball method was the main method of recruitment for the interviews, yet some participants received electronic invitations sent to different mailing lists, and posters were shared in various Facebook groups.

5.3. Results: Parental Involvement in Child and Family Services

In Sainte-Rita, one can observe activities related to parental support in every service provider, including, for example, home visiting, individual and group counselling, on topics such as parenting skills development, co-parenting, school readiness, healthy habits, parental empowerment, and capacity building. While certain activities do not fall under the “parenting support” category, many early childhood development activities (e.g., language stimulation, physical activities, facilitated reading sessions) had parental support components, also combining health, nutrition, and psychosocial interventions. The next section provides an overview of the approaches mentioned by service providers to define their practice and how the definition of parenting can also be laid out through other types of intervention.

Among the seven service providers interviewed that work on the frontline, five targeted mainly children for their interventions, focusing their activities on children’s needs (after-school programs, support in legal cases), interests (leisure, music lessons, sports, etc.) and health. Typically, in these services, the notion of empowerment is very often—if not always—related to the respect and the promotion of children’s rights. Looking at these services, one can observe that this focus does not necessarily exclude parents benefitting from intervention. For example, in a particular respite service

provider using the Convention on the Rights of the Child to guide its action, selected children can get a 3-day stay at a fun and welcoming shelter. The service provider intends to prevent youth placement by offering some time off to parents, “to empower him or her, so they can straighten the situation out and have the child stay with them” explains Maggie, worker and ex-user of this service. Parents could also have access to a food bank or clothing for their children, thus reducing stress at the end of the month. Sandrine, a social worker, also reported having created a space for parents to vent about their feelings and discuss their alcohol consumption, love relationships and other topics, once she managed to develop a strong rapport with them.

From time to time, however, interviewees working for service providers dedicated to children suggested that the needs of the parents are competing with that of their children. It is especially true for families dealing with what are considered “risk factors” for the children, factors that can’t be overlooked. Among various needs, social workers talked about economic poverty, drug use and mental health problems. They switched back and forth from a genderless generic parent to real examples of mothers, especially poor lone mothers, for whom they mostly show empathy but also a certain weariness. Acknowledging the fact that mothers’ challenges are real, and formulating their own mission as service providers, many of them see their approach to meeting children’s needs is built on establishing a relation of trust with the parent and making themselves somehow available for parents’s needs.

In services targeting families, the dilemma between responding to a child’s needs versus that of his or her parents’ needs is interpreted differently. Instead, the family, as

a unit, is at the center of these service providers' presentations and the core programming of these services is unsurprisingly focused on parental knowledge and capabilities including counselling sessions and workshops. Here, like at *Moms and Dads' Place*, autonomy is measured by parental skills, with great prominence given to the role of parents as frontline educators. Different themes were explored such as when and how to introduce solid food in a baby's diet, how to breastfeed, how to discipline children, how to prepare your children for kindergarten, and so on. In not-for-profit organizations specifically, the activities programmed are designed by the employees or the administration, and reflect the demand as well as the funding received. For example, in one service, a workshop about breastfeeding and the introduction of solid food was given by a nutritionist, as part of a public program created to reduce the number of low-weight babies, statistically overrepresented in Sainte-Rita. These types of activities and workshops on parental skills and knowledge are generally the first reason that parents, and more specifically mothers, have identified when asked why they consulted or used services dedicated to families in the first place.

As mentioned by two service directors interviewed, the present context favouring child-centered interventions gave an opportunity to expand the child and family service offer for early childhood education and parental support activities in Sainte-Rita. Irrespective of whether their mission was centered on children or families or their different approaches, all providers shared the goal of developing greater autonomy, empowerment or capability for the children and their parents. When not specifically talking about fathers' involvement, mothers were given examples to

showcase the service providers' interventions. But my analysis suggests that the definition of parenting can also be laid out through other types of intervention.

Aside from parenting workshops, training, and counselling sessions, parenthood representations were also, though more subtly, defined through volunteering and involvement in parenting. Often labelled as a form of empowerment, parental involvement shares similar ideas to what is found in employment policies related to "engagement" and the responsabilization of individuals through activation. (Millar, 2019) Including parents through volunteer work was described as a means to boost self-esteem and develop a sense of belonging to the community for participating parents. For the director of the family service *Moms and Dads' Place*, parental involvement is a way for parents to "give back" to the organization that is helping them. Her empowerment approach includes the involvement of parents the service's programming, based on their skills and competencies:

Our approach, it's always to see the good in people, because we invite them to participate. It can be cooking classes, but it has to involve a parent. We want a parent that can show us good cooking skills that can share with other parents and then we eat together. So, this is how we value people.

While in recent years public support has diminished, volunteer parents are now co-hosting workshops, and organizing meetings every semester with the service provider. Throughout Sainte-Rita, they were found in a broad range of services, attending governing boards, organizing activities with a service provider, and hosting activities through school committees or the neighbourhood's Parents' Committee. They organized events intended to reach out to children and other parents: book fairs, parent

group discussions, costume parties, family picnics, clothing exchanges, etc. Other parents give short-term or sporadic help depending on the service's needs, by folding clothes at the donation counter or picking up corporate donations. Their volunteering was considered to be a gift by professionals interviewed who acknowledged that certain activities could not be held without parents' contribution. The director of the Moms and Dads' Place was proud to present her volunteers: "I must say, we have the cream of the crop. We have mothers on maternity leave who come here and have specific jobs." Indeed, in this service, one mother had expertise in baby massage, another in aromatherapy, the other in osteopathy, and so on. The activities were also recorded in annual activity reports.

Parents can also be involved in their community outside of the frontline services. Around their houses, outdoor cleaning and greening projects in alleyways or streets were a popular activity. Sainte-Rita's Parents' Committee is also a space where parents can design different activities for other families. Mothers could organize activities from start to finish, communicate on social media, reach out to local partners, and so on, which are tasks that could be considered to fall under an actual employee's responsibility. The Parents' Committee was created a couple of years ago in the aftermath of the local roundtable's reorganization, and has been meeting monthly and organizing family activities in the neighbourhood, such as a biannual kids' clothing exchange, fundraisers, family picnics, and so on. The children's clothing exchange activity is one of its main success stories, and reaches out to more than a hundred

families in one day. For the service providers, the Parents Committee has a solid reputation and is a successful case of citizens' empowerment.

This is precisely why, when members of the roundtable make decisions about neighbourhood services and funding allocations, the resources allocated to this committee are never questioned. Besides being cost effective, the Committee is very much considered to be a beacon in the neighbourhood (and for funding parties). In some circumstances, the only difference between a mother's involvement and the services' work seemed to be that the latter was performed by a hired and paid individual (most likely a woman). Additionally, I met volunteer mothers who were working or had worked in community services (in Sainte-Rita and adjacent neighbourhoods), thus accentuating the blurred lines between the different roles.

5.4. Expectations of Mothers

Parental involvement is also a gendered expectation. When describing the users of the services they offer, providers typically used generic, gender-neutral terms such as "families" or "parents." However, when they gave examples of situations at work, the gender-neutral expressions were almost always quickly replaced with "mother(s)". Both at the community level and for frontline services, mothers made the bulk of the service users and volunteering parents. Since the creation of the Parents' Committee, for example, only two or three fathers have joined, but none of them has gone on with his involvement. As a matter of fact, only when fathers were participating (even when underrepresented in comparison to mothers) was attention given to gendered aspects

of parenting, revealing certain gender blindness in the traditional parental support services.

For the volunteer mothers I interviewed, the first years of motherhood were often viewed as an isolating experience. Spending the first months with a newborn baby at home during maternity leave was sometimes perceived as an undesired retirement from work and one's regular social networks. For this reason, volunteering gave them the opportunity to meet other mothers and even become a role model for them. It also gave them the opportunity to stay in touch with other parents and teachers within their children's environment, and even have a say in different discussions regarding the school or the services offered. Without being too political or militant, being "involved" enabled these mothers to reconcile their aspirations to be women involved in their community with their day-to-day maternal responsibilities. Moreover, they got involved even though many mentioned that volunteer mothers, including themselves, are all exhausted. Indeed, they recognized that they work too much (on the labour market and/or at home). According to one of these mothers, Olga, being an involved parent is a double-edged sword, it creates a sense of community but also increases the burden of motherhood:

[As women,] we feel obligated to meet high-performance standards in the ways we raise our children. And since we are all working a lot, how can we stop feeling guilty for not being there for our child? (...) I do volunteer work for children, but my kid comes with me! When I lend a hand at school, my daughter comes with me. OK, if I had a son, I would feel a little less guilty for making him do volunteer work as well, but ... you know? At the same time, I feel I am perpetuating something [with her]. Yet I feel guilty for not being with her enough.

Olga later confessed that she was unable to break the not so virtuous circle in which she puts herself and her daughter. For her, the problem is structural:

We feel that we need to fill in for something that is not there anymore. The Welfare State doesn't exist anymore. We were children of that era, and that model worked to our advantage. We were all like "Wow!" We have it all". Now, you raise your children with half the time we had, and you try to make do with that. You tell yourself that you want to offer the same thing to your kid, but the services don't exist, so how can I possibly pull it off?

She felt the tension between familiarizing her daughter with the value of community volunteer work (which relates to a traditional form of socialization around women and promotes a sense of dedication to others), on the one hand, and the lack of resources, time and the fatigue that comes with juggling too many responsibilities on the other. Notwithstanding the apparent contradiction of involving her daughter in gendered dynamics that actually oppress her, Olga continued to volunteer in her community, at the expense of her personal time, but also her energy, as she went on a six-month sabbatical following a mental burnout.

Observing the disproportion of mothers participating in children and family activities, many service providers of Sainte-Rita have recently taken steps to increase the fathers' participation. Influenced by awareness-raising campaigns and professional training offered to practitioners to promote paternity and a paternal involvement, some services introduced a basic change in habits or patterns during interventions. Many service providers also changed their imagery (posters, pictures, websites, and the like, to include more father figures). What is more, an organization changed its name to include "fathers", and a father is now the head of the board of directors. Efforts to

increase fathers' participation also transpires in communications to parents and within the programming offer. For instance, Moms and Dads' Place introduced leisure activities, such as barbecues, football games, and father-son activities, often on Saturdays to be more accessible to working fathers. A service provider similar to Moms and Dads' Place also facilitated group discussions on fathering, co-hosted by a volunteer father, and invited men to share experiences and be more confident in their fathering style. In all the service provider surveyed, no equivalent activity was found for mothers.

By developing special activities or communications for fathers, as well as initiatives aimed at increasing their participation, the more traditional activities and communications related to education and care work were *de facto* left to the mothers, often perpetuating the typical gender division of labour within the households. And when fathers got involved, the same gender division prevailed. Participating fathers lent a hand with more technical tasks, such as building a website, creating a pamphlet, or helping with the actual maintenance of the buildings. This was highlighted in an interview with a service director who stated that she relies mostly on mothers to volunteer ... unless they require a form of "physical" help:

When it gets physical ... for example, right now, we need to build a shed. (...) I have back problems these days. I said: "We should involve more fathers"... For anything physical, we turn to a lot of fathers. Some of them are happy to come and help us "Helping the little ladies," as they say. So, it's fun for everyone. I told my girls [the service provider's employees], "We shouldn't be shy, we have to solicit their help. Because we know that when they come here, they like it; they feel valued."

In sum, parental support took for certain parents the form of an invitation to support volunteering initiatives. It appears, however, that the involvement

opportunities also revealed a gendered parenting norm. For mothers, integrating this expectation is also a sort of a contradiction in itself. On the one hand, it corresponded to a need to break isolation and to live their motherhood outside of their household. Being an involved mother was a way to embody altruistic values and be part of their community during their maternity leave and the early years of their newfound motherhood without being too political or critical of the institutions in place. On the other hand, their experience, same as the one of involved fathers, seemed to perpetuate a gendered division of labour, offering few or no challenges for a renegotiation of gender roles.

5.5. A Dimension of Social Class

If we are to take a closer look at the group of volunteer mothers, it becomes apparent that they had distinct resources such as education, social capital and higher financial autonomy supporting their parental involvement. Indeed, for middle-class mothers, involved parenting is a collective responsibility and requires a certain involvement within the community. But for the poorer and marginalized mothers of Sainte-Rita, the involvement expectation is rather oriented towards themselves as individuals, as they are expected to engage in their parenting role and take individual responsibility for their child—an attitude that is taken for granted in the case of more fortunate mothers.

In the parents' committee of the Saint-Thomas elementary school, where one of my interviewees is assigned, there are 20 parents, 18 women and two men. All of them,

except one, are white. Olga, an involved mother, explains: “There is a core group ... with people a little bit like me, with an artistic flair, and a little hippie side, or God knows what, that see this as having a huge social value and that makes them want to volunteer everywhere. They don’t have time and they have bags under their eyes.” In my research, all of the volunteer mothers I encountered, with the exception of one, could be identified to the middle-class. The working mothers in this group have different jobs, but many of them work in the arts, culture and social sector. All of them hold university degrees, including masters or PhDs. At the time of the interview, Caroline, a veterinary technician, was the only participant enrolled in a visual arts undergrad program (for her sole benefit).

In addition to their higher education and their social capital, the volunteer mothers I met had a certain flexibility allowing them to shuffle their work schedule around the school activities to accommodate their volunteering responsibilities. They are in maternity leave, freelancers, had some flexibility with their work schedule, worked part-time by choice, or were unemployed. Realizing that the time she spent with her children was a luxury, Dominique, another mother, decided to live more modestly and work 4 days a week instead of 5. Emma, in turn, was very involved in the parents’ committee at her children’s elementary school, and was also able to cover her family’s expenses with her husband’s salary and revenues from their rental apartments. For her, being involved was a way to broaden her social network, and avoid being bored in her day-to-day life. Aside from her volunteering projects, she was also planning to open a family restaurant in the neighbourhood with her husband. Mothers’ schedule flexibility

was based on financial capacity, but also on what they identified as their values and parenting style. In my interviews, volunteer mothers described themselves as “an engaged mother”, “a mother first and foremost”, “an involved citizen”, with their involvement and their motherhood being central to their identity.

Like other service providers promoting the residents’ involvement in Sainte-Rita, Geneviève, a project coordinator supporting the neighbourhood’s Parents’ Committee, noted that its composition was quite homogeneous. Nevertheless, for her, the empathy and solidarity expressed by these mothers were palpable. Involved mothers wished to create a family-friendly community by reaching out to other mothers in the neighbourhood. Many among them found that the information about services was scattered, and when available, not always attractive. Olga, explained that it’s either “you feel like you’re stealing someone’s place that would need the help more than you,” or the service “is miserable and depressing,” so she prefers to avoid it altogether. As observed in other settings (Cucchiara, 2013; Freidus, 2019; Posey-Maddox, 2014; Vincent, 2001), initiating projects in Sainte-Rita was a way for her to put in place projects that reflected her interests and values, and that would be more inviting for families like theirs.

But these identity markers of the social capital also shaped the way mothers saw their involvement in the community and their parenting practices. This came to light in the coffee shop coop project, in which Pascale and Olga invested a lot of their volunteer time with a dozen other parents (mostly mothers) over time. For Olga, setting this up was a “crazy dream,” in which she wished to create a space where social diversity was

promoted. Nevertheless, interviewed mothers reported important clashes between the “volunteer” parents with higher social capital and other residents of the neighbourhood. Among the former, Pascale, moved in Sainte-Rita as a student over 20 years ago and has engaged in different citizen mobilizations. She was under the impression that in Sainte-Rita “the middle-class mentality is very progressive”, “after that,” she added, “as middle-class people, you only need to remember that there are poorer people and that it will feel very uncomfortable, to go and talk to them.” Pascale saw this persistent split in different projects throughout the years, including in the coffee shop: should the food offered be healthy or popular? Should every meal be vegan? Is the food worth its price tag? Should quality be favoured over quantity? Espressos and lattes or filtered coffee? In the end, the project didn’t stand the test of time. Both Olga and Pascale are still bitter about the fact that they failed to include parents from diverse socio-economic backgrounds among their customers and the volunteers.

This split between mothers of different social classes was also mentioned during observations and interviews where mothers shared anecdotes about their children’s classmates or their neighbours. For example, Dominique, a volunteer mother, remembered how, at first, she was bothered by parents on social welfare, or unemployed, who used the respite care service²⁴ where she sent her son. For her, these parents—poorer parents—were “taking the spots” of working parents like herself. She

²⁴ Respite care is a short-term service offered in the community that provides childcare services to parents with children between 2 and 5 years old at low cost.

changed her mind, however, after talking to one of the staff members: “It’s through contact with the respite service that we can educate them, do popular education (...) we’re lucky that this service exists for the kids’ socialization, and it allows us to find them winter boots, snowsuits or clothing.” Since then, Dominique has joined the governing board and is promoting social mixing for the service provider.

When comparing the mothers involved throughout the different volunteering and community projects, one could also observe that they developed a close relationship with the staff, one of proximity and trust, as they shared a similar social capital and values. Conversations were more casual than in a typical expert-patient relationship. In this sense, the volunteering of mothers did not only conform to gender-related social norms, but also set an expectation often fulfilled by the middle class and more educated mothers of Sainte-Rita. They had not only a social capital, but also financial resources and a certain work flexibility to support their involvement capacity. These social markers may be explained by the mothers’ progressive views, but they also maintain social barriers with other mothers and Sainte-Rita’s residents in general.

The bond between the service providers and the volunteer mothers was not comparable to the one the former developed with poorer or more marginalized mothers, who were less prompt to get involved as volunteers. These mothers were generally marginalized or more vulnerable due to an accumulation of social characteristics and their social location (age, health, abilities, resilience, range of support available). In my study, three of them were teenagers at the time of their pregnancy. One of them was racialized. One was diagnosed with borderline personality

disorder and three others went through episodes of depression. Two of them openly talked about their drug use and alcohol consumption, both knowing that this would be considered “bad mothering” by an outsider. Their experiences with the service providers in Sainte-Rita were very different from that of the mothers who were keen to perform “involved” parenting: even though they found support, the relationship was based on the expertise of the professionals. Poor mothers tended to perceive service providers (schools, hospitals, medical clinics, and youth protection programs, but not exclusively) as being somewhat “strict”, “rude” and sometimes “paternalistic”, a common attitude documented in critical literature (for e.g. Liegghio & Caragata, 2016; Romagnoli & Wall, 2015; Vozari, 2015). Parental support seemed to be geared towards engaging mothers in their own parenting, and allowing them to develop their own parental competencies, since they often had multiple traits considered to be “risks” by the various programs.

Lidia, for example, entered a public program designed for teenage mothers when she was 19, giving her access to a gynecologist at the time of her pregnancy. She felt perceived as “the young mother that needs to be taken in charge of because she didn’t know what to do”. Lydia remembered her interaction with the program’s nurse and her own impression that the nurse was telling herself that the soon-to-be-born child had a bad start in life. She felt humiliated, even though she trusted her ability to raise her child; she was just looking for more tools. A Latina mother, Émilie, was a single teenage mother when she decided to attend a school program for young mothers. Despite being motivated to finish her high school, she had a hard time abiding to the attendance

policy that expected her to be present and on time, every day. Between her lack of sleep and her newborn baby's needs, she couldn't move her schedule around enough to stay in the program. After a conversation where one of the school's staff members implied he would alert youth protection, Émilie dropped out of the program, blaming its lack of consideration for mothers in need (despite the fact that they were the target population).

Now for Véronique who is living on an annual revenue of \$11,000, working part-time and going to school full-time was making it hard for her to use the services offered. After being referred to the OLO program (*Egg, Milk, Orange*) during her pregnancy, she met with a nutritionist who went over the requirements for the program. After the 12th week of pregnancy, low-income pregnant mothers could get free food (an egg, a liter of milk and a serving of orange juice per day), along with vitamin and mineral supplements. This was, however, conditional on her involvement in educational workshops covering different topics, including couponing or budget management. But for Véronique, the expectations were too high and her cost-benefit analysis of the program prompted her to quit, despite her financial needs. Same as Lidia and Émilie, Véronique was frustrated after being "treated like a child".

Some mothers did find an actual parenting support through Sainte-Rita's service providers. This was the case for Marie-Ève, the lone mother of a hyperactive child with an attention deficit disorder, who needed support to assist her with the child's development and facilitate his transition into elementary school. When Charlotte, a teenage mother looked for help, she was very happy to have access to a special public

program designed for poor young mothers. She had a very positive experience of the relationship she developed with the nurse and the social workers who supported her:

They were very useful concerning parental skills and discipline but also on a physical level. And even just like that, for life matters. [...] When you are 20 years old or younger, you don't have all the tools you need in life. You arrive, you get your hydro bills, you fill your income taxes, you start your job, and then you're like: I have family allocations here, I have this, I have that. At 16, you are an adult for the government, you're rushing. And [the program] was very useful, because I was also talking with a social worker to help me with this.

For this mother, having such support was a relief but we can clearly see that her position is not that of an autonomous woman showing initiative, as “involved mothers” are described for the middle class. It seemed, however, to be the common trend for mothers coming from poorer socio-economic backgrounds when they shared their best experiences with Sainte-Rita’s service providers.

And even when empowering marginalized and poor mothers was part of the program’s objectives, one can observe that gendered expectations on parenting roles still prevailed. In the social economy project *Key to Success*, for example, poor mothers were hired as homework assistants for an after-school program. Philomène, one of its co-creators told me that mothers were able to change family cultures and act as role models to influence children and give them a successful education. Ultimately, by involving mothers in the children’s education, the project was double missioned: encouraging a change for the mothers themselves and trying to get them to get back to school:

The first respondents in this program will be housewives. Rather than university students (...) Our model, we want to pass it down through

siblings. We want to pass it through the family. We want to introduce it through culture. And culture comes through the mothers. (...) And that's where we will really see the biggest changes within the target population. Many of these women will go back to school. Because they are happy and proud. These are women who believe in school.

Poorer mothers and mothers with lower social capital faced particular expectations from staff members in terms of parenting and parental competency. To a certain extent, their mothering role and the conditions of their mothering were perceived as a “risk” for their children (Lowe et al., 2015; Romagnoli & Wall, 2012). Rather than expecting them to get involved through volunteering in the community and model parenting practices, these mothers were invited to invest in their own maternal practices and revisit them. Professionals were much more directive in their interactions with them, especially when relationships had a legal dimension with respect to youth protection. This was enforced through mandatory workshops or conditional access to benefits (Molyneux, 2006), follow-up meetings and phone calls. It is in reference to the most marginalized families that social workers talked to me about the importance of building networks around mothers and their households, increasing inter-professional collaborations, sharing information on the family, and the presence of other significant adults around the children. Parental support therefore resembled surveillance (Parton, 2008), and my observations suggest an expectation of a more “passive” involvement from parents, through individual participation in programs and workshops.

5.6. Discussion: Parental Support as a Form of Empowerment?

Overall, activities and programs related to parenting skills and knowledge were generally what mothers sought when reaching out to Sainte-Rita’s services, reinforcing

the idea that interventions for parenting support don't only fit into economic imperatives of a children-first social investment strategy, but can "also be envisioned as fulfilling a demand from uncertain parents" (Ivan et al., 2015, p. 1984). But is there empowerment in parental support? One might perceive certain parenting support interventions as means to gain autonomy for mothers: offering resources to improve their mothering skills, acknowledging the importance of their role and in some cases even recruiting them as role models and experts when volunteering. The context and process in which these interventions occur, however, suggests a more nuanced and ambivalent view.

For middle-class woman and woman with a higher education using service providers in Sainte-Rita, "empowerment" seemed obvious at first. Not only did their concerns get dealt with, but also their involvement was a way to break social isolation, make friends and be socially recognized. At best, their engagement contributed to the provision of services in the neighbourhood, but it also highlighted a class distinction in the mothers' parental engagement (Landour, 2016; Savage et al., 2005). At the same time, the mothers' involvement lead to a crystallization of gender roles, for which they often felt burdened and overwhelmed by the pressure to perform as mothers. These involvement opportunities offered little to no discursive and practical resources to renegotiate gender roles within or outside the households.

The potential for empowerment through parenting support was even less clear in the case of the more marginalized or less fortunate mothers. These mothers were thought to potentially lack adequate mothering skills, that they would need to learn

from somebody else. They were expected to actively take part in activities that they hadn't helped design and define. Furthermore, since the involvement of women with service providers focused almost exclusively on mothering roles, skills, and responsibilities, they really didn't have many opportunities to discuss specific situations outside of this relation. Marginalized and poor mothers, who are also poorer in social capital, rarely found support to address their own needs, and how to take care of themselves. Four mothers did admit, during the interviews that it is through parenting support interventions that they were able to address other issues in their lives: drug addictions, domestic violence, financial insecurities, and lack of training. They received help from social workers and other staff members who taught them how to cope and gain confidence in their parenting skills. However, when the child withdrew or didn't fit in the service provider's program (for example, when the child reached 18 years old, his needs changed, the situation improved, or he refused to cooperate or participate), the relationship was ended. Nevertheless, none of the four mothers interviewed sought help for themselves after their connection with the service ended. The trust built in a relationship with a specific service provider is not transferable.

In this sense, family services were narrowed to a definition in which a family necessitated the presence of children to be recognized as such. The related intervention and services for adults were reduced to parenting roles and responsibilities. Divorce, for example, was discussed in one service provider's workshop on co-parenting. Consequently, when an intervention fails, women lose the benefits derived from the

services they received, strengthening individual responsibility of improving parental competency (Martin, 2017; Molyneux, 2006).

This discussion, however, cannot be reduced to an analysis of poor and marginalized mothers as being passive actors. Interviews have shown examples of resilience, revealing the mothers' ability to resort to their own creativity and turn the situation to their advantage to gain benefits or to have access to certain restricted programs. Mothers were also critical in their analysis of motherhood and its related social pressures. They spoke openly about the burden of the unequal share of housework and the contradictions in the autonomy discourse promoted by organizations in the neighbourhood. For Veronique, it is self-explanatory: "precarity is not just a line on my income notice of assessment (...) When you are going to the [service provider] to get eggs, milk, and oranges, you're not trying to screw the system! To believe women in what they say, and what they live, that would already be supporting their autonomy." The rigid access to certain benefits showed her the patronizing side of parenting support interventions.

As per Daly (2013), "parenting support" is therefore not only about actively engaging parents in their parenting knowledge and skills, but also significantly influencing the way parents and parenthood are viewed in our society. This research suggests that one aspect of this redefinition revolves around "involved" parenting. And while social work and other professional discourses about parental involvement and volunteering are often built to be gender-blind, observations gathered in Sainte-Rita

show that mothers are largely overrepresented and oppressed by this normative expectation.

There is, of course, a lot of variations in the specific program designs informed by the gender-blind conceptions of poverty and parental support intervention that I described in this paper. We cannot deny that services geared towards children and their families are likely to improve the lives of women, for a variety of reasons, but first because they can support them with respect to one of their most important responsibilities: being a mother. However, my ethnographic study suggests that other aspects of adulthood and womanhood remain unaddressed, in part or in whole (Jenson, 2009, 2015a, 2018; Luccisano & Wall, 2009; Molyneux, 2006; Saraceno, 2015). They also underscore both the gender division in parenting as well as social class-based differences in perceptions of adequate and inadequate mothering skills. Further research with a larger pool of mothers, including with more mothers of colour, would benefit a common understanding of the vast array of mothers' experiences going to service providers. While some interviewed mothers felt it was apparent that they were treated differently because of their young age, other discriminatory variables such as race and mental health are also likely to influence relationships in parenting support interventions (Cerny, 2012; Cooper, 2020; Gillies, 2005, 2007; Widding, 2015).

Moreover, this study points to a redefinition of mothering through "involved" parenting, which is done in part by the mothers themselves, providing services but also in reaching out to other mothers and passing on the expectations to get involved. Even though most mothers involved are struggling with recognizing and limiting the pressure

from peers to perform as “involved” mothers, mothers willing to go along with this convinced other mothers to join. The position of the former in regards to the latter was one of imbalance, which can outline a range of attitudes, from one of solidarity to a more paternalistic approach of charity. And that is where we can see a possible polarization of mothers. When policies and programs—even if well intended—coincide more with the culture and situation of middle-class women, the marginalization and social exclusion of those for whom they are most intended is heightened. At best, marginalized and socially excluded mothers are perceived as “good pupils”, following the prescriptions of different programs and various experts. At worst, they are judged for failing to perform, in other words, for being “uninvolved”.

Chapitre 6.

Je dis « Bonjour » à tout le monde, puis je suis vraiment fine avec tout le monde, eux, ça ne fait pas énormément longtemps qu'ils habitent là. Avant c'était une mère monoparentale qui habitait là. Tu voyais qu'elle ne travaillait pas non plus. Une maman à la maison qui essayait de s'en sortir comme elle le pouvait. Puis, elle me rendait énormément service, puis je lui rendais service aussi, tout se passait bien. Eux (...) en fait, c'est ça que mon chum essaie de me dire, ils n'ont pas la notion de... de réflexion comme nous. Puis en fait, toute la journée ils fument leur joint sur le balcon en avant, l'odeur de pot rentre chez moi quand on arrive avec les enfants, puis la fenêtre de mon garçon est juste devant. On a essayé d'intervenir avec eux, de leur dire que bon, de faire attention pis tout ça. Ben ils ont un certain non-respect de leur part. Ils t'envoient promener, tsé. Là, ça reste comme ça. Ils se tiennent avec beaucoup de gens louches. Pis un jour, bien ils nous ont volés. Sur notre balcon. À partir de ce moment-là, j'ai coupé les ponts, pis ce n'est pas des gens que je vais saluer. Puis s'il y a quelque chose, bien je vais leur dire. Mais par contre, les enfants ils n'ont rien demandé, fait que, quand j'étais dans la classe de [mon fils], quand je vais les croiser puis qu'ils vont être avec les enfants, bien je vais dire « Bonjour » aux enfants, mais sans plus. Eux, je n'ai pas, en fait, je n'ai pas affaire à eux.

Catherine, mère de deux enfants et résidente de Sainte-Rita depuis 6 ans et demi.

La frontière que Catherine trace entre « eux » et « nous » marque plusieurs des entretiens avec les mères lorsqu'elles me parlent des services qu'elles fréquentent dans Sainte-Rita. Elles me racontent comment les autres mères et, parfois, les intervenantes qu'elles côtoient en sont venues à constituer leur cercle social. De même, en traçant une frontière, elles laissent transparaître les différences de valeurs et de pratiques parentales qui marquent Sainte-Rita.

Dans le cinquième chapitre, je me suis intéressée aux différentes représentations des intervenantes et des mères par rapport à la notion d'engagement parental. Plus précisément, j'ai illustré comment ces représentations sont genrées et porteuses de biais relatifs au statut ou au capital social des mères. Ainsi, pour les mères disposant d'un certain capital culturel et social, et appartenant à la classe moyenne, l'engagement parental s'incarne d'une part dans l'investissement de temps et d'énergie dans le travail d'éducation et de soin de leurs enfants ; il revêt d'autre part, du moins pour plusieurs d'entre elles, une dimension de responsabilité communautaire ou collective. Pour les mères les plus pauvres ou marginalisées, la responsabilité est davantage individuelle, alors que les programmes qui leur sont destinés semblent plus directifs et axés sur l'engagement des mères dans leur propre projet parental. Ces différences se retrouvent tant dans les considérations des intervenantes que dans les récits des mères partageant leurs expériences des services destinés aux enfants et aux familles de Sainte-Rita.

En suivant les trajectoires des mères dans leur recherche et leurs recours aux services, ce sixième chapitre aborde l'intervention d'un autre point de vue : celui de la fréquentation des services et des besoins des mères de Sainte-Rita. Comme je l'ai soutenu dans ma revue de littérature (chapitre 2), la perspective de l'investissement social présente un certain *modus operandi* que l'on retrouve dans les politiques de plusieurs pays à travers le monde (investir dans l'enfance, partager les responsabilités sociales entre les acteurs, etc.). Cependant, l'investissement social prend des formes différentes en fonction des contextes économiques, sociaux, culturels et politiques. Ses politiques sont également accusées de reproduire certaines inégalités sociales, de race,

de classe et de genre, notamment dans leur déploiement. Dans le cas de Sainte-Rita, l'observation du déploiement de l'investissement social ne peut être dissociée d'un autre phénomène qui influence les politiques et les services du quartier : la gentrification.

De fait, le quartier se transforme au gré de l'arrivée d'un nombre important de familles présentant des caractéristiques différentes des familles qui habitent le quartier depuis plus longtemps, à commencer par un capital social et culturel plus élevé. Dans ce contexte de gentrification, la stratégie de mixité sociale, qui imprègne le discours de lutte contre la pauvreté retrouvé dans les milieux communautaires, prend un sens particulier. Elle porte une vision contradictoire de l'intervention qui renvoie, d'un côté, aux principes d'inclusion et d'accès universel aux services et, de l'autre, à l'idée que la cohabitation de populations ayant des statuts sociaux et économiques distincts pourrait favoriser certaines pratiques de *modeling* ou d'échange. Or, dans la pratique, les intervenantes de différents services de Sainte-Rita observent la baisse de fréquentation des familles plus pauvres ou marginalisées. Cette dynamique qui s'installe dans le quartier depuis des années, et qui semble être irrévocable, représente un défi pour les pratiques d'intervention.

Ce troisième article a été accepté pour publication dans la revue *Lien social et Politiques*, dans le cadre d'un numéro dirigé par Claude Martin (Directeur de recherche au CNRS, UMR 6051 Arènes Université de Rennes, École des hautes études en santé publique) et de Xavier Leloup (Professeur agrégé, INRS Urbanisation, Culture et Société).

Le thème du numéro est « Entre parentalité positive, déterminisme parental et usages politiques des neurosciences : la socialisation primaire au 21e siècle ».

Article 3. Mixer le social? Intervention et exercice de la parentalité dans un contexte de gentrification à Montréal

Qu'elle implique ou non l'éviction de certain·e·s résident·e·s (Hodkinson & Essen, 2015 ; Twigge-Molecey, 2014), la gentrification, c'est-à-dire l'arrivée dans les quartiers populaires de populations plus aisées financièrement ou possédant un capital culturel différent, a des effets politiques, sociaux et culturels (Thurber, 2018). En matière d'offre commerciale, dans les quartiers centraux de Montréal comme ailleurs dans le monde, on observe une augmentation des prix de différents produits de consommation, ainsi que l'apparition de nouveaux types de commerces (boutiques spécialisées, cafés et restaurants branchés, etc.) qui anticipent l'attraction des classes moyennes urbaines, ou qui y participent (Bridge & Dowling, 2001 ; Maltais, 2016 ; Zukin et al., 2009).

En ce qui concerne les services publics de proximité, les besoins exprimés par les populations locales changent aussi : on sait, par exemple, que les parents des classes plus aisées ont des exigences différentes concernant l'école (Authier & Lehman-Frisch, 2014 ; Ball et al., 1995 ; Butler & Robson, 2003) ou la prise en charge de leurs enfants (crèche, nourrice, garderie, etc.) (Ball et al., 2004). Toutefois, comme le soulignent Thurber et al. (2019), peu de recherches se sont intéressées à l'influence de la gentrification sur l'intervention ou le travail social de proximité. Cet article propose de combler ce manque en analysant de quelle manière la mixité sociale est mise en œuvre

dans les services publics et communautaires²⁵ destinés à l'éducation à la petite enfance et au soutien à la parentalité. Le quartier — que j'appellerai Sainte-Rita pour des fins de confidentialité — est situé à Montréal et est ciblé par les politiques de mixité sociale. Il sert de cadre pour observer de manière ethnographique la mise en œuvre des politiques dans les services locaux, à partir des points de vue d'intervenant·e·s et de mères, à la fois actrices et spectatrices des transformations du quartier.

Étant donné son parti pris singulier en faveur des personnes plus vulnérables ou marginalisées, ainsi que sa participation dans le développement communautaire des quartiers, le travail social peut fournir un apport singulier aux études sur la gentrification (Thurber et al., 2019). En particulier, les organismes communautaires, tout désignés pour être des espaces de prise de parole et d'exercice démocratique qui favorisent la mobilisation des individus et la création de liens sociaux, pourraient représenter l'espace sur lequel fonder les espoirs de la mixité sociale. Jouant les intermédiaires entre les parents et la « communauté », les organismes communautaires Famille (OCF) offrent un lieu favorable la rencontre entre les habitant·e·s de toutes les couches sociales, et créent un ancrage local pour les familles de la communauté (René et al., 2004). Depuis les années 1990, ils jouent aussi un rôle considérable dans la mise en œuvre des politiques de soutien à la parentalité au Québec en offrant des activités

²⁵ Les expressions « communautaire » et « organisme communautaire » renvoient au Québec au secteur associatif. Quatre critères sont entérinés par le gouvernement afin de définir les organismes d'action communautaire : être à but non lucratif ; être enraciné dans la communauté ; entretenir une vie associative et démocratique ; être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

gratuites ou à faible coût destinées au développement et au renforcement des compétences parentales pour les enfants de 0 à 5 ans en vue de favoriser la participation des parents à l'éducation de leurs enfants (Lemieux et al., 2005).

Les politiques de mixité sociale font partie des stratégies mises en place par les pouvoirs publics pour favoriser une plus grande cohésion sociale entre des habitant·e·s issu·e·s de divers milieux et pour déconcentrer les quartiers pauvres. Elles prennent par exemple la forme de projets d'habitation mixte (incluant des logements privés, subventionnés, coopératifs) (Rose et al., 2013). Elles visent, par la proximité spatiale entre des populations diverses, le dialogue et l'échange. L'idée implicite est alors que cette proximité favoriserait une forme d'émulation des couches populaires, que ce soit sur le plan économique, social ou culturel (Dansereau et al., 2002 ; Rose, 2004).

En effet, les travaux sur la mixité sociale ont permis d'observer une certaine intégration de normes à travers la cohabitation, chez les enfants (Authier & Lehman-Frisch, 2012), mais également parfois chez des parents de classe moyenne qui perçoivent la mixité comme une « expérience socialisatrice rentable » pour leur enfant (Rivière, 2018). Néanmoins, plusieurs recherches observent que la proximité physique ne signifie pas pour autant l'adoption systématique de pratiques d'échange entre les différentes couches sociales (Butler & Robson, 2001 ; Davidson, 2010 ; Rose, 2004). En fait, tout en renvoyant à un idéal d'ouverture et d'intégration, le discours sur la mixité s'appuierait sur des manières de vivre venant des classes supérieures. D'après Rose et al. (2013), ce processus de distinction sociale passe notamment par l'engagement bénévole

des classes moyennes dans l'économie locale et dans les initiatives de lutte contre la pauvreté, ou par une implication dans les écoles publiques.

En effet, les parcours scolaires des enfants font partie des marqueurs de l'habitus des classes moyennes urbaines. Les parents issus de ces classes et, en particulier les mères, sont plus prompts à choisir « activement » l'école de leur enfant, en comparaison aux parents issus des milieux ouvriers (Authier & Lehman-Frisch, 2014 ; Ball et al., 1995 ; Butler & Robson, 2003). Dans les écoles publiques, plusieurs parents des classes moyennes et supérieures vont d'ailleurs rechercher une « masse critique » de familles « comme la leur » avant d'y inscrire leur enfant (Posey-Maddox et al., 2016). Le fait que leur enfant côtoie des enfants plus pauvres ne semble alors pas poser problème, pourvu que cela n'implique pas le nivellement par le bas du niveau d'enseignement (Authier & Lehman-Frisch, 2014). En outre, les programmes particuliers (arts, sports, etc.) ou enrichis (basés sur l'excellence scolaire) réussissent à accommoder ces familles, en grande majorité blanche (James et al., 2010). Une enquête à Montréal semble confirmer cette dynamique, alors qu'il se développe une éducation à deux vitesses au sein des écoles publiques : les programmes particuliers attirent les élèves « plus méritants » des classes moyennes supérieures qui ne sont pas inscrits à l'école privée, alors que les élèves plus susceptibles de décrochage ou ceux ayant des besoins particuliers sont intégrés aux classes dites « régulières » (LeVasseur, 2015).

Le choix « actif » de l'école par la classe moyenne s'exprime également par l'engagement des parents, majoritairement des mères, dans l'institution (Savage et al., 2005). En effet, ces parents se voient offrir régulièrement, ou même se créent eux-

mêmes, des opportunités d'implication, au sein desquelles ils sentent une occasion pour transformer l'école, au bénéfice de la communauté et de leur enfant (Butler & Robson, 2003 ; Posey-Maddox et al., 2014). Plus encore, leur engagement leur permet d'agir en tant que « gestionnaire[s] de risques » dans une école encore fréquentée par des enfants plus pauvres ou marginalisés (Savage et al., 2005 ; Vincent, 2001). Les parents de classe moyenne impliqués dans les milieux scolaires cherchent alors à la fois à y offrir leurs ressources, et à s'assurer de pouvoir partager leurs inquiétudes et leurs nouvelles demandes avec les administrations (Cucchiara, 2013 ; Freidus, 2019). À partir d'une enquête réalisée dans six écoles en Angleterre sur la participation des parents, Vincent (2001) observe également que les parents caractérisés par un niveau de scolarité élevé et travaillant pour la plupart au sein de la fonction publique perçoivent cette implication comme une forme de « bonne parentalité ». Mais leur engagement répond aussi à un besoin de se faire reconnaître par l'école en tant que telle (Bagnall et al., 2003).

L'implication des parents des classes moyennes n'est toutefois pas sans risque pour la mixité sociale dans l'école, puisque la mobilisation de leur capital culturel peut participer à la reproduction de l'exclusion, et à la marginalisation des élèves les plus pauvres et de leur famille (Cucchiara, 2013 ; Freidus, 2019). De fait, la simple présence de familles plus aisées dans le quartier peut nuire à l'accès des élèves à certains services, puisqu'au Québec, les ressources financières sont allouées aux écoles publiques en fonction de l'indice de défavorisation du milieu (et non de la fréquentation réelle de l'école) (LeVasseur, 2015).

Au-delà de ce rapport des parents des classes moyennes supérieures à la mixité sociale, nous en savons encore peu sur leur perception concernant l'usage et la fréquentation par leurs enfants d'autres espaces du quartier. Authier et Lehman-Frisch (2014) ont observé que la modulation ou le « contrôle » de la mixité sociale par ces parents variaient en fonction des espaces. En effet, malgré une perception plutôt positive par certains parents de la mixité sociale à l'école, par exemple, un certain « rééquilibrage social » peut, par exemple, s'observer dans le choix des loisirs pratiqués par leurs enfants ou dans les invitations à jouer à la maison, où les enfants des classes moyennes et supérieures se retrouvent entre eux (Authier & Lehman-Frisch, 2014).

Pour comprendre les différentes stratégies des parents des classes moyennes, plusieurs travaux ont analysé les parcours scolaires des enfants sous le prisme de l'habitus²⁶ et de la reproduction sociale (Ball et al., 2004 ; Butler & Robson, 2003 ; Savage et al., 2005). Comme la consommation ou le logement, les parcours scolaires sont adaptés et reliés à la reproduction culturelle familiale. Ils sont le marqueur du capital social et de l'habitus des familles, mais ils représentent également des opportunités distinctes qui sont offertes par la ville (à commencer par celle de vivre en

²⁶ En sociologie, l'habitus se définit comme la manière d'être, les habitudes et les comportements acquis par un individu ou un groupe social. Ce concept permet d'analyser comment des individus appartenant à un même groupe social partagent des goûts, des pratiques et des habitudes similaires qui marquent leur position sociale. Bourdieu (1972/2000, p.282) en parle comme le « produit du travail d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives (e. g. de la langue, de l'économie, etc.) parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans tous les organismes (que l'on peut, si l'on veut, appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles d'existences ».

contexte de mixité sociale) (Butler & Robson, 2003). La prise en compte des marqueurs culturels et sociaux de la reproduction permet alors de comprendre la gentrification comme le résultat d'un processus qui implique différents groupes de classe moyenne aux caractéristiques et aux styles de vie multiples (Butler & Robson, 2001). « Des cultures locales se développent à partir des choix de classe et attirent des personnes ayant la même façon de penser, mais ces choix sont également en partie déterminés par des contraintes et des besoins matériels comme le prix des maisons » (Ball et al., 2004, p. 16). En ce sens, la perception de la mixité sociale des classes moyennes ne peut se résumer à l'opposition entre deux groupes de parents : ceux qui chercheraient à exposer leur enfant à la mixité et les autres qui voudraient l'éviter. Celle-ci varie parfois au sein d'une même famille d'un parent à l'autre (Authier & Lehman-Frisch, 2014).

En m'intéressant à la perception de la mixité sociale par les intervenantes et par les mères de Sainte-Rita, je souhaite donc porter une plus grande attention aux effets, au-delà du « matériel » (Thurber, 2018), de la gentrification, par l'observation des trajectoires des mères au-delà de l'enceinte scolaire. Cet objet nécessite une certaine finesse d'analyse, puisque le concept de mixité sociale, plus qu'une stratégie politique ou une manière de décrire la composition d'un quartier, est également utilisé par les nouvelles populations qui s'installent dans les quartiers populaires (Ball et al., 2004 ; Butler & Robson, 2001 ; Maltais, 2016).

Dans cet article, je fais état d'une diversification de la fréquentation dans les services publics et communautaires, diversification due à l'arrivée de nouvelles familles associées à la gentrification du quartier. Attachées à leur quartier, les mères

« gentrifiantes » fréquentent les OCF, les garderies et les écoles du quartier. Leur présence de plus en plus importante est marquée, notamment, par la création de nouvelles activités. Or, les intervenantes, mais aussi les mères, se demandent si ces changements n'éloignent pas les familles les plus précaires et les plus marginalisées des services qui leur sont pourtant destinés. Cette variation du type de fréquentation des services, observable d'un point de vue du capital culturel et social des mères, souligne tout le paradoxe du projet de mixité sociale, projet qui n'est pas sans poser certains défis sur le plan de l'intervention.

6.1. Présentation du quartier

Montréal est reconnue pour la mixité sociale de ses quartiers centraux et pour sa gentrification caractérisée par une participation importante de ménages au revenu modeste et de primo-accédants (Rose et al., 2013). Néanmoins, les plus précaires de la ville ne semblent pas échapper aux difficultés de se loger convenablement (Leblanc, 2020). En ce sens, dans Sainte-Rita, si le revenu familial moyen a légèrement augmenté au cours des dernières années, c'est surtout l'amélioration de certains indicateurs statistiques relatifs aux conditions de vie dans le quartier (augmentation de l'âge et de la scolarité de la mère au moment de sa grossesse, diminution du décrochage scolaire, etc.) (Statistique Canada, 2019), qui marque la progression du capital culturel dans cet ancien quartier ouvrier.

Selon les chiffres du recensement de 2016, dans la circonscription, près d'un ménage sur cinq est à faible revenu et près des deux tiers des logements sont occupés

par des locataires. Parmi les familles pauvres, les familles monoparentales, et majoritairement des familles avec une mère monoparentale à leur tête, sont surreprésentées. Dans ce quartier à prédominance blanche, le français est la langue la plus couramment parlée à la maison. L'immigration est aussi francophone (France, Algérie et, dans une moindre mesure, Haïti) (Statistique Canada, 2019).

Malgré les efforts des promoteurs immobiliers et des sociétés locales de développement, l'image du quartier demeure celle d'un quartier populaire avec des poches de pauvreté, où s'observent, par exemple, la violence et la consommation de drogues en pleine rue. L'historique de pauvreté de Sainte-Rita en a également fait un terrain fertile pour les initiatives sociales de toutes sortes, offrant un site de choix pour observer les pratiques d'intervention. Cela explique également pourquoi, parmi les participantes que j'ai interrogées dans le cadre de cette enquête, celles qui pourraient être qualifiées de « gentrifiantes », sont caractérisées par une certaine ouverture d'esprit, en plus d'être motivées par certains choix de style de vie et par un accès à la propriété plus rapide, car elle est moins coûteuse que dans d'autres quartiers.

6.2. Présentation de l'ethnographie

Cet article s'appuie sur une ethnographie réalisée entre 2017 et 2019, combinant des observations participantes dans les instances de concertation de Sainte-Rita,

l'analyse de divers médias de communication, ainsi qu'une trentaine d'entretiens²⁷. Afin d'assurer la confidentialité des participantes et de leurs enfants, leur nom, tout comme celui des rues, des espaces physiques et des services ont été anonymisés. Puisqu'elles sont ciblées de manière particulière par les politiques de soutien à la parentalité (Daly, 2013) et qu'elles jouent un rôle singulier pour l'enracinement familial dans la communauté (Ball et al., 2004 ; Savage et al., 2005), les mères (16) ayant fréquenté les services destinés aux enfants et aux familles dans le quartier ont constitué le premier échantillon de l'enquête²⁸. La plupart d'entre elles sont blanches (sauf deux), hétérosexuelles et environ la moitié d'entre elles habitent avec un partenaire. Durant les entrevues, une définition large des « services » a été utilisée avec les mères afin d'avoir le portrait le plus complet de leur expérience de soutien à la parentalité : le terme inclut donc les activités plus encadrées au sein des OCF, des garderies et des institutions du réseau public (CLSC, écoles, etc.). Je leur ai demandé de qualifier le rapport qu'elles entretiennent avec chaque service et de préciser les interventions qui leur avaient été les plus aidantes.

²⁷ Toutes les personnes participantes étaient âgées de 18 ans et plus. Pour le recrutement, une affiche a été posée dans certains services du quartier, circulé dans l'infolettre de la table de quartier ainsi que sur les réseaux sociaux (groupes Facebook de parents et de résident-e-s du quartier). J'ai également procédé par la méthode « boule de neige » en demandant aux répondantes de me référer à d'autres personnes susceptibles d'être intéressées.

²⁸ Bien que certaines mères m'aient parlé de services à l'extérieur du quartier, seules les expériences dans Sainte-Rita ont été retenues pour l'analyse, cette restriction étant explicite dans mes affiches de recrutement.

Le second échantillon est composé d'intervenantes impliquées dans l'organisation communautaire (7) et dans les services de première ligne (7). Ces intervenantes travaillent au CLSC, dans les OCF ou dans des entreprises sociales qui interviennent en partenariat avec les programmes gouvernementaux. Elles occupent différents postes, allant de la direction générale ou la coordination de projets, à l'intervention plus directe (animation de groupes de parents, formation, suivi individuel, etc.) en lien avec le développement de la petite enfance et avec le soutien à la parentalité. Les intervenantes ont présenté leur approche d'intervention, ainsi que les différents types de profil rencontrés dans leur service.

6.3. « Comme deux mondes » dans les services

Lorsqu'on demande aux intervenantes de décrire les familles de Sainte-Rita, elles avancent d'abord la faible mobilité comme première caractéristique. La famille type de Sainte-Rita est une famille blanche, qui a grandi dans Sainte-Rita, et qui souhaite y rester. Autre élément qui se transmettrait de génération en génération : la pauvreté. Dans mes entrevues, les mères qui correspondent à ce profil cumulent différents emplois contractuels (parfois au noir, c'est-à-dire non déclarés à des fins d'impôt ou d'admissibilité à des allocations sociales) et des prestations pour subvenir aux besoins familiaux.

Manon, travailleuse sociale, constate aussi certaines caractéristiques de santé communes aux enfants qu'elle rencontre : « les bébés ont quasiment tous, de ce que je vois, la tête plate. Mettons, c'est un exemple. Tu te dis : l'enfant est souvent assis,

souvent, peut-être, passif. L'écran, c'est fou ! Le jus à un an. Le jus accoté [avec exagération, constamment]. Ça fait que des caries, des caries, des caries, très jeunes... ». Offrir du jus, exposer son enfant à un écran, et, surtout, ne pas les stimuler physiquement sont autant de pratiques que Manon qualifie plus tard d'« une forme de négligence » chez les familles pauvres. Parmi les figures représentées dans les descriptions des familles de Sainte-Rita, celle de la jeune mère monoparentale sur l'aide sociale ou occupant un ou des emplois précaires est récurrente. La monoparentalité et la jeunesse représentent deux caractéristiques importantes du profil des familles destinataires des services.

Mais, au cours des dernières années, la fréquentation des familles dans la plupart des OCF, des garderies et des écoles publiques dans Sainte-Rita s'est diversifiée. Plusieurs familles que l'on pourrait associer à la gentrification participent aux activités. Si on retrouve parmi ces familles plusieurs immigrant-e-s et personnes racisées qui ont des parcours particuliers, la majorité de ces nouvelles familles sont blanches, francophones et partagent un certain capital culturel (notamment, des parents avec une éducation postsecondaire). Elles appartiennent, pour la plupart, à la classe moyenne.

Les mères interrogées correspondant à cette catégorie sont des femmes actives sur le marché du travail, souvent des travailleuses dans le milieu des arts, des lettres et de la culture ou dans les milieux associatifs. Une d'entre elles n'a pas d'emploi, par choix. En plus d'un capital culturel et social distinct, elles disposent de certaines ressources financières, et jouissent aussi d'un réseau social plutôt développé et stable par rapport aux mères qui rapportent des expériences de marginalisation et de pauvreté. Elles ont

également toutes eu leurs enfants à un âge plus avancé. La majorité d'entre elles sont propriétaires. Aucune d'entre elles n'est née dans le quartier. Enfin, elles ne sont généralement pas hésitantes à reconnaître le privilège de leur position sociale par rapport aux familles installées dans Saine-Rita depuis des générations.

Dans les OCF, les intervenantes remarquent que ces mères sont souvent ponctuelles et assidues lorsqu'elles participent aux activités ; deux marqueurs qui les distingueraient de la clientèle historiquement desservie. Leur style parental se rapproche des pratiques recommandées par la documentation sur le développement de l'enfant et par les intervenantes, qu'elles consultent à l'occasion. Elles vont même parfois se moquer des recommandations, comme pour se déculpabiliser, lorsqu'elles les jugent trop strictes ou contraignantes.

Leurs besoins et leur style parental les conduisent à fréquenter certains programmes ou services du quartier. Elles sont plus nombreuses à inscrire leur enfant à l'école alternative ou dans des projets particuliers, à soutenir des initiatives de réduction des déchets dans les écoles ou les garderies, ou encore à s'inscrire à des programmes de soutien à la parentalité de plus longue durée (généralement 5-6 semaines). Elles participent également à plusieurs activités gratuites, notamment à la halte-allaitement installée au CLSC, où plusieurs ont développé des liens d'amitié.

Annick, directrice d'un OCF, se réjouit d'ailleurs de cette nouvelle fréquentation dans son organisme, puisqu'elle y voit de nouvelles potentialités en matière d'activités :

Au début, on avait beaucoup de gens sur l'aide sociale, des gens en état de vulnérabilité. C'était difficile de planifier des activités avec eux,

parce qu'ils venaient comme un cheveu sur la soupe, ils ne s'annonçaient pas. Ils avaient beaucoup de choses à dire et à confier. Moi, j'étais animatrice dans ce temps-là et j'essayais d'organiser des cafés-rencontres et ils venaient, mais, dans le fond, ils n'assistaient pas aux cafés-rencontres, ils venaient juste pour jaser entre eux, puis chercher de l'aide, différentes sortes d'aide. Tranquillement pas vite, on a commencé à avoir des gens plus aisés, en congé de maternité. Puis ça a été comme... On a fait une programmation, les ateliers se sont développés et on a de plus en plus ces gens-là aux activités. On a plus de difficulté à rejoindre les gens sous le seuil de la pauvreté, vulnérables, dans nos activités régulières. Il y a en toujours quelques-uns, mais ce n'est pas la majorité.

Son OCF a mis en place de nouvelles activités, comme des cours de cuisine pour faire des purées à la maison ou des massages pour bébés, qui intéressent davantage la « clientèle pour ce genre d'ateliers-là un peu granola », comme elle la désigne. Selon ses estimations, cette clientèle représente environ entre 35 % et 50 % de la fréquentation de l'organisme. Mais ces proportions ne sont pas réparties de la même manière : « au comptoir vestimentaire, par exemple, ça a toujours été des gens vulnérables, ça le sera toujours. C'est comme deux mondes. Et notre but, c'est de prendre les gens qui viennent au comptoir vestimentaire et de les intégrer à nos activités qui fonctionnent bien, genre nos sorties. »

Plusieurs intervenantes voient également dans ce changement de fréquentation une opportunité pour mobiliser les parents (et surtout les mères) issus de la classe moyenne, dans la vie communautaire des OCF et du quartier. En effet, le partage de valeurs comme l'ouverture et l'entraide fait des mères engagées des modèles toutes désignées pour transmettre certaines pratiques parentales.

6.4. La gentrification « *bien quand même* » ? : points de vue en intervention

La question de la gentrification est à prendre au sérieux, selon la chargée de projets Marie-Claude. Elle a un impact non seulement sur les familles, mais également sur le financement des organismes communautaires et de certains services de soutien professionnel dans les écoles qui, dans plusieurs cas, est déterminé en fonction des indicateurs de défavorisation du quartier. Même son de cloche pour Annick, qui souligne d'ailleurs la contradiction entre le fait d'être en constante recherche de fonds pour soutenir son service de comptoir vestimentaire et celui d'avoir plus de facilité à financer les ateliers et cafés-rencontres organisés sur la parentalité et l'éducation en petite enfance, où les familles vulnérables sont peu présentes.

Quand elles observent la gentrification en cours, les intervenantes se montrent la plupart du temps ambivalentes. Elles refusent de considérer leur travail comme vain. D'un côté, elles déplorent leur impuissance devant la pression économique croissante que la gentrification fait peser sur les revenus des familles plus pauvres du quartier. De l'autre, elles se réjouissent de l'arrivée de nouvelles familles, incluant des communautés culturelles différentes. Geneviève témoigne de cette ambivalence dans sa description du quartier :

C'est un quartier sans prétention. C'est populaire, même s'il y a quand même, il y a eu beaucoup de condos qui se sont construits. C'est quand même des familles qui euh... il y a beaucoup de familles immigrantes là-dedans qui voulaient avoir accès à une propriété pis c'était moins cher. C'est sûr que ça l'a tassé d'autres gens, ce qui n'est pas l'fun, mais je trouve ça bien quand même.

Cette ambivalence est liée à la notion de mixité sociale qui est promue au sein des services destinés aux enfants et aux familles de Sainte-Rita. Tout en ancrant leur intervention dans la lutte contre la pauvreté, les travailleuses défendent une vision du soutien parental qui s'adresse à tout le monde, peu importe l'origine ou la classe sociale des familles. En faisant la promotion d'activités gratuites ou à faible coût sans discrimination, les services sont basés sur un principe d'accès universel pour les familles.

Phanie, qui travaille ici depuis longtemps, détaille cette vision de la mixité :

[Le projet], c'est toutes les familles. C'est toutes les familles qu'elles soient « gentrifiantes » ou pas. C'est le désir de voir le quartier aussi comme une communauté plus mixte, qui intègre plus les différences, qui intègre plus les capacités de tout un chacun, qui amène des gens plus avisés, plus capables de prise en charge, à tendre la main, à (faire du bénévolat), à faire ci. C'est ça, c'est cette ambiance de mixité.

Dans un organisme qui offre des cours d'art pour les enfants par exemple, les critères d'admission visent à favoriser la mixité. Alors qu'une part importante des places sont réservées aux enfants référées par un·e professionnel·le de la santé, une petite quantité est offerte à d'autres enfants qui résident dans le quartier, sans nécessairement qu'ils aient des difficultés financières. À *Place aux mamans et papas*, environ la moitié des activités sont gratuites, grâce au financement public. Si des mères présentant des critères de vulnérabilité préétablis par les programmes s'inscrivent, elles auront la priorité. Or, dans les faits, elles sont moins nombreuses à s'inscrire que les autres mères, et les mères plus aisées participent à plus d'activités. En même temps, la directrice souligne :

Ça va dans notre philosophie, la mixité sociale. Parce que, en faisant ça, on voit des cas où des gens plus aisés prennent sous... comme tutelle, entre guillemets, des gens moins aisés, et ça développe des

liens, de l'entraide. Ça, on l'a vu souvent, ça fait que c'est bien qu'on n'essaie pas de ghettoïser les cours. Parce que, en même temps, une personne défavorisée, peut voir : « Regarde, elle, elle s'en sort bien, c'est l'fun, j'ai le goût de m'enligner vers ça ». Parce que moi, personnellement, quand on retrouve des gens tous dans la même situation ensemble, ça ne leur permet pas d'accroître leur potentiel.

Pour les intervenantes interrogées, il devient donc difficile à la fois de critiquer un processus de gentrification et de valoriser une approche de la « mixité sociale » qui repose sur un accès universel aux services. Bien qu'elles se rendent compte de l'éloignement de certaines familles plus pauvres ou marginalisées, elles demeurent convaincues que cet idéal de mixité sociale favorise les pratiques de *modeling* parental et elles valorisent la rencontre en mettant en avant des valeurs d'ouverture et de tolérance. L'idée sous-jacente révèle une conception de l'intervention basée sur l'engagement des mères qui possèdent un certain capital culturel et économique dans des pratiques de *modeling*. Or, dans les faits, certaines intervenantes constatent bien que les circuits des parents de Sainte-Rita ne se croisent pas souvent.

6.5. Utiliser les services par « choix » : points de vue de mères

Les mères « gentrifiantes » nourrissent des sentiments contradictoires au sujet de la mixité sociale. Quand elles parlent de leur choix de déménager dans le quartier, elles recherchent parfois une forme de sympathie. Elles s'estiment à la fois ouvertes du fait d'avoir choisi de s'établir dans un quartier populaire, mais elles expriment aussi, avec un certain malaise, une vision de la mixité sociale qu'elles souhaiteraient parfois moins « mixte ».

Comme cela a été observé dans d'autres enquêtes (Authier & Lehman-Frisch, 2014 ; Freidus, 2019), les mères « gentrifiantes » interviewées dans Sainte-Rita partagent plusieurs valeurs progressistes et se disent ouvertes à la diversité dans leur quartier. C'est d'ailleurs le style parental sans prétention et la « chaleur des interactions humaines » qui ont séduit la comédienne lorsqu'elle a déménagé dans Sainte-Rita. Mais cet enthousiasme est parfois teinté d'un certain exotisme qui traduit une distance sociale et culturelle plus ou moins grande entre les mères. Alors que Joanie parle de certain·e·s habitant·e·s de Sainte-Rita en termes de « faune », Marion parle de « voyage » :

Dans le parc, il y a des familles qui se mélangent. On est toutes là, on surveille les enfants de l'un pis de l'autre. Des fois, c'est un clash de valeurs parce que moi, je ne vais pas crier après mon enfant. Mais c'est aussi... On s'influence les uns les autres aussi, je pense, de façon positive, là. Hum... Je pense que... que c'est connu que Sainte-Rita, c'est un quartier populaire. Quand tu décides de déménager là, c'est aussi parce que t'aimes ça. Des fois, j'ai l'impression que c'est un peu... Type voyageur. On aime voyager, ça fait que, tsé... Le quartier Sainte-Rita, ben, c'est un peu ça, là. Tu trouves ça beau, la différence, puis tu la respectes.

Les mères interrogées expriment à la fois une distance quand elles se réfèrent aux « autres » et à la « diversité » dans le quartier, et une proximité avec les autres mères du quartier. Pour des mères comme Odile ou Lily, c'est aussi par empathie qu'elles se sentent parfois de trop dans le quartier, ou du moins qu'elles ont également envie de critiquer la gentrification, sans que je les questionne spécifiquement sur le sujet. Odile avoue d'ailleurs se sentir coupable de fréquenter les OCF du quartier, de peur de « voler le café, pis les croissants des mamans qui en ont besoin ». C'est aussi ce rapport ambigu qu'entretient Lily avec le quartier : « j'ai l'impression qu'on est en train

des tasser ceux qui ont de la misère. (...) J'essaie de garder l'esprit ouvert, pis j'essaie justement de montrer ça à mes enfants aussi pis, je ne sais pas. Tsé. Y'a de... y'a beaucoup d'intolérance, des fois d'incompréhension, aussi de part et d'autre là, tsé. Mais... j'espère que ça va se replacer ».

Souvent exprimée avec hésitation, la distinction entre un « nous » et « d'autres » témoigne d'un certain malaise, d'un décalage entre les discours sur la tolérance et l'ouverture à la mixité sociale dans le quartier d'un côté, et leur application dans les faits de l'autre. La plupart des mères « gentrifiantes » reconnaissent cet entre-soi, sans qu'il soit « conscient » pour autant. Il l'est, par exemple, lorsque Sarah remarque qu'elle « se sent bien dans le communautaire », mais constate ensuite que les deux autres mères de son atelier de cuisine habitent un quartier voisin, moins pauvre que Sainte-Rita.

En grande majorité blanche, les mères que j'ai rencontrées dans Sainte-Rita ne semblent pas identifier de malaise avec la mixité sociale lorsque celle-ci implique de côtoyer des familles racisées du quartier qui partagent un statut social similaire. Plusieurs d'entre elles vont d'ailleurs directement parler de diversité culturelle lorsque je leur parle de mixité sociale en entrevue. Caroline, mère blanche de classe moyenne issue de la banlieue de Montréal, avoue qu'elle fréquente peu les familles qui sont dans le quartier depuis longtemps, mais a un enthousiasme beaucoup plus affirmé pour les nouvelles rencontres avec les parents immigrant·e·s des ami·e·s de son enfant :

Ça [la diversité culturelle] on s'entend que moi j'adore ça. Tu sais (son enfant), son meilleur ami dans sa classe il s'appelle Saïd. C'est une diversité culturelle. Ses parents viennent du Madagascar. C'est comme son meilleur ami dans sa classe. Puis moi je suis tellement contente ! Je suis allée me présenter aux parents. Puis là, ses parents sont

musulmans les deux ! (...) J'ai échangé mon numéro de téléphone puis j'ai dit : « ah Saïd pourrait venir jouer à la maison ! » Fait que je trouve ça, wow ! Dans sa classe y'a une diversité culturelle. (...) Moi je trouve que c'est un plus pour mon enfant.

Le partage d'un statut social similaire permet ainsi l'échange entre des parents de diverses origines, et devient, comme l'ont observé d'autres enquêtes (Authier & Lehman-Frisch, 2012 ; Rivière, 2018), une richesse perçue pour leurs enfants.

Ce caractère homogène se retrouve également dans la description des familles fréquentées par Dominique, qui sont, pour la plupart, composées de parents jeunes professionnels et partagent un esprit de communauté « assez engagé, assez écolo, assez axé sur le communautarisme » (au sens « communautaire »). Comme elle, Catherine, qui habite dans le quartier depuis environ cinq ans, identifie aussi des valeurs et un style parental qu'elle partage avec les familles qu'elle fréquente. Elle insiste, par exemple, sur l'importance des parcs comme espace extérieur de socialisation ou sur celle de l'entraide entre les enfants, mais aussi entre parents — des préoccupations que ne partageraient pas toutes les mères du quartier. Elle compte sur un réseau social important dans le quartier qui, précise-t-elle plusieurs fois durant l'entrevue, lui ressemble :

On s'entend, y'a une diversité dans le quartier et les gens qui vont dans les organismes, comme ceux qui vont dans les parcs, c'est des gens qui nous ressemblent. On crée des contacts comme ça, quand il fait beau, ben on n'a pas de terrain, soit qu'on va aller dans la ruelle en arrière, on va aller au parc. Pis on va se retrouver avec des gens qui ont les mêmes valeurs que nous. Donc on s'est comme créé un réseau d'entraide. Entre autres, avant c'était avec les parents de la même garderie parce que Maude [l'éducatrice], elle prend des gens qui nous ressemblent, elle choisit vraiment sa clientèle. Donc on est amis avec tous, tous, tous les parents.

La mère admet qu'avant l'entrée de son enfant à l'école primaire, elle « était dans (une) bulle » avec cette éducatrice sélective. En ce sens, la rencontre des élèves de la classe de son enfant a été vécue comme une onde de choc au point où Catherine a remis en question sa décision d'inscrire son enfant à l'école publique. Elle a finalement décidé de ne pas déplacer son enfant, considérant maintenant son « choix » de l'école publique comme une forme d'engagement, une posture des parents de classe moyenne observée dans d'autres villes (Authier & Lehman-Frisch, 2014 ; Freidus, 2019 ; Savage et al., 2005).

Chez certaines mères comme Léa, Marion ou Lily, c'est à partir de leur statut social distinct qu'elles vont s'engager bénévolement dans le quartier. Ainsi, Léa, femme racisée et engagée depuis de nombreuses années, défend une vision de la gentrification « positive » et croit en l'importance de l'école publique pour favoriser la mixité sociale. Selon elle, son capital financier, mais également son statut d'universitaire peuvent servir à la revitalisation économique et sociale du secteur. Léa considère tous les élèves dans la classe de sa fille comme « ses enfants » et elle se fait un devoir de lutter pour l'amélioration des conditions d'apprentissage de tous :

Je me dis tout le temps que tous les enfants de [la] classe, c'est nos enfants. Je veux dire, si [ma fille] va à l'école, puis elle s'emmerde, c'est parce que les autres enfants n'ont pas la maturité affective, ont pas... Ça ne peut pas être viable (...). Là, il y a tout un débat sur les projets particuliers. Mais, moi, j'y crois aux projets particuliers, mais je vois bien qu'on peut parler d'écémage, mais l'école où [ma fille] est partie, ce n'est pas de l'écémage qu'ils font, c'est de la sélection. (...) Le problème c'est tous ceux qui disent : « Moi, je m'en vais à l'école privée » (...) Puis c'est là que la mixité sociale se défait aussi parce que les écoles privées sont des niques [niches] à classes favorisées ou à gens qui se saignent beaucoup pour que leurs enfants..., donc ils

s'appauvrissent pour aller là, mais comme pour les préserver. (...) C'est sûr que, des fois, moi aussi, je pense à protéger mes enfants. Mais, en même temps, ce n'est pas contre les autres enfants. Et c'est de plus en plus clair dans mon esprit, puis dans toutes les discussions qui se passent en éducation que, tu sais, la bataille des écoles publiques, ça va avec la lutte à la pauvreté. Tu ne t'en sors pas. Comme classe moyenne, moyenne aisée, on devrait s'en préoccuper.

Son engagement dans l'école de sa fille et sa défense de l'école publique expriment bien le projet idéalisé de mixité sociale dans un milieu encore fréquenté par des enfants plus pauvres. En même temps, on sent l'ambiguïté de cette décision lorsqu'elle dit vouloir « protéger ses enfants » en associant son désir à la lutte contre la pauvreté. Les projets particuliers à l'école publique permettent alors de répondre à sa préoccupation, sans contredire son opposition idéologique aux écoles privées. En basant la sélection des élèves sur le mérite plutôt que sur le revenu, Léa a l'impression que chacun a eu une chance de faire partie du programme.

Chez les mères plus pauvres ou marginalisées rencontrées, bien peu d'entre elles ont des choses à dire au sujet de la mixité sociale. En général, elles semblent se sentir moins concernées par l'offre de services dans le quartier ou moins « en droit » de recevoir des services qui répondent à leurs besoins. Il faut dire qu'en général, elles semblent se sentir moins concernées ou, en quelque sorte, « en droit » de recevoir des services pour répondre à leurs besoins. Pour elles, la fréquentation des services n'est pas connotée de l'idée du « choix » ou de l'engagement militant, comme ça l'était pour les autres mères. Leurs insatisfactions, plutôt que de conduire à leur engagement, provoquent au contraire la plupart du temps un désengagement ou un abandon des services.

C'est le cas, par exemple, d'Emily, jeune mère d'origine latino-américaine, à qui une travailleuse sociale a recommandé de participer à une activité de discussion hebdomadaire visant à la soutenir dans le développement de ses compétences parentales. Sa participation s'est toutefois terminée après une seule rencontre : elle ne voyait pas ce qu'elle avait en commun avec les autres femmes — dont plusieurs avaient l'âge de sa propre mère. Au contraire, elle fréquente à présent des femmes de son âge dans une école destinée aux mères adolescentes de Montréal.

Véronique, issue des classes populaires, mais maintenant universitaire de première génération, se sent privilégiée de pouvoir naviguer entre ces deux univers, tout en ayant l'impression de n'appartenir ni à l'un ni à l'autre. C'est en côtoyant les différentes mères à la halte-répit et à la garderie qu'elle prend conscience de ses propres angoisses liées à la performance de la maternité :

[À la halte-répit] je pense que les gens ne faisaient pas tout un drame... Parce que mon fils, il faisait beaucoup de « régurgits » et une autre mère qui me disait : « Bien, une fois, j'ai donné du lait périmé d'un mois et ça a bien été. On relaxe ! » Dans un moment où... Je sais pas si c'est un terme que je suis tant d'accord, mais l'hyperparentalité, où est-ce qu'il faut performer la parentalité, mais de manière écoresponsable, émancipée, autonome et dévouée, je sais pas trop... On dirait que voir des gens qui auraient pu être mes mères me rappeler que tout ça, c'est aussi un jeu, c'est aussi du paraître un peu.

C'est donc ici l'effet contraire à celui attendu (le *modeling* sur les pratiques parentales des mères plus aisées) qui s'est produit pour Emily et Véronique. En effet, plutôt que de rapprocher les femmes de différents milieux, la proximité a maintenu la distance sociale. Les femmes plus pauvres rencontrées préfèrent fréquenter les espaces moins « formels » pour discuter, prendre un café et décompresser, des activités qui

semblent peu reconnues par les bailleurs de fonds qui misent sur des programmes de soutien à la parentalité plus structurés.

6.6. Mixer le social ?

Bien que les effets de la gentrification fassent partie de la pratique quotidienne du travail social dans les quartiers comme Sainte-Rita, la littérature sur le sujet reste encore peu développée, si on exclut les champs du logement (Thurber et al., 2019) ou du contexte scolaire. La contribution de cet article est de documenter le rapport des mères à la mixité sociale en regardant leur circuit au-delà de l'enceinte scolaire. En observant la fréquentation des activités au sein des OCF, espace attendu de mixité sociale, on s'aperçoit que la mixité sociale pose des défis pratiques.

Le changement démographique dans Sainte-Rita, marqué par une présence plus importante de familles dont les parents sont plus éduqués et travaillent dans le milieu des arts, des lettres et de la culture ou dans les milieux associatifs, se répercute sur les besoins et la fréquentation des OCF, des garderies et des écoles. Ces services ont beau être gratuits ou presque gratuits, on observe que la barrière économique n'est pas le seul obstacle à la mixité sociale. En effet, la présence de mères « gentrifiantes » est parfois intimidante et tend à éloigner de certains services offerts les mères pauvres ou marginalisées qui ne s'y reconnaissent pas ou plus. C'est une réalité qui reflète la dynamique plus générale de la gentrification. Et comme le soulignaient Ball et al. (2004), ces stratégies parentales ne sont pas neutres du point de vue du genre. Elles sont investies et renforcées par les mères ; « la formation d'une classe est pour beaucoup

l'œuvre des femmes. Leur travail invisible en tant que "gardiennes du statut" est essentiel pour l'intégration dans une trame commune et l'activation des différentes formes de capital familial » (p.25).

Si, pour le moment, certaines intervenantes ne semblent pas trop inquiètes du changement de fréquentation dans leur service, elles regrettent toutefois la fin de l'admissibilité de leurs programmes à des financements destinés aux milieux défavorisés — une réalité observée dans le cadre d'autres enquêtes sur la gentrification en milieu scolaire (Freidus, 2019). D'autres intervenantes se rendent compte de la tension entre une approche d'intervention communautaire basée sur l'accès universel et l'inclusion, et une conception sous-jacente de leur action visant le *modeling* parental. Elles misent alors sur l'échange entre des parents de statuts différents, une rencontre qui s'observe néanmoins bien peu dans les faits.

Pour les mères « gentrifiantes », qui se reconnaissent pour la plupart comme telles, un malaise persiste, bien qu'elles évitent d'aborder de front les tensions qui surgissent souvent à ce sujet (Cucchiara, 2013). Ce malaise révèle la contradiction qui existe entre, d'un côté, les valeurs d'ouverture et d'empathie qu'elles souhaitent transmettre à leurs enfants et, de l'autre, le poids de la reproduction sociale et la peur d'« échouer » dans leur éducation. Si quelques travaux observent de quelle manière la mixité sociale est relativement acceptée en contexte scolaire chez les nouveaux et nouvelles résident·e·s du quartier tant qu'elle ne pose pas de problème ou qu'elle demeure plutôt homogène (notamment, Authier & Lehman-Frisch, 2014 ; Savage et al., 2005), la perception des mères « gentrifiantes » dans les OCF est quelque peu différente.

Ces dernières reconnaissent la pertinence de ces services destinés aux familles plus pauvres et marginalisées du quartier, et évoquent parfois un certain sentiment de culpabilité d'y avoir accès. Contrairement au contexte scolaire, où la mixité est « imposée » par l'affectation des enfants à leur école (publique) en fonction du code postal, les OCF sont fréquentés sur une base volontaire par les mères, ce qui leur permet de moduler leur fréquentation en fonction des activités. Plutôt que de songer à déménager dans un quartier offrant de meilleurs services (tel qu'observé à propos des écoles [Ball et al., 1995; Butler, 2003; Savage et al., 2005]), les mères « gentrifiantes » peuvent alors faire des « choix » et tracer des circuits à travers les services qui expriment leurs représentations différenciées de la parentalité. Elles s'impliquent également, au-delà du cadre scolaire, dans différentes initiatives du quartier. Certaines se tournent même vers l'entrepreneuriat pour fonder un café de quartier familial, à l'image de nouveaux commerçants résidents interviewés par Maltais (2016) dans un autre quartier de Montréal. Leur discours entourant le « choix » des services et la perception d'avoir un rôle à jouer (comme celui de « protéger » les enfants) semble ainsi davantage correspondre et refléter l'habitus des mères des classes moyennes aisées. D'ailleurs, les services que ces mères fréquentent s'en accommodent bien, puisqu'ils offrent des activités plus structurées, qui s'inscrivent dans la durée et qui correspondent au modèle de maternage dominant de la « femme blanche de classe moyenne » (Cooper, 2020 ; Gillies, 2005 ; 2007 ; Hays, 1998 ; Widding, 2015). Et, comme l'observe Odile, ces espaces deviennent des lieux de rencontre entre parents qui partagent des caractéristiques similaires (Freidus, 2019).

Pour les mères plus pauvres ou plus marginalisées, le circuit est différent : il est moins marqué par un « choix actif », par l'implication et par la mobilité. Moins promptes à se sentir « en droit », ces mères quittent les activités plutôt silencieusement lorsqu'elles n'y retrouvent pas ce qu'elles cherchent. Mais, comme le souligne Annick, elles demeurent présentes dans des services spécifiques (comptoir vestimentaire, banque alimentaire) ou dans des programmes leur étant réservés, dans des formes plus « traditionnelles » de soutien à la parentalité.

L'action communautaire ou le travail social de proximité dans un quartier en gentrification ne peut donc pas éviter l'analyse des pratiques et des marqueurs qui (re)produisent la distance entre les familles. Comment les écoles et les OCF pourraient-ils tirer profit de l'énergie, des ressources et de l'engagement de mères plus aisées sans marginaliser les plus pauvres ou miner leur accès aux services ? Sans pour autant conclure à une population consciemment stressée ou anxieuse, cette question pourrait notamment être alimentée des travaux sur l'« anxiété parentale » observée en particulier chez les parents des classes moyennes et supérieures qui expriment des peurs et des angoisses individuelles autour de la proximité dans la différence (Lucey & Reay, 2002). Les recherches entourant la « rencontre dans la différence » entre autres en contexte scolaire pourraient présenter certaines pistes en ce sens (voir notamment Kalantzis et al., 2011).

Bien que ces résultats proposent quelques pistes de réflexion au sujet des enjeux de la mixité sociale en intervention, leur potentiel de généralisation est limité. Il serait alors intéressant d'explorer les impacts de la gentrification dans d'autres quartiers pour

mieux comprendre les défis qui continueront de se poser pour les intervenant·e·s et les décideur·euse·s des politiques en matière de soutien à la parentalité dans une perspective de lutte contre la pauvreté. Des recherches futures pourraient notamment documenter les pratiques d'intervention et de soutien à la parentalité favorables aux familles plus pauvres et marginalisées. Elles pourraient également porter une attention particulière aux familles racisées et immigrantes pour mieux comprendre comment les politiques se déploient et s'articulent à la racialisation et à l'interculturalité dans un contexte de gentrification. Cette réalité est encore sous-documentée à Montréal, alors qu'on sait que les politiques de mixité sociale en habitation peinent à favoriser l'inclusion des familles racisées dans les logements sociaux (Roche & Rutland, 2019). En somme, l'étude des liens entre gentrification et intervention représente un chantier de recherche en soi pour le travail social qui s'est encore peu penché sur la question, alors même que la pratique semble en côtoyer les effets directs depuis quelques années déjà.

Chapitre 7. Discussion et conclusion

Ma thèse de doctorat explore le déploiement de l'investissement social dans les politiques sociales dans le champ « enfance famille ». J'ai abordé ce sujet du point de vue de sa mise en pratique, plus précisément autour d'interventions communautaires, à partir d'une enquête ethnographique menée dans un quartier montréalais. Trois questions ont été formulées en introduction de cette thèse : 1) comment la « communauté », en particulier les organismes communautaires, est-elle mobilisée dans le partage des responsabilités sociales dans le « modèle québécois » ? ; 2) comment les parents, en particulier les mères, sont-ils interpellés par les interventions destinées aux enfants et aux familles ? comment ces interventions sont-elles influencées par leur positionnement social ? ; 3) comment les mères répondent-elles et s'engagent-elles dans les interventions destinées aux enfants et aux familles ? comment ces réponses sont-elles influencées par leur positionnement social ?

Ces questions visaient à répondre à certains écueils mis en évidence par ma revue de la littérature scientifique dans le champ de l'organisation communautaire et des politiques sociales en travail social au Québec. Il en a découlé la formation de mes objectifs de recherche, à travers lesquels j'entendais contribuer à ce champ de trois manières différentes.

Premièrement, je souhaitais donner une voix aux personnes — en grande majorité des femmes — dans l'environnement immédiat des enfants ciblés par les interventions issues des politiques de l'investissement social. À ce jour, la perspective de

l'investissement social a été principalement documentée du point de vue de programmes, politiques et discours rencontrés sur la scène internationale ou à l'échelle d'un pays. Une part importante de ces travaux est centrée sur le processus d'idéation et le déploiement de l'investissement social au niveau des acteurs des politiques publiques, issus des milieux politiques, syndicaux et économiques. La démarche d'Arsenault (2018), qui a produit la recherche la plus étoffée sur la question au Québec, ainsi que les critiques féministes de la perspective de l'investissement social (Jenson, 2009 ; Saraceno, 2016) adoptent également ce point de vue. Mon objectif était donc d'offrir un autre angle d'analyse, celui de l'intervention, pour dépasser les orientations proclamées et les discours officiels et inclure l'expérience des acteurs du terrain, surtout les actrices, soit les mères et les intervenantes sociales, qui répondent de ces orientations politiques.

Deuxièmement, ma contribution a trait à l'introduction de la notion de l'investissement social dans les études en travail social sur les politiques sociales et l'organisation communautaire au Québec. Mes questions de recherche visaient ainsi à discuter d'observations faites sur le terrain et de récits de femmes interrogées en les mettant en rapport avec les travaux sur le « modèle québécois », qui démontre une certaine parenté avec la littérature sur la perspective de l'investissement social. Au moment de rédiger cette thèse, en effet, les analyses liant la perspective de l'investissement social aux politiques sociales du Québec demeurent peu nombreuses (à l'exception, notamment, des travaux d'Arsenault [2018] et de Noël [2017]), bien que plusieurs éléments pratiques et théoriques tendent à indiquer une correspondance entre les deux (comme le remarquent M. Bourque & St-Amour [2016], É. Ducharme &

Lesemann [2011], Dumais & Archambault [2015], Lefèvre & Berthiaume [2017b], notamment). Mon étude permet donc d'entamer le travail de discernement des similitudes et singularités pour saisir comment se présente le déploiement de cette perspective en contexte québécois.

Troisièmement, je voulais intégrer l'analyse des rapports de pouvoir dans mon analyse des politiques sociales afin de mettre en lumière l'engagement des femmes, en particulier des mères, à l'aune de la reconfiguration de la gouvernance du social. Dans les analyses francophones publiées au Québec que j'ai consultées, les perspectives critiques sont principalement issues des analyses féministes. Mais ces travaux demeurent, pour la plupart, cloisonnés au sein des études féministes. Dans le champ de l'organisation communautaire, une part importante des travaux restent muets quant aux rapports de pouvoir, notamment aux rôles des femmes, se concentrant sur les liens institutionnels entre les pouvoirs publics, le marché et le tiers secteur pour comprendre le partage des responsabilités sociales. Or, la reconnaissance du rôle particulier des femmes dans cette dynamique, autant dans la communauté que dans la famille, permet de rendre compte d'autres enjeux entourant la reconfiguration du social, notamment au sujet de l'apport du travail gratuit et de la division du travail. Cet objectif nécessite donc l'usage des apports théoriques des recherches féministes pour discuter avec les travaux du champ de l'organisation communautaire qui font autorité, et qui sont encore largement produits par des hommes.

À la suite des trois chapitres de présentation et d'analyse des résultats, ce septième chapitre de la thèse propose une discussion plus générale et la conclusion de

l'étude. Afin d'éviter les répétitions, je ne reprends pas tous les éléments des trois derniers chapitres, offrant plutôt une synthèse des faits saillants permettant de suivre le fil de ma réflexion.

Ce chapitre est composé de cinq parties. Premièrement, je reviens sur les trois questions de recherche énoncées dans mon introduction en présentant un résumé des résultats que la thèse a pu leur apporter. Deuxièmement, je propose une discussion sommaire de mes résultats de recherche. Troisièmement, j'expose les trois principales limites de ma thèse. Quatrièmement, je soumetts quelques recommandations susceptibles de favoriser la prise en compte des femmes et des enjeux féministes au sein et hors de leur rôle maternel, dans le but de soutenir et d'enrichir la pratique du travail social. Enfin, je conclus en suggérant quelques pistes pour poursuivre cette réflexion dans les milieux de pratique et de recherche.

7.1. Synthèse des résultats

Comment la « communauté », en particulier les organismes communautaires, est-elle mobilisée dans le partage des responsabilités sociales dans le « modèle québécois » ?

Le premier chapitre de résultats examine le déploiement de la perspective de l'investissement social en s'attardant à l'une de ses caractéristiques, le principe de « *responsability mix* », à l'échelle communautaire. Ce principe renvoie à l'idée du partage des responsabilités sociales et donc, dans la prestation de services, entre les

acteurs publics, privés, communautaires, etc. (Jenson, 2012b). Lorsqu'il est question de définir ce partage des responsabilités sociales au Québec, plusieurs chercheuses et chercheurs en travail social mobilisent le concept de co-construction démocratique des politiques sociales (Ducharme & Vaillancourt, 2012 ; Jetté, 2008 ; Jetté & Vaillancourt, 2011 ; Savard et al., 2015 ; Vaillancourt, 2016, 2019). La co-construction sert ainsi à mettre en valeur l'apport des acteurs du tiers secteur, non seulement dans la prestation des services, mais également dans l'élaboration des politiques sociales, signifiant un partage des ressources et du pouvoir. À partir d'observations participantes dans les différentes instances de la table de quartier de Sainte-Rita ainsi que d'entrevues avec des intervenantes œuvrant dans le milieu, mon analyse suggère toutefois une interprétation plus nuancée et critique des liens et des apports de chacun.

Ma cueillette de données s'est effectuée alors que les acteurs de la table devaient composer avec des annonces de coupes budgétaires importantes pour les années subséquentes. Dans ce contexte, j'ai constaté l'existence de rapports entre les acteurs publics et communautaires témoignant en effet d'un « partage » des responsabilités sociales. Certains processus d'échange et de discussion sont bidirectionnels, par exemple en ce qui concerne la définition d'une partie de la reddition de compte. Afin d'augmenter leur marge de manœuvre, les acteurs de la concertation de Sainte-Rita font preuve d'initiative en mettant en commun des fonds publics, établissant collectivement des priorités de financement et débattant des priorités d'intervention pour le quartier.

Cet échange se retrouve cependant encadré par une dynamique descendante : les décisions des pouvoirs publics (ou des autres bailleurs de fonds) « descendent » vers les milieux communautaires, ce qui tend à rigidifier les priorités des programmes et la gestion des montants qui leur sont alloués. Ce cadre laisse en fin de compte peu de marge de manœuvre pour un échange *constructif*, qui permettrait une portée décisionnelle et un véritable partage du pouvoir pour les acteurs communautaires. L'apport de ces derniers semble plutôt relever de leur capacité d'innover, c'est-à-dire d'en faire plus avec moins, alors que les ressources sont réduites. En particulier, la mobilisation citoyenne constitue un élément clé de l'innovation sociale permettant aux organismes communautaires de se démarquer par rapport aux services institutionnels. L'engagement citoyen, bénévole, permet le maintien d'approches alternatives ou de certains services, le développement de nouvelles activités, mais également le recrutement d'autres familles dans les services du quartier.

Dans cette perspective, malgré les preuves d'initiatives et parfois d'autonomie des organismes communautaires, le partage des responsabilités sociales m'apparaît irréductible à une relation de co-construction démocratique telle que définie dans la littérature. En plus de nous offrir peu d'explication sur le pourquoi de cette relation asymétrique, le concept de co-construction ne permet pas d'examiner d'un point de vue critique qui sont les acteurs mobilisés. Ainsi, il ne voit pas la dimension genrée de la redéfinition de ce partage des responsabilités sociales, sur laquelle repose une partie de la capacité d'innover. Autrement dit, il ne permet pas de discerner l'apport du travail

gratuit d'intervenantes et de bénévoles, en grande majorité des femmes, sur lequel repose ce mode de gouvernance.

Comment les parents, en particulier les mères, sont-ils interpellés par les interventions destinées aux enfants et aux familles ? Comment ces interventions sont-elles influencées par leur positionnement social ?

Le second chapitre de résultats analyse le déploiement de la perspective de l'investissement social en explorant le type d'interventions mises en place dans le cadre des politiques qui s'en inspirent. Dans les services destinés aux enfants et aux familles, une importance considérable est accordée à la prévention précoce et au soutien à la parentalité, dans le but d'améliorer le développement des enfants et de favoriser l'égalité des chances (Martin, 2014). Dans ce cadre, on reconnaît généralement que l'engagement parental (« *parental involvement* ») favorise le succès des interventions, particulièrement auprès d'enfants en situation de pauvreté (Mihelic et al., 2017). Dans ce chapitre, j'explore cette norme d'engagement à titre d'élément de définition de la parentalité contemporaine. Je soutiens que l'engagement renvoie au fait de s'investir dans le projet parental et, dans certains cas, à une citoyenneté active.

Je défends, comme l'a fait Daly (2013) à propos des politiques de soutien à la parentalité en Angleterre, puis Widding (2018) au sujet de la Stratégie suédoise pour soutenir la parentalité, que cette norme d'engagement est genrée. Les mères y répondent de manière disproportionnée, bien que les discours soient souvent présentés comme « neutres » du point de vue du genre. En outre, cette norme d'engagement

présente des différences d'application en fonction des statuts sociaux des mères (Landour, 2016 ; Widding, 2018). En effet, ma recherche permet de constater que les mères plus éduquées, possédant un certain capital social, ou plus aisées financièrement, sont plus enclines à répondre positivement à cette norme de l'engagement. Elles s'impliquent bénévolement dans leur communauté, l'école de leur enfant et la vie du quartier, désireuses d'offrir des modèles de femmes engagées à leurs enfants autant que porteuses d'un sens du devoir et des responsabilités collectives. Cette norme d'engagement crée souvent une pression additionnelle dans l'exercice de la parentalité, mais, bien qu'elles soient épuisées, les mères y répondent tout de même, y voyant quelque chose d'important (Hays, 1998).

Les différences dans l'application de cette norme d'engagement en fonction du statut social des destinataires s'observent également en analysant les interventions proposées aux mères plus pauvres ou marginalisées qui fréquentent les services. Dans ces cas, les intervenantes visent l'engagement des mères dans leur propre projet parental, dans la perspective d'un renforcement de la responsabilité individuelle. Implicitement ou non, cela revient à identifier une forme de lacune (Cooper, 2020 ; Martin, 2014 ; Millar, 2019). Conséquemment, les mères interviewées qui correspondent davantage à ce profil relatent des expériences plus infantilisantes dans les services, dans lesquels certaines caractéristiques sociales des mères (âge, statut socio-économique, notamment) tendent à être perçues comme des facteurs de risque (Liegghio & Caragata, 2015 ; Vozari, 2015 ; Weed et al., 2015). Plus encore, ce double standard est renforcé par les mères elles-mêmes, alors que la participation active des

mères mieux nanties est souvent orientée vers les mères plus pauvres ou marginalisées. Ces dernières sont alors invitées à prendre part aux activités, sans pour autant faire partie de la prise de décision.

Comment les mères répondent-elles et s'engagent-elles dans les interventions destinées aux enfants et aux familles ? Comment ces réponses sont-elles influencées par leur positionnement social ?

Le troisième et dernier chapitre de résultats explore les réponses des mères aux interventions mises en place par les politiques de l'investissement social. En misant sur l'investissement en petite enfance, la perspective de l'investissement social a pour objectif de favoriser la cohésion sociale et l'égalité des chances en vue de préparer la main-d'œuvre de demain (Jenson, 2012b). Dans le cadre de ma thèse, les interventions observées adoptent des mesures pour favoriser l'accessibilité ou l'inclusion des enfants les plus pauvres ou marginalisés susceptibles de bénéficier d'une intervention précoce (activités gratuites ou à faible coût, quota d'inscriptions en fonction de l'évaluation des besoins, etc.) ainsi que leurs parents (Lemieux et al., 2005 ; René et al., 2004). Or, la validité de ces mesures tend à être remise en question par une faible rétention des mères les plus vulnérables.

En effet, l'arrivée de familles « gentrifiantes » dans le quartier (c'est-à-dire qui se démarquent par un certain capital social et, souvent, un plus grand capital économique que les familles historiquement installées dans le quartier) s'accompagne de changements dans la fréquentation des organismes, garderies et écoles du quartier.

Leurs demandes et besoins sont différents, nécessitant parfois la création de nouveaux services. Leur présence, quelquefois intimidante, tend aussi à éloigner les mères plus pauvres ou marginalisées des services, où elles ne se reconnaissent pas ou plus. Par ailleurs, l'augmentation de la présence de ces familles a des effets sur le profil sociodémographique du quartier, ce qui tend à nuire à l'obtention de certains financements.

Ces considérations ressortent sous la forme d'un malaise chez plusieurs intervenantes et mères interrogées, parmi celles qui se considèrent elles-mêmes comme « agentes de la gentrification ». Pour les intervenantes, une tension se présente entre des valeurs d'accès universel et d'inclusion, à titre de principes qui guident l'intervention, et des pratiques porteuses d'une volonté de *modeling* parental. Pour les mères « gentrifiantes », le malaise révèle la contradiction entre leurs valeurs d'ouverture et d'empathie et, en même temps, le poids des contraintes de la reproduction sociale.

En suivant les différents circuits empruntés par les mères dans les services de Sainte-Rita, ce sixième chapitre permet de remarquer une certaine distance sociale entre les mères. Cette distance paraît supplanter le partage d'une réalité commune, le fait d'être mère, qui aurait pu de prime abord favoriser l'établissement d'un lien social. En effet, lorsque les besoins, les choix et les styles parentaux exprimés par les « autres » mères sont similaires à ceux identifiés par les mères « gentrifiantes », le projet de mixité sociale ne semble pas poser problème. Il crée cependant un malaise lorsque les styles parentaux sont différents. Les « choix » et trajectoires des mères dans les services

expriment des représentations différenciées de la parentalité qui marquent les séparations entre les classes sociales du quartier, mais également au sein de celles-ci. Cette tension entre la volonté initiale d'inclusion et l'exclusion observée dans la pratique pose dès lors un défi pour les pratiques d'intervention dans ce quartier en transformation.

7.2. Discussion des résultats

Sur le plan de mes résultats de recherche, j'ai observé une grande diversité parmi les programmes et services destinés à améliorer le développement des enfants et soutenir les parents dans l'exercice de leur parentalité. Dans Sainte-Rita, certains programmes sont, en ce sens, destinés à répondre davantage aux besoins de toute la famille, en organisant par exemple des activités pour les pères ou en offrant un certain soutien de dépannage alimentaire ou de garde d'enfants. D'autres sont davantage centrés sur les besoins des enfants, offrant par exemple des services d'écoute, d'éducation et de prévention précoce au moyen d'activités ludiques. Il ne fait pas de doute que plusieurs de ces interventions peuvent outiller les femmes, et améliorer leurs conditions de vie sous différents angles. Le premier est probablement le plus évident : le rôle de mère est important pour toutes celles que j'ai interrogées. Elles fréquentent donc les services pour y chercher du répit, des ressources et de l'aide alimentaire ; pour rencontrer des intervenantes et pour briser leur isolement. Il serait donc inexact de conclure que ce soutien n'est pas pertinent.

Or, force est de constater que le soutien offert demeure souvent incomplet — la famille n'étant pas indépendante de son environnement. Une des premières raisons pour cela est qu'il reste aveugle aux rapports de pouvoir à l'œuvre dans le déploiement de son intervention. Suivant l'expression de Daly (2013), il est « *gender-blind* », bien que les femmes soient surreprésentées à titre de salariées, de parents et de bénévoles dans ces services et que les mères soient ciblées de manière particulière dans l'intervention. L'observation d'un peu plus près des normes liées à l'engagement parental, tout comme de la transformation des services au gré de la gentrification de Sainte-Rita, indique également que ce soutien est calqué sur des représentations de la parentalité de « classe moyenne » (Widding, 2018). Des améliorations sont nécessaires pour que ces services soutiennent les familles les plus pauvres et marginalisées du quartier.

En ce sens, cette thèse a permis de mettre en lumière le caractère genré et classiste des politiques « enfance famille » et d'observer l'apport des femmes dans la prestation de services financés par les politiques de l'investissement social. Elle démontre notamment l'importance de leur travail bénévole (chapitre 4), le partage d'un sentiment de responsabilité parentale particulier (chapitre 5) ainsi que leur participation spécifique dans les activités liées au soin et à l'éducation des enfants (chapitres 5 et 6).

La littérature sur l'investissement social a permis de mieux comprendre comment se définissent les relations entre les acteurs institutionnels et les « entrepreneurs sociaux », c'est-à-dire les personnes et organisations qui participent à la prestation des services. Jenson (2015b, 2017, 2019) a déjà montré que la capacité d'innovation contribue à définir le rapport contractuel entre les entrepreneurs sociaux

et les politiques de l'investissement social. O'Leary et al. (2018) soutiennent que cette capacité renvoie notamment à des objectifs de participation sociale, que ce soit dans une perspective de recrutement de bénévoles pour assurer la pérennité d'un service ou dans une visée d'*empowerment*. À partir de cette littérature, et en rendant compte de certaines difficultés et de déceptions d'intervenant-e-s sur le terrain, ma thèse rapporte une expérience de la co-construction qui diffère de celle décrite dans les travaux sur modèle québécois.

En plus d'identifier une dynamique descendante, des bailleurs de fonds vers les organismes prestataires des services, qui structure les échanges, ma recherche rend compte de la dimension genrée de ce transfert des responsabilités sociales (chapitre 4). Elle illustre que ce sont des intervenantes, des bénévoles et des mères qui prennent en charge certaines activités ou certains services « privatisés », au sens où ils sont renvoyés à la communauté ou à la famille. Ces femmes effectuent des tâches liées à l'organisation communautaire, à la cohésion sociale, mais aussi au soin et à l'éducation des enfants — tâches essentielles à la gouvernance du social. Dans ce contexte, l'innovation sociale est indissociable de la dimension du genre. Ce lien constitue le fil rouge qui unit l'investissement social, le soutien à la parentalité, le bénévolat et le travail gratuit. Plus encore, il invite à réfléchir aux différentes formes que prend le travail gratuit des femmes, l'apport de ces dernières étant pourtant toujours largement ignoré dans les analyses des politiques sociales et de l'organisation communautaire au Québec en travail social (comme l'avaient souligné D. Côté [2011] et Kruzynski [2005]).

C'est dans cette perspective que mon analyse m'a conduite à interroger certaines représentations de la métaphore de l'écosystème que l'on retrouve dans la littérature sur l'intervention « enfance famille » et les politiques sociales en travail social. En particulier, je me suis intéressée à deux idées induites par cette métaphore, soit celle de l'interdépendance et celle de « l'équilibre » dans l'écosystème. Au regard des notions polysémiques de co-construction, d'engagement parental et de mixité sociale, cela m'a permis de faire resurgir certaines tensions et certains paradoxes qui émergent de la pratique. Bien que la métaphore de l'écosystème relève d'ancrages épistémologiques différents et qu'elle se traduise par des pratiques plurielles, son usage courant présente des avantages. Au premier chef, on retrouve sa polyvalence et la facilité avec laquelle elle permet la production d'images conceptuelles intelligibles applicables aux diverses échelles d'intervention. Elle parvient en outre à illustrer l'influence réciproque des éléments d'un même système ou des systèmes entre eux. Cependant, les modélisations qui en sont issues semblent parfois insuffisantes pour comprendre la nature ou le type de liens qui se mettent en place dans les relations entre l'État et les administrateurs publics, les organismes communautaires et les autres acteurs mobilisés dans le champ « enfance famille ».

L'approche ethnographique du quartier Sainte-Rita m'a donc permis d'analyser des aspects souvent négligés par les approches reposant sur la métaphore de l'écosystème. Mon cadre d'analyse inspiré des études critiques en organisation communautaire et des analyses féministes m'a fourni les outils nécessaires pour analyser au-delà de la « communauté » et rendre visibles certains conflits ou tensions

qui surgissent dans le contexte du déploiement de l'investissement social. Il m'a permis, notamment, d'observer l'asymétrie des positions sociales dans la communauté, et dans les représentations de l'intervention « enfance famille », qu'elle soit individuelle ou communautaire, basée sur le genre ou la classe sociale (chapitre 5).

En outre, en représentant le contexte de l'intervention, non pas comme un écosystème qui mise sur la réciprocité et l'interdépendance des acteurs, mais comme un lieu traversé par des conflits et des rapports sociaux (économiques, de genre, notamment), j'ai aussi pu explorer les difficultés relatives à l'inclusion de familles dans les services d'un quartier en phase de gentrification. Cela m'a permis de constater comment le discours sur la mixité sociale et les critères d'accessibilité dans le soutien offert aux enfants et familles demeurent insuffisants pour favoriser la pleine participation des familles les plus pauvres dans les services. Alors que les effets de la gentrification sont documentés au niveau de l'offre des commerces de proximité (Maltais, 2016 ; Zukin et al., 2009), du logement et de l'occupation du territoire (Germain et al., 2010 ; Hodkinson & Essen, 2015 ; Twigge-Molecey, 2014), ou des écoles (Ball et al., 1995 ; Butler & Robson, 2003 ; Freidus, 2019), ses impacts sur les besoins et la fréquentation des services de proximité (comme les organismes communautaires) demeurent sous-documentés en travail social (Thurber et al., 2019), notamment au Québec.

Or, comme l'illustrent mes résultats (chapitre 6), le phénomène de la gentrification dans Sainte-Rita ne se réduit pas à une promesse d'amélioration des conditions de vie des familles, il comporte également un risque pour les plus vulnérables

d'entre elles. Il façonne le déploiement de politiques, c'est-à-dire la mise en œuvre de la « co-construction », non seulement en influençant la composition effective de la population prestataire des services, mais également en modifiant l'élaboration des programmes offerts. On peut observer, tant dans les discours des intervenant·e·s que dans les pratiques d'intervention elles-mêmes, une certaine négligence des rapports sociaux existants qui influence la formation sociale du quartier. Mes résultats permettent ainsi d'initier une réflexion critique fondée sur un exemple concret à propos de l'un des objectifs proclamés par les politiques de l'investissement social, celui de l'inclusion (Morel et al., 2012). Ils exposent une certaine limite quant à l'usage d'une approche territoriale pour soutenir les familles plus pauvres, exclues ou marginalisées en contexte de mixité sociale.

Enfin, cette thèse invite à réfléchir aux normes de genre véhiculées en contexte d'intervention. Le discours d'Adèle (« C'est l'fun, d'être parent, ce n'est pas toujours des contraintes ! ») en introduction pourrait facilement être mise en opposition avec celui de plusieurs mères que j'ai eu l'occasion de rencontrer en entrevue. Olga, mère monoparentale, résume la situation en me disant : « c'est les femmes qui prennent en charge ce qui est délaissé, définitivement, comme d'habitude, encore une fois ! ». L'épuisement des mères, l'insatisfaction par rapport au partage des tâches avec le conjoint ou la difficulté à avoir accès à du soutien pour elles ou leurs enfants (psychologue, médecin, travailleur·euse social·e) sont rarement évoqués dans mes entrevues avec les intervenantes. Pourtant, ces thématiques reviennent presque systématiquement avec les mères interrogées. Il me semble important, dans le but

d'améliorer nos interventions, de se familiariser avec les normes de genre qui définissent la parentalité et de pouvoir les aborder avec les mères et les pères rencontré·e·s.

Ces normes de genre reproduites en intervention confinent l'exercice de la parentalité à une division du travail qui désavantage les mères, « plus responsables » que les pères dans une famille hétérosexuelle. Cela dit, les pères peuvent aussi se sentir confinés dans cette division du travail, puisque les représentations véhiculées à propos de la paternité renvoient à une figure d'homme pourvoyeur ou absent de la vie domestique ; des représentations qui ne sont pas nécessairement porteuses d'une émancipation plus intéressante. En ce sens, en travaillant avec les mères et les familles, l'intervention peut aider les mères à identifier les attentes parfois irréalistes qui leur sont imposées ou auxquelles elles tendent à vouloir correspondre, ainsi que le sentiment de culpabilité qui les accompagne souvent (Haddock et al., 2001). L'intervention peut également aider les femmes en les soutenant dans l'apprentissage de la négociation et en leur permettant d'être confortables avec le fait de nommer leurs besoins (Knudson-Martin & Mahoney, 2005).

Plus largement, plusieurs pistes peuvent être explorées pour améliorer les pratiques de soutien à la parentalité et résoudre les enjeux auxquels les femmes sont confrontées, en dehors de leur rôle de mère. Après avoir présenté les limites de la thèse, la section suivante propose donc certaines pistes qui, dans le contexte actuel, sont propices à l'amélioration, au soutien et à la prise en compte des femmes et des enjeux féministes en intervention.

7.3. Limites de la recherche

Trois éléments auraient permis de bonifier mon analyse. Le premier concerne le nombre d'entrevues réalisées. Comme je l'ai souligné à plusieurs reprises, le déploiement de la perspective de l'investissement social dans les politiques est influencé par une multitude de facteurs sociaux, politiques et culturels qui traversent le quartier. En plus d'être multiples, ils changent aussi dans le temps. La précaution avec laquelle l'une des intervenantes introduit une réponse en entrevue résume bien cet état de fait. Alors qu'elle s'apprête à partager une expérience positive dans sa pratique, elle me précise qu'elle me dresse uniquement des portraits situés dans le temps : « c'est juste des photos ». La recherche prend donc des « photos » successives. Ultimement, ces photos nous permettent de mieux comprendre les processus sociaux qui s'opèrent et les dynamiques à l'œuvre ; mais ces processus et dynamiques se transforment même quand ils se répètent et se reproduisent. Les résultats de cette recherche ne peuvent donc pas être généralisés à l'ensemble des programmes entourant la petite enfance et les familles au Québec ou ailleurs.

Un plus grand nombre d'entrevues permettrait de renforcer la validité de certains résultats ou d'approfondir certaines expériences de discrimination. Les personnes qui se sont montrées intéressées à participer à ma recherche présentaient la caractéristique commune d'être facilement disponibles pour l'entrevue. Or, pour ne prendre que la maternité en exemple, on sait qu'il s'agit d'une expérience influencée par de multiples facteurs impossibles à explorer exhaustivement dans le cadre de cette thèse. Mon échantillon m'a permis d'examiner comment la classe sociale, porteuse d'un

capital social, influence le rapport des mères aux services destinés aux enfants et aux familles de Sainte-Rita. Il m'a aussi donné à observer, dans une moindre mesure, comment les jeunes mères plus pauvres rapportent des expériences d'infantilisation de soutien à la parentalité plus directives que les mères plus âgées. Mais, un échantillon plus volumineux m'aurait par exemple permis de distinguer des groupes de mères sur la base de leur race, de la participation d'un autre parent dans l'éducation de leurs enfants, de leur niveau de scolarité, âge, revenus, etc. Il s'agit certainement d'éléments importants pour approfondir l'analyse des circuits empruntés par les mères dans les services du quartier, y compris les processus de marginalisation et d'exclusion. En ce sens, peut-être que l'ajout, en amont, de critères de sélection additionnels dans la formation de mon échantillon aurait permis d'éviter cette première limite.

La deuxième limite a trait à l'analyse des politiques sociales. En choisissant de faire une analyse « par le bas » et en examinant le déploiement des politiques par le biais de l'expérience des acteurs, j'ai passé moins de temps que je ne l'aurais souhaité à analyser les discours et les documents des politiques publiques. Or, il aurait été intéressant d'en faire un examen plus systématique afin de mettre en évidence les correspondances et décalages entre la pratique et les discours des acteurs internationaux, fédéraux, provinciaux (ministères, fondations philanthropiques), régionaux (CIUSS, DRSP), municipaux et universitaires. Par souci de temps, principalement, j'ai dû limiter mes efforts en ce sens, me rendant compte qu'il y avait là matière pour une deuxième thèse. Cette démarche alternative aurait pu être enrichie

par des entrevues avec les acteurs de ces politiques publiques, afin de bien saisir les processus d'idéation et les rapports d'influence entre les différents paliers décisionnels.

La troisième limite est d'ordre théorique. Comme je l'ai présenté dans le deuxième chapitre, mon cadre conceptuel est construit à partir de corpus théoriques non unifiés : des travers en organisation communautaire qui s'appuient principalement sur la littérature critique en études urbaines et des apports théoriques des études féministes. Or, ces corpus non-unifiés font en sorte que, bien que la critique présentée dans ma thèse puisse être claire, le point de vue à partir duquel elle est effectuée l'est un peu moins. Pour ne prendre que les études féministes en exemple ; celles-ci regroupent des épistémologies en débat les unes avec les autres et qui n'ont donc pas toutes les mêmes implications (pour la recherche ou la pratique). Également, pour approfondir des aspects de la dynamique familiale abordée dans mes entrevues avec les mères ou pour mettre l'accent sur la famille et son rôle en tant qu'institution intermédiaire entre les individus et la société, ma thèse aurait pu bénéficier de l'éclairage de travaux en sociologie, particulièrement en sociologie de la famille. Je pense notamment aux travaux de Tönnies (1922/2015), Laurin (1999), mais également à des perspectives plus contemporaines (Gaudet et al., 2013 ; Giampino, 2001 ; Gojard, 2010).

7.4. Pour soutenir la prise en compte des femmes et des enjeux féministes en intervention

Cette recherche en travail social adopte une approche d'après laquelle les pratiques d'intervention sont à la fois productrices et reproductrices des normes sociales, tout en présentant le potentiel de produire de nouvelles normes (Karsz, 2004). Ainsi, en organisation communautaire, l'intervention peut servir à mettre en place et organiser l'ordre social, mais elle peut aussi servir à faciliter la collaboration entre des individus et créer des espaces de partage qui vont constituer des leviers de changement social (Shragge, 2007). Puisqu'elles sont au cœur de l'organisation communautaire, de manière formelle et informelle, les femmes peuvent jouer un rôle important dans l'action et la transformation des politiques sociales.

Les résultats de ma recherche permettent de formuler différentes pistes d'action destinées à mieux soutenir les femmes, hors et au sein du rôle maternel. L'objectif est ainsi de reconnaître la pertinence d'un soutien à la parentalité qui accorde de l'importance aux enjeux féministes, même lorsqu'ils ne relèvent pas directement de la maternité.

Décloisonner les représentations de la parentalité

Ma première proposition a trait au décloisonnement des représentations de genre de la parentalité et à l'ouverture d'espaces pour discuter du caractère genré de l'expérience de la parentalité.

Le chapitre 5 de la thèse identifie certaines représentations genrées de la parentalité qui persistent en intervention, dans l'offre de services ou dans les opportunités de s'impliquer au sein des organismes. Ainsi, on retrouve, par exemple, des ateliers de cuisine ouverts à tous, où se regroupent en grande majorité des mamans ; et des soirées sportives (Superbowl, hockey, etc.) avec des papas. Dans un service de Sainte-Rita, un week-end entre pères est organisé de temps à autre pour des activités de plein air, sans qu'on propose d'activités équivalentes pour les mères. Des remarques, parmi d'autres, qui laissent entendre que les activités destinées aux mères sont souvent celles qui avaient initialement été développées pour les « parents ».

Depuis quelques années, on observe des initiatives destinées à promouvoir et valoriser la participation des pères dans la prise en charge des responsabilités familiales, particulièrement pour les pères de jeunes enfants. Au Québec, par exemple, le Regroupement pour la valorisation de la paternité (RVP), fondé en 1997, a produit plusieurs recherches et outils pour adapter les pratiques des services de première ligne afin de les rendre plus inclusifs pour les pères (2020). Plusieurs intervenantes interrogées ont d'ailleurs mentionné avoir suivi les formations offertes par le RVP. Dans quelques organismes, des affiches du regroupement mettent en valeur des images de pères avec leurs enfants dans diverses scènes de la vie quotidienne (jeu, cuisine, aide aux devoirs). Vraisemblablement, les efforts destinés à augmenter et valoriser la participation des pères ne sont pas vains. L'analyse de Houle et al. (2017), faite à partir des résultats de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, conclut que les

hommes sont non seulement plus nombreux à effectuer des tâches domestiques que dans les années 1980, mais qu'ils y consacrent plus de temps.

Cela dit, pour s'attaquer à la division du travail parental, il faut travailler sur les deux axes de cette division, tels que définis dans mon cadre conceptuel : la séparation et la hiérarchisation des tâches (Kergoat, 2001). Pour ce faire, le décroisement des représentations de la parentalité ne doit pas seulement passer par l'augmentation et la valorisation de la participation des pères, mais également par la reconnaissance du travail des mères, et la valorisation des activités de soin, de *care*, qu'elles effectuent encore largement au sein de la famille.

À ce titre, il serait intéressant de se questionner sur ce qui est fait pour valoriser les mères et les tâches relatives au *care*. Pourquoi existe-t-il, par exemple, une semaine de valorisation de la paternité ? Qu'est-ce que cela signifie au plan symbolique ? De même, les mères pourraient-elles, elles aussi, avoir des moments privilégiés de loisir ou d'échange ? Pourrait-on les encourager à prendre part à des tâches qui ne correspondent pas à la division traditionnelle des rôles de genre ? Souhaiteraient-elles, par exemple, pratiquer un sport extérieur avec leurs enfants ? S'initier à la réparation ou à l'entretien dans leur logement ? Est-il envisageable que les pères, pour leur part, répondent positivement à une invitation pour un atelier de cuisine ?

Encourager des approches de recrutement générales et ciblées

Ma seconde proposition pour consolider les interventions est d'encourager à la fois un recrutement général et un recrutement ciblé auprès des destinataires de l'intervention.

Comme je l'ai abordé dans le sixième chapitre, le changement dans la fréquentation des services de Sainte-Rita s'est exprimé par la création de nouvelles activités, visant à répondre aux besoins relatifs à l'augmentation du nombre de mères plus éduquées ou plus aisées financièrement, dans le contexte de la gentrification du quartier. Or, ces changements provoquent un certain éloignement des mères plus précaires des services qui leur étaient pourtant destinés. Ces dernières demeurent toutefois présentes, bien qu'elles tendent à se concentrer dans des activités particulières (bourse aux vêtements, banque alimentaire) ou dans des programmes qui leur sont réservés (bien que leur participation diminue là également). Plusieurs témoignages recueillis auprès de mères plus jeunes ou pauvres tendent à indiquer que cet éloignement ne signifie pas un manque d'intérêt de leur part. Il paraît plutôt indissociable du contexte d'intervention (voir chapitres 5 et 6). La peur d'être dénoncée aux autorités publiques, la différence d'âge entre les participant·e·s, le ton infantilisant de certaines interventions ; tout cela est susceptible d'influencer la volonté de se présenter une seconde fois.

En ce sens, il serait opportun de réfléchir aux espaces où sont diffusées les invitations dans le quartier (par ex. avenues commerciales, cafés du quartier, salles communautaires dans les logements sans but lucratif ou les habitations à loyer modique,

parcs, gymnases dans les écoles du quartier). Comment rendre l'information au sujet de la programmation dans les services accessibles pour les familles plus pauvres et marginalisées du quartier ? Les activités proposées aux familles sont-elles toujours adéquates ?

Encourager et maintenir des activités « libres »

En continuité avec la piste précédente, je propose d'augmenter les plages horaires réservées aux moments « libres » dans les services, dans le but de permettre davantage d'échanges informels.

Moins enclines à s'inscrire et s'engager dans des activités planifiées à moyen terme, les mères plus pauvres ou marginalisées sont plus présentes à l'occasion de moments « libres » où il est possible de participer sans s'inscrire à l'avance, comme dans un « milieu de vie ». Pour les mères que j'ai rencontrées, ces moments informels ont parfois permis l'échange de conseils et d'expériences sur des sujets qui débordent du thème de la maternité, comme la violence conjugale, la pauvreté ou la recherche d'emploi.

Or, il se trouve que ces moments informels d'intervention ne correspondent pas aux priorités des bailleurs de fonds, qui souhaiteraient plutôt des résultats d'intervention mesurables et des objectifs clairs de développement de l'enfant. L'informalité est pourtant propice à l'établissement d'un lien entre les services et les mères plus pauvres et marginalisées ; un lien important dans la mesure où il ouvre sur un potentiel de réciprocité et de confiance, utile pour prévenir et intervenir en cas de

crise. Il s'agit donc de renforcer l'aspect « milieux de vie » des organismes, susceptible d'augmenter le sentiment d'appartenance et leur accessibilité (René et al., 2004).

Intégrer certaines activités des services destinés aux femmes dans les services « enfance famille »

Ma quatrième piste d'action pour l'intervention concerne le partage de l'expertise et des savoir-faire entre les organismes de soutien aux femmes (centres des femmes, maisons d'hébergements, etc.) et les organismes de soutien aux enfants et aux familles.

Durant mes observations participantes dans Sainte-Rita, j'ai rencontré à quelques reprises des intervenantes et des bénévoles du centre de femmes du quartier²⁹. Ces dernières étant plutôt à l'âge de la retraite, elles sont donc pratiquement absentes des services destinés aux enfants et aux familles. À l'inverse, je n'ai pas rencontré de mère qui fréquentait à la fois les services « enfance famille » et le centre des femmes. Il est possible de faire plusieurs hypothèses à ce sujet : les mères n'en ressentent pas le besoin, elles ne retrouvent pas leurs préoccupations dans l'offre de

²⁹ Le centre des femmes de Sainte-Rita fait partie d'un réseau provincial qui définit les centres comme « des ressources qui offrent aux femmes un lieu d'appartenance et de transition, une alternative à leur isolement, un réseau d'éducation et d'action. (...) Ils n'interviennent non pas sur une problématique en particulier mais sur l'ensemble des conditions de vie des femmes » (L'R des centres de femmes du Québec, 2016). Depuis quelques années, ils ont également développé des outils et des réflexions destinés à favoriser l'inclusion suivant une approche intersectionnelle. Leurs orientations politiques se caractérisent par : une « orientation féministe » ; une « approche globale et non-compartmentée des problèmes qui touchent les femmes » ; une « approche d'éducation populaire autonome et féministe » ; et une « lutte contre les préjugés, qu'ils soient fondés sur le sexe, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, le statut social, etc. » (L'R des centres de femmes du Québec, 2016).

services ou elles ignorent l'existence du centre. Par ailleurs, force est de constater que les exigences liées à la maternité (par exemple la conciliation travail-famille), rendent difficile la fréquentation d'autres services que ceux qui sont destinés aux enfants et aux familles.

Je crois que certaines activités proposées par le centre des femmes pourraient intéresser les mères qui fréquentent les organismes communautaires « enfance famille », tout en leur permettant de partager leur propre expérience (par ex. discussion thématique sur la charge mentale, la violence, les enjeux autochtones, le harcèlement de rue, l'inégalité en emploi, le travail gratuit, etc.) (ce qui existe déjà à certains endroits). Ces échanges sont susceptibles de fournir aux mères des clés d'analyse pour augmenter leur pouvoir, par exemple dans la négociation de la division des tâches domestiques. Il s'agit alors de faciliter le développement et l'appropriation d'une grille d'analyse féministe par les mères pour parler de situations qu'elles vivent au quotidien —, en d'autres mots, d'interroger les implications politiques de slogans féministes tels que « le privé est politique » pour remettre en cause l'organisation familiale.

Clarifier les objectifs de participation citoyenne ou de bénévolat

Enfin, ma cinquième piste d'action consiste à entamer un processus de réflexion collective sur les objectifs de la participation citoyenne et du bénévolat dans les milieux communautaires.

Dans Sainte-Rita, une grande majorité des intervenantes considère la participation citoyenne comme une des priorités du quartier. Or, pour l'instant, les

occasions de participer à la prise de décision pour les citoyen·ne·s restent rares ou de nature exécutive (voir chapitres 4 et 5). En fait, d'un côté, on évoque la difficulté d'inclure les résident·e·s du quartier dans les espaces de concertation, qui se focalisent sur les organisations et la coordination des services et qui nécessitent une certaine expertise quant au fonctionnement de ces structures. La participation aux assemblées générales est souvent aride, puisqu'elle nécessite l'acquisition de savoirs et d'expérience (Guberman et al., 1994 ; René et al., 2004). De l'autre côté, les espaces de discussion citoyenne ont peu d'emprise sur l'orientation des décisions politiques et leurs retombées sont peu tangibles. Ces espaces sont rarement des lieux de débats ou de prise de décision. Ils servent plutôt à transmettre de l'information des intervenantes vers les habitant·e·s du quartier. En même temps, les occasions d'engagement bénévole ressemblent souvent à des moyens de palier au sous-financement de certaines activités, plutôt que de viser une pleine participation, dans mon cas, des mères du quartier.

Comme le souligne J. Lamoureux, « autant il ne faut pas confondre intrinsèquement participation et démocratie, il ne faut non plus amalgamer participation et citoyenneté. L'objectif de ce dernier cas n'est pas de participer mais d'avoir une réelle place à part entière où la parole, les savoirs et les expériences des personnes à la base concernées, comptent véritablement » (2001, p.15). Ma proposition vise donc à observer d'un point de vue critique l'engagement bénévole dans une perspective de réelle appropriation de la prise de décision par les habitant·e·s et des communautés, une appropriation qui doit dépasser la consultation ou la

microgestion³⁰. Pour le dire autrement, la participation citoyenne doit être considérée comme un véritable moyen, plutôt qu'une finalité de l'intervention.

Une réflexion sur la participation citoyenne et le bénévolat permettrait de se poser les questions suivantes : Quels sont les objectifs de la participation citoyenne ? Quelle distinction opère le salariat entre les expertises des intervenantes et celles des destinataires de l'intervention ? En fin de compte, l'influence ou le pouvoir collectif qui pourraient ressortir des espaces de concertation du quartier restent à explorer. Peut-être que d'autres espaces seraient aussi à inventer.

7.5. Pour poursuivre la réflexion dans les milieux de pratique et de recherche

Un des objectifs de cette thèse est de susciter le dialogue entre les observations et les récits de Sainte-Rita, d'une part, et les travaux sur le « modèle québécois » dans la littérature en organisation communautaire et sur les politiques sociales en travail social, d'autre part. Ma thèse a fait état de certains éléments qui apparaissent contre-intuitifs ou à contre-courant des analyses plus dominantes dans le champ. Cette dernière section propose quelques pistes pour enrichir ou actualiser les réflexions retrouvées tant en milieu universitaire que sur le terrain de la pratique. La visée de cette section est d'approfondir l'analyse, à titre de première étape pour interroger la portée du pouvoir

³⁰ L'échelle de la participation, utilisée depuis déjà longtemps en études urbaines (Arnstein, 1969), pourrait servir de barème pour qualifier le pouvoir des résident-e-s du quartier Sainte-Rita relativement à la participation. L'ouverture d'un dialogue sur le sujet avec les intervenantes pourrait également se révéler utile. Pour une cartographie critique des recherches sur la participation du public en études urbaines, voir Bacqué et Gauthier (2011).

réel à la disposition des organismes et des bénévoles dans l'élaboration des politiques sociales.

Repenser les alliances entre l'économique et le social

La première piste invite à repenser les alliances entre l'économique et le social dans le développement et l'organisation communautaire. Il est souvent tenu pour acquis, tant dans la littérature en organisation communautaire que dans les discours des intervenant·e·s, que le développement économique va de pair avec le développement social. L'interdépendance de ces deux sphères (que présente notamment la métaphore de l'écosystème) justifierait dès lors la collaboration entre les acteurs économiques et communautaires.

Cette tendance à associer le développement économique au développement social s'est révélée à l'occasion d'entrevues avec des intervenantes, notamment les organisatrices communautaires — qui cherchent à fédérer le plus d'acteurs possible. Elle est cependant propice à isoler certains points de vue dans la délibération. En ce sens et par exemple, une poignée de groupes communautaires dans Sainte-Rita, notamment le comité de locataires et le groupe de défense des droits des personnes utilisatrices de drogue, reproche aux pouvoirs publics d'avoir favorisé la gentrification dans le quartier ou de manquer à leur devoir de surveillance des propriétaires d'immeubles locatifs négligents. Leurs prises de position demeurent toutefois minoritaires et les discussions sur ces sujets prennent beaucoup moins d'importance dans les instances de concertation du quartier. Pourtant, les intervenantes sont aux

premières loges pour assister aux effets de la gentrification, voyant par exemple certain·e·s résident·e·s avoir de la difficulté à trouver un logement ou à le maintenir.

La gentrification dans Sainte-Rita, comme dans d'autres quartiers centraux à travers le monde, impose certaines limites à la notion d'interdépendance. En contexte de développement urbain, les promoteurs immobiliers, les propriétaires, les locataires, et les comités de locataires coexistent alors qu'ils promeuvent des conceptions différentes de l'accès à l'espace. Or ces acteurs peuvent difficilement avoir le même statut politique dans la délibération (Gaudreau, 2011). En fait, la coalition « du plus grand nombre », notamment au sein des instances de concertation de quartier, tend à minoriser certains points de vue critiques, incluant celui des premiers et premières concerné·e·s (Young, 2011).

Puisque l'action communautaire s'appuie d'abord sur l'environnement pour intervenir, et qu'elle affiche un parti pris pour les populations plus pauvres, marginalisées et vulnérables, n'a-t-elle pas la « responsabilité » — pour reprendre l'expression de Thurber et al. (2019) — d'intervenir contre la gentrification des quartiers (ou du moins contre ses effets) ? Quel rôle devrait avoir l'organisation communautaire dans ce contexte ? La participation de tous les acteurs est-elle équivalente ? Qu'arrive-t-il lorsque les destinataires des interventions quittent le quartier ? Comment les services destinés aux enfants et aux familles peuvent-ils freiner ce phénomène et interpeler les pouvoirs publics ?

Revisiter les réflexions sur l'autonomie

La deuxième piste invite à revisiter les réflexions sur l'autonomie de l'action communautaire, en rapport à l'État, mais également en adoptant un argumentaire féministe.

Comme je l'ai montré au chapitre 4, l'examen du déploiement de programmes de financement ne permet pas de conclure que l'autonomie des groupes est ébranlée différemment en fonction de la provenance philanthropique ou gouvernementale du financement. En fait, une part considérable des fonds discutés lors des instances de la table de quartier de Sainte-Rita est composée d'argent public et philanthropique. Au moment de la mise en œuvre, il est presque impossible de distinguer ce qui relève de l'un et de l'autre.

Plutôt, le caractère hybride de certains fonds, de même que la circulation des employées entre les différents fonds et programmes (publics et philanthropiques), est susceptible de cacher les différences potentielles. Ainsi, sur le terrain, Kenza se plaint du manque d'écoute de la représentante de la DRSP, mais retrouve une proximité avec une ancienne intervenante du milieu communautaire qui travaille maintenant pour le fonds public philanthropique Avenir d'enfants. Il appert que ce sont plutôt les contraintes administratives, les coupures et certaines restructurations, tant dans les services sociaux que dans les financements aux organismes qui affectent la marge de manœuvre et l'autonomie des groupes.

Pourtant, les revendications des groupes communautaires ne semblent pas refléter ce « brouillage des frontières » entre la provenance des fonds. Par exemple, la campagne Engagez-vous pour le communautaire, initiée en 2016, réclame 460 millions de dollars au gouvernement provincial pour soutenir l'action communautaire autonome en la finançant à la mission. Dans sa plateforme de revendications, le respect de l'autonomie est défini de la manière suivante :

Les organismes ne sont pas là pour pallier le désengagement de l'État ni pour servir de sous-traitants à moindre coût. La Politique de reconnaissance de l'action communautaire, adoptée en 2001, reconnaît que nous sommes des organismes autonomes et libres de déterminer nos missions, nos approches et nos activités. Entre autres, cela permet aux organismes d'être des lieux d'expertises développées par et pour les communautés. Près de vingt ans plus tard, de nombreux ministères n'appliquent pas cette politique et le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut pour qu'elle soit respectée. L'autonomie des groupes est trop fréquemment menacée, tant par des pratiques administratives que des changements juridiques proposés, contre lesquels il faut souvent intervenir. Le gouvernement doit donc veiller à ce que tous les ministères et organismes gouvernementaux respectent pleinement l'autonomie des groupes, en plus de mettre en place et de maintenir des programmes de financement à la mission pour les organismes d'action communautaire autonome. (Campagne Engagez-vous pour le communautaire, 2019).

Les groupes appellent donc à l'aide de l'État en vue du maintien et du respect de leur autonomie.

Or, il est intéressant de se rappeler qu'au début des années 1980, plusieurs militant·e·s et intervenant·e·s critiquaient la mise en place des programmes de financement étatique des organismes communautaires, y voyant le signe de l'« emprise grandissante » de l'État sur les groupes (Hamel, 1983, p. 65). En 1981, durant une journée d'étude organisée par le *Centre de formation populaire*, les personnes

présentes avaient conclu qu'il était souhaitable de miser sur la diversification des sources de financement pour favoriser l'autonomie (Hamel, 1983).

Dans un autre ordre d'idées, en envisageant le travail d'intervention comme un travail de « femmes » (comme je l'ai fait dans la thèse), c'est-à-dire un travail accompli majoritairement par des femmes, mais également socialement attribué à celles-ci, c'est tout un autre argumentaire qui apparaît pour les groupes communautaires qui revendiquent d'être reconnus et financés. Le développement d'un argumentaire féministe sur le travail gratuit semble particulièrement propice à l'inscription de la revendication d'autonomie du communautaire dans la lutte plus large pour l'autonomie des femmes, qui passe nécessairement par une autonomie financière et décisionnelle (Dalla Costa, 2019).

Ce cadrage permettrait possiblement de renouveler les débats sur l'autonomie qui animent les milieux communautaires depuis leur création (Parazelli et al., 2017). Il pourrait également poser les bases d'une solidarité nouvelle entre les intervenantes de différents milieux (nonobstant la provenance de leur financement), mais aussi, et surtout, avec les mères et les stagiaires de ces organismes, dont l'apport et le travail ne sont pas encore reconnus. Il permet enfin de se poser les questions sur le rapport à l'autonomie : mais de quoi l'action communautaire doit-elle être autonome ? Comment ? Pour qui ?

Penser l'articulation du soutien à la parentalité avec la norme de l'activation

La troisième piste a trait à l'articulation du soutien à la parentalité avec la norme de l'activation et ses conséquences pour les mères plus pauvres ou marginalisées.

Dans le cadre de la thèse, le recrutement dans les services de Sainte-Rita m'a permis de rencontrer plusieurs mères en congé de maternité ou qui consacrent plus de temps aux activités familiales, notamment parce qu'elles présentent une certaine flexibilité d'horaire (sans emploi, travail à temps partiel ou à forfait, etc.). Leur rapport à l'emploi, et donc à la norme d'activation, est potentiellement fort différent de celui que j'aurais pu observer par exemple auprès de mères dans des programmes d'insertion en emploi.

Comme je l'ai présenté dans ma revue de littérature (chapitre 2), la perspective de l'investissement social renvoie à un aspect que j'ai peu exploré dans ma thèse, soit la norme de l'activation (Hemerijck, 2018). Cette norme vise l'intégration des adultes sur le marché du travail (ou leur formation en vue de cette intégration) pour sortir de la pauvreté. Elle s'applique aussi aux parents (Dufour, 2002), notamment aux mères monoparentales (Jenson, 2018 ; Wall, 2013). En matière de conciliation travail-famille, Bourque et Saint-Amour avancent ainsi l'idée que l'activation « supplante » tous les autres objectifs gouvernementaux entourant la politique familiale et la régulation du marché du travail, priorisant l'intégration des parents, et en particulier des mères, sur le marché du travail (2016, p. 32). Selon elles, les conditions de travail sont déterminantes dans l'amélioration de la conciliation travail-famille.

C'est dans cette perspective que je compte orienter mes recherches postdoctorales vers les mères ciblées par les programmes d'activation, que l'on retrouve possiblement moins dans les organismes communautaires. Il sera alors intéressant d'explorer l'apparence de contradiction entre la norme de mise au travail et celle de l'investissement en enfance : les femmes sur le marché du travail sont-elles destinées à être de mauvaises mères ? Comment conjuguent-elles les pressions relatives à l'activation, à l'éducation des enfants et au développement des compétences parentales ? Quelles sont les mesures de conciliation travail famille destinées aux mères les plus précaires ?

En conclusion, l'ethnographie critique a pour objectif de creuser « en dessous des apparences » afin de remettre en question ce qui est « tenu pour acquis » (Madison, 2012, p. 5). Même si les enquêtes ethnographiques n'ont pas la prétention d'être généralisables, leur intérêt réside dans la qualité des réponses obtenues et le regard situé des acteurs interrogés. En ce sens, cette thèse a permis de donner une voix aux actrices des politiques de l'investissement social. Leurs voix et leurs interactions dans le quartier m'ont permis d'analyser le déploiement de l'investissement social dans le champ « enfance famille » au Québec. Il s'agit d'une contribution originale à la littérature sur l'investissement social, qui demeure peu documenté au Québec, ainsi qu'à la littérature sur l'organisation communautaire et les politiques sociales en travail social, qui s'est pour le moment peu intéressée à cette question.

La perspective de l'investissement social prend différentes formes en fonction du contexte de son implantation, des réalités locales (culturelles, politiques et économiques). Ses caractéristiques sont influencées par la circulation de certaines idées à l'international, mais également par les conflits et interactions politiques entre les acteurs au sein et à l'extérieur des pouvoirs publics au moment de sa mise en œuvre. Le point de vue de l'intervention m'a donc permis de documenter la construction des politiques sociales de manière particulière, en observant à la fois les normes et représentations véhiculées par les politiques (à travers les intervenantes), mais également les réponses à celles-ci (à travers les mères) dans un environnement donné.

Cette thèse offre un regard singulier sur l'apport des femmes dans les politiques sociales et les enjeux relatifs à la reconnaissance de leur travail dans le quartier, dans les services, mais également au sein de leur famille. La prise en compte des rapports de pouvoir, de classe et de genre principalement, a permis de faire émerger certains enjeux relatifs à l'expérience de la maternité, qui diffère entre les mères, comportant parfois un sentiment de culpabilité ou d'infantilisation à l'égard de l'éducation de son enfant.

En traversant les échelles d'analyse, j'ai pu présenter le continuum du travail gratuit des femmes, épine dorsale de l'intervention entourant la petite enfance et la famille. Cet éclairage a été mis en discussion avec les travaux actuels dans le champ de l'organisation communautaire et des politiques sociales au Québec, où les analyses féministes demeurent dans la marge. Plus encore, l'approche critique adoptée m'a permis de cerner la dynamique partenariale qui marque le déploiement des programmes d'investissement social, observant ainsi les difficultés relatives à

l'organisation communautaire et le ralliement d'acteurs aux intérêts pluriels autour d'une même table de concertation. L'analyse de ces pratiques rend visible que l'action communautaire n'est pas uniquement tributaire des transformations économiques et des reconfigurations des rapports avec l'État ou les bailleurs de fonds ; mais qu'elle est également modelée par les gens qui y travaillent, y militent et s'y engagent. Dans ce contexte, l'innovation sociale recherchée par les bailleurs de fonds, et vantée par les organismes, ne peut être comprise hors d'une dynamique genrée dans laquelle les femmes sont nombreuses à porter le fardeau du travail gratuit. En ce sens, le type d'activités ou d'engagement qui leur est proposé est irréductible à la représentation idéalisée du bénévolat comme espace ou opportunité d'émancipation que l'on retrouve parfois dans la littérature et dans les discours en intervention.

En somme, en sillonnant les marges théoriques de la littérature de l'organisation communautaire et en puisant au sein des apports féministes plutôt que d'emprunter les outils des modèles dominants en travail social, j'ai proposé un regard différent sur l'intervention communautaire dans le champ « enfance famille ». Cette recherche a permis d'ouvrir d'autres pistes d'intervention et de réflexion pour soutenir la prise en compte des femmes et des enjeux féministes dans la pratique du travail social. Il s'agit là d'un vaste chantier qui, comme la reconnaissance du travail des femmes, n'est pas terminé.

Références

- Adamson, E. (2020). Gender. Dans N. Ellison & T. Haux (dir.), *Handbook on society and social policy* (p.87-100). Cheltenham, UK et Northampton, MA :Edward Elgar Publishing
- Adjei, P. B., & Minka, E. (2018). Black parents ask for a second look : Parenting under “White” Child Protection rules in Canada. *Children and Youth Services Review, 94*, 511-524. doi: 10.1016/j.childyouth.2018.08.030
- Allen, R. E. S., & Wiles, J. L. (2016). A rose by any other name : Participants choosing research pseudonyms. *Qualitative Research in Psychology, 13*(2), 149-165. doi: 10.1080/14780887.2015.1133746
- Arnstein, S. R. (1969). A Ladder Of Citizen Participation. *Journal of the American Institute of Planners, 35*(4), 216-224. doi: doi.org/10.1080/01944366908977225
- Arsenault, G. (2018). *L'économie sociale au Québec : Une perspective politique*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Atkinson, P. (2015). *For Ethnography*. Los Angeles : SAGE Publications.
- Authier, J.-Y., & Lehman-Frisch, S. (2012). Il était une fois... Des enfants dans des quartiers gentrifiés à Paris et à San Francisco. *Actes de la recherche en sciences sociales, 195*(5), 58-73. doi : 10.3917/arss.195.0058
- Authier, J.-Y., & Lehman-Frisch, S. (2014). Exposer ses enfants à la mixité. Discours et pratiques des parents de classes moyennes-supérieures dans deux quartiers gentrifiés de Paris et San Francisco. *Politiques sociales et familiales, 117*(1), 59-70. doi : 10.3406/caf.2014.3007
- Avenir d'enfants. (2014). *Démarche partenariale écosystémique : Guide à l'intention des regroupements locaux de partenaires*. Récupéré de Avenir d'enfants : http://avenirdenfants.org/Media/PDF/Publications/guide_web-ecosystemie_AE_final.pdf
- Bacqué, M.-H., & Gauthier, M. (2011). Participation, urbanisme et études urbaines. *Participations, 1*(1), 36-66. doi : 10.3917/parti.001.0036.
- Bagnall, G., Longhurst, B., & Savage, M. (2003). Children, Belonging and Social Capital : The PTA and Middle Class Narratives of Social Involvement in the North-West of England. *Sociological Research Online, 8*(4), 128-143. doi: 10.5153/sro.862
- Ball, S. J., Bowe, R., & Gewirtz, S. (1995). Circuits of Schooling : A Sociological Exploration of Parental Choice of School in Social Class Contexts. *The Sociological Review, 43*(1), 52-78. doi: 10.1111/j.1467-954X.1995.tb02478.x
- Ball, S. J., Vincent, C., & Kemp, S. (2004). “Un agréable mélange d'enfants...” : Prise en charge de la petite enfance, mixité sociale et classes moyennes. *Éducation et sociétés, 14*(2), 13-31. doi : 10.3917/es.014.0013.

- Ballmer-Cao, T.-H. (2006). Genre et régulation. Dans L. Parini, T.-H. Ballmer-Cao, & S. Durrer (dir.), *Régulation sociale et genre* (p. 15-30). Paris : L'Harmattan.
- Barber, P. G., Leach, B., & Lem, W. (dir.) (2012). *Confronting Capital : Anthropology, Critique, Engagement*. New York : Routledge.
- Barrère-Maurisson, M.-A. (1992). *La division familiale du travail : La vie en double*. Paris : Presses universitaires de France.
- Barrère-Maurisson, M.-A. (2003). *Travail, famille, le nouveau contrat*. Paris : Gallimard.
- Beauchamp, G. (1991). *Quinze années de pratiques d'organisation communautaire au CLSC Hochelaga-Maisonneuve : Entre l'institution et la communauté, des transactions aux frontières* (Mémoire de sociologie, Université du Québec à Montréal). Récupéré de <https://www.gillesenvrac.ca/carnet/UP/M%e9moire%20socio%20-%20Transactions%20aux%20fronti%e8res.pdf>
- Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain* (4ème éd.). Paris : La Découverte.
- Beaujot, R., Du, C. J., & Ravanera, Z. (2013). Family Policies in Quebec and the Rest of Canada : Implications for Fertility, Child-Care, Women's Paid Work, and Child Development Indicators. *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques*, 39(2), 221-239. doi : 10.3138/CP.39.2.221
- Beauvais, C., & Jenson, J. (2001). *Two Policy Paradigms : Family Responsibility and Investing in Children* (CPRN Discussion Paper no. F12). Ottawa : Canadian Policy Research Networks. Récupéré de http://www.cccg.umontreal.ca/pdf/CPRN/CPRN_F12.pdf
- Belley, S., Berthiaume, A., & Simard, V. (2018). L'exploitation n'est pas une vocation ! Pour la rémunération des stages et la fin du travail étudiant gratuit. Dans C. Robert & L. Toupin (dir.), *Travail invisible : Portraits d'une lutte féministe inachevée*. (p.143-155) Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Ben Soltane, S. (2019). *De l'expérience de vie à l'expertise communautaire et urbaine : Étude des pratiques intégratives des femmes immigrantes maghrébines à Montréal et à Marseille* (Thèse de travail social, Université McGill). Récupéré de <https://escholarship.mcgill.ca/>
- Bent-Goodley, T. B. (2015). A Call for Social Work Activism. *Social Work*, 60(2), 101-103. doi: 10.1093/sw/swv005
- Berthiaume, A. (2016a). *La gouvernance néolibérale et les organismes communautaires québécois : Étude de la Fondation Lucie et André Chagnon* (Mémoire de travail social, Université du Québec à Montréal). Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/>
- Berthiaume, A. (2016b). *De la lutte à la gestion de la pauvreté. Quand la philanthropie s'en mêle !* (Rapport et synthèse des discussions). Montréal : Institut santé et société, UQAM. Récupéré de <https://iss.uqam.ca/wp->

- content/uploads/sites/31/2016/12/Grand-de%CC%81bat-ISS_28-avril-2016.pdf
- Berthiaume, A. (2018). « Aider les pauvres » : Les revers de la philanthropie. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 20, 60-67.
- Berthiaume, A. (2019, octobre 29). « Le burn-out volontaire ». Quand l'implication bénévole devient une charge mentale chez les mères. *Bulletin de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)*, 44(2), 7-8,11.
- Berthiaume, A., Bergeron-Gaudin, J-V., & Gaudreau, L. (2021, à paraître). L'organisation communautaire au Québec : quelques zones d'ombre dans l'état des connaissances. *Revue canadienne de service social*, 38(1).
- Berthiaume, A., & Lefèvre, S. (2017). Une mobilisation improbable : La prise de parole publique des fondations québécoises contre les inégalités. Dans J.-M. Fontan, P. R. Elson, & S. Lefèvre (dir.), *Les fondations philanthropiques : De nouveaux acteurs politiques ?* (p.255-282). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogène*, 225(1), 70-88. doi : 10.3917/dio.225.0070
- Boatswain-Kyte, A., Esposito, T., Trocmé, N., & Boatswain-Kyte, A. (2020). A longitudinal jurisdictional study of Black children reported to child protection services in Quebec, Canada. *Children and Youth Services Review*, 116, 105219. doi : 10.1016/j.childyouth.2020.105219
- Boivin, L., & Fortier, M. (1998). *L'économie sociale : L'avenir d'une illusion*. Montréal : Fides.
- Bond, L. A., Holmes, T. R., Byrne, C., Babchuck, L., & Kirton-Robbins, S. (2008). Movers and Shakers : How and Why Women Become and Remain Engaged in Community Leadership. *Psychology of Women Quarterly*, 32(1), 48-64. doi: 10.1111/j.1471-6402.2007.00406.x
- Bonilla-Silva, E. (1999). The Essential Social Fact of Race. *American Sociological Review*, 64(6), 899-906. doi :10.2307/2657410
- Bonoli, G. (2007). New social risks and the politics of post-industrial social policies. Dans K. Armingeon & G. Bonoli (dir.), *The Politics of Post-Industrial Welfare States. Adapting Post-War Social Policies to New Social Risks* (p.21-44). doi: 10.4324/9780203099520-9
- Borelli, J. L., Nelson, S. K., River, L. M., Birken, S. A., & Moss-Racusin, C. (2017). Gender Differences in Work-Family Guilt in Parents of Young Children. *Sex Roles*, 76(5), 356-368. doi :10.1007/s11199-016-0579-0
- Bourdieu, P. (2000). *Esquisse d'une théorie de la pratique : précédé de trois études d'ethnologie kabyle*. Paris : Éditions du Seuil. (version originale publiée en 1972)
- Bouchard, C. (1991). *Un Québec fou de ses enfants*. Québec : Gouvernement du Québec,

- Ministère de la santé et des services sociaux. Récupéré de <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/1994/94-849.pdf>
- Bouchard, C. (2000). 1,2,3 GO ! Une approche écologique, communautaire, appropriative et promotionnelle du développement des enfants et une expérience en métissage des expertises. Dans J.-P. Garnier & C. Chamberland (dir.), *Enfance et milieux de vie—Initiatives communautaires novatrices* (p. 47-64). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Boulanger, D., Larose, F., Larivée, S., Couturier, Y., Mérini, C., Blain, F., Cusson, V., Moreau, D., & Grenier, N. (2011). Critique des fondements et usages de l'écosystémisme dans le domaine du partenariat école-famille-communauté : Application d'une perspective contextuelle et socioculturelle dans le cadre du programme Famille, école, communauté, réussir ensemble. *Service social*, 57(2), 129-157. doi : 10.7202/1006300ar
- Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat : Entre levier et piège du développement des communautés*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bourque, D., & Favreau, L. (2003). Le développement des communautés et la santé publique au Québec. *Service social*, 50(1), 295-308. doi : 10.7202/011352ar
- Bourque, M., & St-Amour, N. (2016). Les politiques de conciliation travail-famille : La nécessité d'une analyse intersectorielle ? *Politique et Sociétés*, 35(2-3), 15-38. doi : 10.7202/1037008ar
- Bradford, N. J. (2005). *Place-based public policy : Towards a new urban and community agenda for Canada* (Rapport de recherche no. F51). Récupéré de Canadian Policy Research Networks: https://ccednet-rcdec.ca/sites/ccednet-rcdec.ca/files/place-based_pub_policy.pdf
- Brenner, N. (2011). What Is Critical Urban Theory ? Dans N. Brenner, P. Marcuse, & M. Mayer (dir.), *Cities for people, not for profit : Critical urban theory and the right to the city* (p. 11-23). Londres et NewYork : Taylor & Francis Group.
- Brenner, N., Marcuse, P., & Mayer, M. (2009). Cities for people, not for profit. *City*, 13(2-3), 176-184. doi: 10.1080/13604810903020548
- Bridge, G., & Dowling, R. (2001). Microgeographies of Retailing and Gentrification. *Australian Geographer*, 32(1), 93-107. doi: 10.1080/00049180020036259
- Bronfenbrenner, U. (1979). *The ecology of human development : Experiments by nature and design*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Bronfenbrenner, U. (1986). Ecology of the family as a context for human development : Research perspectives. *Developmental Psychology*, 22(6), 723-742. doi: 10.1037/0012-1649.22.6.723
- Brunet, L. (2014, juillet 4). Apprendre à danser le tango sur un fil de fer : agir selon une approche d'impact collectif. *The Philanthropist*. Récupéré de [https://thephilanthropist.ca/2014/07/apprendre-a-danser-le-tango-sur-un-fil-de-](https://thephilanthropist.ca/2014/07/apprendre-a-danser-le-tango-sur-un-fil-de-fer/)

- fer-agir-selon-une-approche-dimpact-collectif/
- Butler, T. (2003). Living in the Bubble : Gentrification and its “Others” in North London. *Urban Studies*, 40(12), 2469-2486. doi: 10.1080/0042098032000136165
- Butler, T., & Robson, G. (2001). Social Capital, Gentrification and Neighbourhood Change in London : A Comparison of Three South London Neighbourhoods. *Urban Studies*, 38(12), 2145-2162. doi: 10.1080/00420980120087090
- Butler, T., & Robson, G. (2003). Plotting the Middle Classes : Gentrification and Circuits of Education in London. *Housing Studies*, 18(1), 5-28. doi: 10.1080/0267303032000076812
- Campagne Engagez-vous pour le communautaire. (2019). *Les revendications*. Récupéré de <http://engagezvousaca.org/accueil/les-revendications/>
- Campanile, D. (2007). L’organisation communautaire au sein des communautés culturelles. Dans D. Bourque, Y. Comeau, L. Favreau, & L. Fréchette (dir.), *L’organisation communautaire. Fondements, approches et champs de pratique* (p. 265-278). Québec : Presses de l’Université du Québec.
- Carspecken, P. F. (1995). *Critical Ethnography in Educational Research*. New York : Routledge.
- Cartier, M., Letrait, M., & Sorin, M. (2018). Travail domestique : Des classes populaires conservatrices ? *Travail, genre et sociétés*, 39(1), 63-81.
- Cefaï, D., Carrel, M., Talpin, J., Eliasoph, N., & Lichterman, P. (2012). Ethnographies de la participation. *Participations*, 4(3), 7-48. doi : 10.3917/parti.004.0005.
- Cerny, J. (2012). Provisioning for Children in a Low-Income Community. Dans S. Neysmith, M. Reitsma-Street, S. Baker-Collins, & E. Porter (dir.), *Beyond Caring Labour to Provisioning Work* (p. 84-100). Toronto : University of Toronto Press.
- Claude, M., & Gaudet, S. (2018). L’entrepreneur social, une catégorie émergente au Québec. *Canadian journal of nonprofit and social economy research*, 9(1), 44–57. doi : 10.22230/cjnser.2018v9n1a280.
- Chamberland, V., Gazzoli, P., Dumais, L., Jetté, C., & Vaillancourt, Y. (2012). *Fondations et philanthropie au Canada et au Québec : Influences, portraits et enjeux* (Cahier du Larepps no. 12-02). Montréal : Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales. Récupéré de http://www.larepps.uqam.ca/Page/Document/pdf_transversal/Cahier_12-02.pdf
- Chamboredon, J.-C., & Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 11(1), 3-33. doi: 10.2307/3320131
- Chbat, M., Damant, D., & Flynn, C. (2014). Analyse intersectionnelle de l’oppression de mères racisées en contexte de violence conjugale. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 97-110. doi : 10.7202/1029264ar

- Chevallier, J. (2003). La gouvernance, un nouveau paradigme étatique ? *Revue française d'administration publique*, 105-106(1), 203-217. doi : 10.3917/rfap.105.0203
- Comeau, Y., Bourque, D., & Lachapelle, R. (2018). *L'intervention collective*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC). (2019). *Faits saillants enquête 2018. Panorama du secteur et de sa main-d'œuvre*. CSMO-ÉSAC. Récupéré de https://www.csmoesac.qc.ca/assets/medias/documents/csmoesac-FaitsSaillants_ESAC-2018.pdf
- Cooper, K. (2020). Are Poor Parents Poor Parents? The Relationship between Poverty and Parenting among Mothers in the UK. *Sociology*, 0038038520939397. doi :10.1177/0038038520939397
- Corbeil, C., Descarries, F., Gill, C., & Séguin, C. (1990). Des femmes, du travail et des enfants : Des vies dédoublées. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(2), 99-115. doi : 10.7202/301092ar
- Corbeil, C., & Marchand, I. (2006). Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle : Défis et enjeux. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(1), 40-57. doi.org/10.7202/014784ar
- Corriveau, J. (2019, juin 12). Montréal présente ses nouvelles règles en matière de logements sociaux. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/556547/logements-sociaux-montreal-presente-son-reglement>
- Côté, D., des Rivières, M., Thivierge, N., & Tremblay, M. (dir.). (1995). *Du local au planétaire : Réflexions et pratiques de femmes en développement régional*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Côté, D. (2002). Le virage ambulatoire : Vers l'humanisation des soins ? Dans G. Pérodeau & D. Côté (dir.), *Le virage ambulatoire* (p. 105-126). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Côté, D. (2011). Difficiles convergences : Mouvement des femmes et économie sociale, l'expérience québécoise. Dans L. Fraisse, I. Guérin, & M. Hersen (dir.), *Femmes, économie et développement : De la résistance à la justice sociale* (p. 289-312). Toulouse : ERES.
- Côté, D., & Simard, É. (2013). Méaventure ou mauvaises habitudes ? La disparition des femmes dans les discours locaux sur l'économie sociale au Québec. *Économie et Solidarités*, 43(1-2), 111-124. doi : 10.7202/1033279ar
- Côté, D., & Tremblay-Fournier, C. (2011). Le défi de l'égalité en contexte de développement régional au Québec. *Recherches féministes*, 24(2), 97-114. doi : 10.7202/1007754ar
- Côté, I., Buetti, D., Lapierre, S., & Ladouceur, P. (2017). L'engagement militant en service

- social. *Reflète : revue d'intervention sociale et communautaire*, 23(2), 10-14. doi : 10.7202/1043300ar
- Cox, N., & Federici, S. (2010). *Counter-Planning from the Kitchen*. New York : New York Wages for Houswork Committee et Falling Wall Press. Récupéré de <https://caringlabor.wordpress.com/2010/10/20/nicole-cox-and-silvia-federici-counter-planning-from-the-kitchen/> (version originale publiée en 1975)
- Cucchiara, M. B. (2013). *Marketing Schools, Marketing Cities*. Chicago, IL : University of Chicago Press.
- Daigneault, P.-M., Béland, D., Birch, L., & David-Bélangier, S. (2019). *Is Quebec's Welfare State Regime Really "Distinct"?* Actes de conférence de l'Association canadienne de science politique, Colombie-Britannique. Récupéré de <https://www.cpsa-acsp.ca/documents/conference/2019/159.Daigneault-Beland-Birch.pdf>
- Dalla Costa, M. (2019). *Women and the Subversion of the Community : A Mariarosa Dalla Costa Reader*. Oakland, CA : PM Press.
- Daly, M. (2011). What adult worker model? A critical look at recent social policy reform in Europe from a gender and family perspective. *Social Politics*, 18(1), 1-23. doi: 10.1093/sp/jxr002
- Daly, M. (2013). Parenting support : Another gender-related policy illusion in Europe? *Women's Studies International Forum*, 41, 223-230. doi: 10.1016/j.wsif.2013.05.016
- Daly, M. (2018). Care policies for children and adults in high-income countries. Dans S. Shaver (dir.), *Handbook on Gender and Social Policy* (p. 215-231). Cheltenham, UK et Northampton, MA : Edward Elgar Publishing.
- Daly, M. (2020). Contemporary approaches to gender and social policy : Bringing scholarship up to date. Dans *Gender Inequality and Welfare States in Europe* (p. 34-53). Cheltenham, UK et Northampton, MA : Edward Elgar Publishing.
- Daly, M., & Rake, K. (2003). *Gender and the welfare state : Care, work and welfare in Europe and the USA*. Cambridge : Polity Press.
- Damant, D., Bouchard, C., Bordeleau, L., Bastien, N., & Lessard, G. (1999). 1,2,3 GO ! Modèle théorique et activités d'une initiative communautaire pour les enfants et parents de six voisinages de la grande région de Montréal. *Nouvelles pratiques sociales*, 12(2), 133-150. doi : 10.7202/000057ar
- Damant, D., Chartré, M.-È., & Lapierre, S. (2012). L'institution de la maternité. Dans S. Lapierre & D. Damant (dir.), *Regards critiques sur la maternité dans divers contextes sociaux* (p. 5-16). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Damant, D., Poirier, M.-A., & Moreau, J. (2010). Ça prend tout un village pour élever un enfant : Une approche écologique visant le développement des enfants. Dans H. Dorvil & R. Mayer (dir.), *Études de cas et interventions sociales* (p. 319-336). Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Dansereau, F., Charbonneau, S., Morin, R., Revillard, A., Rose, D., & Séguin, A.-M. (2002). *La mixité sociale en habitation* (Rapport de recherche). Montréal : Institut national de la recherche scientifique. Récupéré de https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/habitation_fr/media/documents/mixite_sociale_habitation.pdf
- Davidson, M. (2010). Love Thy Neighbour? Social Mixing in London's Gentrification Frontiers. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 42(3), 524-544. doi: 10.1068/a41379
- DeFilippis, J., Fisher, R., & Shragge, E. (2010). *Contesting Community : The Limits and Potential of Local Organizing*. New Jersey, NJ : Rutgers University Press.
- Denis, É., Malcuit, G., & Pomerleau, A. (2005). Évaluation des impacts de l'initiative communautaire 1, 2, 3 Go ! Sur le développement et le bien-être des tout-petits et de leur famille. *Éducation et francophonie*, XXXIII(2), 44-66. Récupéré de https://www.acelf.ca/c/revue/pdf/XXXIII_2_044.pdf
- Deschesnes, M., Martin, C., & Hill, A. J. (2003). Comprehensive approaches to school health promotion : How to achieve broader implementation? *Health Promotion International*, 18(4), 387-396. doi: 10.1093/heapro/dag410
- Dobrowolsky, A., & Saint-Martin, D. (2005). Agency, actors and change in a child-focused future : "Path dependency" problematised. *Commonwealth & Comparative Politics*, 43(1), 1-33. doi: 10.1080/14662040500054198
- Ducharme, É., & Lesemann, F. (2011). Les fondations et la « nouvelle philanthropie » : Un changement de paradigmes scientifiques et politiques. *Lien social et Politiques*, 65, 203-224. doi : 10.7202/1006033ar
- Ducharme, M.-N., & Vaillancourt, Y. (2012). The AccèsLogis Québec Program : 15 years of Partnership Between the State and the Social Economy. *Revue canadienne de politique sociale*, 67, 16-29.
- Dufour, P. (2002). L'État post-providence : De nouvelles politiques sociales pour des parents-producteurs. Une perspective comparée. *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique*, 35(2), 301-322. doi : 10.1017/S0008423902778256
- Dufour, P. (2004). L'adoption du projet de loi 112 au Québec : Le produit d'une mobilisation ou une simple question de conjoncture politique ? *Politique et Sociétés*, 23(2-3), 159-182. doi : 10.7202/010888ar
- Dufour, P., Dobrowolsky, A., Jenson, J., & Saint-Martin, D. (2007). *L'investissement social au Canada. Émergence d'un référentiel global sous tension* (Working Paper no. 14). Récupéré de Université de Montréal : <http://www.cccg.umontreal.ca/pdf/wp14.pdf>
- Dumais, L., & Archambault, L. (2015). Between Protection and Activation : People with Disabilities in the Social Investment State. *Canadian Journal of Disability Studies*,

- 4(2), 77-105. doi: 10.15353/cjds.v4i2.210
- Early Childhood Observatory. (2017). *How are Quebec's youngest children faring ? 2017 Portrait*. Récupéré de Observatoire des tous-petits : <https://tout-petits.org/media/1799/fascicule-regional-2017-montreal-en.pdf>
- Eichler, M. P. (2007). *Consensus Organizing : Building Communities of Mutual Self Interest*. Thousand Oaks : SAGE Publications.
- Emma. (2017, mai 9). *Fallait demander*. Récupéré de Emma : <https://emmaclit.com/2017/05/09/repartition-des-taches-hommes-femmes/>
- Emploi et Développement social Canada. (2018, avril 19). *Accord de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – Volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*. Récupéré de Gouvernement du Canada : <https://www.canada.ca/fr/accord-apprentissage-garde-jeunes-enfants/accords-provinces-territoires/quebec.html>
- Esping-Andersen, G. (2002a). A Child-Centred Social Investment Strategy. *Why We Need a New Welfare State* (p. 26-67). doi : 10.1093/0199256438.003.0002
- Esping-Andersen, G. (2002b). A New Gender Contract. *Why We Need a New Welfare State* (p. 68-95). doi: 10.1093/0199256438.003.0003
- Ferree, M. M. (2010). Filling the Glass : Gender Perspectives on Families. *Journal of Marriage and Family*, 72(3), 420-439. doi: 10.1111/j.1741-3737.2010.00711.x
- Filippelli, J., Fallon, B., Fuller-Thomson, E., & Trocmé, N. (2017). Infants Investigated by the Child Welfare System : Exploring a Distinct Profile of Risks, Service Needs, and Referrals for Support in Ontario. *Brain Sciences*, 7(8), 101. doi : 10.3390/brainsci7080101
- Flint, J., & Kearns, A. (2006). Housing, Neighbourhood Renewal and Social Capital : The Case of Registered Social Landlords in Scotland. *European Journal of Housing Policy*, 6(1), 31-54. doi: 10.1080/14616710600585716
- Follmann, A., & Viehoff, V. (2015). A green garden on red clay : Creating a new urban common as a form of political gardening in Cologne, Germany. *Local Environment*, 20(10), 1148-1174. doi: 10.1080/13549839.2014.894966
- Fortin, M. (2019). *La philanthropie d'investissement au cœur de la gouvernance du social : Une comparaison Québec/New York* (Thèse de science politique, Université Laval). Récupéré de <https://corpus.ulaval.ca/jspui/>
- Fossati, E. C., Degavre, F., & Lévesque, B. (2018). L'innovation sociale : Retour sur les marches d'une construction théorique et pratique. Entretien avec Benoît Lévesque. *Revue de la régulation*, 23. doi : 10.4000/regulation.12980
- Foudriat, M. (2016). *La co-construction : Une alternative managériale*. Rennes : Presses de l'École des hautes études en santé publique.
- Fournier, D., René, J.-F., Duval, M., Garon, S., Fontaine, A., Chénard, J., & Lefebvre, C.

- (2001). La dynamique partenariale sur les pratiques des organismes communautaires dans le contexte de la réorganisation du réseau de la santé et des services sociaux. *Nouvelles pratiques sociales*, 14(1), 111-131. doi : 10.7202/008328ar
- Fournier, M. (2018). *Portrait des bénévoles et du bénévolat* (Cahier de recherche). Montréal: Réseau de l'action bénévole du Québec. Récupéré de https://www.rabq.ca/admin/incoming/20180618151309_rapport.pdf
- Freidus, A. (2019). "A Great School Benefits Us All": Advantaged Parents and the Gentrification of an Urban Public School. *Urban Education*, 54(8), 1121-1148. doi: 10.1177/0042085916636656
- Gans, H. J. (2010). Concentrated Poverty: A Critical Analysis. *Challenge*, 53(3), 82-96. doi : 10.2753/0577-5132530305
- Gaucher, D., Laurendeau, F., & Trottier, L.-H. (1981). Parler de la vie : L'apport des femmes à la sociologie de la santé. *Sociologie et sociétés*, 13(2), 139-152. doi : 10.7202/001286ar
- Gaudet, S., Burlone, N., & Lévesque, M. (2013). *Repenser la famille et ses transitions : Repenser les politiques publiques*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Gaudreau, L. (2005). *La mixité sociale en habitation : Réappropriation de la ville ou idéologie sécuritaire et de l'espace ?* (Mémoire de sociologie, Université du Québec à Montréal). Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/>
- Gaudreau, L. (2011). Participer, mais à quoi ? Les limites du partenariat local en matière de développement urbain. *Nouvelles pratiques sociales*, 23(2), 83-96. doi : 10.7202/1006130ar
- Gaudreau, L. (2013). L'action locale à l'ère de la « glocalisation » : Les limites du développement territorial intégré. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 165-181. doi : 10.7202/1024986ar
- Gendron, S., Dupuis, G., Moreau, J., Clavier, C., Lachance-Fiola, J., & Dupuis, F. (2014). *Évaluation du Programme de soutien aux jeunes parents (PSJP) des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité : Résumé—Principaux résultats de la recherche évaluative et pistes de réflexion pour l'action* (Rapport de recherche). Montréal : Université de Montréal. Récupéré de https://www.cremis.ca/sites/default/files/rapports-de-recherche/resume_psjp_2014.pdf
- Germain, A., & Leloup, X. (2006). *Il était une fois dans un HLM — portrait de l'intervention communautaire dans quatre HLM de type « plan d'ensemble » de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve* (Rapport de recherche). Montréal: Institut national de la recherche scientifique. Récupéré de <http://espace.inrs.ca/4973/1/RapportHLM.pdf>

- Germain, A., & Rose, D. (2010). La mixité sociale programmée en milieu résidentiel à l'épreuve des discours critiques internationaux : Le cas de Hochelaga à Montréal. *Lien social et Politiques*, 63, 15-26. doi : 10.7202/044146ar
- Germain, A., Rose, D., & Twigge-Molecey, A. (2010). Mixité sociale ou inclusion sociale ? Bricolages montréalais pour un jeu à acteurs multiples. *Espaces et sociétés*, 140-141(1), 143-157. doi : 10.3917/esp.140.0143
- Ghodsee, K. (2016). *From Notes to Narrative*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Giampino, S. (2001). *Les mères qui travaillent sont-elles coupables ?* Paris : Albin Michel.
- Giampino, S. (2006). Les parents sont aussi un homme et une femme. *Informations sociales*, 132(4), 6-12. doi : 10.3917/inso.132.0006
- Giampino, S. (2012). À trois ans, tout n'est pas joué. *Nouvelles pratiques sociales*, 1, 21-46. doi : 10.7202/1008637ar
- Gillies, V. (2005). Meeting parents' needs? Discourses of "support" and "inclusion" in family policy. *Critical Social Policy*, 25(1), 70-90. doi : 10.1177/0261018305048968
- Gillies, V. (2007). *Marginalised Mothers : Exploring Working Class Experiences of Parenting*. New York et Londres : Routledge.
- Glenn, E. N. (2009). De la servitude au travail de service : Les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé. Dans E. Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, (p. 21-63). Paris : Presses Universitaires de France.
- Gojard, S. (2010). *Le métier de mère*. Paris : La Dispute.
- Goudreault, Z. (2019, juillet 19). Pénurie de logements : Plus d'évictions contestées devant la Régie du logement. *Journal Métro*. Récupéré de <https://journalmetro.com/actualites/montreal/2350572/penurie-de-logements-plus-devictions-contestees-devant-la-regie-du-logement/>
- Greer, S., Elliott, H., & Oliver, R. (2015). Differences That Matter : Overcoming Methodological Nationalism in Comparative Social Policy Research. *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice*, 17(4), 408-429. doi: 10.1080/13876988.2015.1060713
- Guberman, N., Fournier, D., Belleau, J., Beeman, J., & Gervais, L. (1994). Des questions sur la culture organisationnelle des organismes communautaires. *Nouvelles pratiques sociales*, 7(1), 45-62. doi : 10.7202/301251ar
- Guberman, N. (2004). Yves Vaillancourt, François Aubry et Christian Jetté (dirs), *L'économie sociale dans les services à domicile*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, 341 p. (Pratiques et politiques sociales et économiques.). *Recherches sociographiques*, 45(3), 615. doi : 10.7202/011478ar
- Haddock, S. A., Zimmerman, T. S., Ziemba, S. J., & Current, L. R. (2001). Ten adaptive

- strategies for family and work balance : Advice from successful families. *Journal of Marital and Family Therapy*, 27(4), 445–458. doi: 10.1111/j.1752-0606.2001.tb00339.x
- Hamel, P. (1983). Crise de la redistribution étatique et financement des organisations populaires. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, 10, 63-76. doi : 10.7202/1034657ar
- Hanley, J., Kruzynski, A., & Shragge, E. (2013). La place de la « communauté » dans le développement social : Une politique néolibérale ou un site de transformation sociale ? Dans E. Harper & H. Dorvil (dir.), *Le travail social : Théories, méthodologies et pratiques* (p. 147-167). Québec : Presses de l'Université du Québec. Récupéré de <https://spectrum.library.concordia.ca/985483/>
- Harvey, D. (2011a). Le droit à la ville (N. Le Roy, N. Vieillescazes, C. Garrot, & J. Gross, trad.), *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances* (p. 7-33). Paris : Éditions Amsterdam.
- Harvey, D. (2011b). Le droit à la ville : La vision d'Henri Lefevre (N. Le Roy, N. Vieillescazes, C. Garrot, & J. Gross, trad.), *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances* (p. 35-45). Paris : Éditions Amsterdam.
- Hays, S. (1998). *The Cultural Contradictions of Motherhood*. New Haven : Yale University Press.
- Hély, M. (2008, 11 février). L'économie sociale et solidaire n'existe pas. *La Vie des idées*. Récupéré de <http://www.laviedesidees.fr/L-economie-sociale-et-solidaire-n-existe-pas.html>
- Hemerijck, A. (2012). Two or three waves of welfare state transformation? Dans N. Morel, B. Palier, & J. Palme (dir.), *Towards a social investment state ? Ideas, policies and challenges* (p. 33-60). Bristol : Policy Press.
- Hemerijck, A. (2015). The Quiet Paradigm Revolution of Social Investment. *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 22(2), 242-256. doi: 10.1093/sp/jxv009
- Hemerijck, A. (2018). Social investment as a policy paradigm. *Journal of European Public Policy*, 25(6), 810-827. doi: 10.1080/13501763.2017.1401111
- Hill Collins, P. (1990). *Black feminist thought : Knowledge, Consciousness, and the politics of empowerment*. New York et Londres : Routledge.
- Hodkinson, S., & Essen, C. (2015). Grounding accumulation by dispossession in everyday life : The unjust geographies of urban regeneration under the Private Finance Initiative. *International Journal of Law in the Built Environment*, 7(1), 72-91. doi: 10.1108/IJLBE-01-2014-0007
- hooks, bell. (2000). *Feminist Theory : From Margin to Center* (2^{ème} édition). Boston, MA : South End Press.

- Hopman, M., & Knijn, T. (2015). The “turn to parenting” : Paradigm shift or work in progress? *International Journal of Child Care and Education Policy*, 9(1), 10. doi: 10.1186/s40723-015-0015-x
- Houle, P., Turcotte, M., & Wendt, M. (2017). *Évolution de la participation des parents aux tâches domestiques et aux soins des enfants de 1986 à 2015* (Note de recherche no. 89-652-X). Récupéré de Statistique Canada : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-652-x/89-652-x2017001-fra.htm>
- Institut de la statistique du Québec. (2012). *Emplois selon la catégorie professionnelle—Statistiques de santé et de bien être selon le sexe—Tout le Québec—Professionnels de la santé—MSSS* (Faits saillants de la recherche). Récupéré de MSSS : <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/statistiques-donnees-sante-bien-etre/statistiques-de-sante-et-de-bien-etre-selon-le-sexe-volet-national/emplois-selon-la-categorie-professionnelle/>
- Ivan, G., Da Roit, B., & Knijn, T. (2015). Children First? Changing Attitudes Toward the Primacy of Children in Five European Countries. *Journal of Family Issues*, 36(14), 1982-2001. doi: 10.1177/0192513X13519255
- Jacquot, S. (2010). Déqualification, sécurisation et éviction au service de la réappropriation du centre historique de Gênes. *Norois. Environnement, aménagement, société*, 217, 29-39. doi : 10.4000/norois.3451
- James, D., Reay, D., Crozier, G., Beedell, P., Hollingworth, S., Jamieson, F., & Williams, K. (2010). Neoliberal Policy and the Meaning of Counterintuitive Middle-class School Choices. *Current Sociology*, 58(4), 623-641. doi: 10.1177/0011392110368003
- Jenson, J. (2000). Le nouveau régime de citoyenneté du Canada : Investir dans l'enfance. *Lien social et Politiques*, 44, 11-23. doi : 10.7202/005131ar
- Jenson, J. (2002). Against the Current : Child care and family policy in Quebec. Dans S. Michel & R. Mahon (dir.), *Child Care Policy at the Crossroads : Gender and Welfare State Restructuring* (p. 623-672). New York : Routledge.
- Jenson, J. (2004). Changing the Paradigm : Family Responsibility or Investing in Children. *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 29(2), 169-192. doi : 10.2307/3654692
- Jenson, J. (2009). Lost in Translation : The Social Investment Perspective and Gender Equality. *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 16(4), 446-483. doi: 10.1093/sp/jxp019
- Jenson, J. (2012a). A new politics for the social investment perspective : Objectives, instruments and areas of intervention in welfare regimes. Dans G. Bonoli & D. Natali (dir.), *The Politics of the New Welfare State* (p. 21-44). Oxford : Oxford University Press.
- Jenson, J. (2012b). Redesigning citizenship regimes after neoliberalism : Moving towards

- social investment. Dans N. Morel, B. Palier, & J. Palme (dir.), *Towards A Social Investment Welfare State? : Ideas, Policies and Challenges* (p. 61-87). Bristol, Policy Press.
- Jenson, J. (2015a). The Fading Goal of Gender Equality : Three Policy Directions that Underpin the Resilience of Gendered Socio-economic Inequalities. *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 22(4), 539-560. doi :10.1093/sp/jxv035
- Jenson, J. (2015b). Social Innovation : Redesigning the Welfare Diamond. Dans A. Nicholls, J. Simon, & M. Gabriel (dir.), *New Frontiers in Social Innovation Research* (p.89-106). Londres, UK :Palgrave Macmillan.
- Jenson, J. (2017). Modernising the European Social Paradigm : Social Investments and Social Entrepreneurs. *Journal of Social Policy*, 46(1), 31-47. doi: 10.1017/S0047279416000428
- Jenson, J. (2018). Social investment, poverty and lone parents. Dans S. Shaver, *Handbook on Gender and Social Policy* (p. 197-214). Cheltenham, UK et Northampton, MA : Edward Elgar Publishing.
- Jenson, J. (2019). L'émergence d'un paradigme. Investissement social et entrepreneuriat social en Europe. Dans J.-L. Klein, J. Boucher, A. Camus, C. Champagne, & Y. Noiseux (dir.), *Trajectoires d'innovation : Des émergences à la reconnaissance* (p. 171-181). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Jenson, J., & Saint-Martin, D. (2003). New Routes to Social Cohesion? Citizenship and the Social Investment State. *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 28(1), 77-99. doi: 10.2307/3341876
- Jetté, C. (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'Etat-providence : Trois décennies de coconstruction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Jetté, C., & Vaillancourt, Y. (2011). Social Economy and Home Care Services in Quebec : Co-Production or Co-Construction? *Voluntas : International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 22(1), 48-69. doi : 10.1007/s11266-010-9134-8
- Jetté, C., Vaillancourt, Y., & Bergeron-Gaudin, J.-V. (2011). L'économie plurielle dans les services à domicile au Canada : Une comparaison des modes de régulation entre le Québec et l'Ontario. *Lien social et Politiques*, 66, 155-175. doi : 10.7202/1008877ar
- Jodelet, D. (2003). Représentations sociales : Un domaine en expansion. Dans D. Jodelet (dir.), *Les représentations sociales* (p. 45-78). doi: 10.3917/puf.jodel.2003.01.0045
- Johnstone, M. (2018). Settler Feminism, Race Making, and Early Social Work in Canada. *Affilia*, 33(3), 331–345. doi : 10.1177/0886109918762518

- Jordan, C., Orozo, E., & Averett, A. (2002). *Emerging Issues in School, Family, & Community Connections*. (Synthèse annuelle). Récupéré de National Center for Family and Community Connections with Schools SEDL : <https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED536949.pdf>
- Joseph, M., & Chaskin, R. (2010). Living in a Mixed-Income Development : Resident Perceptions of the Benefits and Disadvantages of Two Developments in Chicago. *Urban Studies*, 47(11), 2347-2366. doi: 10.1177/0042098009357959
- Jouve, B. (2005). La démocratie en métropoles : Gouvernance, participation et citoyenneté. *Revue française de science politique*, 55(2), 317-337. doi : 10.3917/rfsp.552.0317
- Kalantzis, M., Cope, B., Noble, G., & Poynting, S. (2011). *Cultures of Schooling : Pedagogies for Cultural Difference and Social Access*. Londres et New York : Routledge.
- Karsz, S. (2004). *Pourquoi le travail social? : Définition, figures, clinique*. Paris : Dunod.
- Kearns, A., & Mason, P. (2007). Mixed Tenure Communities and Neighbourhood Quality. *Housing Studies*, 22(5), 661-691. doi: 10.1080/02673030701474628
- Kergoat, D. (2001). Le rapport social de sexe de la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. Dans J. Bisilliat & C. Verschuur (dir.), *Genre et économie : Un premier éclairage* (p. 78-88). doi : 10.4000/books.iheid.5419
- Kergoat, D. (2004). Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe. Dans H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doare, & D. Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme* (2^{ème} édition, p. 35). Paris : Presses Universitaires de France.
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M., Harisson, D., & Lévesque, B. (2014). L'innovation sociale au Québec : Un système d'innovation fondé sur la concertation. Dans J.-L. Klein, J.-L. Laville, & F. Moulaert (dir.), *L'innovation sociale* (p. 193-246). Toulouse : ERES.
- Knijn, T., & Hopman, M. (2013). *The turn to parenting in four European Welfare states* (Working paper pour la Impalla-Espanet International Conference).
- Knudson-Martin, C., & Mahoney, A. R. (2005). Moving Beyond Gender : Processes That Create Relationship Equality. *Journal of Marital and Family Therapy*, 31(2), 235-258. doi: 10.1111/j.1752-0606.2005.tb01557.x
- Koniak - Griffin, D., Logsdon, M. C., Hines - Martin, V., & Turner, C. C. (2006). Contemporary Mothering in a Diverse Society. *Journal of Obstetric, Gynecologic & Neonatal Nursing*, 35(5), 671-678. doi: 10.1111/j.1552-6909.2006.00089.x
- Kruzynski, A. (2005). Trajectoires de militantes dans un quartier ouvrier de Montréal : Trente ans de changements. *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 86-104. doi : 10.3917/nqf.243.0086
- Laaroussi-Vatz, M., Montejo, M., Lessard, D., & Viana, M. (1995). Femmes immigrantes en région : Une force pour le développement local ? *Nouvelles pratiques sociales*,

- 8(2), 123-137. doi : 10.7202/301332ar
- Lachapelle, R. (2017). *Être passeur: La fonction de liaison en organisation communautaire*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lachapelle, R., & Bourque, D. (2020). *Intervenir en développement des territoires*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lafontaine, D., & Thivierge, N. (1997). Les femmes actrices de changement et le devenir des espaces urbains et ruraux régionaux au Québec. *Recherches féministes*, 10(2), 137-153. doi : 10.7202/057940ar
- Laforest, R. (2013). Shifting scales of governance and civil society participation in Canada and the European Union. *Canadian Public Administration*, 56(2), 235-251. doi: 10.1111/capa.12016
- Lamoureux, D. (2005). Les tentatives d'instrumentalisation de la société civile par l'État. Dans F. Saillant & É. Gagnon (dir.), *Communautés et socialités Formes et force du lien social dans la modernité tardive* (p. 37-58). Montréal : Liber.
- Lamoureux, H., Lavoie, J., Mayer, R., & Panet-Raymond, J. (2008). *La pratique de l'action communautaire* (2^e éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lamoureux, J. (2001). Marges et citoyenneté. *Sociologie et sociétés*, 33(2), 29-47. doi : 10.7202/008310ar
- Landour, J. (2016). La parentalité, une contribution au capital des femmes des classes supérieures ? *Genre, sexualité & société*, 16. doi : 10.4000/gss.3886
- Landour, J., & Odier, L. (2017). Travail parental et bien être de l'enfant. Entre assignation et pouvoir des mères. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 48(2), 75-93. doi : 10.4000/rsa.2019
- Lapierre, S., & Levesque, J. (2013). 25 ans plus tard... et toujours nécessaires ! Les approches structurelles dans le champ de l'intervention sociale. *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, 19(1), 38-64. doi : 10.7202/1018041ar
- Larose, F., Terrisse, B., Lenoir, Y., & Bédard, J. (2004). Approche écosystémique et fondements de l'intervention éducative précoce en milieux socio-économiques faibles. Les conditions de la résilience scolaire. *Brock Education: A Journal of Educational Research and Practice*, 13(2). doi : 10.26522/brocked.v13i2.51
- Laurin, N. (1999). Le démantèlement des institutions intermédiaires de la régulation sociale : Vers une nouvelle forme de domination. *Sociologie et sociétés*, 31(2), 65-72. doi : 10.7202/001416ar
- Lavoie, C. (2012). Race, Power and Social Action in Neighborhood Community Organizing : Reproducing and Resisting the Social Construction of the Other. *Journal of Community Practice*, 20(3), 241-259. doi : 10.1080/10705422.2012.700277
- Lavoie, J., & Panet-Raymond, J. (2014). *La pratique de l'action communautaire* (3^e éd.).

- Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Leblanc, P. (2020, 15 janvier). Les logements locatifs toujours plus rares, toujours plus chers. *Radio-Canada.ca*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1474191/taux-inoccupation-appartements-locatifs-loyers-schl>
- Lefèvre, S., & Berthiaume, A. (2017a). Le choix des donataires. Ethnographie d'un comité de sélection d'une fondation philanthropique atypique. *ethnographiques.org*, 34. Récupéré de <https://www.ethnographiques.org/2017/Lefevre-Berthiaume>
- Lefèvre, S., & Berthiaume, A. (2017b). Les partenariats entre secteur public et fondations philanthropiques au Québec : Genèse, contestation et épilogue d'une réforme de l'action publique. *Revue française d'administration publique*, 163(3), 491-506. doi:10.3917/rfap.163.0491
- Lefèvre, S., & Charbonneau, J. (2011). Présentation : Philanthropie et fondations privées : vers une nouvelle gouvernance du social ? *Lien social et Politiques*, 65, 7-16. doi : 10.7202/1006023ar
- Lemieux, D., Charbonneau, J., & Comeau, M. (2005). *La parentalité dans les organismes communautaires Famille. Action concertée FQRSC* (Rapport de recherche). Montréal : Institut national de la recherche scientifique. Récupéré de http://www.fqocf.org/wp-content/uploads/2018/01/FQOCF_parentalite_ocf.pdf
- Levasseur, K., & Phillips, S. D. (2004, octobre 1). Square Pegs in Round Holes : Vertical and Horizontal Accountability in Voluntary Sector Contracting. *The Philanthropist*, 19(3). Récupéré de <https://thephilanthropist.ca/2004/10/square-pegs-in-round-holes-vertical-and-horizontal-accountability-in-voluntary-sector-contracting/>
- LeVasseur, L. (2015). Quebec's bifurcated schools : Tensions between democratic and commercial values. *European Educational Research Journal*, 14(3-4), 364-376. doi: 10.1177/1474904115589041
- Lévesque, B. (2002). Le modèle québécois : Un horizon théorique pour la recherche, une porte d'entrée pour un projet de société ? *Interventions économiques*, 29. doi : 10.4000/interventionseconomiques.1012
- Lévesque, B. (2007). *Une gouvernance partagée et un partenariat institutionnalisé pour la prise en charge des services d'intérêt général* (Cahiers du CRISES no. ET0701). Montréal : Centre de recherche sur les innovations sociales. Récupéré de <https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/10/ET0701.pdf>
- Lévesque, B. (2011). La reconnaissance de l'économie sociale au Québec. Un long processus qui n'arrive à maturité qu'au tournant du siècle. Dans M.J. Bouchard (dir.), *L'économie sociale, vecteur d'innovation. L'expérience du Québec* (p. 21-61). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lévesque, B. (2016). Économie sociale et solidaire et entrepreneur social : Vers quels

- nouveaux écosystèmes ? *Revue Interventions économiques*. 54. Récupéré de <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2802>
- Lévesque, B., & Mendell, M. (2005). L'économie sociale : Diversité des définitions et des constructions théoriques. *Revue Interventions économiques*. 32. doi : 10.4000/interventionseconomiques.852
- Lewis, J. (1997). Gender and welfare regimes: further thoughts. *Social Politics*, 4(2), 160-177. doi: 10.1093/sp/4.2.160
- Lewis, J. (2002). Gender and welfare state change. *European Societies*, 4(4), 331-357. doi: 10.1080/1461669022000022324
- Lieghio, M., & Caragata, L. (2016). "Why Are You Talking to Me Like I'm Stupid?" : The Micro-Aggressions Committed Within the Social Welfare System Against Lone Mothers. *Affilia*, 31(1), 7-23. doi :10.1177/0886109915592667
- Loeffler, E., & Bovaird, T. (2018). From Participation to Co-production : Widening and Deepening the Contributions of Citizens to Public Services and Outcomes. Dans E. Ongaro & S. Van Thiel (dir.), *The Palgrave Handbook of Public Administration and Management in Europe* (p. 403-423). doi: 10.1057/978-1-137-55269-3_21
- Lombardo, E., & Meier, P. (2016). Gender Mainstreaming in the EU : Incorporating a Feminist Reading? *European Journal of Women's Studies*, 13(2), 151–166. doi: 10.1177/1350506806062753
- Lott, B. (2001). Low-Income Parents and the Public Schools. *Journal of Social Issues*, 57(2), 247-259. doi: 10.1111/0022-4537.00211
- Louargant, S., & Côté, D. (2017). Porter la voix des femmes dans les politiques territoriales locales : Regards croisés Gatineau—Grenoble. *Géocarrefour*, 91(1). doi : 10.4000/geocarrefour.10042
- Lowe, P., Lee, E., & Macvarish, J. (2015). Growing better brains? Pregnancy and neuroscience discourses in English social and welfare policies. *Health, Risk & Society*, 17(1), 15-29. doi: 10.1080/13698575.2014.994479
- L'R des centres de femmes du Québec. (2016, juin). *Base d'unité politique*. Récupéré de <https://rcentres.qc.ca/base-dunite-politique/>
- Luccisano, L., & Wall, G. (2009). The Shaping of Motherhood through Social Investment in Children : Examples from Canada and Mexico. Dans L. Macdonald & A. Ruckert (dir.), *Post-Neoliberalism in the Americas* (p. 199-214). doi: 10.1057/9780230232822_13
- Lucey, H., & Reay, D. (2002). Carrying the beacon of excellence : Social class differentiation and anxiety at a time of transition. *Journal of Education Policy*, 17(3), 321-336. doi: 10.1080/02680930210127586
- Ma, J., Fallon, B., & Richard, K. (2019). The overrepresentation of First Nations children and families involved with child welfare : Findings from the Ontario incidence

- study of reported child abuse and neglect 2013. *Child Abuse & Neglect*, 90, 52-65. doi : 10.1016/j.chiabu.2019.01.022
- Macvarish, J., Lee, E., & Lowe, P. (2014). The “First Three Years” Movement and the Infant Brain : A Review of Critiques. *Sociology Compass*, 8(6), 792-804. doi: 10.1111/soc4.12183
- Madison, D. S. (2012). *Critical ethnography: Method, ethics, and performance*. Thousand Oaks, CA : SAGE.
- Mahon, R. (2019). Broadening the social investment agenda : The OECD, the World Bank and inclusive growth. *Global Social Policy*, 19(1-2), 121-138. doi: 10.1177/1468018119826404
- Malenfant, R. (2002). Concilier travail et maternité : Un sens, des pratiques, des effets. Dans Corbeil, C. & F. Descarriers (dir.), *Espace et temps de la maternité* (p. 478-500). Les éditions du remue-ménage.
- Maltais, A. (2016). Anciens et nouveaux petits commerçants face à la transformation socioéconomique de deux anciens quartiers populaires montréalais. *Lien social et Politiques*, 77, 148-165. doi : 10.7202/1037906ar
- Mattsson, T. (2014). Intersectionality as a Useful Tool : Anti-Oppressive Social Work and Critical Reflection. *Affilia*, 29(1), 8-17. doi : 10.1177/0886109913510659
- Martin, C. (2014). *Être un bon parent : Une injonction contemporaine*. Rennes : Presses de l’EHESP.
- Martin, C. (2015). Parenting Support in France : Policy in an Ideological Battlefield. *Social Policy and Society*, 14(4), 609-620. doi: 10.1017/S147474641500024X
- Martin, C. (2017). Parenting as a Public Problem in a Neoliberal Era : A Changing Regime in France? *Journal of Comparative Family Studies*, 48(3), 303–314. doi : 10.3138/jcfs.48.3.303
- Martin, C., Campéon, A., Keppens, D., & Rothé, C. (2014). *Gouverner les « nouveaux risques sociaux » : Le cas des politiques en direction de l’enfance et de la parentalité dans les systèmes de protection sociale européens* (Rapport de recherche ANR-10-ORA-005). Récupéré de HAL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01168719>
- Masson, D. (2001). Gouvernance partagée, associations et démocratie : Les femmes dans le développement régional. *Politique et Sociétés*, 20(2-3), 89-115. doi : 10.7202/040276ar
- Maynard, R. (2018). *NoirEs sous surveillance : Esclavage, répression et violence d’État au Canada*. Montréal : Mémoire d’encrier.
- Mehrotra, G. (2010). Toward a Continuum of Intersectionality Theorizing for Feminist Social Work Scholarship. *Affilia*, 25(4), 417-430. doi : 10.1177/0886109910384190

- Mendell, A. (2007). *La mise en action du modèle écologique par les acteurs d'un territoire CLSC dans le cadre d'un programme de santé publique en périnatalité et pour la petite enfance* (Mémoire de santé communautaire, Université de Montréal). Récupéré de <https://papyrus.bib.umontreal.ca/>
- Midgley, J., Dahl, E., & Wright, A. C. (dir.) (2017). *Social Investment and Social Welfare : International and Critical Perspectives*. Cheltenham : Edward Elgar Pub.
- Mihelic, M., Morawska, A., & Filus, A. (2017). Effects of early parenting interventions on parents and infants : A meta-analytic review. *Journal of Child and Family Studies*, 26(6), 1507-1526. doi: 10.1007/s10826-017-0675-y
- Millar, J. (2019). Self-Responsibility and Activation for Lone Mothers in the United Kingdom. *American Behavioral Scientist*, 63(1), 85-99. doi: 10.1177/0002764218816804
- Ministère de la Famille. (2018). Programme de soutien financier pour favoriser la participation des parents. Récupéré de <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/Famille/aide-partenaires/organismes-communautaires/favoriser-part-parents/Pages/index.aspx>
- Molyneux, M. (2006). Mothers at the Service of the New Poverty Agenda : Progres/Oportunidades, Mexico's Conditional Transfer Programme. *Social Policy & Administration*, 40(4), 425-449. doi: 10.1111/j.1467-9515.2006.00497.x
- Montoya. (2017, mars 7). Une grève internationale des femmes annoncée dans cinquante pays. *Le Monde.fr*. Récupéré de https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/07/une-greve-internationale-des-femmes-annoncee-pour-le-8-mars-dans-cinquante-pays_5090632_3210.html
- Moreau, M. (1987). L'approche structurelle en travail social : Implications pratiques d'une approche intégrée conflictuelle. *Service social*, 36(2-3), 227-247. doi : 10.7202/706361ar
- Morel, N. (2007). Le genre des politiques sociales. L'apport théorique des « gender studies » à l'analyse des politiques sociales. *Sociologie du Travail*, 49(3), 383-397. doi : 10.1016/j.soctra.2007.06.027
- Morel, N., Palier, B., & Palme, J. (2012). Beyond the welfare state as we knew it? Dans N. Morel, B. Palier, & J. Palme (dir.), *Towards A Social Investment Welfare State ? : Ideas, Policies and Challenges* (p. 1-30). Bristol : Policy Press.
- Morris, A. S., Robinson, L. R., Hays-Grudo, J., Claussen, A. H., Hartwig, S. A., & Treat, A. E. (2017). Targeting Parenting in Early Childhood : A Public Health Approach to Improve Outcomes for Children Living in Poverty. *Child Development*, 88(2), 388-397. doi: 10.1111/cdev.12743
- Morrison, J., Pikhart, H., Ruiz, M., & Goldblatt, P. (2014). Systematic review of parenting interventions in European countries aiming to reduce social inequalities in

- children's health and development. *BMC Public Health*, 14(1), 1040. doi: 10.1186/1471-2458-14-1040
- Nielsen, M. (2017, 27 juin). How parenting advice assumes you're white and middle class. *The Conversation*. Récupéré de : <https://theconversation.com/how-parenting-advice-assumes-youre-white-and-middle-class-79333>
- Nielsen, M., Haun, D., Kärtner, J., & Legare, C.H. (2017). The persistent sampling bias in developmental psychology: A call to action. *Journal of Experimental Child Psychology*, 162, 31–38. doi: 10.1016/j.jecp.2017.04.017.
- Nicole-Drancourt, C. (2015). Mettre en perspective la perspective d'investissement social. *La Revue de l'Ires*, 85-86(2), 171-209. doi : 10.3917/rdli.085.0171
- Noël, A. (2017). Social Investment in a Federal Welfare State : The Quebec Experience. Dans A. Hemerijck (dir.), *The Uses of Social Investment*. Oxford : Oxford University Press. doi : 10.1093/oso/9780198790488.003.0023
- O'Leary C., Baines S., Bailey G., McNeil T., Csoba J., & Sipos F. (2018). Innovation and Social Investment Programs in Europe. *European Policy Analysis*, 4(2), 294-312. doi: 10.1002/epa2.1052
- Ollivier, M., & Tremblay, M. (2000). *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Paris : L'Harmattan.
- O'Reilly, K. (2009). *Key Concepts in Ethnography*. Londres : SAGE Publications.
- Orloff, A. S. (1993). Gender and the Social Rights of Citizenship : The Comparative Analysis of Gender Relations and Welfare States. *American Sociological Review*, 58(3), 303. doi: 10.2307/2095903
- Orloff, A. S., & Palier, B. (2009). The Power of Gender Perspectives : Feminist Influence on Policy Paradigms, Social Science, and Social Politics. *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 16(4), 405-412. doi: 10.1093/sp/jxp021
- Ostendorf, W., Musterd, S., & Vos, S. D. (2001). Social Mix and the Neighbourhood Effect. Policy Ambitions and Empirical Evidence. *Housing Studies*, 16(3), 371-380. doi: 10.1080/02673030120049724
- Palier, B. (2005). Ambiguous agreement, cumulative change : French social policy in the 1990. Dans W. Streeck & K. Thelen (dir.), *Beyond Continuity : Institutional Change in Advanced Political Economies* (p. 127-144). Oxford : Oxford University Press.
- Panet-Raymond, J., & Bourque, D. (1991). *Partenariat ou pater-nariat? : La collaboration entre établissements publics et organismes communautaires œuvrant auprès des personnes âgées à domicile*. Montréal : Groupe de recherche en développement communautaire, Université de Montréal.
- Parazelli, M., Campeau, A., & Gaudreau, L. (2017). L'autonomie des destinataires de l'action communautaire : Faits saillants d'une recherche collaborative. *Nouvelles*

- pratiques sociales*, 29(1-2), 201-223. doi : 10.7202/1043402ar
- Parazelli, M., Hébert, J., Huot, F., Bourgon, M., Gélinas, C., Laurin, C., Lévesque, S., Rhéaume, M., & Gagnon, S. (2003). Les programmes de prévention précoce : Fondements théoriques et pièges démocratiques. *Service social*, 50(1), 81-121. doi : 10.7202/006920ar
- Parazelli, M., Lévesque, S., & Gélinas, C. (2012). La prévention précoce en question. *Nouvelles pratiques sociales, hors série*, 1-15. doi : 10.7202/1008623ar
- Parent, A.-A., O'Neill, M., Roy, B., & Simard, P. (2012). Entre santé publique et organisation communautaire : Points de convergence et de divergence autour du développement des communautés au Québec. *Revue de l'Université de Moncton*, 43(1-2), 67-90. doi : 10.7202/1023978ar
- Parton, N. (2008). The "Change for Children" Programme in England : Towards the "Preventive-Surveillance State". *Journal of Law and Society*, 35(1), 166-187. doi : 10.1111/j.1467-6478.2008.00420.x
- Pasolli, K. E. (2015). Comparing Child Care Policy in the Canadian Provinces. *Canadian Political Science Review*, 9(2), 63-78. Récupéré de <https://ojs.unbc.ca/index.php/cpsr/article/download/541/938>
- Passeron, J.-C. (2006). *Le Raisonnement sociologique : Un espace non poppérien de l'argumentation* (édition revue et augmentée). Paris : Albin Michel.
- Pedersen, D. E. (2012). The Good Mother, the Good Father, and the Good Parent : Gendered Definitions of Parenting. *Journal of Feminist Family Therapy*, 24(3), 230-246. doi: 10.1080/08952833.2012.648141
- Pestoff, V. (2006). Citizens and co-production of welfare services : Childcare in eight European countries. *Public Management Review*, 8(4), 503-519. doi: 10.1080/14719030601022882
- Pestoff, V., Brandsen, T., & Vershuere, B. (dir.). (2012). *New Public Governance, the Third Sector, and Co-Production*. doi: 10.4324/9780203152294
- Phillips, S. D. (2001). SUFA and Citizen Engagement : Fake or Genuine Masterpiece? *Policy Matters*, 2(7). Récupéré de <https://irpp.org/research-studies/policy-matters-vol2-no7/>
- Phillips, S. D. (2006, August). *Intersection of Governance and Citizenship in Canada : Not Quite the Third Way* (Rapport de recherche vol.7, no. 4). Récupéré de Institute for Research on Public Policy : <https://irpp.org/wp-content/uploads/assets/research/strengthening-canadian-democracy/the-intersection-of-governance-and-citizenship-in-canada/pmvol7no4.pdf>
- Phillips, S. D., Laforest, R., & Graham, A. (2010). From shopping to social innovation : Getting public financing right in Canada. *Policy and Society*, 29(3), 189-199. doi: 10.1016/j.polsoc.2010.06.001

- Phillips, S. D., & Smith, S. R. (2014). A Dawn of Convergence? : Third sector policy regimes in the “Anglo-Saxon” cluster. *Public Management Review*, 16(8), 1141-1163. doi: 10.1080/14719037.2014.965272
- Piotte, J.-M. (1998). *Du combat au partenariat : Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*. Montréal : Éditions Nota bene.
- Poirier, A., & Tremblay-Fournier, C. (2017, mai 23). La grève des stages est une grève des femmes. *Françoise Stéréo*. Récupéré de <http://francoisestereo.com/greve-stages-greve-femmes/>
- Posey-Maddox, L., Kimelberg, S. M., & Cucchiara, M. (2014). Middle-Class Parents and Urban Public Schools: Current Research and Future Directions. *Sociology Compass*, 8(4), 446-456. doi: 10.1111/soc4.12148
- Posey-Maddox, L., Kimelberg, S. M., & Cucchiara, M. (2016). Seeking a “critical mass” : Middle-class parents’ collective engagement in city public schooling. *British Journal of Sociology of Education*, 37(7), 905-927. doi: 10.1080/01425692.2014.986564
- Proulx, J., Bourque, D., & Savard, S. (2005). *Les interfaces entre l’État et le tiers secteur au Québec* (Working Paper). Gatineau : Centre d’étude et de recherche en intervention sociale. Récupéré de <https://depot.erudit.org/id/002115dd>
- Punch, M. (1986). *The politics and ethics of fieldwork*. Beverly Hills, CA : Sage Publications.
- Quantz, R. A., LeCompte, M. D., Millroy, W. L., & Preissle, J. (1992). On critical ethnography (with some postmodern considerations). Dans M.D. LeCompte, W.L. Millroy & J. Preissle (dir.), *The handbook of qualitative research in education* (p. 447-505). San Diego : Academic Press.
- Regroupement pour la valorisation de la paternité (RVP). (2020). *La documentation*. Récupéré de Regroupement pour la valorisation de la paternité : <https://www.rvpaternite.org/documentation/>
- René, J.-F., Soulières, M., & Jolicoeur, F. (2004). La place et la participation des parents dans les Organismes communautaires Famille : Pratiques et défis pour une prise en charge citoyenne. *Nouvelles pratiques sociales*, 17(1), 66-82. doi : 10.7202/010574ar
- Rivière, C. (2018). Entre craintes et célébration. *Diversité : ville école intégration*, 191, 90-95. Récupéré de HAL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01717179/document>
- Roberts, D. (2002). *Shattered Bonds : The Color Of Child Welfare*. New York : Civitas Books.
- Roche, E., & Rutland, T. (2019). La diversité sans diversité : Différences « raciales » et accès au logement dans deux villes plurielles francophones (Montréal et Saint-Denis). *L’information géographique*, 83(3), 19-38. doi : 10.3917/lig.903.0019

- Romagnoli, A., & Wall, G. (2012). "I know I'm a good mom" : Young, low-income mothers' experiences with risk perception, intensive parenting ideology and parenting education programmes. *Health, Risk & Society*, 14(3), 273-289. doi: 10.1080/13698575.2012.662634
- Roos, J.-F. (2012). La prévention précoce, un régime minceur pour le développement des communautés. *Nouvelles pratiques sociales, hors série*, 90-97. doi : 10.7202/1008644ar
- Rose, D. (2004). Discourses and experiences of social mix in gentrifying neighbourhoods : A Montreal case study. *Canadian Journal of Urban Research*, 13(2), 278-316.
- Rose, D., Germain, A., Bacqué, M.-H., Bridge, G., Fijalkow, Y., & Slater, T. (2013). "Social Mix" and Neighbourhood Revitalization in a Transatlantic Perspective : Comparing Local Policy Discourses and Expectations in Paris (France), Bristol (UK) and Montreal (Canada). *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(2), 430-450. doi: 10.1111/j.1468-2427.2012.01127.x
- Rossi, U., & Vanolo, A. (2015). Urban Neoliberalism. Dans J.Wright (dir.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences* (p. 846-853). doi : 10.1016/B978-0-08-097086-8.74020-7
- Rothwell, D., Wegner-Lohin, J., Fast, E., De Boer, K., Trocme, N., Fallon, B., & Esposito, T. (2018). Explaining the Economic Disparity Gap in the Rate of Substantiated Child Maltreatment in Canada. *Journal of Law and Social Policy*, 28(1), 39-60.
- Roy, M., Sénécal, G., & Desroches, M.-È. (2015). Agir aux marges de la concertation de quartier : Le conciliabule autour de la conversion de l'église Très-Saint-Nom-de-Jésus à Montréal. *Lien social et Politiques*, 73, 53-70. doi : 10.7202/1030951ar
- Rutland, T. (2013). "Where the little life unfolds" : Women's citizenship, moral regulation and the production of scale in early twentieth-century Halifax, Nova Scotia. *Journal of Historical Geography*, 42, 167-179. doi : 10.1016/j.jhg.2013.05.002
- Sainsbury, D. (1996). *Gender, Equality and Welfare States*. doi : 10.1017/CBO9780511520921
- Saint-Martin, D. (2000). De l'État-providence à l'État d'investissement social : Un nouveau paradigme pour enfant-er l'économie du savoir ? Dans L. A. Pal (dir.), *How Ottawa Spends 2000-2001 : Past Imperfect, Future Tense* (p. 33-57). Don Mills, Ontario : Oxford University Press.
- Saraceno, C. (2015). A Critical Look to the Social Investment Approach from a Gender Perspective. *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 22(2), 257-269. doi: 10.1093/sp/jxv008
- Saraceno, C. (2016). L'égalité entre les hommes et les femmes dans le discours sur l'investissement social : Une vision trop réductrice ? *Informations sociales*, 192(1), 56-64. doi : 10.3917/inso.192.0056

- Sarkissian, W. (1976). The Idea of Social Mix in Town Planning : An Historical Review. *Urban Studies*, 13(3), 231-246. doi: 10.1080/00420987620080521
- Savage, M., Bagnall, G., & Longhurst, B. (2005). *Globalization and Belonging*. doi: 10.4135/9781446216880
- Savard, S., Bourque, D., & Lachapelle, R. (2015). Third Sector Organizations in Québec and the New Public Action in Community Development. *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, 6(2). doi : 10.22230/cjnser.2015v6n2a191
- Savard, S., Harvey, B., & Tremblay, S. (2008). Les relations de collaboration entre le secteur public et les organismes communautaires du secteur jeunesse-enfance-famille : Entre la sous-traitance et la coconstruction. *Canadian Public Administration*, 51(4), 569-588. doi : 10.1111/j.1754-7121.2008.00042.x
- Savard, S., & Proulx, J. (2012). Les organismes communautaires au Québec : De la coexistence à la complémentarité. *Canadian journal of nonprofit and social economy research*, 3(2). doi : 10.22230/cjnser.2012v3n2a115
- Sawicki, F. (2000). Les politistes et le microscope. Dans M. Bachir (dir.), *Les méthodes au concret* (p. 143-164). Paris : PUF, CURAPP.
- Schumaker, K. (2012). *An Exploration of the Relationship Between Poverty and Child Neglect in Canadian Child Welfare* [Thèse de travail social, University of Toronto]. Récupéré de : <https://tspace.library.utoronto.ca/>
- Schwandt, T. A. (1997). *Qualitative Inquiry : A Dictionary of Terms*. Thousand Oaks : SAGE Publications.
- Sen, A. K. (1992). *Inequality Reexamined*. Oxford : Oxford University Press.
- Shragge, E. (2007). La pratique communautaire et la lutte pour la transformation sociale. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(2), 184-192. doi : 10.7202/016059ar
- Simonet, M. (2018). *Travail gratuit : La nouvelle exploitation ?* Paris : Textuel.
- Small, M. L. (2015). De-Exoticizing Ghetto Poverty : On the Ethics of Representation in Urban Ethnography. *City & Community*, 14(4), 352-358. doi: 10.1111/cico.12137
- Statistique Canada. (2019). *Profil du recensement, Recensement de 2016* [Base de données]. StatCan. Récupéré de <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>
- The Combahee River Collective (2012). The Combahee River Collective Statement. Boston. Récupéré de <https://www.blackpast.org/african-american-history/combahee-river-collective-statement-1977/> (version originale publiée en 1977)
- Théolis, M., Bigras, N., Desrochers, M., Brunson, L., Régis, M., & Prévost, P. (2010). *Le projet 1, 2, 3, GO ! : Place au dialogue : Quinze ans de mobilisation autour des tout-petits et de leur famille*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Thurber, A. (2018). Keeping More Than Homes : A More Than Material Framework for Understanding and Intervening in Gentrifying Neighbourhoods. Dans J. Clark & N. Wise (dir.), *Urban Renewal, Community and Participation : Theory, Policy and Practice* (p. 25-43). doi: 10.1007/978-3-319-72311-2_2
- Thurber, A., Krings, A., Martinez, L. S., & Ohmer, M. (2019). Resisting gentrification : The theoretical and practice contributions of social work. *Journal of Social Work*, 146801731986150. doi: 10.1177/1468017319861500
- Tissot, S. (2011). *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste étasunienne*. Paris : Raisons d'agir.
- Tönnies, F. (2015). *Communauté et société : Catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris : Presses Universitaires de France. (version originale publiée en 1922)
- Toupin, L. (2014). *Le salaire au travail ménager : chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Tourigny, M., Domond, P., Trocmé, N., Sioui, B., & Baril, K. (2007). Les mauvais traitements envers les enfants autochtones signalés à la Protection de la jeunesse du Québec : Comparaison Interculturelle. *First Peoples Child & Family Review: A Journal on Innovation and Best Practices in Aboriginal Child Welfare Administration, Research, Policy & Practice*, 3(3), 84-102. doi : 10.7202/1069399ar
- Turgeon, L. (2010). *Tax, Time and Territory : The Development of Early Childhood Education and Child Care in Canada and Great Britain* (Thèse de science politique, University of Toronto). Récupéré de <https://tspace.library.utoronto.ca/>
- Twigge-Molecey, A. (2014). Exploring Resident Experiences of Indirect Displacement in a Neighbourhood Undergoing Gentrification : The Case of Saint-Henri in Montreal. *Canadian Journal of Urban Research*, 23(1), 1-22.
- Vaillancourt, Y. (2008). *L'économie sociale au Québec et au Canada : Configurations historiques et enjeux actuels* (Cahier du Larepps no. 08-07). Montréal : Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales. Récupéré de <https://docplayer.fr/18477016-L-economie-sociale-au-quebec-et-au-canada-configurations-historiques-et-enjeux-actuels.html>
- Vaillancourt, Y. (2014). *Note de recherche sur l'apport de l'économie sociale et solidaire dans la co-construction démocratique des politiques publiques : Réflexions ancrées dans des expériences canadiennes, québécoises et latino-américaines* (Cahier du Larepps no. 14-03). Montréal : Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales. Récupéré de http://www.larepps.uqam.ca/Page/Document/pdf_transversal/Cahier_14_03.pdf
- Vaillancourt, Y. (2016, mai). *La co-construction des politiques publiques*. Conférence présentée dans le cadre du Polanyi International Seminar, Paris. Récupéré de <https://emes.net/content/uploads/publications/la-co-construction-des->

- politiques-publiques/VAILLANCOURT-LA-CO-CONSTRUCTION-DES-POLITIQUES-PUBLIQUES.pdf
- Vaillancourt, Y. (2019). De la co-construction des connaissances et des politiques publiques. *SociologieS*. Récupéré de <http://journals.openedition.org/sociologies/11589>
- Valegeas, F. (2016). Les quartiers durables français à l'épreuve de la mixité sociale : De la diversité de l'habitat aux normes d'habiter écologiques. *Lien social et Politiques*, 77, 62-84. doi : 10.7202/1037902ar
- Ville de Montréal. (2016). *Politique de l'enfant : Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence*. Montréal : Ville de Montréal. Récupéré de http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/politique_enfant_version_integrale.pdf
- Ville de Montréal. (2019). *Règlement pour une métropole mixte. Montréal, métropole de l'habitation. Résumé*. Montréal : Ville de Montréal. Récupéré de http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/habitation_fr/media/documents/reglement_metropole_mixte-resume_fr.pdf
- Vincent, C. (2001). Social class and parental agency. *Journal of Education Policy*, 16(4), 347-364. doi: 10.1080/0268093011-54344
- Vozari, A-S. (2015). « Si maman va bien, bébé va bien. » La gestion des risques psychiques autour de la naissance. *Recherches familiales*, 12(1), 153-163. doi : 10.3917/rf.012.0153
- Wall, G. (2013). "Putting family first" : Shifting discourses of motherhood and childhood in representations of mothers' employment and child care. *Women's Studies International Forum*, 40, 162-171. doi: 10.1016/j.wsif.2013.07.006
- Weed, K., Nicholson, J. S., & Farris, J. R. (2015). *Teen Pregnancy and Parenting : Rethinking the Myths and Misperceptions*. New York : Routledge.
- White, D. (2012). L'institutionnalisation de la résistance : La politique québécoise de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. *Cahiers de recherche sociologique*, 53, 89-120. doi : 10.7202/1023193ar
- Widding, U. (2015). Parenting ideals and (un-)troubled parent positions. *Pedagogy, Culture & Society*, 23(1), 45-64. doi.org/10.1080/14681366.2014.919955
- Widding, U. (2018). Parental Determinism in the Swedish Strategy for Parenting Support. *Social Policy and Society*, 17(3), 481-490. doi : 10.1017/S1474746417000513
- Williams, F. (2018). Intersectionality, gender and social policy. Dans S. Shaver, *Handbook on Gender and Social Policy* (p. 37-54). Cheltenham, UK et Northampton, MA : Edward Elgar Publishing.
- Young, I. M. (2011). La démocratie délibérative à l'épreuve du militantisme. *Raisons politiques*, 42(2), 131-158. doi : 10.3917/rai.042.0131

Zukin, S., Trujillo, V., Frase, P., Jackson, D., Recuber, T., & Walker, A. (2009). New Retail Capital and Neighborhood Change : Boutiques and Gentrification in New York City. *City & Community*, 8(1), 47-64. doi : 10.1111/j.1540-6040.2009.01269.x

Annexe A : Certificat éthique



Research Ethics Board Office
James Administration Bldg.
845 Sherbrooke Street West. Rm 325
Montreal, QC H3A 0G4

Tel: (514) 398-6831

Website: www.mcgill.ca/research/researchers/compliance/human/

Research Ethics Board II
Certificate of Ethical Acceptability of Research Involving Humans

REB File #: 291-1217

Project Title: Le transfert des responsabilités sociales vers les organismes communautaires et les mères: perspectives du terrain sur l'intervention auprès des enfants en situation de pauvreté

Principal Investigator: Annabelle Berthiaume

Department: School of Social Work

Status: Ph.D. Student

Supervisor: Prof. Jill Hanley

Co-Supervisor: Prof. Louis Gaudreau, UQAM

Approval Period: January 15, 2018 to January 14, 2019

The REB-II reviewed and approved this project by delegated review in accordance with the requirements of the McGill University Policy on the Ethical Conduct of Research Involving Human Participants and the Tri-Council Policy Statement: Ethical Conduct for Research Involving Humans.

Deanna Collin
Ethics Review Administrator, REB I & II

-
- * Approval is granted only for the research and purposes described.
 - * Modifications to the approved research must be reviewed and approved by the REB before they can be implemented.
 - * A Request for Renewal form must be submitted before the above expiry date. Research cannot be conducted without a current ethics approval. Submit 2-3 weeks ahead of the expiry date.
 - * When a project has been completed or terminated, a Study Closure form must be submitted.
 - * Unanticipated issues that may increase the risk level to participants or that may have other ethical implications must be promptly reported to the REB. Serious adverse events experienced by a participant in conjunction with the research must be reported to the REB without delay.
 - * The REB must be promptly notified of any new information that may affect the welfare or consent of participants.
 - * The REB must be notified of any suspension or cancellation imposed by a funding agency or regulatory body that is related to this study.
 - * The REB must be notified of any findings that may have ethical implications or may affect the decision of the REB.